

LE MONITEUR

DES

ARCHITECTES

Paris. — Comp. générale d'Imprimerie, 18 et 19, passage de l'Opéra.
Succursale, 191, rue Lafayette.
L'Administrateur-Directeur : L. DE LA SAIGNE.

MONITEUR
DES
ARCHITECTES

REVUE MENSUELLE
DE L'ART ARCHITECTURAL

ET DES TRAVAUX PUBLICS

NOUVELLE SÉRIE

PUBLIÉE
AVEC LE CONCOURS DES PRINCIPAUX ARCHITECTES
FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

DIX-SEPTIÈME VOLUME

PARIS
A. LÉVY, ÉDITEUR, 13, RUE LA FAYETTE

PRÈS DE L'OPÉRA

1883

MONITEUR

ARCHITECTES

REVUE

LE MONITEUR

DES ARCHITECTES

REVUE

LE MONITEUR

DES ARCHITECTES

REVUE

REVUE

LE MONITEUR

DES ARCHITECTES

SOMMAIRE DU N° 1

TEXTE. — I. La Maison française, ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être, par J. Boussard. — II. La Maison américaine, par S. C. — III. La tradition en architecture, par J. Suffit, architecte. — IV. Nouveaux documents industriels pour la construction. — V. Bibliographie. — VI. Concours : Construction d'un théâtre à Saint-Lô (Manche). — VII. Nouvelles diverses. — VIII. Explication des planches. — IX. Courrier financier.

PLANCHES. — 1. Hôtel à Paris, rue Pierre-Charron : façade ; M. Fèvre, architecte. — 2. Ancien Hôtel de Ville à Orléans : porte. — 3. Fontaine des Treize-Cannelles à Ancône. — 4. Église à Navilly : façade et plan ; M. Giroud, architecte. — 5. Hôtel à Saint-Mandé : plan ; M. Salmon, architecte. — 6. Exèdre à l'extrémité d'une orangerie ; M. Leroux, architecte. — 7. Fontaine Médicis à Rome ; Cour de la Villa Médicis.

LA MAISON FRANÇAISE

CE QU'ELLE EST, CE QU'ELLE DEVRAIT ÊTRE

Les façades et coupes qui accompagnent cet article, permettront de se rendre compte du genre de décoration et de construction de cette maison, dont l'économie architecturale se prête à toutes les simplifications possibles. L'atrium, notamment, dont l'effet décoratif est si pittoresque, pourra se construire des plus aisément, et une simple poulie permettra d'ouvrir ou de fermer les châssis-vitres à l'aide d'une cordelette dont la manœuvre est fort aisée. Enfin, la petite vasque, au centre, sera calculée de façon que les jours de réception on puisse s'en servir comme point d'appui de la table qui pourra être dressée dans cette pièce, transformée en salle à manger de réception.

Voyons maintenant comment nous allons pouvoir affaiblir notre maison des difficultés et ennuis sans nombre de la fosse d'aisances. Dans ce but, nous y installerons le système dont nous avons déjà parlé dans le journal et que nous allons complètement décrire, car il est d'une importance capitale pour la province.

Ce système, fort ingénieux, dont les essais sont faits en ce moment à la caserne de la Cité, où le public est admis à les visiter, a pour base la séparation des liquides d'avec les solides. M. Bonnefin, ingénieur, qui en est l'inventeur, vous démontre spirituellement que la matière solide n'est qu'un terreau semi-liquide qui se dessèche très rapidement quand elle est isolée des liquides dont les principes chimiques forment avec lui des composés organiques désastreux pour l'o-

dorat et la santé. Pour résoudre le problème de la séparation des matières il a formé un tuyau de chute d'un diamètre assez fort et dans lequel il place sur la partie médiane, antérieure par rapport au siège, une petite cuvette semi-circulaire soudée au tuyau, à quelques centimètres en contre-bas de l'orifice supérieur. Il est très facile de comprendre que, dans cette situation, cette cuvette reçoit nécessairement les liquides, qui sont entraînés par un conduit dans un tonneau à fermeture pour en permettre le déplacement. Enfin, dans le creux de cette cuvette à liquide et dans le tonneau, on dépose des cristaux de sulfate de fer qui désinfectent absolument les urines et les transforment en un liquide légèrement verdâtre *sans saveur*, sans odeur, que vous pouvez boire si vous le désirez et en tous cas que vous pouvez laisser couler dans le ruisseau ou dans une canalisation quelconque, si vous ne préférez en arroser vos légumes, car c'est un excellent engrais.

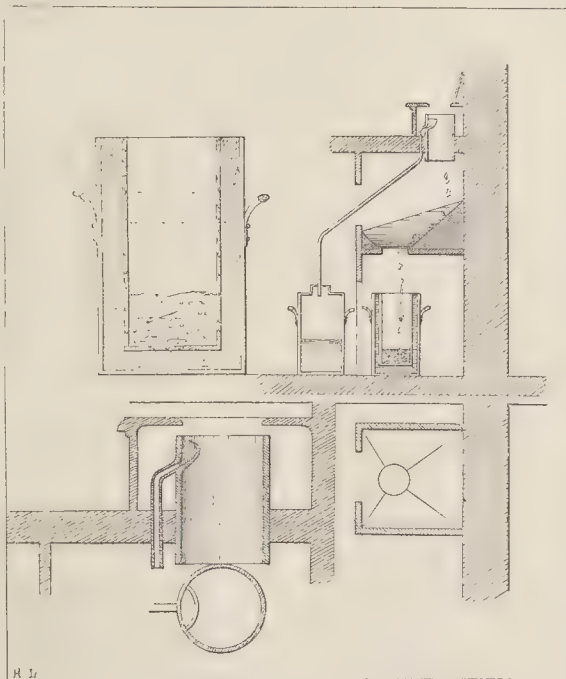
Voyons maintenant ce que deviennent les solides.

Au-dessous du tuyau de chute on établit, en bois ou en brique, une petite cage rectangulaire de 1 mètre carré terminée à 1^m30 au-dessus du sol par un petit plancher, avec lunette en avant, à 0^m10 du bord, près une petite porte de service. Puis au pourtour de cette lunette on établit un plan incliné en plâtre ou en cendre avec une inclinaison de 45° environ. Ledit plan incliné de cendre et la lunette sont combinés pour que le tuyau

de chute laisse tomber les matières au sommet du plan incliné. Enfin, au-dessous du plancher et de la lunette, on place un tonneau ordinaire en tôle dans lequel on introduit un second tonneau de diamètre moindre, dont la surface est percée de trous de 0^m015 de diamètre, et entre ces deux tonneaux on introduit des cendres, qui forment ainsi une paroi desséchante.

L'appareil ainsi disposé, voici donc ce qui arrive à l'usage : les liquides, arrêtés par la petite cuvette intérieure au tuyau de chute, sont emmenés soit au ruisseau, soit dans le tonneau, après avoir subi une désinfection complète, et quant aux solides, ils tombent sur le plan incliné en cendre, où ils s'enveloppent d'une sorte de gant de cette matière et de là

tombent dans le tonneau dont les parois de cendre achèvent la dessiccation. Un mois après lesdites matières sont devenues dures et cassantes et constituent de l'excellente fumure pour le jardin. Bien entendu que toute odeur est immédiatement enlevée et que l'odorat le plus subtil ne saurait se formaliser



en humant les odeurs de ce tonneau. Le papier entraîné avec la matière aide aussi au dessèchement et à la qualité de l'engrais recueilli. Le ventilateur des fosses ordinaires est inutile.

Toute cette installation, aussi simple que peu coûteuse, est d'un usage absolument pratique : on ne saurait trop souhaiter la voir se répandre rapidement dans nos provinces, si embarrassées à ce sujet.

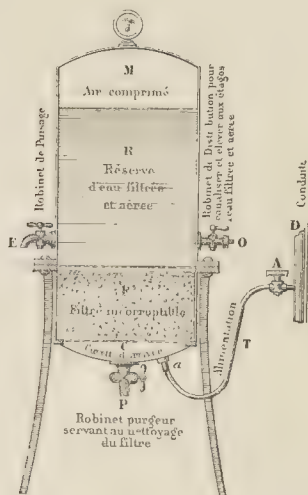


Figure 1.

Et maintenant cherchons à réaliser le rêve de tous les provinciaux éloignés des centres : avoir de l'eau dans tous les

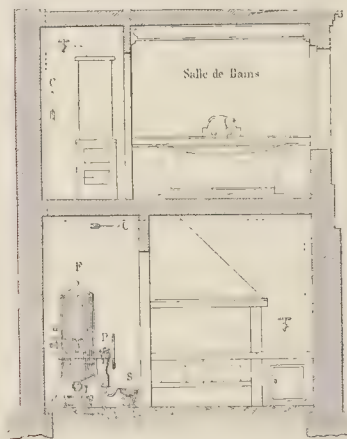


Figure 2.

étages et sur toutes les toilettes. Pour obtenir ce résultat, il nous suffira de nous adresser aux appareils de la maison Carré

et fils (1), dont la description et le fonctionnement sont des plus simples. Un cylindre en fonte ou tôle galvanisée est fermé à ses deux extrémités par une calotte sphérique en même métal. A la partie inférieure, et entre deux toiles métalliques, existe un filtre spécial absolument imputrescible, puis on a muni la partie inférieure d'un raccord d'alimentation A (Figure 1) ; et la partie supérieure, au-dessus du filtre, d'un autre robinet A (Figure 1).

Par le robinet inférieur, on met le cylindre en communication avec une pompe aspirante et foulante à l'aide de laquelle on projette de l'eau dans l'appareil. Cette eau, venant d'un puits ou d'une citerne, traverse le filtre, où elle s'épure, et vient s'amasser dans la partie supérieure du cylindre en poussant devant elle une certaine quantité d'air qu'elle comprime. Un manomètre mesure le degré de compression. Quand ce travail est terminé, vous ouvrez le robinet D (voir Figures 2 et 3) placé au-dessus du filtre, et l'eau se précipite dans la canalisation pour le service de la maison. Le mécanisme est, vous le voyez, des plus simples, puisque c'est l'air comprimé qui projette l'eau dans les étages.

Ce système a, de plus, l'avantage de filtrer l'eau, de l'oxy-

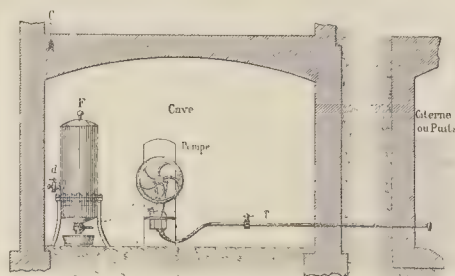


Figure 3.

géner par la compression de l'air et de permettre le nettoyage journalier des filtres. Dans ce but, il suffit d'ouvrir le robinet inférieur P (Figure 1) pour que la pression de l'air projette l'eau à travers le filtre qu'elle lave. Il est nécessaire de faire cette opération tous les matins, afin de renouveler constamment l'air comprimé que l'eau sans cela finirait par absorber, arrêtant ainsi le fonctionnement de l'appareil.

En résumé, avec ce système, toute maison de campagne ayant réservoir, puits ou citerne peut avoir une distribution d'eau à tous les étages pour le service des cuisine, office, cabinets de toilette, water-closets, etc.

Ajoutons que dans les villes et les centres où il y a des distributions d'eau, les appareils que nous venons de décrire peuvent être installés directement dans les immeubles ou hôtels sous la pression même des conduites d'eau. Les résultats hygiéniques et pratiques sont les mêmes.

La Figure 1 représente un appareil installé sur conduite d'eau dans une cuisine et formant fontaine. Les Figures 2 et 3 représentent deux installations pour maisons de campagne, l'une faite en cave, l'autre au rez-de-chaussée.

(A suivre).

J. BOUSSARD.

(1) 127, quai d'Orsay.

LA MAISON AMÉRICAINE

Au moment où notre collaborateur, M. Boussard, étudie la maison française, ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être, nous avons pensé que nos lecteurs liraient avec intérêt quelques dé-

disposition intérieure et même extérieure a été calquée sur celle de la maison anglaise, dont les premiers émigrants avaient apporté le souvenir. Elle est construite en vue d'abriter une seule famille, chacun de ses trois ou quatre étages n'ayant qu'un très petit nombre de pièces. A côté de celles-ci vous

rencontrerez sans doute des maisons comme les nôtres. Même à dire vrai, par suite de l'accroissement de la population, on en construit maintenant beaucoup plus de ce genre. Elles ont cinq ou six étages. Une excentricité a même fait élever à New-York tout un carré de maisons à quatorze étages, ayant chacune trente-six pieds anglais de largeur sur cent de profondeur. Mais la police a reconnu le jeu dangereux, et défense a été faite de continuer cette plaisanterie. Nous le répétons, la maison la plus ordinaire, celle qui domine dans les anciens Etats, celui de Pensylvanie, celui de New-York, la Nouvelle-Angleterre, le *home* recherché de tous ceux qui sont de la société, — le *Cant* règne en Amérique plus que

partout ailleurs — a une disposition intérieure presque toujours identique. L'aspect extérieur est également le même, le plus souvent du moins. On y apporte aujourd'hui un peu de diversité.

Toutes les villes américaines présentent, comme on sait, l'aspect d'un vaste échiquier auquel s'ajoutent sans cesse de nouvelles cases. Les rues et les avenues, alignées sur un plan symétrique, se coupent à angle droit. A New-York, *Broadway* est la grande artère qui traverse toute la vieille ville. Là, les maisons affectent des dimensions grandioses, des ambitions de palais, mais elles ne renferment que les offices des négociants et de luxueux magasins décorés avec autant d'éclat, que s'il s'agissait d'y vendre des cercueils ou des bijoux.

L'ombre à ce tableau est le détestable entretien de la voie. La poussière est effrayante si le soleil luit, et lorsque tombent la pluie ou la neige, il faudrait presque un bateau pour traverser la chaussée. Soyez donc étonnés alors que le *mud-boof*, le soulier en caoutchouc, soit d'un usage si cher aux Américains! Les autres rues ou avenues ne sont pas mieux entretenues, mais elles ont au moins l'avantage du calme, toute cette effrayante agitation de la ville se concentrant dans *Broadway* ou vers le port.

On comprend qu'on s'éloigne d'un centre si bruyant et, chaque jour, on s'en écarte davantage. On préfère avec raison les avenues ombragées que bordent des maisons élégantes entourées de grilles. *Fifth-avenue* est actuellement la préférée, avec *Madison-avenue* et *Washington-square*, et peut-être ces dernières surtout seront-elles bientôt détrônées de leur suprématie aristocratique par les alentours de *Central Park*, que les New-Yorkais ont ainsi ambitieusement dénommé, quoiqu'il soit encore fort loin du centre de la ville. Mais on compte sur l'avenir. Les maisons que l'on construit de ce côté sont

taux concernant les habitations qui se construisent à l'étranger. Nous parlerons aujourd'hui de la maison américaine. Les renseignements qui suivent et les croquis et dessins qui les accompagnent sont extraits d'un excellent article publié par M. G. de Leris, dans la *Revue des Arts décoratifs*; ce recueil si intéressant, publié par la maison Quantin, et dont nous avons eu plus d'une fois l'occasion d'entretenir nos lecteurs.

Le type de la maison américaine est le *Colonial-House*. Sa



de grands et beaux hôtels, la plupart entourés de jardins, et pour donner une idée de leur importance, nous pourrions citer l'un d'eux, tout récemment achevé, celui de M. D..., dont la construction et l'aménagement ont coûté plus de cinq millions. Détail bon à noter : toutes les tentures et broderies qui garnissent le salon ont été confectionnées à Paris. C'est chose assez commune.

Mais les maisons de cette dimension sont rares. Elles offrent presque toutes le même aspect et diffèrent seulement par la teinte des pierres, tantôt blanches, — rarement — tantôt grises,

Ainsi l'entrée est toujours la même. C'est une porte à un seul battant, placée sur le côté de la façade. On y accède par un petit perron de cinq marches, toujours en marbre blanc, divisé en deux par une grille ; sa seconde moitié sert à la maison contiguë. Les maisons suivantes sont semblables, toujours de deux en deux, jusqu'au bout de la rue. Cette construction est si générale qu'on note les exceptions, et que dans tout Philadelphie on ne connaît, par exemple, qu'une seule porte cochère, celle de la maison G... Encore a-t-elle été condamnée comme d'un usage peu commode.



Salle à manger de l'hôtel de M. X..., à New-York.

vertes, surtout brunes, d'un brun se rapprochant du ton de la brique, dont l'emploi a été bien abandonné.

A Philadelphie, qu'il faut citer en sa qualité de ville la plus ancienne et comme ayant gardé le mieux son cachet original, toute la vieille ville est en briques, — les rues étaient elles-mêmes pavées en briques, — mais les quartiers neufs ont été bâtis en pierre également brunes souvent, mais plutôt vertes ou grises, qu'on dénomme marbre, quoiqu'elles n'aient pas le grain ou le ton du nôtre. Les rues, larges ou longues, s'étendent alors dans une uniformité de couleurs et de formes, car, sauf de très rares exceptions, en voyant le n° 1, on connaît le n° 2001.

La disposition intérieure présente à peu près la même uniformité, comme nous le verrons en parcourant *Spruce-street* et *Pine-street*, les rues les mieux habitées de Philadelphie. Le perron gravi, la porte s'ouvrira à votre coup de sonnette, au second tout au moins, si les domestiques — cette plaie de l'Amérique — sont disposés à se hâter, et vous pénétrerez dans un long vestibule au fond duquel s'élève l'escalier à rampe droite. Sur le côté opposé s'ouvre la porte du salon, grande et belle pièce qui est le plus souvent la seule au rez-de-chaussée avec la double cuisine, cuisine d'été et cuisine d'hiver. Au premier étage se trouvent la salle à manger et l'office, qui communique avec la cuisine par un monte-plats,

puis la *library*, c'est-à-dire la bibliothèque, qui sert généralement de parloir ou de salon pour la famille. Les chambres sont au-dessus. Partout vous avez à profusion le gaz et l'eau — eau chaude et eau froide dans les cabinets de toilette — qui constituent véritablement ce que les Américains appellent le *comfort*. Pas une maison qui n'ait sa salle de bain, fort étrangement placée parfois dans une pièce plus indispensable encore. Un rideau sépare alors la baignoire du W.-C.

Il faut aussi mentionner les caves, divisées en un grand nombre de cases maçonnées ayant chacune leur destination spéciale, et dont l'une renferme le calorifère qui chauffe toute la maison sans jamais s'éteindre ni jour ni nuit. Puis, comme il fait aussi chaud l'été qu'il fait froid l'hiver, un autre caveau est réservé à la provision de la glace, dont on fait un si grand usage en Amérique. C'est là qu'on tient les viandes en réserve.

Toutes ces maisons, identiques sur le devant, le sont encore sur le derrière (*back-buildings*). Une rue, presque une ruelle les longe, parallèle à l'avenue sur laquelle se dresse la façade. Les cuisines donnent sur cette ruelle par laquelle entrent les fournisseurs et que surplombent d'immenses garde-mangers, toujours semblables, qui présentent le plus étrange aspect dans leur alignement constant. On gagne à cette disposition intérieure une grande facilité pour le service et une grande propreté.

Toutes les habitations, grandes ou petites, sont établies sur ce même type. Cela ne veut pas dire — laissant même de côté pour un moment les hôtels de dimensions plus vastes — que des modifications ne soient apportées à cet ensemble par des propriétaires désireux de varier ce plan uniforme. Certes, non. Mais la fantaisie, en tant que construction intérieure, est rare chez les Américains. Elle se déploie plutôt dans la décoration des pièces et ne fait pas toujours honneur au goût de ceux qui ne veulent suivre que leur caprice.

Nous ne disons pas cela pour la maison que s'est fait construire à New-York le docteur H... Des l'entrée, vous vous trouvez dans un *hall* de grande dimension, où le jour pénètre largement. De grands vases en majolique, garnis de plantes vertes, en remplissent les angles. Une ancienne horloge est accrochée au mur, des chaises anciennes sont éparses ça et là, et un grand tapis de fourrure occupe le milieu de la pièce. À gauche, au lieu d'une de ces *chambres de réception* à l'aspect froidement uniforme, se trouve un petit salon entièrement tendu en tapisseries et broderies. Devant une des fenêtres est un grand fauteuil en peluche verte, garanti de l'air par un écran en verre de style ancien. Un casier à livres en chêne sculpté se trouve à portée de la main. La cheminée, recouverte en velours, supporte une vieille pendule française.

En haut est la chambre d'affaires (*business-room*) et une jolie salle à manger qui fait songer à un intérieur hollandais. Les meubles sont en acajou avec appliques de cuivre et les tentures couleur cuir. L'ameublement du salon est gris. Les rideaux sont faits de peluche de coton gris, sorte de molleton de coton qui sert beaucoup à cet usage, avec bandes de velours bleu pâle. Si nous notons avec autant de détails l'aspect de chacune de ces pièces, c'est parce que cet emploi des tons doux est en peu une exception ; l'œil se heurte le plus souvent à des couleurs criardes, du plus désastreux effet.

De cette maison particulière, nous rapprocherons une sorte de bâtiment officiel. Il s'agit du Cercle de la ligue de l'Union (*Union league Club*). Il a été conçu dans de très vastes pro-

portions, et il comprend même une salle de spectacle décorée à teintes plates par Franck Hill Smith. Les deux pièces les plus remarquables, celles qu'il faut du moins signaler, sont la salle à manger et la salle des vétérans, quoique leur décoration témoigne de nombreuses fautes de goût. On n'a reculé devant aucune bizarrerie, même devant aucune brutalité, soit de couleur, soit de dessin, pour obtenir un effet, pour faire montre d'originalité. Mais ces défauts mêmes prouvent une volonté raisonnée de sortir de l'ornière commune, fût-ce au mépris de toutes les lois artistiques établies. Peu à peu, il faut le croire, certaines excentricités s'atténueront, et peut-être de ce style *hottentot* sortira-t-il un genre intéressant. Cette dénomination de style *hottentot* lui a été donnée par les Américains eux-mêmes, pour bien montrer qu'on agit sciemment en dehors de toutes les règles admises.

C'est ainsi que dans la décoration de la salle des vétérans, qui est de style XIII^e siècle, se trouvent mélangés les styles arabe et chinois, sans compter les quelques notes gothiques jetées de ci, de là, comme de vieilles ferrures rouillées sur les portes. Puis, un peu partout, de grands dessins d'argent courent sur les murs de couleurs sombres. Le bleu et le brun rougeâtre y dominent.

Mieux vaut voir cette étrange décoration que d'en lire la description.

La salle à manger a été aménagée sur les dessins de John La Farge, peintre de talent, qui s'adonne à la décoration, et qui forme de nombreux élèves travaillant sous sa direction. Elle est divisée en deux parties, l'une de dimension moindre, en forme d'alcôve, au fond de laquelle se trouve une large cheminée en cerisier. En face de la porte est une fenêtre cintrée, divisée par moitié, *Bow-Window*, et des glaces habilement disposées reflètent le jour qui entre par cette vaste baie.

Les murs sont garnis à un tiers de hauteur par des panneaux de chêne et des panneaux à la corniche, d'un papier fabriqué par M. Marcotte (de Paris) en imitation de vieux cuir de Cordoue. Des roses, des chrysanthèmes et des oiseaux sont jetés à profusion sur un fond couleur cuivre. Le plafond, en forme de dôme, est de Franck Hill Smith. La corniche est ornée d'un côté du sceau de l'Etat, de l'autre d'une « Victoire » modelée par Louis Saint-Gaudens.

Les tentures et les tapisseries dessinées par Mme Wheeler et exécutées par ses élèves, ont été spécialement faites pour l'Union Club. Elles sont d'un vert foncé rehaussé par un dessin en cuir bronzé formant bordure. Ce que nous aimons moins, ce sont les grands fauteuils anciens placés près de la cheminée, et recouverts de velours cerise avec applications vertes. De l'ancien club on n'a conservé et utilisé que les cuivres qui décorent cette pièce.

Le vestibule par lequel on passe pour arriver à la salle à manger a une décoration générale argent à dessins bleus de style arabe.

Nous nous arrêtons là dans la série des emprunts faits par nous au travail de M. de Lérès, dont nos lecteurs pourront lire la suite dans la *Revue des Arts décoratifs* (1). Dans un article prochain, nous parlerons de différents autres types étrangers qui seront, nous en sommes certains de nature à intéresser les architectes et constructeurs français.

S. C.

(1) Revue mensuelle ; Quantin, éditeur. — Prix de l'année : 20 francs.

LA TRADITION EN ARCHITECTURE

Alexandre Dumas (premier du nom) raconte dans ses impressions de voyage que, voulant profiter de son passage dans la patrie du nankin, il fit mander à bord un tailleur chinois et lui confia la confection d'un pantalon. Comme il était à redouter que le Dusautoy du Celeste-Empire prit mesure du vêtement sur le boudha de l'endroit, il eut soin de lui donner comme modèle un pantalon de nankin, coupe da boulevard des Italiens, fort taché, éraillé et défraîchi par les incidents de la traversée.

Au bout de quelques jours, le tailleur rapporta deux pantalons, le neuf et le vieux, et tout radieux de faire montre de son talent aux yeux des barbares de l'Europe, étala les deux culottes; elles étaient absolument pareilles, d'une ressemblance si frappante que certaines taches d'huile dont était imprégné le modèle se trouvaient exactement reproduites sur la copie; impossible de distinguer la neuve de l'ancienne; c'était le comble dans l'art d'imiter, un prodige d'adresse à rendre jaloux tous les architectes de France.

Il faut avouer, et cela, disons-le tout bas, que nous sommes assez Chinois sous ce rapport; encore un peu temps et nous les aurons dépassés, grâce à l'entraînement énergique mis en vigueur dans notre enseignement et à toutes les mesures officielles destinées à encourager les arts.

Avoir du talent n'est plus aujourd'hui savoir penser et rendre des conceptions d'après les formes et les proportions inspirées par le tempérament de l'artiste: non; il faut avant tout respecter *les saines traditions*, c'est-à-dire faire comme ont fait nos pères et nos grand-pères, comme devront faire nos enfants et nos petits-enfants pour le plus grand bien de l'art. C'est ce qu'en architecture nous appelons le progrès.

Il est curieux de constater combien, en France, nous nous payons de mots d'autant plus creux qu'ils sont plus sonores: la tradition! le grand art! comment échapper à cette magie des mots?... Suivre la tradition, c'est être assuré du succès des études et, dans les concours, avoir pour soi tous les maîtres, tous les dispensateurs des honneurs et des distinctions; car la tradition est, en un mot, la divinité de l'art consacré, ayant son culte, ses pontifes et qu'il faut adorer pour se rendre les dieux favorables.

Aussi, pour conserver les saines traditions, pour sacrifier à cette déesse de la rengaine antique, pour l'amour du grec et du romain, a-t-on éteint notre art national dans son épanouissement, sans respect pour les cinq siècles de splendeur qu'il a fournis, pour lui substituer un art étrange, si l'on peut nommer un art ce maquillage d'éléments divers empruntés aux siècles passés; et le génie de l'architecture a été réduit à une science d'arrangements où l'aptitude des combinaisons, la mémoire et une bibliothèque bien choisie tiennent lieu d'initiative individuelle et d'originalité de conception. Nous sommes rivés à la tradition, condamnés à l'inertie, et tandis que tout autour de nous, emportés par le mouvement, les arts, les sciences, les lettres gravitent vers les destinées nouvelles de l'avenir, nous restons là, plongés dans la moisissure de l'antiquité.

Sans inspiration, à court d'haleine, nous revêtons la défroque de l'antiquité; exhumant au lieu de produire, confondant ce métier de fossoyeur avec le rôle d'artiste, nous faisons un art de convention où l'inspiration n'a rien à voir. Semblables à ces musiciens étiques dont le génie consiste à varier les

thèmes des maîtres d'autrefois, nous varions sans cesse des colonnes et des frontons antiques sans jamais sortir des formules consacrées par les saines traditions. Faire des ordres grecs ou romains... voilà l'idéal du génie architectural, le fond et le tréfond des connaissances de l'architecte.

Comme le Chinois dont parle Alexandre Dumas, notre art consiste à imiter. nos aspirations à bien imiter, et dans notre pays toutes les faveurs sont acquises à qui sait faire la plus jolie grimace antique, la plus belle culotte de nankin!

Sommes-nous donc vraiment les descendants de ces vieux Gaulois, qui pendant cinq siècles ont enfanté ces merveilleuses basiliques qui couvrent notre pays?... Avons-nous renié le génie de notre race en reniant son architecture, et le bâtard romain l'emporte-t-il dans notre sang au point de nous faire oublier notre origine?... Qu'avons-nous fait de la fierté de nos pères?... En secouant le joug du vainqueur, ils se sont affranchis de son art pour y substituer une architecture née de toutes pièces sur notre sol, appropriée à notre climat, à nos usages, à nos croyances, un art empreint de l'esprit de la Gaule, dont la splendeur ne le cédait en rien aux merveilles du passé, et nous avons laissé en déshérence cette succession du génie de nos pères, trop lourde à porter pour nos tempéraments débiles!

Ah! si nos ancêtres s'étaient, comme nous, appliqués à singer l'antiquité, au lieu de créer, s'ils avaient rempli notre rôle d'eunuques et non leur œuvre virile, nous en serions encore aujourd'hui à parodier Homère ou Virgile, Sophocle ou Tércence, à encenser Belus ou Jupiter, à élever des temples à Vénus et à Priape, et nous n'aurions jamais connu nos poètes, nos penseurs, notre art sublime du moyen âge et toutes les gloires de notre pays; la science serait restée lettre close; la vapeur, l'électricité, les chemins de fer seraient inconnus et nous végéterions encore asservis par l'ignorance.

Continuons à admirer l'antiquité, à nous pénétrer des splendeurs qu'elle a créées, mais sachons être Gaulois avant d'être Latins: nous avons à continuer l'œuvre de nos pères; l'honneur de notre race nous y oblige. Nous avons assez fait de pantalons de nankin pour attester notre aptitude aux chinoïseries et assez de colonnes grecques ou romaines pour démontrer notre impuissance; il est temps de nous arracher à la contemplation du passé et de marcher en avant, car tandis que nous remontons le courant de la vie, que, voués à l'immobilité, nous assistons impassibles à la marche du progrès, nos voisins nous guettent, avancent toujours, et bientôt nous auront dépassés.

J. SUFFIT.

NOUVEAUX DOCUMENTS INDUSTRIELS

POUR LA CONSTRUCTION

L'industrie a mis aujourd'hui à la disposition des constructeurs des ressources considérables qu'il est absolument nécessaire, pour les architectes, de connaître. C'est, en effet, grâce à cette connaissance approfondie de leur utilisation qu'il est possible d'aménager les constructions modernes avec tout le confort désirable. Il est, d'un autre côté, très difficile de se bien rendre compte de l'ensemble du mouvement ascensionnel de la fabrication industrielle, dont les prospectus sont difficiles à conserver, et qui, par cela même, tiennent les intéressés à l'écart. Dans l'espoir d'aider nos abonnés, nous allons faire appel au bon vouloir des fabricants pour nous aider à

constituer un mémorial des produits les plus utiles à connaître et que nous présenterons sous une double forme. Un exposé général expliquera d'abord la nature et la qualité avec les modes d'emploi, puis un résumé succinct ne décrira plus que les propriétés sommaires avec indication des chiffres de dépense par unité, si c'est possible.

Ces résumés, collationnés à la fin de chaque année et imprimés séparément, permettront aux abonnés du *Moniteur* de se former un agenda particulier qui n'a pas encore été fait, au grand regret de nombre d'architectes soucieux de développer leur art et d'éviter le *statu quo* où tant de constructeurs se confinent au grand dommage et du public et de l'industrie, qu'on ne saurait voir trop ardemment attachée à son développement et à son progrès.

BIBLIOGRAPHIE

Rambling Sketches (Croquis variés). Nous avons déjà eu l'occasion d'entretenir nos lecteurs de cette intéressante publication. La nouvelle livraison qui vient de paraître contient six planches intéressantes, tirées et dessinées avec soin, et que nous recommandons très volontiers à ceux qui s'occupent d'art architectural.

Le système diviseur appliqué à l'égout; suppression complète de la vidange. — Tel est le titre d'une brochure intéressante publiée par M. Eugène Miotet, architecte, à la Librairie Ducher. C'est un travail fait avec soin: le système proposé est ingénieux et sera étudié avec intérêt par tous ceux que cela concerne.

CONCOURS

CONSTRUCTION D'UN THÉÂTRE A SAINT-LÔ (MANCHE).

Le théâtre sera édifié sur la halle Saint-Thomas, en utilisant les constructions existantes, avec faculté pour l'architecte de conserver ou de démolir la façade ouest. Le rez-de-chaussée de la halle demeurera affecté à la vente des grains, sauf l'emplacement nécessaire pour les escaliers et accessoires du théâtre.

Le théâtre devra contenir 500 places.

Les projets ne devront pas s'élever à plus de 125.000 francs, y compris tous décors et accessoires, appareils de chauffage et d'éclairage, installation d'un service d'eau contre l'incendie, etc.

Il est imparti un délai de deux mois, qui expirera le 1^{er} mars prochain, pour la présentation des projets. Ces projets seront examinés et classés par une commission composée du maire, de trois conseillers municipaux et de trois architectes étrangers à la localité.

L'auteur du projet classé le premier sera chargé de diriger les travaux, moyennant des honoraires fixés à 5 0/0 du montant du règlement des mémoires. Ces honoraires seront la rémunération des plans et pièces des projets, et plans et détails d'exécution, de la direction des travaux, de la vérification et du règlement des mémoires.

L'auteur du projet classé le deuxième recevra une indemnité de 1.000 francs, et l'auteur du projet classé le troisième une indemnité de 500 francs. Les projets primés appartiendront à la ville.

Les concurrents produiront :

- 1^o Un plan général du théâtre et des abords à l'échelle de 0.001 par mètre;
- 2^o Un plan du rez-de-chaussée à l'échelle de 0.01;
- 3^o Un plan de la salle et de la scène et des aménagements de l'édifice à l'échelle de 0.01;
- 4^o Un dessin de la façade occidentale et de l'une des façades latérales;
- 5^o Des coupes en long et en travers de la salle et de la scène;
- 6^o Un devis descriptif;
- 7^o Un devis estimatif.

Les pièces ou projets porteront une épigraphe ou une devise et seront déposés à l'hôtel de ville, au plus tard le premier mars 1883.

S'adresser, pour les renseignements, au secrétariat de la mairie.

NOUVELLES DIVERSES

La commission des monuments historiques s'est rendue, le mois dernier, à Blois, pour examiner les travaux de restauration du château, confiés à l'architecte de Baudot. La commission a pu constater que les travaux extérieurs faits dans la partie qui appartient à l'époque de François I^{er}, et entrepris il y a trente ans par M. Duban, en dehors du service des monuments historiques, nécessitent une réfection presque complète.

Après cet examen, une partie des membres de la commission s'est rendue au château d'Amboise pour voir les travaux qu'y exécute M. Ruprich-Robert pour M. le comte de Paris.

Direction de l'Ecole de Rome. — Par décret en date du 26 décembre 1882, rendu sur la proposition de M. le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. Edmond Le Blant, membre de l'Institut (Académie des inscriptions et belles-lettres), a été nommé pour six ans, à partir du 1^{er} janvier 1883, directeur de l'Ecole française de Rome, en remplacement de M. Geffroy, dont le mandat est expiré et n'est pas renouvelé sur sa demande.

Par le même décret, M. Geffroy, membre de l'Institut, est nommé directeur honoraire de l'Ecole française de Rome.

Echo du Palais. — Vendredi dernier 26 janvier, à l'ouverture de l'audience de la 1^{re} chambre de la Cour d'appel, il a été donné lecture d'un décret du Président de la République réhabilitant M. Nénot des conséquences légales du jugement du tribunal de Chartres, qui l'avait condamné, en 1877, à deux mois de prison et 500 fr. d'amende pour avoir, revenant d'une partie de chasse avec ses amis, déchargé son fusil sur une croix du chemin.

Nous ne saurions trop féliciter M. le Président de la République de cette décision, qui sera reçue avec plaisir et reconnaissance par le monde des artistes.

EXPLICATION DES PLANCHES

Pl. 1. — Cette façade complète et termine la publication de l'hôtel que notre confrère M. Fèvre a fait construire rue Pierre Charron. Nous nous sommes déjà longuement étendu sur la forme et les avantages du plan, dans lequel l'aménagement d'un jardin d'hiver, placé entre le salon, la salle à manger et le petit salon, formait une sorte d'atrium dont la décoration en verdure jetait une note si gaie dans les appartements.

Cette façade ne révèle pas moins de qualités dans l'étude du détail que dans la recherche des proportions générales. Tout y est petit, fin, élégant, et des mélanges de marbre blanc pour les balustrades de balcon et la gaine du premier étage ajoutent à cet aspect minutieux et recherché. C'est en somme une fort jolie œuvre et des plus intéressantes.

Pl. 2. — Décidément, les artistes de la Renaissance ont été de véritables savants, amoureux de leur art comme aucun de nous. Cette porte d'hôtel de ville est vraiment très curieuse par son érudition architecturale, car ce large chambranle qui l'enveloppe si franchement et si crânement a des senteurs d'art grec très curieuses à scruter. L'échelle des ensembles de pierre et menuiserie est absolument parfaite, et ce n'est pas là un des moindres intérêts de ce beau document. Citons aussi les détails de menuiserie de la porte.

Pl. 3. — Quelle mine précieuse pour les architectes modernes, que cette vieille Italie de la Renaissance. Cette fontaine des Treize-Cannelles est réellement une œuvre entièrement intéressante et un magnifique programme d'aiguade publique. Des fonds de tonneaux munis de leurs cannelles servent de point de départ à cette œuvre d'architecture si vraie, si fine et si colorée. Nous venons de dire que c'était un véritable programme d'aiguade, et cela est vrai. En effet, ce genre de décoration est susceptible de se réduire ou se développer à volonté. Une fontaine avec quatre ou cinq cannelles seulement serait encore un charmant monument, d'une application très courante. Quel village n'a pas aujourd'hui son petit réservoir alimentant ses petites fontaines communales ? Tous ont ce luxe aujourd'hui, mais presque aucun, il faut le dire, ne possède de « sortie » d'eau un peu étudiée. On c'est une simple borne en pierre ou fonte du commerce ou un simple robinet de bronze. Eh bien, certes, il ne coûterait pas plus aux communes de chercher un peu d'effet décoratif en employant la pierre de leurs carrières. Le motif que représente notre planche s'applique à tous les cas possibles au ras du sol, au-dessus ou au-dessous du même sol. La pression d'eau est inutile, et le principe décoratif est en quelque sorte une issue de niveau d'eau. Nous ne pouvons donc qu'appeler la sérieuse attention de nos confrères sur ce beau document.

Pl. 4. — M. Giroud, architecte de Mâcon, a construit à Navilly une église de très bonne allure de construction et dont le plan, notamment, est d'excellente école. La nef, le transept, les bas-côtés, le baptistère, tout est d'un arrangement très pratique. Le service du culte est aussi fort bien aménagé, et la surélévation du maître-autel doit être d'un effet décoratif assez puissant. Une crainte cependant s'élève dans notre esprit sur la lumière que doivent laisser pénétrer à l'intérieur les ouvertures des façades. Ces ouvertures nous paraissent bien étroites et les œils-de-bœuf, notamment, nous semblent et d'une forme peu architecturale et d'un diamètre bien petit. Nous savons cependant, d'un autre côté, que certains esprits religieux préfèrent voir pour les temples une demi-lumière, dont les tons sourds préparent mieux l'esprit au recueillement et à la prière. Là il faut laisser, évidemment, le parti-pris de côté et subir la volonté du client ; mais, cependant, une autre forme que celle de l'œil-de-bœuf nous eût semblé plus agréable.

Pl. 5. — Le plan de cet hôtel répond bien au programme imposé par les gros tonneaux parisiens pour les villas suburbaines : la réception y est largement indiquée et l'aména-

gement des appartements fort bien conçu. Nous verrons dans notre prochain numéro l'aspect en façade et la toiture de la construction.

Pl. 6. — L'emploi de l'exèdre en décoration architecturale ne nous paraît pas suffisamment appréciée. C'est cependant un fort joli motif et d'un usage très agréable. Dans une planche publiée jadis par nous dans le *Moniteur*, nous avons trouvé un exemple de ce genre et en avons fait faire une perspective pour que nos abonnés se rendent bien compte de l'aspect décoratif de cet édifice.

Pl. 7. — Cette fontaine, bien connue de nos pensionnaires de l'Académie de France à Rome, appartient aussi à l'époque de la Renaissance. L'architecte, auteur de ce monument, a tiré un parti fort original des cannelures obliques. Toute cette vasque est empreinte dans le détail d'un caractère d'antique très marqué, et son aspect est des plus élégants. C'est là encore un motif très pratique et à ce titre fort intéressant à consulter.

J. BOUSSARD,
Architecte du Ministère des Postes
et télégraphes.

COURRIER FINANCIER

Les Rentes ont beaucoup souffert ce mois-ci.

Toute la spéculation, s'attendant à la hausse prolongée, s'était portée sur le Cinq ; ses arbitrages s'étaient faits contre les deux autres fonds d'Etat.

Nous avons le regret de constater que malgré les éloges donnés par la plupart des bulletins à l'élan et à l'ardeur du comptant, sa tenue n'a pas été meilleure que celle du terme ; il se retrouve aux mêmes cours.

Les primes n'ont plus de marché.

L'émission que le Crédit Foncier vient de faire avec un immense succès, au milieu des fluctuations du marché, prouve une fois de plus combien l'épargne a confiance en cet établissement de premier ordre.

On connaît les garanties spéciales des obligations du Crédit Foncier. On n'exagère rien en disant que ces obligations forment, avec les rentes et les obligations de chemins de fer garanties par l'Etat, les seules valeurs de premier ordre comme placement. Le revenu qu'elles produisent ressort à 3 55 0/0, sans compter une prime d'amortissement de 170 fr. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la cote pour voir combien peu nombreuses sont les bonnes valeurs qui produisent un intérêt aussi élevé. La Rente française donne 3 3/4 0/0 ; la Rente italienne et la Rente autrichienne 4 0/0.

L'initiative prise par le Crédit Foncier est récompensée par le succès de son emprunt d'abord, et ensuite par la rentrée en activité des capitaux restés inactifs et improductifs.

Il serait difficile d'expliquer la baisse très forte de la Banque de Paris, qui, de 1.017 50 s'est vue ramenée à 985 fr.

S'il est vrai que cette Société doive donner un dividende de 60 fr. pour l'exercice 1882, elle se trouve capitalisée aujourd'hui au taux très séduisant de 6 0/0.

La baisse de la semaine est attribuée à des exécutions d'acheteurs.

C. D.

L'Administrateur-Gérant : SAMSON COHN.

Paris. — C^{ie} générale d'imprimerie, 18 et 19, passage de l'Opéra.
Succursale, rue de La Fayette, 194.

L'Administrateur-Directeur : L. DE LA SAIGNE.

SOMMAIRE DU N° 2

TEXTE. — I. La Maison française, ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être, par J. Bousard. — II. Nouveaux documents industriels pour la construction. — III. Bibliographie. — IV. Nouvelles diverses. — V. Concours : Construction d'une école normale à Nangis (Seine-et-Marne); Société académique d'architecture de Lyon : résultat du concours. — VI. Musée des arts décoratifs. — VII. Explication des planches. — VIII. Courrier financier.

PLANCHES. — 8. La tour Saint-Laurent, à Rouen. — 9. Hôtel à Saint-Mandé : façade; L. Salmon, architecte. — 10. Frontons à Roubaix : M. Richez, architecte; mascarons du XVI^e siècle. — 11. Hôtel à Paris-Auteuil : façades latérales; M. Toutain, architecte. — 12. Collège communal de Coulommiers : façades sur cour et coupes : M. Marmottin, architecte. — 13. Hôtel à Paris-Auteuil; M. Toutain, architecte : plan du rez-de-chaussée. — 14. Id.; plans des premier et deuxième étages.

LA MAISON FRANÇAISE

CE QU'ELLE EST, CE QU'ELLE DEVIENDRAIT ÊTRE
(Suite)

Enfin, dans le cas où les besoins d'une exploitation agricole ou maraîchère exigeraient un grand approvisionnement d'eau, approvisionnement fait d'habitude dans de grands réservoirs élevés et suspendus le plus souvent sur des points d'appui coûteux, nous conseillerons encore l'emploi de ce même système. En effet, l'eau étant fournie par un manège, par exemple, il suffira de faire monter le tube d'arrivée à la hauteur du réservoir qu'il s'agit de supprimer, et là, l'eau, recueillie dans un simple entonnoir sera conduite par une canalisation en plomb dans un ou plusieurs réservoirs en tôle hermétiquement clos et placés en cave avec communication avec la colonne montante.

L'eau, arrivant dans ces appareils, comprime l'air qui s'y trouve, à une pression égale à celle que donnerait l'eau du réservoir que l'on supprime et remplace par un simple entonnoir, pour conserver aux appareils élévateurs déjà existants les mêmes conditions de fonctionnement et éviter de leur demander une compression directe.

Des clapets de retenue spéciaux sont posés à la disjonction de la conduite et des appareils élévateurs.

Chaque fois qu'une diminution ou cessation d'arrivée d'eau aura lieu dans la canalisation, l'eau emmagasinée ne pourra sortir; elle fermera d'elle-même les clapets de retenue et restera prisonnière dans les élé-

vateurs, d'où, sous l'action de l'air comprimé, elle montera dans la colonne de service.

Ces réservoirs élévateurs étant parfaitement clos, aucune poussière ou autre corps étranger n'y peut pénétrer; cependant on les a munis complémentirement à leur base d'un robinet de vidange qui assure leur nettoyage efficace sous l'action même de l'air comprimé et avec l'eau de la conduite.

La figure ci-jointe et sa légende se rapportent à l'installation en cave de deux élévateurs d'eau.

Ces appareils nous semblent avantageusement remplacer les réservoirs dans les combles, tant au point de vue de la simplicité d'installation que de la suppression du danger d'inondation et de dégâts dans les étages.

La même maison construit aussi de plus petits appareils qu'elle dénomme : « Conservateurs d'eau à clapet de retenue. »

Ce système s'installe sur la colonne montante et permet d'avoir une réserve d'eau à l'étage même.

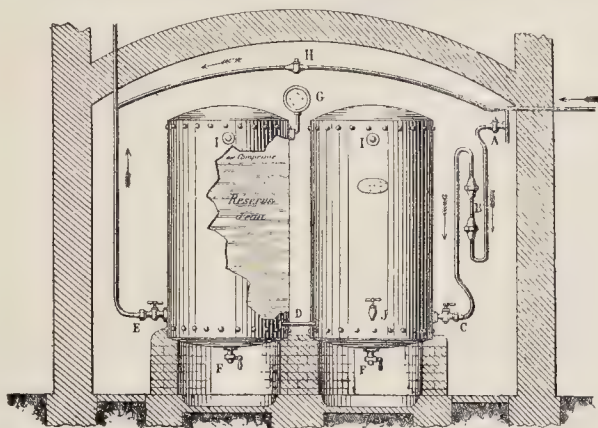
Toute l'eau qui a pénétré dans le petit conservateur d'eau au moment où la pression dans la conduite est à son maximum, toute cette eau est prisonnière, sans jamais pouvoir faire retour dans la colonne montante, et il s'ensuit qu'elle reste à disposition dans les diverses pièces de l'appartement même où des appareils ont été placés.

On voit que ce système est celui des élévateurs d'eau ci-dessus décrit, mais sur une échelle réduite.

Ce même système s'applique tout naturellement aux maisons construites dans les centres alimentés par un service d'eau municipal, et permet d'emmagasiner suffisamment d'eau pour le service de la maison quand des réparations de canalisation arrêtent la distribution.

Notre maison étant pourvue d'eau, voyons maintenant

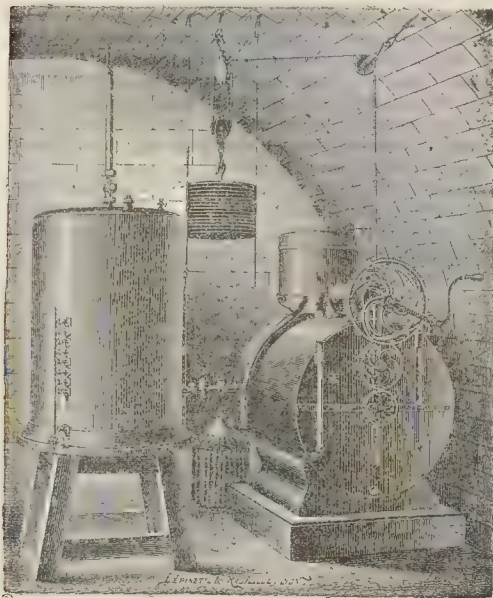
comment nous allons lui donner de la lumière. Pour arriver à ce résultat, nous emploierons les appareils que l'industrie du bâtiment met depuis fort peu de temps à la disposition des constructeurs, et parmi eux nous prendront ceux de la maison Boute et C^{ie}, qui nous ont semblé de beaucoup supérieurs aux autres. Dans un récipient en tôle hermétiquement fermé on introduit, par un orifice disposé *ad hoc*, de l'essence minérale, puis cette petite cuve, appelée « carburateur » est mise en communication avec un autre appareil de forme circulaire contenant de l'eau et un appareil spécial pour aspirer



LÉGENDE

- A. — Robinet placé sur l'arrivée de la Ville, pour l'arrêt et l'alimentation des appareils.
- B. — Clapets de retenue empêchant le retour d'eau dans les conduites de la Ville.
- C. — Robinet d'alimentation des appareils élévateurs.
- D. — Raccord de communication.
- E. — Robinet de distribution se raccordant à la colonne montante.
- F. — Robinet de purge ou vidange.
- G. — Manomètre indicateur de pression.
- H. — Robinet d'arrêt interrompant la communication directe de l'arrivée de la Ville avec la colonne montante.
- I. — Bouchon pour le renouvellement de l'air.
- J. — Robinet de puisage faisant service d'hiver.

l'air extérieur, ledit appareil mis en mouvement par un contrepoids que fait mouvoir un mécanisme analogue aux vieux tournebroches des cuisines des temps passés.



Tout cet ensemble d'appareils, d'une très grande simplicité, et qui ne demande qu'un mètre d'emplacement en tous sens, peut être manié par la personne la plus inexpérimentée, et sa mise en marche ne demande guère que cinq minutes de temps. Le carburateur étant rempli d'essence et le contrepoids monté à son point le plus haut, il vous suffit d'ouvrir le robinet qui met le carburateur en communication avec la canalisation de plomb à gaz, habituellement employée pour l'éclairage des maisons, et munie des mêmes becs et appareils que pour le gaz ordinaire. Dès que vous ouvrez l'un de ces becs et que vous présentez une allumette, ce nouveau gaz, que les inventeurs appellent « gaz atmosphérique », s'enflamme absolument comme le gaz ordinaire, sans en excepter la petite détonation que nous connaissons tous, et la flamme produite est plus puissante et plus fixe que celle du gaz ordinaire. Elle est aussi plus économique, car pour un bec de quarante jets, le gaz ordinaire coûte 0 fr. 11 1/2 par heure et par bec, tandis que le gaz atmosphérique ne dépense, lui, que dix centimes.

Ce procédé est une véritable trouvaille inappréciable pour la province et d'une application courante, car on fabrique des appareils pour un usage de 10 becs à 100 becs.

Hâtons-nous d'ajouter que les prix de ces appareils à eau et à gaz sont assez peu élevés pour en rendre l'usage absolument pratique ; en effet, un appareil à eau avec sa pompe vaut 275 francs pour une dimension suffisante à l'usage d'une maison ordinaire, et l'appareil à gaz coûte, lui, 700 francs pour 10 becs.

Bien entendu, la dépense des canalisations est en supplément, et son prix varie suivant son développement (1).

Conformément au programme que nous nous étions tracés, voilà donc notre petite maison débarrassée des ennuis et mauvaises odeurs de sa fosse d'aisance ; elle est largement pourvue d'eau et de lumière, et sa ventilation est rendue facile par les dispositions de l'atrium, que l'ouverture du châssis vitré transforme à volonté en un jardin intérieur qui permet l'établissement d'un courant d'air ventilant rapidement les pièces, dont il suffira d'ouvrir, dans ce but, portes et fenêtres.

Et si le médecin de la maison veut employer les vapeurs médicinales, la petite fontaine située au milieu de cet atrium lui rendra cette opération des plus simples en établissant à la sortie du jet la boîte à aromates des bains de vapeur. L'eau, traversant cette boîte, se chargera des principes médicinaux et aromatiques pour de là en saturer l'air ambiant par la vaporisation de l'eau projetée dans l'atrium sous la forme de jets d'eau de toutes sortes obtenus à l'aide de tubulures différentes.

Ainsi installée, notre petite habitation jouira de tous les avantages que procure le voisinage des grands centres, fût-elle bâtie au milieu d'une forêt, et pour qu'elle n'ait rien à envier aux villas suburbaines, nous conseillerons d'y installer les sonneries électriques avec un bouton à chaque cheminée, une poire à chaque lit et dans la salle à manger. De la sorte, un malade, si faible soit-il, peut appeler à son aide, et le maître de maison, à sa table, évite de se déranger pour être servi. On profitera du circuit électrique pour mettre des points de contact à la porte d'entrée et aux persiennes, en disposant le service isolément, pour qu'à l'aide d'un commutateur on le puisse ouvrir le matin et fermer le soir. De la sorte, toute ouverture de porte ou persienne pendant la nuit fera résonner un timbre d'alarme placé au centre de l'atrium, et cet appel, mieux que toute autre précaution, assurera la complète sécurité de la maison. Un fil souterrain, facile à établir, permettra également de relier la maison avec un pavillon de garde ou une autre habitation voisine et amie, tant pour la sécurité que pour les relations journalières : dans ce cas un téléphone serait posé à chaque extrémité du fil.

De même que pour l'eau et le gaz, cette installation est aussi d'une dépense très modeste.

Après l'éclairage, le chauffage ; mais nous éviterons de nous adresser aux calorifères ordinaires à air chaud. Ce système a bien l'avantage de vomir de véritables torrents d'air chaud ; mais cet air, mis en contact avec des surfaces en fonte et tôle portées au rouge, s'y décompose et s'appauvrit d'oxygène en même temps que les joints, impossibles à calfeutrer, laissent échapper des gaz délétères où dominent oxyde de carbone et acide carbonique. Depuis longtemps déjà, ce système est condamné par les hommes sérieux, et son abandon se généralisera de plus en plus. Son installation offre, du reste, d'assez grosses difficultés, surtout dans les habitations déjà construites. Nous nous adresserons, avant tout, aux calorifères à eau chaude, et parmi ceux-là nous prendrons de préférence l'appareil Gandillot, dont la simplicité et la solidité nous paraissent hors de pair. Ce système, en effet, se résume à faire circuler dans la pièce à chauffer des conduits en fer de petit diamètre, conduits où circule l'eau chaude. Ces tubes

(1) Notre prochain numéro donnera les détails les plus complets sur ces appareils.

viennent aboutir à un serpentin en métal au centre duquel se trouve le foyer, composé d'un gril sur lequel se pose le combustible, et dont la superficie est calculée de telle sorte

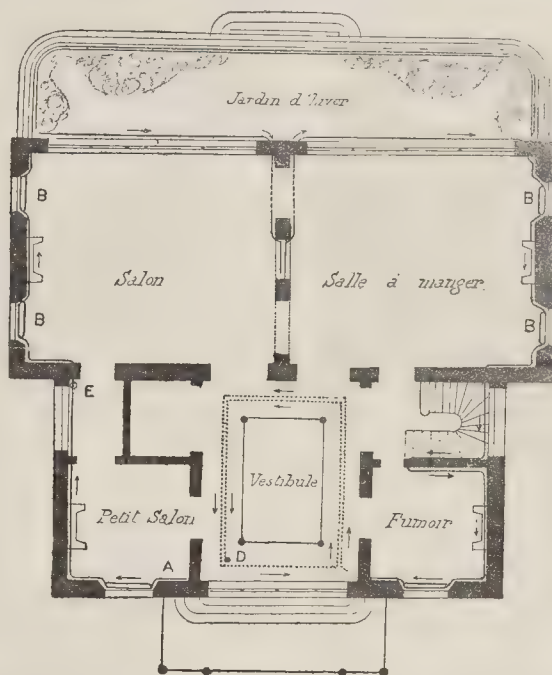
peut être à redouter, et la sécurité est complète. Peut-on objecter que les tubes de circulation, étant visibles, sont disgracieux? Cette remarque ne serait pas sérieuse, car un architecte un

LÉGENDE

Le foyer est ici supposé placé dans le vestibule.

Dans le vestibule, les tuyaux sont supposés placés dans un caniveau recouvert d'un grillage.

Les tuyaux peuvent être apparents au bas des plinthes ou masqués par un grillage formant plinthe.



LÉGENDE

- A. — Sortie du tuyau de départ d'eau chaude.
- B. — Serpentin placé dans les embrasures, soit en saillie, et recouvert alors d'une marche avec grilles, ou placés sous le paravent et recouverts d'un grillage.
- C. — Serpentin, placé dans l'épaisseur du mur, faisant appel d'air pur du dehors pour la ventilation du salon et salle à manger.
- D. — Retour au foyer du tuyau.
- E. — Tube d'expansion et remplissage.

Disposition des tubes du calorifère Gandillot recommandée par son auteur et appliquée dans un plan quelconque.

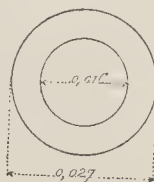
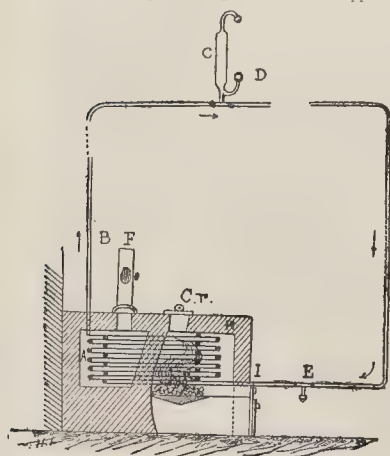
que le maximum du calorique obtenu ou pouvant être obtenu ne puisse produire une eau portée à plus de 3 ou 4 atmosphères de pression, alors que les tubes ont été essayés avec 30 atmosphères environ. De cette sorte, aucune explosion ne

peu savant trouvera cent combinaisons différentes pour dissimuler ou, au contraire, tirer parti de cet accessoire de construction. Enfin cet appareil s'installe à rez-de-chaussée au besoin.

Dispositions générales d'un appareil.

LÉGENDE

- A. — Serpentin-chaudière renfermé dans un fourneau en briques II.
- B. — Tuyaux de départ de l'eau.
- C. — Tube d'expansion destiné à recevoir l'excédant de volume que prend l'eau chaude en s'échauffant.
- D. — Tuyau de remplissage.
- E. — Tuyau pour vider l'appareil.
- F. — Cheminée.
- G. — Tampon de chargement.
- H. — Fourneau en briques.
- I. — Tuyau de rentrée de l'eau au serpentin.



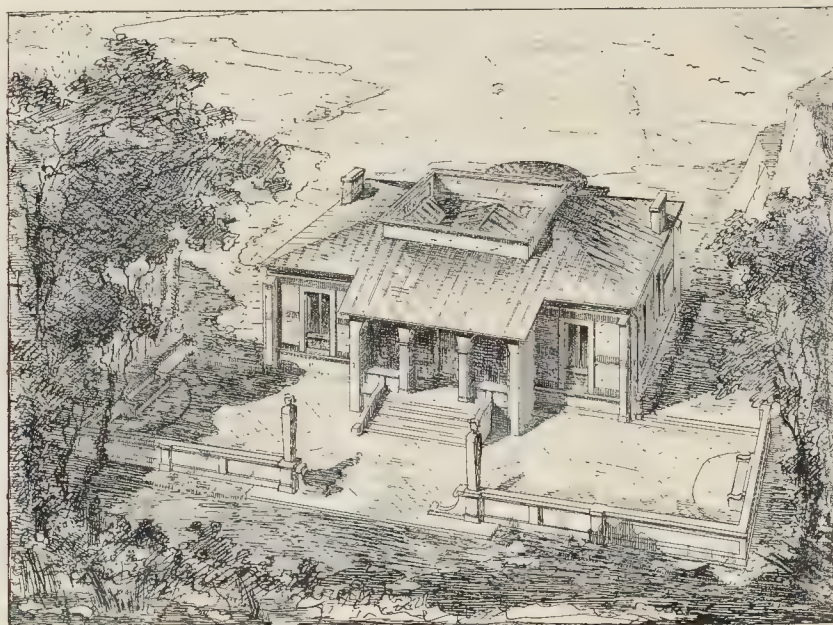
Coupe grandeur naturelle des tuyaux employés.

La dépense de fourniture et pose peut être comptée à raison de 160 fr. par 100 mètres cubes chauffés.

Telle devrait être la maison française, telle elle deviendra dans l'avenir, nous en sommes convaincus, car le plan actuel de nos maisons ne résiste plus que par la force de l'habitude, et cette mauvaise raison devient insuffisante quand le constructeur, plus instruit, plus savant, est mis en demeure par les nécessités de son temps de sortir du sentier commun pour tenir sa profession à la hauteur des progrès énormes de la science. Abordons donc résolument les réformes, tenons tête courageusement à cette sorte de manie des propriétaires qui veulent une maison comme celle de leur voisin et prouvons-leur,

par la création d'œuvres neuves et bien conçues, que l'architecture est une profession libérale dont le représentant « commande » et n'obéit pas aux sottises de ses clients. Au point

restent intraitables sur les dispositions vicieuses de plans que trop souvent ils nous soumettent. Pour un client perdu dix autres reviendront qui lui sauront gré de son énergie et de



de vue de l'hygiène et de la santé publique, il précède le médecin en construisant la demeure des malades à venir, et, comme pour ces derniers, le devoir professionnel doit être la seule règle de sa conduite. Ajoutons que le meilleur service qu'il puisse se rendre est d'éconduire poliment les clients qui

son indépendance ; car ils comprendront alors l'importance de son rôle, qui le fait dispensateur de la fortune et de la santé des populations.

J. BOUSSARD,

Architecte du Ministère des Postes
et Télégraphes.

NOUVEAUX DOCUMENTS INDUSTRIELS

POUR LA CONSTRUCTION

Les Foyers fumivores NESSI frères.

Maison à Paris, 23, rue du Rocher.

Généralement on se figure que pour brûler du charbon il suffit de le mettre dans une surface creuse quelconque, munie d'une porte, d'une grille et d'une cheminée ; si le foyer fume, on se plaint que la cheminée ne tire pas ; si le foyer ne chauffe pas, on augmente la charge de combustible ; mais on reconnaît rarement la cause vraie des défauts du foyer, défauts qui dépendent surtout de sa forme.

Dans les fournaux domestiques, la consommation en pure perte de quelques kilogrammes de charbon ne s'aperçoit pas facilement, et cette dépense inutile disparaît dans le budget général d'une maison ; mais, dans l'industrie, l'économie de combustible est une question capitale : de là résulte que l'on a peu fait pour les foyers domestiques, tandis que les industriels ont accompli des progrès considérables dans la construction des grands foyers. Il n'y a cependant pas de difficultés

réelles à transporter aux petits fournaux une partie au moins des avantages réalisés dans les grands appareils de chauffage industriel ; mais le public, à tort, se montre assez indifférent à ces progrès, malgré les économies réelles qu'il pourrait en tirer, et son inertie n'encourage guère les inventeurs.

Un constructeur d'appareils de chauffage s'est tout spécialement préoccupé de l'amélioration des foyers domestiques. M. Nési a étudié directement la combustion dans les calorifères ; il a reconnu que les fumées entraînent avec elles une quantité importante de gaz combustible et du charbon solide sous forme de suie, et ces entraînements constituent des pertes de calorique disponibles très réelles, en dehors des graves inconvénients que présentent par elles-mêmes les fumées épaisses. M. Nési a remarqué que, dans l'emploi des grilles ordinaires, l'habileté et le soin du chauffeur peuvent faire varier presque du simple au double la quantité de houille nécessaire pour atteindre un but déterminé. Il a conclu de là qu'il était nécessaire de créer un foyer tel que les fumées fussent complètement brûlées, tel aussi que la négligence du chauffeur perdît beaucoup de son influence sur la consommation du foyer.

Réaliser ces conditions était plus facile pour les foyers des grands calorifères que pour les petits fournaux domestiques,

et M. Nessi, après quelques essais, a trouvé le vrai principe de la fumivorité dans une forme de foyer telle que le combustible frais soit toujours poussé par parties sous le combustible carbonisé parfaitement incandescent. Dans ce cas, en effet, l'air, en arrivant, s'échauffe tout en se mélangeant aux gaz combustibles, et traverse avec eux la couche incandescente; en arrivant dans la partie libre du foyer, la température est suffisante pour que les gaz soient brûlés sans résidus solides. Pour compléter la combustion, il est utile que la forme du foyer force les gaz à prendre des mouvements convenables pour les brasser et en faire un mélange homogène.

Les dispositions imaginées ont été combinées pour rendre en même temps le chargement extrêmement facile et le feu très régulier; leur simplicité a conduit M. Nessi à en étendre le principe jusqu'aux plus petites dimensions utilisables dans la pratique industrielle ou ménagère. La forme de foyer à laquelle il est parvenu lui permet de s'en servir dans tous les cas, depuis les grands calorifères des établissements publics et les chaudières à vapeur jusqu'aux plus modestes fourneaux de cuisine, en conservant toujours les deux avantages principaux qui sont :

Une fumivorité complète: un chargement rapide et peu fréquent.

La construction du foyer Nessi est simple et robuste : elle se compose de deux pièces en fonte brute et d'une grille.

La pièce inférieure est munie d'une grille et d'une porte pour le dégrassage; la fonte est garnie d'une série de nervures intérieures qui empêchent le charbon de coller aux parois et de les corroder : le nettoyage du foyer est ainsi rendu extrêmement facile.

La seconde pièce de fonte forme la voûte du foyer; elle présente une porte pour le chargement du combustible, et, grâce à une forme heureusement combinée, le charbon frais, introduit par cette porte, vient se placer en arrière de la partie carbonisée, sans qu'il soit nécessaire d'apporter beaucoup de soins au chargement.

Le combustible, accumulé par cette porte, descend lentement vers la grille, au fur et à mesure de la combustion : de là résulte que l'on n'a pas besoin de charger souvent et que le feu se maintient très constant pendant des heures entières.

Enfin les gaz combustibles et l'air, après avoir traversé la couche de coke incandescent et acquis ainsi une haute température, se trouvent réunis dans la voûte du foyer, chauffé au rouge, et achèvent de se combiner en se dirigeant vers la cheminée : aucune particule de suie n'échappe à la combustion.

Du reste, en fait d'industrie, la meilleure preuve que l'on puisse donner d'un appareil, c'est le résultat obtenu lors de son emploi. Or, MM. Nessi ont organisé des calorifères importants dont on peut voir le type en fonctionnement régulier à la Banque de Paris, et il est facile de s'assurer :

Que le chargement est aisé et que le chauffeur est fort peu occupé par les soins du calorifère;

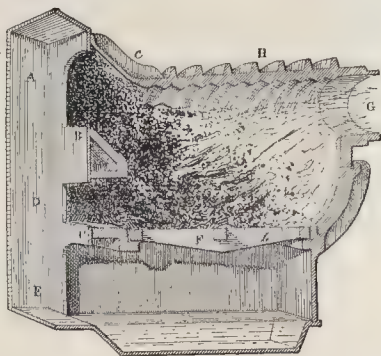
Que la fumée sortant du calorifère est invisible à l'œil, même au moment du chargement.

Il résulte de là que les fumées ne sont pas une cause de dépôt de suies ni dans le calorifère, ni dans la cheminée, ce qui dispense de tout nettoyage de ces installations; de plus, on évite par la même raison leurs dépôts salissants sur les toits, jardins, etc., dépôts qui sont une cause incessante d'ennuis ou de procès, et qui, dans les grandes villes surtout, sont une gêne très réelle. Les suies étant brûlées dans le foyer même,

représentent une économie de combustible qu'il est difficile d'évaluer avec précision, mais que l'on sait être fort importante; enfin le peu de temps nécessaire pour le chargement et pour le soin du feu est encore une économie sérieuse.

Il est donc fort désirable de voir les foyers fumivores Nessi se répandre beaucoup dans toutes les branches de leurs applications, qui peuvent être fort étendues; ce serait à la fois une économie notable et une purification de l'atmosphère des grandes villes.

Nous donnons ci-après la description exacte des deux sortes d'appareils.



1^{re} Coupe du foyer fumivore appliqué aux calorifères.

Comme l'indique la figure, le foyer se compose de deux parties cylindriques H et I, assemblées l'une sur l'autre. La partie inférieure, nervée en dedans et en dehors, renferme la grille F, séparée du foyer par une plaque d'assise pour les barreaux.

La partie supérieure H de l'appareil, formant la voûte du foyer, se termine à l'arrière par l'ouverture G, à la naissance du carneau, par où s'échappent les produits de la combustion. Sur le devant, elle présente pour l'introduction du combustible un gueulard incliné formé par le talus B et le col C.

Dans ces conditions, la grille est constamment garnie sur le devant d'une couche épaisse de combustible, depuis C jusqu'à B, qui prendra sensiblement l'inclinaison du talus B.

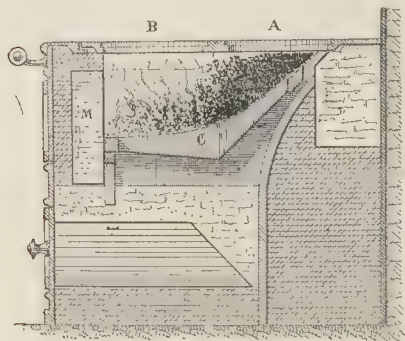
La combustion se produit seulement dans la seconde moitié de la grille qui précède l'autel. Au fur et à mesure de la combustion, le charbon placé en avant tombe en suivant la pente pour alimenter la grille.

Les produits gazeux qui se dégagent de la couche de combustible accumulée près des portes viennent se brûler en passant sur la couche en combustion. On obtient ainsi une fumivorité complète, sans aucun soin de la part du chauffeur, qui n'a qu'à recharger par la porte A. La combustion progressive est assez lente pour permettre d'alimenter le foyer par périodes de 6 heures.

2^{re} Coupe du foyer fumivore appliqué aux fourneaux de cuisine.

La figure ci-dessous donne la coupe perpendiculaire faite sur la longueur du fourneau dans l'axe du foyer. A et B sont les deux ouvertures réservées dans le dessus en fonte, recevant chacune un jeu de rondelles en trois compartiments, C, la grille à barreaux mobiles présentant une forme inclinée, M, le réservoir d'eau pour bains; au fond, une plaque en fonte cannelée, dite parabole de rayonnement. Le charbon en-

flammé est placé vers le bas de la grille, à gauche et contre le

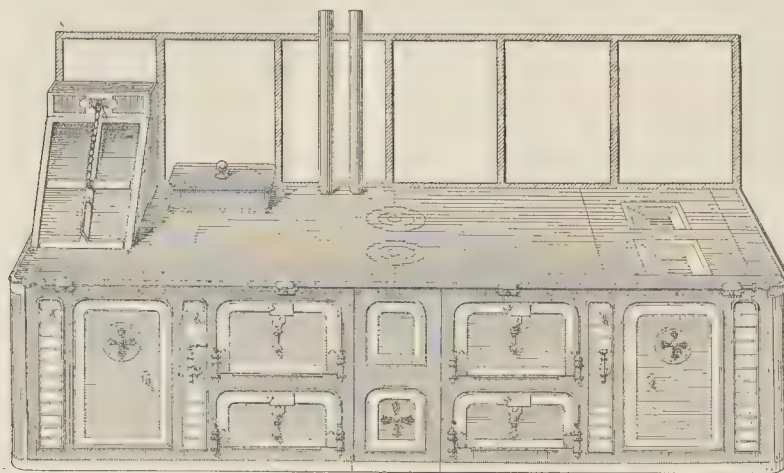


bouilleur M; le charbon neuf se place vers le haut et sur le plan incliné de la grille.

La combustion ne pouvant s'opérer qu'à gauche, le charbon de droite tombe tout naturellement sur la partie incandescente, se réchauffe avant de brûler et finit enfin par s'enflammer à son tour. Tous les gaz produits se trouvant en contact avec un foyer incandescent, se brûlent naturellement, et toute la fumée est ainsi détruite.

Les Foyers fumivores Nessi frères peuvent être appliqués à tous les calorifères et fourneaux de cuisine actuellement existants, sans que la pose nécessite de grands frais, et ils peuvent être facilement posés par tous les entrepreneurs de fumisterie et constructeurs.

La perspective qui suit représente enfin un fourneau de cuisine à double service dans lequel est appliqué le foyer fumivore. L'aspect du fourneau ne présente d'autre changement extérieur que les deux ouvertures ménagées dans l'axe du foyer et remplaçant l'ouverture unique qui existe dans les fourneaux avec foyer ordinaire.



Voici, pour être complet, les tarifs de MM. Nessi frères :

Tarif des foyers fumivores pour calorifères :

NUMÉROS D'ORDRE	NATURE DU FOYER	PRIX des FOYERS	PRIX de la POSE
3	Foyer en fonte à ailettes.....	500 fr.	60 fr.
4	— — — — —	700	80
5	— — — — —	900	100
6	— — — — —	1,200	120
7	— — — — —	1,800	150

La reconstruction du briquetage nécessitée par la dépose de l'ancien foyer et la pose du foyer fumivore, ainsi que la fourniture des raccords d'appareils en tôle ou en fonte, ne sont pas comprises dans ces chiffres.

Tarif des foyers fumivores pour fourneau de cuisine :

NUMÉROS D'ORDRE	IMPORTANCE DU FOURNEAU	PRIX des FOYERS	PRIX de la POSE
1	Fourneau portatif.....	75 fr.	50 fr.
2	Fourneau à simple service.....	100	Id.
	Fourneau à double service.....	150	Id.
3	Fourneau Foyer comportant un bouil- à double leur.....	175	Id.
	service (Foyer sans bouilleur.....)	200	Id.
4	Fourneau Foyer comportant un bouil- à double leur.....	225	Id.
	service (Foyer sans bouilleur.....)	250	Id.
5	Fourneau restaurant, grand service...	300	80 fr.

Les plaques de dessus de fourneaux, dites plaques de coup de feu, et les deux jeux de rondelles en fonte ne sont pas compris dans ces chiffres.

Les parties de foyers fumivores pour calorifères et fourneaux de cuisine, fournies en remplacement des parties brûlées ou hors service, sont vendues au prix uniforme de 80 francs les 100 kilogrammes.

BIBLIOGRAPHIE

LE LUXEMBOURG (1300-1882). — *Récits et Confidences sur un vieux palais*, par Louis Favre.

Tel est le titre d'un intéressant volume qui vient de paraître à la librairie Paul Ollendorff, et que tous les amateurs du vieux Paris liront avec intérêt; ils y trouveront, réunie et présentée d'une manière intéressante, toute l'histoire anecdotique de ce palais si curieux et qui a joué un si grand rôle dans toute notre histoire, depuis les intrigues de Marie de Médicis et le gouvernement du cardinal de Richelieu jusqu'aux temps modernes et à la Commune de 1871. C'est une monographie bien faite et qui restera.

NOUVELLES DIVERSES

Les peintures murales de Chassériau. — Dans l'escalier d'honneur de l'ancien palais du conseil d'État et de la Cour des comptes, quai d'Orsay, existent encore des peintures murales bien conservées, œuvres de Chassériau.

M. Logerotte, sous-secrétaire d'État, accompagné de plusieurs membres de l'administration des Beaux-Arts, est allé visiter l'édifice en ruine, pour se rendre compte de l'état de conservation des peintures. Il a été décidé que ces peintures seraient prochainement transférées à l'École des Beaux-Arts.

Prix de Rome 1883. — L'Académie des Beaux-Arts vient de fixer les dates des concours pour les prix de Rome de l'année 1883.

Pour la peinture, l'entrée en loge aura lieu le 23 avril et la sortie le 17 juillet, ce qui fait 72 jours, dimanches et fêtes non compris.

On sait que les élèves mis en loge, après avoir exécuté une esquisse qu'ils sont obligés de suivre dans l'œuvre définitive, peuvent aller au dehors, mais n'ont le droit de faire entrer dans les loges que les modèles et les objets nécessaires à leur travail.

Le jugement du concours de peinture sera donné le 28 juillet.

Pour la sculpture, les concurrents resteront également 72 jours en loge, du 1^{er} mai au 25 juillet.

Pour l'architecture, le temps accordé pour l'exécution du travail est de 110 jours; le jugement ne sera rendu que le 15 août.

Curieuse découverte archéologique en Allemagne. — Dans une des dernières séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, il a été donné lecture d'une lettre de M. Geffroy, dans laquelle le directeur de l'École française de Rome annonce qu'un des élèves envoyés en mission en Allemagne avait assisté, sur la limite de la Saxe et de la Haute-Lusace, à une découverte des plus curieuses. On a trouvé dans la terre un énorme poisson d'or, recouvert de ciselures d'art grec archaïque représentant des sujets mythologiques. Dans l'intérieur du poisson, on a découvert une quantité d'or d'une valeur de 1.000 marks. Le tout a été envoyé au musée de Berlin.

Le prix de Sèvres. — Le jugement définitif du prix de Sèvres de 1882, qui devait avoir lieu dans la première semaine de janvier, a été ajourné au 24 février prochain. Le concours consiste en un projet de jardinière pouvant servir de milieu de table; deux concurrents seulement avaient été admis à la seconde épreuve; ils achèvent, en ce moment, la décoration de

leur modèle, qui leur ont été livrés, exécutés en blanc, par la manufacture de Sèvres.

Inauguration du groupe scolaire de la rue Titon. — M. Oustry, préfet de la Seine, assisté de M. Vergniaud, secrétaire général de la Préfecture, a inauguré, lundi 15 janvier, le groupe scolaire de la rue Titon. La cérémonie a eu lieu au milieu d'une nombreuse assistance où l'on remarquait MM. Carriot, directeur de l'enseignement primaire, et Alphand, directeur des travaux. M. Rocaché, maire du XI^e arrondissement, a souhaité la bienvenue au préfet et a remercié la ville de Paris et le conseil municipal, qui ne recule devant aucun sacrifice pour assurer le bien-être et l'hygiène des élèves. Après une courte réponse de M. Oustry, le groupe scolaire a été officiellement visité et, à plusieurs reprises, le préfet a témoigné sa satisfaction à M. Narjoux, l'architecte, de l'heureux agencement des locaux.

La nouvelle école est un vaste établissement, de construction sage et dont l'aménagement intérieur paraît très bien compris. L'architecte s'est efforcé de tout prévoir, non seulement au point de vue de l'enseignement, mais aussi au point de vue de l'hygiène, en restant scrupuleusement dans les conditions établies par les règlements.

Les Commandes de l'État en 1882. — Les commandes et acquisitions faites par l'administration des Beaux-Arts, cette année, pour le compte de l'État, s'élèvent à 320.000 fr. ainsi répartis :

Peintures (œuvres originales).....	52.800 fr.
Peintures (copies des peintres anciens)...	15.000
Sculpture.....	192.000
Gravure en médailles.....	3.000
Gravure en taille-douce.....	5.000
Marbres.....	51.700

Commande du ministère des Beaux-Arts. — M. Logerotte sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts, a informé l'Académie des Beaux-Arts que le ministère avait fait la commande de deux bustes en marbre : l'un, de M. Charles Blanc, à M. Victor Bernard, et l'autre, de M. Gatteaux, à M. Rougelet. M. Logerotte a demandé qu'une commission soit nommée, dans le sein de l'Académie, pour apprécier la valeur de ces bustes avant qu'ils soient placés à l'Institut.

La statue de Hoche. — La dernière œuvre de Clésinger est la statue équestre de Hoche, destinée à l'esplanade des Invalides, œuvre, du reste, qui a été exposée cet été aux Champs-Élysées.

M. Clésinger avait transporté à MM. Thiébaud frères, fondeurs, une somme de 20.000 francs à prélever sur le prix de cette statue, qui lui avait été commandée par l'État.

Cette statue, heureusement, est terminée; l'artiste a pu, avant de mourir, y mettre la dernière main. Toutefois, le moulage, qui est un travail purement matériel, n'est pas fait, et, comme la maquette où modèle est en terre glaise, il y a urgence à le faire exécuter pour éviter d'irréparables accidents.

MM. Thiébaud ont donc assigné en référé d'abord M. le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et les représentants de la succession de M. Clésinger pour être autorisés à faire exécuter ce moulage, tous droits des parties restant réservés.

M. le président des référés, après avoir entendu M^e Pérard, avoué des fondeurs; M^e Benoit-Lucy pour le ministre des Beaux-Arts et M^e Mutel pour les héritiers de M. Clésinger, a autorisé le moulage demandé.

Commission des logements à bon marché. — Par un arrêté inséré au *Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris*, M. le préfet de la Seine vient d'instituer une commission administrative en vue d'étudier les questions relatives à la création de logements à bon marché pour la population ouvrière de Paris.

Cette commission est composée de MM. le préfet de la Seine, *président*; — Vergniaud, secrétaire général; Alphand, directeur des travaux; Dietz-Monnin, sénateur, ancien président de la Chambre de commerce, président de la Société des maisons ouvrières d'Auteuil; Thulié, conseiller municipal, *vice-présidents*; — Amoureux, de Bouteiller, Desmoulins, Forest, Gamard, Yves Guyot, Hattat, Jacques, Emile Level, Manier, Villard, Watel, conseillers municipaux; Charles Quentin, directeur de l'Assistance publique; Kœklin-Schwartz, maire du huitième arrondissement; Couche, Cheysson, Cartet, ingénieurs en chef des ponts et chaussées; Trélat, architecte en chef du département; Bouvard, architecte de la Ville; Reinach, propriétaire, *membres*; — Feillet, chef du cabinet du préfet, *secrétaire*; — de Mallevoue, commis principal à la direction des travaux, *secrétaire-adjoint*.

CONCOURS

CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE COMMUNALE A NANGIS (SEINE-ET-MARNE)

Un concours pour la construction d'une école communale à Nangis sera ouvert le 1^{er} mars et clos fin avril.

Le programme du concours sera adressé aux architectes qui en feront la demande par écrit.

Les pièces et le plan du terrain seront déposés à la mairie, où l'on pourra en prendre connaissance à dater du 1^{er} mars.

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE D'ARCHITECTURE DE LYON

Séance du jeudi 1^{er} février

Résultat du Concours d'Architecture

Prix : médaille d'or. — M. Duménil (Pierre), élève de l'École des beaux-arts de Lyon.

MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

La réouverture du Musée des Arts décoratifs a été définitivement fixée au 1^{er} mars prochain. Nous pouvons annoncer dès à présent, comme devant présenter pour le public un attrait tout particulier, la composition de trois salles consacrées, deux à l'exposition des œuvres de M. le comte Lepic (études, aquarelles, etc.), et une à l'ensemble des œuvres décoratives de M. James Tissot (peintures, émaux cloisonnés, eaux-fortes, etc.)

Le 15 avril aura lieu l'ouverture du Salon annuel des Arts décoratifs. La Société rappelle à cette occasion aux artistes désireux d'y prendre part qu'ils devront déposer au siège de l'administration (palais de l'Industrie, porte n° 7), avant le 1^{er} mars, la notice des ouvrages à présenter à l'admission du jury.

EXPLICATION DES PLANCHES

Pl. 8. — Les dispositions architecturales du sommet de cette tour sont du plus haut intérêt, sans parler de l'aspect général de tout cet ensemble architectonique, bien curieux, lui aussi. En effet, on pourrait supposer que l'architecte de ce monument a, de parti-pris, traité tous les autres détails à une échelle minuscule, pour laisser dominer son grand parti de tour beffroi. Si telle a été son intention, il faut reconnaître qu'il a bien réussi.

Pl. 9. — Cet hôtel, élevé sur le bord du lac Daumesnil, dans le bois de Vincennes, emprunte à cet emplacement un effet pittoresque des plus heureux; c'est un très intéressant exemple de villa suburbaine.

Pl. 10. — Par le temps d'école qui court, nous avons pensé être utile à certains de nos confrères en mettant sous leurs yeux des exemples de décoration de frontons puisés à bonne source. Ces motifs sont parfois très difficiles à composer, et de bons modèles seront bien venus, très certainement.

Pl. 11. — Cette planche a trait à un hôtel parisien, entre cour et jardin. Les autres suivront assez rapidement pour faire ressortir de suite le grand intérêt de cette publication.

Pl. 12. — Ces deux façades et coupes terminent la série des documents publiés sur le collège de Coulommiers.

Pl. 13 et 14. — Ces plans accompagnent les deux petites façades de la planche 11. Avec les derniers documents, nous reviendrons sur l'ensemble et examinerons en détail cette intéressante construction.

J. BOUSSARD.

Architecte du Ministère des Postes et Télégraphes.

COURRIER FINANCIER

Encore un mois plein de péripéties. Quand donc aurons-nous un peu de calme sérieux qui ramène la confiance et la hausse avec elle? Est-ce le ministère nouveau qui nous l'apportera? Espérons-le, car il aura, je crois, plus de durée que ses prédécesseurs.

Les haussiers, — qui ont toujours pour eux l'abondance de l'argent et de plus, en ce moment, la diminution du taux de l'escompte et la fin de la crise ministérielle, — vont certes essayer de faire un grand pas en avant; mais, de leur côté, les baissiers ne paraissent pas disposés à désarmer et redoublent d'efforts aux approches de la liquidation pour provoquer un mouvement de réaction. Les bruits d'emprunt et de conversion reviennent encore sur le tapis. Souhaitons qu'ils ne soient pas sérieux.

Nos rentes sont à peu près stationnaires; les chemins français fermes.

Le Crédit foncier, toujours en tête d'un mouvement de hausse s'il se produit, a vu ses cours remonter sensiblement depuis quelques jours.

C. D.

L'Administrateur-Gérant : SAMSON COHN.

Paris. — C^{ie} générale d'imprimerie, 18 et 19, passage de l'Opéra.

Succursale, rue de La Fayette, 194.

L'Administrateur-Directeur : L. DE LA SAINTE.

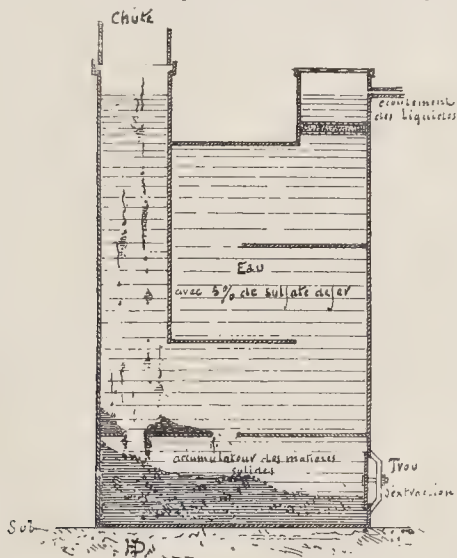
SOMMAIRE DU N° 3

TEXTE. — I. La Question des Vidanges urbaines, par J. Boussard. — II. Nouveaux Documents industriels pour la construction. — III. Jurisprudence, par S. Cohn. — IV. Bibliographie. — V. Concours : construction d'un Hôtel de Ville à Saïda (Algérie) ; construction d'une école communale à Nangis (Seine-et-Marne) ; construction d'une bibliothèque nationale à Rio-de-Janeiro ; construction du musée du Nord, à Stockholm. — VI. Préfecture de la Seine : les Logements à bon marché ; avis. — VII. Grand prix de Rome : Architecture. — VIII. Nouvelles diverses. — IX. Explication des planches. — X. Courrier financier.

PLANCHES. — 15. Château de Raray : arcature de la cour d'honneur ; dessin de M. Nizet, architecte. — 16. Hôtel à Paris-Auteuil : façade principale, M. Toutain, architecte. — 17. Eglise de Navilly : coupes transversale et longitudinale ; M. Giroud, architecte. — 18. Hôtel à Paris-Auteuil : communs ; M. Toutain, architecte. — 19. Hôtel communal d'Anderlecht : façade principale vers la place du Conseil ; M. Van Ysendyck, architecte. — 20. Maison à Roubaix : plan ; M. Dupire, architecte.

LA QUESTION DES VIDANGES URBAINES

De toutes les questions de l'hygiène des villes, la plus intéressante est, sans contredit, celle qui concerne les fosses d'aisances, leur organisation et leur vidange. Pour beaucoup d'entre nous, cette question se rattache aux questions municipales d'égouts et de dépotoirs, et nous voyons en ce moment même le conseil municipal de Paris mener une bruyante



campagne à ce sujet, cherchant quel moyen il adoptera, d'une loi d'exception ou de persuasion, pour désigner la victime qui devra recevoir sur la tête le trop-plein des vases parisiens. Est-ce bien là vraiment une solution, même recommandable ? Nous ne le pensons pas ; car si le « tout à l'égout » est une monstruosité qui a pour conséquence l'empoisonnement de tout un grand fleuve, les autres systèmes, à base de dépotoirs, localisent seulement cet empoisonnement sans le supprimer.

Les architectes doivent-ils se contenter d'enregistrer les péripéties de cette lutte entre deux systèmes également déplorable ? Non, mille fois non !

Or donc, quelles peuvent et quelles doivent être leurs opinions en pareille circonstance, et quelle méthode doivent-ils adopter de préférence ? Nous opinons, et ceux de nos confrères que ces questions préoccupent opineront avec nous, que la vraie solution sera celle qui permettra de faire la vidange sans vidangeurs et sans que la propriété soit à la merci d'une Société ni des volontés d'un régime d'égout. Et cette solution sera celle du traitement de la matière sur place.

Un esprit génial, comme en produisent souvent les apêtrés de la lutte industrielle, offre à notre examen et nous propose l'adoption d'un appareil très simple qui donne cette solution. M. Bonnefin, ingénieur, a posé à la caserne de la Cité un de ses appareils d'essai, dont le fonctionnement ne laisse rien à désirer et dont la description est la suivante :

Deux caisses en métal, rectangulaires, sont mises en communication par deux orifices munis de valves que l'on peut clore à volonté, et la caisse supérieure est munie de deux cheminées de même matière correspondant aux tuyaux de chute et de ventilation des fosses ordinaires. L'une de ces cheminées est, en effet, la chute des matières ; l'autre, la cheminée d'émission des liquides. Cet appareil, très simple, est rempli d'eau avec adjonction de 5 o/o de sulfate de fer ordinaire du commerce, et il est, en cet état, placé sous la chute des water-closets en ayant soin de placer l'une des cheminées sous cette chute et l'autre, avec un écoulement au ruisseau, ou dans la canalisation d'eaux ménagères de la maison. Voyons maintenant ce qu'il arrive lorsque les matières tombent dans l'appareil. Sous l'action de l'ammoniaque ou, plus exactement, des sels ammoniacaux contenus dans les déjections, le sulfate de fer se décompose pour former du sulfate d'ammoniaque et laisser en liberté de l'oxyde de fer, qui se trouve ainsi jouer le rôle de désinfectant. Et la désinfection est telle que l'eau qui sort à la surface de l'autre cheminée est incolore, insipide, propre à boire presque ; elle a seulement l'aspect que prend un verre d'eau potable additionné d'un peu de sulfate de fer. Voilà pour les liquides. Quant aux matières, elles tombent, en vertu de leur poids, dans la double caisse en traversant les deux orifices munis de valves et s'y accumulent à l'état de terreau humide, mais désinfecté. Et quand cette caisse, que l'on peut appeler « accumulateur », est remplie, on ferme les deux valves, et, par un trou d'homme pratiqué dans la paroi verticale, le premier terrassier venu fait l'extraction d'un engrais seulement humide. En effet, le poids d'eau des caisses supérieures a comprimé la matière et l'a entassée en faisant remonter l'eau à la surface.

La voilà donc résolue, cette grave question de la vidange, et résolue de façon simple et surtout indépendante de toute Société de vidanges, fait capital dans les villes de province où elles n'existent pas. Pour tout résidu, de l'eau claire et du terreau qui se dessèche à l'air, mais sans fermentation ni décomposition. L'architecte va pouvoir être maître dans sa loge, c'est-à-dire dans son chantier, et l'eau, le gaz et la vidange obéiront à ses prescriptions et non à celles de Sociétés adjudicataires de concessions souvent déplorable et qui mettent les propriétés à leur merci.

C'est là du véritable progrès, et M. Bonnefin vient d'ajouter un fleuron de plus à la couronne si riche déjà de l'industrie française.

J. BOUSSARD,
Architecte du Ministère des Postes
et Télégraphes.

NOUVEAUX DOCUMENTS INDUSTRIELS

POUR LA CONSTRUCTION

GAZ ATMOSPHÉRIQUE

Système Varloud, breveté S. G. D. G. (1)

Nous avons entretenu nos lecteurs, dans notre dernier numéro, de cette invention intéressante et donnons ici quelques détails techniques, commerciaux et industriels que nous pensons des plus utiles :

1° DESCRIPTION DU GAZ ATMOSPHÉRIQUE

Ce gaz, d'une incomparable richesse et d'une extrême pureté, s'obtient *absolument à froid*, sans distillation ni chauffage. Il est produit par la simple carburation de l'air à son passage sur des essences minérales légères.

Cette production se fait *instantanément* par l'ouverture d'un robinet ; elle cesse immédiatement par sa fermeture. Il n'y a donc pas d'emmagasinage, pas de réservoir à gaz.

Vu sa constitution, il ne laisse pas la plus petite trace de dépôt dans la canalisation.

Sa combustion ne dégage aucune odeur.

L'absence de toute vapeur sulfureuse ou ammoniacale supprime l'altération que cause le gaz de houille sur les dorures, les peintures, les métaux. Pas d'émanations asphyxiantes, nuisibles à l'homme, aux animaux, aux plantes.

Il est considérablement moins explosible que le gaz de houille. De plus, les chances d'explosion se trouvent complètement annulées.

Plus lourd que l'air, il ne peut s'accumuler dans les plafonds ; au contraire, il descend. Donc, en cas de fuite, constatation immédiate.

La flamme, d'une grande fixité, ne fatigue pas la vue. Elle est plus blanche, et, par conséquent, plus éclairante que celle du gaz de houille.

Son pouvoir calorifique est très abondant, et se prête parfaitement aux besoins de la cuisine et du chauffage domestique.

La pression est automatique, et se règle entièrement d'elle-même. Quand on allume ou éteint un ou plusieurs becs, la flamme des autres ne varie pas.

Voici un tableau donnant le prix de revient du gaz par bec et par heure :

GAZ DE HOUILLE
EN PROVINCE
à 0 fr. 35 le mètre cube

GAZ
ATMOSPHÉRIQUE
à 0 fr. 95 le litre d'essence

POUVOIR éclairant	MÈTRES de gaz	PRIX de revient	DÉSIGNATION des becs employés	POUVOIR éclairant	CENTI- LITRES d'essence	PRIX de revient
beaux		fr. c.		bouges		l. c.
5	120	0 042	bec papillon	5	4	0 036
9	180	0 063	B. à verres 25 jets	9	6	0 054
12	240	0 084	» 30 »	12	8	0 072
16	320	0 112	» 40 »	16	10	0 100

Comme bon marché, le gaz atmosphérique l'emporte donc sur le gaz de houille, pour la plupart des villes de province.

Il présente, en outre, économie :

1° Dans les faux frais, qui n'existent pas pour le gaz

atmosphérique, et qui sont d'au moins 50 francs par an pour le gaz de houille ;

2° Dans la suppression totale des pertes de gaz, qui s'élèvent en moyenne à 10 0 0 de la consommation.

2° DESCRIPTION DE L'APPAREIL (1)

L'appareil Varloud à produire le gaz soi-même est de la plus grande simplicité. Il se compose de deux pièces : le carburateur et l'aspirateur d'air mû par un contrepoids.

Pour les personnes qui ont l'eau à leur disposition, on peut remplacer le contrepoids par un petit moteur hydraulique.

L'emplacement nécessaire pour l'installation est des plus restreints. Un mètre carré de superficie suffit pour l'appareil de 20 becs ; et la hauteur ordinaire d'un appartement donne une bonne élévation du contrepoids.

Cette installation peut se faire soit dans l'habitation même, soit dans un local extérieur, à *n'importe quelle distance*. La longueur de la canalisation ne nuit en rien à la beauté de l'éclairage.

L'appareil n'a pas de mécanisme ; aussi, une fois en place, il ne se dérange jamais et ne demande aucune réparation.

Le fonctionnement journalier peut en être confié à la première personne venue, à un enfant même. Il consiste à remonter le contrepoids une fois par jour, et à ouvrir le robinet de distribution. Si la hauteur est suffisante, cette opération ne devient même plus nécessaire qu'au bout d'un certain nombre de jours.

Pour l'alimentation, il n'y a qu'à remplacer dans le carburateur l'essence évaporée, à des époques plus ou moins éloignées, suivant les besoins de la consommation.

Ainsi, l'éclairage d'une habitation *entière* s'obtient en bien moins de temps qu'il n'en faudrait pour préparer *une seule* lampe ordinaire.

De nombreux appareils, fonctionnant depuis douze ans avec un succès constant, ont permis toutes les épreuves nécessaires et rempli toutes les conditions possibles d'expérience et de pratique. D'heureux perfectionnements sont venus, en outre, se joindre au merveilleux principe de l'invention pour en faire aujourd'hui, sans contredit, le dernier mot de la question de l'éclairage à domicile.

Voici le tarif des appareils munis de tous leurs accessoires, prêts à être montés, pris aux ateliers de construction, à Lyon, 18, rue Dugas-Montbel :

N° 1. Appareil pour 10 becs.....	100 fr.
N° 2. — 20 becs.....	900
N° 3. — 30 becs.....	1.100
N° 4. — 50 becs.....	1.500
N° 5. — 100 becs.....	2.400

Afin que les lecteurs du *Moniteur des Architectes* puissent se rendre compte de *visu* de l'application du système, nous pouvons leur indiquer les immeubles suivants, où ces appareils fonctionnent et qu'il leur sera facile de visiter :

1° Château de la Rochette (Seine-et-Marne)...	50 becs.
2° Château de Sivry (Seine-et-Marne).....	150
3° Château des bergeries de Senart, à Draveil..	250
4° Château de Thugny (Ardennes).....	50
5° Château Jacquier, à La Queue-en-Brie.....	30
6° Villa Gabriel, à Chousy (Loir-et-Cher).....	20
7° Villa André, au Grand-Chêne, au parc St-Maur.	20

(1) Boutet et C^e, 170, rue Saint-Antoine. Par's.

(1) Voir le cliché publié dans notre numéro du 28 février 1883.

JURISPRUDENCE

I. Locataire. Invasion de fourmis dans les lieux loués. Travaux de recherches effectués par le propriétaire. Préjudice causé au locataire. Dommages-intérêts. Vice caché de la chose vendue. — II. Grande voirie. Fouilles pratiquées avec autorisation en bordure d'une route départementale. Remblai d'office par l'administration. Absence de barrières de sûreté. Pas de contravention de grande voirie. Incompétence. Dégradations causées à la route. Condamnation du propriétaire à la réparation et aux dépens. Fait non puni d'une amende. Architectes renvoyés des fins du procès-verbal.

I. Bien que le locataire soit, aux termes de son bail, obligé de supporter les grosses réparations sans indemnité, il incombe au propriétaire de supporter les frais par lui faits dans son immeuble à l'effet de rechercher la provenance d'une invasion de fourmis dans les lieux loués, ces travaux n'étant pas de ceux qu'un locataire est obligé de supporter sans indemnité.

Une invasion de fourmis n'existant pas à l'état permanent dans un immeuble ne saurait constituer un vice caché inhérent à l'immeuble vendu et, dès lors, entraîner la résolution de la vente.

Ces décisions résultent d'un jugement de la 5^e chambre du tribunal de la Seine, daté du 15 décembre 1882, qui résume suffisamment les faits et dont voici le texte :

« Le tribunal,

« Attendu que Ramon, propriétaire de la maison sise rue Saint-Lazare, n° 117, prétendant que le point de départ d'une invasion de fourmis, dont était infesté son immeuble et particulièrement le rez-de-chaussée, se trouvait dans le sous-sol occupé par Le Breton, crémier-restaurateur, Aldrophe, expert, a été nommé par ordonnance de M. le président, en date du 14 décembre 1875, à l'effet de constater l'invasion des fourmis, d'en rechercher les causes, d'indiquer les mesures pour y remédier et de faire exécuter les travaux nécessaires ;

« Attendu que si l'expertise a constaté la présence des fourmis chez Le Breton, elle n'a pu établir, ainsi que Ramon n'avait cessé de l'affirmer, que l'envahissement de la maison par ces insectes provenait du fait de Le Breton ; que, loin de là, il est démontré que le point de départ est ailleurs, sans que l'on puisse toutefois préciser d'une façon certaine le lieu d'origine ;

« Attendu que les travaux que l'expert a dû faire exécuter, et qui ont duré du 16 février au 13 juillet 1876, ont causé un certain trouble à Le Breton dans la jouissance des lieux à lui loués ;

« Qu'ainsi on a dû démonter les fourneaux, installer une cuisine provisoire et dépouiller les murs de leurs enduits ;

« Que Le Breton est donc fondé, ainsi que le reconnaît l'expert, à demander des dommages-intérêts, à raison de la gêne considérable qui lui a été causée par l'exécution des travaux, par le passage continu des ouvriers et des matériaux à travers la salle de devant de son établissement ;

« Attendu que c'est à tort que Ramon soutient que son locataire, étant aux termes du bail, obligé de supporter les grosses réparations, rien ne lui est dû ;

« Attendu, au contraire, que Le Breton est bien fondé à dire que ces travaux, ayant été occasionnés par le fait de Ramon, ne sont pas de ceux qu'un locataire est obligé de supporter sans indemnité ;

« Attendu que le tribunal a les éléments nécessaires pour fixer le montant des dommages et intérêts provenant de ce chef à la somme de 2.000 francs ;

« Mais attendu que Le Breton prétend encore que des dommages-intérêts, une restitution sur les loyers payés et une diminution sur les loyers à venir lui sont encore dus, à raison des inconvénients graves provenant des fourmis, aussi nombreuses actuellement qu'avant les travaux exécutés, et à raison du préjudice commercial que lui a causé Ramon par les propos qu'il n'a cessé de tenir en tous lieux et qui ont ébruité un fait de nature à éloigner la clientèle et à diminuer la valeur de l'établissement ;

« En ce qui touche la présence actuelle des fourmis :

« Attendu que si, du procès-verbal en date du 11 décembre 1882, il résulte que le passage de quelques fourmis a été constaté dans le sous-sol des lieux occupés par Le Breton, le préjudice causé est nul ;

« Que c'est ainsi, d'ailleurs, qu'en avait jugé Le Breton lui-même, qui n'avait élevé aucune réclamation tant que Ramon n'avait pas exécuté les travaux dont il se plaint, à bon droit, comme ayant entravé la jouissance ;

« Que, bien que l'on ne puisse affirmer que lesdits travaux aient fait disparaître complètement les fourmis, il est à remarquer cependant que les locataires de Ramon ne se plaignent pas de ce désagrément, alors que les locataires des immeubles contigus ou situés en face, ont fait entendre leurs doléances ;

« Attendu, dès lors, que la demande en dommages et intérêts formée de ce chef ne doit pas être accueillie ;

« En ce qui concerne le préjudice commercial causé par les propos tenus par Ramon :

« Attendu que ces propos ne sont pas suffisamment établis ; que, d'ailleurs, la note que Le Breton a présentée comme le relevé de ses livres et que l'expert a comparée avec eux, ne présente pas un caractère précis et de nature à prouver que son commerce ait souffert d'une façon appréciable ; qu'il résulte même des explications fournies et qui n'ont point été démenties, que ce fonds de crémérie, créé par Le Breton, a acquis une certaine valeur ; qu'il aurait pu être vendu à un prix avantageux ; que, dès lors, aucuns dommages et intérêts ne sont dus de ce chef ;

« En ce qui concerne la demande de garantie formée par Ramon, contre Delavallade ;

« Attendu que rien n'établit d'une manière certaine l'existence des fourmis dans l'immeuble en décembre 1874, au moment de la vente par Delavallade à Ramon ; que, bien que locataire avant cette époque, jamais Le Breton, ainsi qu'il en convient lui-même, n'a signalé leur apparition à Delavallade ; que, par leur nature même, ces invasions de fourmis n'existant pas à l'état permanent, ne sauraient constituer un vice inhérent à l'immeuble vendu ;

« Que, dès lors, il n'y a pas lieu d'accueillir la demande en garantie formée par Ramon contre Delavallade ;

« Par ces motifs,

« Ayant, au rapport de l'expert, tel égard que de droit ;

« Condamne Ramon à payer à Le Breton la somme de 2.000 francs à titre de dommages-intérêts ;

« Déboute Le Breton du surplus de ses conclusions ;

« Déboute également Ramon de la demande en garantie par lui formée contre Delavallade ;

« Condamne Ramon en tous les dépens. »

II. Un architecte qui a seulement donné des ordres pour l'exécution des travaux d'où sont résultés des dommages pour une route départementale ne peut être poursuivi et condamné personnellement à l'amende ni à la réparation du dommage.

Un procès-verbal de contravention dressé par un chef cantonnier contre MM. Coulon, propriétaire, et Lefaure et Garrignenc, architectes, constatait que deux fouilles établies avec autorisation en bordure de la route départementale n° 20, sur le territoire de la commune de Saint-Denis, n'étaient protégées par aucune clôture et constituaient un danger pour la circulation ; que l'administration avait dû les faire clore d'office, ce qui avait nécessité une dépense de 22 francs, et que ces faits étaient imputables au propriétaire du terrain et aux architectes directeurs des travaux.

Un rapport d'ingénieurs constatait, un peu plus tard, que le dommage causé à la voie publique s'était aggravé, que les fouilles devraient être remblayées le long de la route et que ce travail nécessiterait une nouvelle dépense de 100 francs.

MM. Lefaure et Garrignenc demandaient leur mise hors de cause ; quant à M. Coulon, il faisait défaut.

Un arrêt du conseil d'Etat du 9 août 1880 avait déjà décidé qu'un architecte, alors même que les travaux auraient été exécutés par ses ordres, ne peut être poursuivi et condamné personnellement pour contravention commise sur un terrain dont il n'est pas propriétaire. Conformément à cette jurisprudence, sur le rapport de M. le conseiller Aubin et sur les conclusions de M. le commissaire du gouvernement Chauvel-Bize, le conseil de préfecture a rendu l'arrêté suivant, le 6 décembre 1882 :

« Le conseil,

« En ce qui touche le défaut d'établissement de barrières de sûreté et la prétendue contravention à l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 19 avril 1850 ;

« Considérant que le fait dont il s'agit ne saurait constituer une contravention de grande voirie ; que, dès lors, le conseil de préfecture n'en peut connaître ni au point de vue de l'amende qui pourrait être encourue, ni au point de vue de la réparation civile (22 francs) demandée par l'administration ;

« En ce qui touche les dégradations occasionnées à la route départementale n° 20 ;

« Sur la poursuite exercée contre les sieurs Lefaure et Garrignenc :

« Considérant que les sieurs Lefaure et Garrignenc ont seulement donné des ordres en qualité d'architectes pour l'exécution des travaux d'où sont résultés les dommages pour la route départementale n° 20 ; qu'aucune disposition de loi n'autorise le conseil de préfecture à prononcer contre eux une condamnation à l'amende ni à la réparation du dommage ; qu'il y a lieu, en conséquence, de les renvoyer purement et simplement des fins du procès-verbal ;

« Sur la poursuite exercée contre le sieur Coulon :

« Considérant que le sieur Coulon a, par sa négligence et son défaut de précaution dans l'exécution des fouilles qu'il avait été autorisé à effectuer par un arrêté préfectoral du 19 mai 1882, occasionné des dégradations au trottoir de la route qui longe sa propriété ;

« Considérant que ce fait constitue une contravention aux dispositions de la loi du 29 floréal an X ;

« Mais considérant que ce fait n'est puni d'une amende par aucune loi ou règlement sur la grande voirie et que, dans

ces conditions, le contrevenant ne peut être condamné qu'aux réparations civiles et aux frais ;

« Considérant que la dépense à faire est évaluée à 100 fr. par l'administration ;

« Statuant contradictoirement à l'égard des sieurs Lefaure et Garrignenc, et par défaut à l'égard du sieur Coulon,

« Arrête :

« Les sieurs Lefaure et Garrignenc sont renvoyés des fins du procès-verbal sans amende ni dommages-intérêts et sans dépens ;

« Dans le délai de huitaine, à partir de la notification du présent arrêté, le sieur Coulon versera à la caisse du receveur central la somme de 100 francs, montant des frais de réparation du dommage ;

« Le sieur Coulon est, en outre, condamné aux dépens, liquidés jusqu'à ce jour à la somme de 4 fr. 95 c. ;

« Les sieurs Lefaure et Garrignenc et le sieur Coulon sont renvoyés, pour cause d'incompétence, des fins du procès-verbal tendant à les faire condamner à l'amende et à la réparation du dommage à raison du défaut d'établissement d'une barrière de sûreté. »

BIBLIOGRAPHIE

Hygiène dans la Construction des Habitations privées, par le Dr FÉLIX PUTZEYS, professeur d'hygiène à l'Université de Liège, et L. PUTZEYS, ingénieur-directeur des travaux de la ville de Verviers. — 1 vol. in-8 ; Manceaux, éditeur, à Bruxelles

Sous ce titre, MM. Putzeys publient un traité complet de cette matière si intéressante, qui est tellement à l'ordre du jour et dont le *Moniteur* s'est tant occupé et s'occupe constamment encore.

La méthode et le plan adoptés par les auteurs sont des plus simples. Ils commencent par étudier dans un premier chapitre la question de l'emplacement, de l'influence des eaux souterraines, des gaz de toutes sortes, de la végétation sur la santé. Puis vient, dans le chapitre II, la question des matériaux, de leur perméabilité à l'air et à l'eau, des papiers peints et couleurs, etc. Dans le chapitre III se trouve traitée la question du plan même des habitations, sous-sols, mansardes, sentines, closets, etc.

Les chapitres suivants traitent chacun complètement les cinq grandes questions d'hygiène en matière de construction : chauffage, — ventilation, — éclairage, — service des eaux, — fosses d'aisances et vidange.

L'ouvrage est accompagné de 14 planches hors texte et de près de 70 croquis dans le texte, qui le complètent et l'éclairent.

Ajoutons que la modicité du prix en fera bientôt, à ce point de vue spécial, le *vade mecum* de tout constructeur sérieux.

CONCOURS

Construction d'un Hôtel de Ville à Saïda (Algérie)

PROGRAMME

Un concours est ouvert à Saïda (Algérie) pour la construction d'un Hôtel de Ville.

La dépense est évaluée à 100.000 francs.

Chaque projet devra être accompagné d'un avant-métré

détaillé et d'un devis estimatif basé sur le bordereau des prix, en dépôt à la mairie.

Le projet agréé recevra, en prime, la somme de 1.000 francs.

Le projet s'approchant le plus de celui qui sera accepté, 500 francs.

MM. les architectes ou constructeurs qui désireront concourir trouveront les renseignements nécessaires à la mairie.

Construction d'une Ecole communale à Nangis (Seine-et-Marne)

AVIS

Pour répondre à certaines demandes qui lui ont été adressées, l'administration informe les intéressés que la dépense maximum est fixée à 65.000 francs, y compris :

1° Le terrain et les constructions actuelles, évalués 10.000 francs (les matériaux provenant de la démolition, évalués environ 3.000 francs, seront vendus; le produit en sera affecté à la construction);

2° Le mobilier scolaire évalué 5.000 francs;

3° Les honoraires de l'architecte.

La série de prix de la ville de Paris sera adoptée avec un rabais : de 10 p. 100 pour les travaux de menuiserie, plomberie et fumisterie, et 15 p. 100 pour les travaux de peinture, vitrerie, charpente, maçonnerie et serrurerie.

Construction d'une Bibliothèque nationale à Rio-de-Janeiro (Brésil)

S. E. M. le chevalier de Araujo, ministre du Brésil, nous informe qu'un concours pour un projet d'édifice destiné à la bibliothèque nationale à Rio-de-Janeiro, auquel peuvent prendre part les architectes étrangers, restera ouvert au ministère de l'intérieur, à Rio-de-Janeiro, jusqu'au 30 juin de la présente année.

Le gouvernement du Brésil fait un appel aux architectes français; il espère qu'ils voudront bien concourir.

Nous nous efforçons, en ce qui nous concerne, de porter à la connaissance des intéressés les conditions *in extenso* du concours, telles qu'elles nous ont été communiquées.

PROGRAMME

1. — Le projet de l'édifice destiné à la bibliothèque nationale, aux archives publiques, aux salles de conférences et des séances scientifiques et littéraires, doit comprendre :

Un plan général de l'édifice;

L'élévation de la façade principale;

L'élévation des façades latérales;

La section longitudinale de l'édifice;

Les sections transversales, ainsi que les divers dessins qui pourront être nécessaires pour l'explication complète du projet.

Tous ces dessins seront faits à l'échelle de 4 p. 100, à l'exception du plan, qui pourra être établi sur l'échelle de 1 p. 200.

2. — L'édifice comprendra, en plus de la bibliothèque nationale, des archives publiques, des salles de conférences et séances scientifiques et littéraires ou séances de Sociétés de même nature, une habitation destinée au directeur de la bibliothèque, une autre habitation destinée au directeur des archives, et enfin un logement pour le concierge.

3. — La bibliothèque aura trois sections : une, destinée aux ouvrages imprimés et pouvant contenir 500.000 volumes,

communiquant avec deux annexes où seront déposées les cartes géographiques et les médailles; la seconde, destinée aux manuscrits, et la troisième aux estampes et gravures. Chaque section dans une salle séparée.

4. — Les archives publiques devront comprendre quatre sections spéciales : une, destinée à la partie administrative, se composera de salles de vastes dimensions; la seconde, destinée à la partie législative, et la dernière à la partie judiciaire.

5. — Le bâtiment destiné aux salles de conférences scientifiques et littéraires et aux séances de Sociétés de même nature se composera de vastes salles appropriées à ce but.

6. — La bibliothèque nationale et les archives publiques devront contenir les bureaux et les accommodations nécessaires pour la direction, le secrétariat et les archives spéciales.

7. — Dans les projets qui seront présentés, on devra se préoccuper des conditions essentielles concernant la bibliothèque nationale et les archives publiques, dont les salles servant de dépôt aux livres, aux manuscrits et aux documents, devront être à l'abri de tout danger d'incendie.

8. — Les projets présentés seront accompagnés d'un mémoire contenant les explications nécessaires et les devis respectifs.

9. — Il suffira d'indiquer sur le plan les habitations destinées aux directeurs.

10. — Les plans et autres documents devront être présentés avant le 30 juin prochain, jusqu'à midi, au secrétariat de l'Etat. Chaque concurrent pourra adopter un pseudonyme en indiquant son nom et son adresse dans une lettre fermée, cachetée et annexée à son rapport. Cette lettre ne sera ouverte qu'après le choix du projet.

11. — Le projet qui aura réuni le plus de suffrages recevra une prime de dix contos de reis (soit environ 25.000 francs), et celui qui sera classé en second ordre recevra une prime de quatre contos de reis (environ 10.000 francs).

12. — Les projets primés resteront la propriété exclusive de l'Etat; les autres seront rendus à leurs auteurs.

13. — L'édifice devra être construit de façon à pouvoir être agrandi dans l'avenir sans nuire aux conditions essentielles qu'il doit satisfaire.

14. — Le devis de l'édifice, dans les conditions exprimées plus haut, ne devra pas dépasser mille contos de reis (environ 2.500.000 francs).

15. — Le choix du projet sera fait par M. le ministre de l'empire, d'après le rapport d'une commission composée du bibliothécaire de la bibliothèque nationale, du directeur des archives publiques et de trois ingénieurs nommés immédiatement après la clôture du concours.

Construction du Musée du Nord à Stockholm (Suède)

PROGRAMME

I. Sa Majesté le roi ayant daigné concéder, pour la construction d'un édifice destiné au Musée du Nord, le terrain du Parc royal indiqué en rouge sur la carte ci-jointe (1), le conseil d'administration du Musée du Nord a décidé d'inviter à un concours les architectes de la Suède, de la Norvège, du

(1) Cette carte et le plan de nivellement dont il est parlé ci-après, à l'art. 7, sont dans nos bureaux à la disposition des architectes qui voudront les consulter. (N. de la R.)

Danemark et de la Finlande, comme aussi ceux d'autres pays, et a fixé, pour les dessins et plans envoyés à cet effet, cinq prix, dont un de 1.500 couronnes (environ 2.100 francs), un de 600 couronnes (environ 840 francs), et trois de 300 couronnes (environ 420 francs) chacun. Ces prix seront irrévocablement décernés pour les projets reconnus comparativement les meilleurs après examen par le conseil d'administration du Musée, lequel s'adjoindra dans ce but deux architectes éminents. Les dessins et plans primés resteront la propriété du Musée du Nord, et le Conseil d'administration se réserve la faculté de les employer de la manière qu'il jugera convenable, ainsi que de désigner l'architecte qui devra construire l'édifice, indépendamment des prix adjugés.

II. Les dessins, plans et devis, munis d'une devise et accompagnés de bulletins de nom cachetés, devront être transmis, avant le 1^{er} juin prochain, à l'adresse : *Nordiska Museet, Drottninggatan, 71, Stockholm*, et se composeront : d'une esquisse avec plan de situation ; d'un plan pour chaque étage séparé ; de coupes et de façades. L'esquisse du plan, des façades et des coupes sera à l'échelle de 1.200 en moins, celle du plan de situation à 1.400 de la grandeur naturelle.

III. Au point de vue architectonique, l'édifice devra répondre en tout à la magnifique situation de l'emplacement, aussi bien qu'à l'importance nationale de cet établissement patriotique, le tout combiné néanmoins avec la plus grande modicité de prix possible.

Toutes les façades, mais principalement celles donnant sur la grande avenue du Parc et sur le pont, auront un aspect monumental. L'une de ces dernières sera la façade principale.

IV. L'édifice contiendra :

1^o Locaux d'exposition :

Une grande salle principale, avec galerie en deux étages. Il devra être possible de la décorer de plantes et de jets d'eau. Dans la galerie inférieure, dont la hauteur comportera 4^m50 au minimum, il y aura l'espace nécessaire pour l'aménagement d'environ 50 stalles destinées à y placer des intérieurs de chambres de paysan, etc. Il sera calculé pour la majeure partie d'entre elles un espace d'environ 5 mètres de largeur et de profondeur ; 10 à 15 d'entre elles, destinées à recevoir des décorations de paysage, auront chacune une largeur de 8 à 9 mètres. Toutes ces stalles devront être éclairées par derrière. Cette mesure est très importante pour les chambres ou poêles de paysan par rapport aux fenêtres pratiquées à leurs parois postérieures, comme aussi pour les paysages, auxquels il sera possible de donner un jour qui en rehausse l'effet. La galerie supérieure est destinée à l'exposition d'objets appartenant aux populations rurales.

Une grande salle d'armes.

Une grande salle pour objets du culte public (salle dite de l'Église).

Ces deux salles, chacune de la longueur d'environ 35 mètres, et situées au rez-de-chaussée, devront être voisines.

Un grand étage destiné à la conservation de monuments historiques, qui devra contenir une aussi grande salle continue que les circonstances le permettront.

Ces salles devront pouvoir contenir des galeries aux points convenables.

70 à 80 pièces de grandeur moyenne, pour objets appartenant aux métiers divers et aux classes supérieures. Les dites

pièces mesureront en moyenne une longueur d'environ 10 mètres sur 7 mètres de profondeur.

L'architecte aura toutefois pleine liberté de donner à l'ensemble un arrangement différent, en ayant égard à l'espace requis comme à l'appropriation convenable et au caractère monumental de l'ensemble. Il lui est également loisible d'établir de grandes cours recouvertes en verre pour les objets encombrants et de grandes dimensions.

2^o Bibliothèque :

Une salle,

Une salle pour gravures et planches,

Une salle de lecture.

3^o Magasins :

Au moins trois ou quatre salles de grandes dimensions.

4^o Salles de travail :

Une salle de déballage servant en même temps d'atelier à l'armurier, } Devront être contiguës.

Une salle de magasin provisoire,

Une salle de travail pour 3 aides.

Une grande salle d'atelier pour travaux de menuiserie, etc.

Une salle de travail pour 2 aides,

Une salle de travail pour 1 aide } Devront être contiguës.

(bureau de la comptabilité).

Une salle de réception,

Un cabinet du directeur, } Devront être contiguës.

Une salle pour les archives.

5^o Pièces du personnel de service :

3 chambres avec cuisine pour l'armurier et le portier,

3 pièces avec cuisine pour femmes de service.

Des chambres de toilette seront aménagées aux points convenables.

V. Le vestibule sera spacieux, élégant et, si possible, disposé de manière à pouvoir être décoré de peintures murales et de gypses. En combinaison avec le vestibule, il y aura lieu de calculer l'espace suffisant pour un vestiaire et un emplacement pour la vente des billets.

VI. Il sera établi des calorifères et des ventilateurs convenables dans les pièces comme dans les vestibules.

VII. Une carte de nivellement donne les courbes de pente et les cotes de hauteur du terrain.

On trouve la roche à une profondeur moyenne de 1^m50.

Pour tous renseignements ultérieurs, s'adresser à l'un des soussignés.

Stockholm, le 10 février 1882.

C.-G. HERNMARCK,

Membre de la Cour suprême,

Nybrogatan, 6 A.

J. BOLINDER,

Propriétaire d'usine métallurgique,

Södra Blasieholms hamnen, 4.

MAGNUS ISAEUS,

Professeur,

Malmstiknadsgatan, 40.

AXEL KEY,

Professeur,

Mälartorget, 13.

A.-V. ABERGSSON,

Conseiller référendaire à la Cour

suprême,

Norrlandsgatan, 34.

ARTHUR HAZELIUS,

Directeur du Musée du Nord,

Musée du Nord.

Préfecture de la Seine

LES LOGEMENTS A BON MARCHÉ

AVIS

MM. les architectes, propriétaires ou entrepreneurs, qui auraient construit ou seraient disposés à construire des habitations renfermant des logements d'un loyer annuel de 150 à 600 francs, sont invités à envoyer le plus tôt possible leurs plans, évaluations de dépenses et note explicative à la première sous-commission des logements à bon marché (Direction des travaux de Paris, préfecture de la Seine).

La même invitation s'adresse à ceux qui auraient construit ou voudraient construire des logements en garni ou des maisons isolées dont les locataires pourraient devenir propriétaires au bout d'un certain temps et au moyen d'annuités sous forme de loyer.

GRAND PRIX DE ROME

ARCHITECTURE

Deuxième essai : Résultat du concours

L'Académie des Beaux-Arts a rendu son jugement du deuxième essai du concours du grand prix en architecture le 17 mars 1883.

Sujet : *Un Hôpital des cliniques.*

Soixante concurrents.

Dix ont été admis en loges dans l'ordre ci-après :

MM. Redon, élève de M. André ;

Quatesous, élève de M. Pascal ;

Gouvers, élève de M. Guadet ;

Bergon, élève de MM. Vaudremet et Raulin ;

Zobel, élève de MM. Zobel et André ;

Fontenelle, élève de MM. Moyaux et André ;

Devienne, élève de MM. Coquart et Gerhardt ;

Legrand (Henri), élève de M. Pascal ;

Maillart Norbert, élève de M. Guadet ;

Defrasse, élève de M. André.

Le 21, avant-projet, entrée en loges.

NOUVELLES DIVERSES

Ecole des Beaux-Arts. — Le jury de l'Ecole des Beaux-Arts a rendu son jugement dans le concours d'ornement commun aux architectes, peintres et sculpteurs.

Architectes. — 3^e médaille : MM. Devienne et Prince, élèves de MM. Coquart et Gerhardt.

Mentions : MM. Maistrasse, Lefebvre, Kraft, Maréchal, Rister, Dick, Demorcier, Tournaire, Bois de la Tour, Hastings, Trintzius et Anquetil.

Peintres. — Mentions : MM. Lamy, Berger, Mary, Chantalat et Paul Legrand.

Sculpteurs. — Mentions : MM. Faivre et Ploquin.

Des sculptures de Clodion ont été découvertes récemment sur les murs d'un hôtel de la rue Monsieur. Cet hôtel, qui porte le n° 12, fut construit en 1784, par l'architecte Brongniard, pour la princesse de Bourbon-Condé, morte et enterrée dans le couvent voisin des Bénédictines.

Cette œuvre, jusqu'à ce jour ignorée, de Clodion se compose de quatre grands bas-reliefs représentant des Amours domptant des animaux et de quatre bacchantes assises et tenant chacune un petit chèvre-pieds sur leurs genoux. Toutes ces figures, d'un dessin gracieux et d'un relief étonnant, sont admirablement conservées.

Les réparations nécessaires ont été dirigées par M. Guillaume, qui a pu rétablir l'œuvre dans toute son intégrité.

La Bibliothèque nationale. — Les travaux de la Bibliothèque nationale se ralentissent depuis que les démolitions sont terminées sur la rue Vivienne. Du côté de la rue Richelieu, en revanche, on se préoccupe sérieusement de leur achèvement.

Il est question, dit l'*Événement*, d'une immense toiture vitrée recouvrant la cour qui fait face au square Louvois. Ce projet a été adopté en principe par le conseil des bâtiments civils.

Il a l'avantage de ne pas laisser de terrain perdu. Cette cour serait par le fait transformée en un immense vestibule de 1.500 mètres de superficie et qui recevrait une foule de monuments archéologiques de haute valeur qui demeurent, faute de place, inconnus du public.

On y placerait, entre autres, deux magnifiques globes terrestres du XVII^e siècle, qui sont restés longtemps enfouis dans les magasins. Les inscriptions et les pierres, qui sont en ce moment dans le couloir de l'entrée provisoire de la salle de travail, y trouveraient également leur place.

On a fait à ce projet une objection : ses adversaires prétendent qu'il enlèverait la lumière à la salle des manuscrits, placée au premier étage. Une toiture vitrée de cette superficie enlèverait difficilement du jour.

Elle aurait, en revanche, l'avantage de créer une magnifique entrée à la Bibliothèque et remplacerait avantageusement la piètre entrée provisoire qui existe actuellement et qui est fatalement appelée à disparaître.

La grève des ouvriers du bâtiment à Berlin. — A Berlin, comme à Paris, l'industrie du bâtiment est en souffrance.

La capitale allemande, dit la *Vossische Zeitung*, est menacée de subir la grève des charpentiers, des maçons et des peintres en bâtiment. Les charpentiers et les maçons demandent un salaire fixe de 4 marcs par jour. Les premiers se sont réunis au nombre de plus de 1.500, et les seconds au nombre de plus de 2.000. Ils ont décidé de former un fonds de secours et un capital suffisant pour faire durer une grève éventuelle le temps nécessaire afin de forcer les patrons à se soumettre à leur demande. Il est accordé à ceux-ci un terme jusqu'au 15 mars pour se prononcer sur cette augmentation du prix de la journée.

Les peintres, qui n'étaient que quelques centaines, se réuniront à nouveau dans la quinzaine, et prendront des décisions analogues à celles des charpentiers et des maçons.

Le château de Gisors. — Un énorme pan de mur du vieux château de Gisors s'est écroulé ces jours-ci. *Le Vexin* donne sur cette chute les renseignements suivants :

« La partie du mur écroulée est attenante à la tour dite du

Diable, située immédiatement à gauche, en entrant dans le jardin par la porte des Champs. Le mur est celui qui fut construit primitivement par Robert de Bellesme en 1097, reconstruit par Henri II d'Angleterre, puis par Philippe-Auguste, et enfin protégé, lors de l'invention de l'artillerie, par l'établissement de la fausse braie de terre qui existe encore autour de la forteresse.

« La tour est postérieure au mur, et tout porte à croire qu'elle a été construite par Philippe-Auguste. Elle est ronde et construite en pierre de taille, d'un appareil fort régulier, tandis que le mur est fait de moellons calcaires, jetés pêle-mêle entre deux revêtements de pierre tendre.

« En tout cas, cette tour a été restaurée au XVI^e siècle et forme aujourd'hui, avec son troisième étage à ciel ouvert et sa silhouettede hardie, une des parties les plus pittoresques du château.

« Malgré la solidité de sa construction, elle est séparée du mur d'enceinte par deux grandes lézardes; ces lézardes n'ont d'ailleurs été pour rien ou pour presque rien dans l'écroulement dont il s'agit. Celle qui en a été la cause ou plutôt le symptôme, s'était produite sur le côté intérieur du mur, vis-à-vis de la tour.

« Et c'est toute la partie de ce mur située à l'est de cette lézarde et de la tour qui s'est écroulée. Telles étaient la cohésion et la consistance qu'avait acquises la maçonnerie qu'une des parois est presque lisse : on croirait une tranche de marbre coupée perpendiculairement. Il est tombé des blocs entiers de plus de dix mètres cubes. »

On peut attribuer cette chute à l'action continue des pluies qui ne cessent de tomber depuis plus d'un an. Actuellement, le mur écroulé, d'une épaisseur de près de trois mètres, forme une gigantesque brèche au pied de laquelle gît un énorme tas de décombres. L'effet, vu de l'intérieur du château, est d'un pittoresque saisissant.

EXPLICATION DES PLANCHES

Pl. 15. — La cour du château de Raray est rectangulaire et close sur trois faces par l'arcature dont nous publions aujourd'hui la gravure. La quatrième face est, bien entendu, formée par le château. Je ne crois pas avoir encore rencontré conception aussi originale, et l'effet doit en être des plus heureux. Il faut avouer que nos pères comprenaient mieux que nous les nécessités architectoniques et que cette cour d'honneur était pour eux une nécessité propre à rehausser l'aspect d'un château, car toutes les œuvres sérieuses de cette époque en offrent l'exemple. C'est toujours l'atrium romain, dont le souvenir et la tradition avaient été gardées par les couvents. Souhaitons d'en voir revenir promptement l'usage.

Pl. 16. — Façade principale de l'hôtel dont nos précédents numéros ont commencé la publication.

Pl. 17. — Au milieu des nombreuses qualités de cette église, l'œil-de-bœuf qui termine le sommet des travées nous paraît toujours fâcheux d'aspect. Si encore il avait eu la forme traditionnelle du trèfle !

Pl. 18. — Nous voilà dans la vieille Flandre espagnole, et si l'aspect a conservé le stigmate du vainqueur, le titre de « hôtel communal » corrige l'amertume de ce souvenir par

l'évocation des grandes figures des guerres pour l'indépendance des Pays-Bas. Nous ne nous expliquons pas bien, cependant, le pourquoi du grand mur nu de gauche. Malgré cela, ce petit palais vous a une fière allure, et des plus agréables, que l'on chercherait vainement dans la plupart de nos mairies.

Pl. 19. — Cette planche termine la publication de l'hôtel fort intéressant construit par M. Toutain, architecte. Ces communs, d'un aspect très heureux et très significatif de leur destination, empruntent leur caractère à la grande sobriété des détails. Ils sont d'un bon enseignement.

Pl. 20. — Cet exemple de maison de commerce avec hôtel d'habitation sur le derrière représente pour nos abonnés un programme nouveau des plus intéressants, surtout pour les constructeurs de province. Les besoins nouveaux de l'industrie appellent ce nouveau type de bâtiments urbains et nous verrons les exemples s'en multiplier. L'architecture de M. Dupire est très cherchée, très intéressante, et l'aspect doit en être amusant à examiner.

J. BOUSSARD,
Architecte du Ministère des Postes
et Télégraphes.

COURRIER FINANCIER

Toujours l'instabilité. Est-ce la hausse ? Est-ce la baisse ? Bien malin qui s'y retrouve. Aujourd'hui, c'est la conversion; on baisse sans savoir pourquoi. Demain, la conversion n'a plus lieu; on remonte sans motif plus sérieux. Quand donc laissera-t-on le marché tranquille, se remettre de ses affollements ? Il est certain qu'il ne demande qu'à monter, car il y a de gros capitaux disponibles; mais le petit capitaliste ne veut pas acheter quand l'incertitude est si grande. On parle de la démission de M. Tirard à cause de la difficulté qu'il éprouverait à établir le budget sur recettes extraordinaires.

Parmi les valeurs qui ont le mieux résisté à la baisse, nous citerons surtout le Crédit foncier, qui n'a reperdu que quelques francs.

Le Crédit foncier est bien tenu à 1.355 francs. On prévoit de plus hauts cours. Des achats nombreux ont eu lieu pendant que le parti de la baisse, profitant des incidents de ces derniers jours, faisait tous ses efforts pour produire un mouvement de réaction. Les influences du moment ne sauraient avoir d'effet sur une institution dont les opérations de prêts hypothécaires suivent une progression continue et sont à l'abri de tous risques. On sait que le Crédit foncier a redoublé de prudence dans ces dernières années et qu'il n'a consenti de prêts que sur des immeubles productifs d'un revenu assuré.

C. D.

L'Administrateur-Gérant : SAMSON COHN.

Paris. — C^{te} générale d'Imprimerie, 18 et 19, passage de l'Opéra.
Succursale, rue de La Fayette, 194.

L'Administrateur-Directeur : L. DE LA SAIGNE.

SOMMAIRE DU N° 4

TEXTE. — I. L'Exposition d'Amsterdam, par J. Boussard. — II. La lumière électrique Edison et ses applications, par un architecte. — III. Jurisprudence, par S. Cohn. — IV. Concours : Musée du Nord, à Stockholm ; Société Dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts. — V. Expositions : Calcutta, Boston, Munich. — VI. Les Logements à bon marché. — VII. Nouvelles diverses. — VIII. Explication des planches. — IX. Courrier financier.

PLANCHES. — 21-22. Exposition internationale d'Amsterdam de 1883 : façade principale ; M. Fouquiau, architecte. — 23. Basilique Saint-Epvre, à Nancy : plan ; M. P. Morey, architecte. — 24. Eglise de Navilly : façade principale et coupe transversale ; M. Giroud, architecte. — 25. Encadrement de fenêtre Renaissance. — 26. Musée du Trocadéro : fragment des stalles de la cathédrale de Saint-Denis. — 27. *Id.* Architecture florentine : porte-hampe. — 28. *Id.* Dessus de porte Louis XV.

EXPOSITION D'AMSTERDAM

Le grand courant de civilisation qui pousse les nations à la paix nous conduit aujourd'hui en Hollande, où les races dirigeantes sont conviées à un nouveau duel pacifique. Conserverons-nous là encore notre prestige intellectuel ? Nous y comptons bien, malgré la marche ascendante du développement général des autres peuples ; mais, ne nous y trompons pas, le moment approche où la lutte s'égalisera de plus en plus et où les médailles d'or apprendront le chemin des capitales étrangères. Il nous faut donc redoubler d'efforts et pressurer nos intelligences plus encore que nous ne le faisons, et cependant le poids qui les charge n'est pourtant pas léger. Les jeunes, qui luttent en ce moment pour se

faire leur place au soleil sont édifiés à ce sujet, et justice doit leur être rendue, car ils tiennent solidement la hampe du drapeau sur lequel depuis tant d'années la France, héritière de Rome, écrit : Progrès et Liberté. Dans cette valeureuse phalange on ne compte jamais les morts, car il n'y a jamais de vide ; tout soldat qui tombe est immédiatement remplacé, et d'où qu'on les appelle à l'aide, ils accourent. Architectes, peintres, sculpteurs, ingénieurs, médecins, avocats, professeurs, toute cette cohorte, enfin, qu'enfante le progrès est là, toujours prête à donner. Or, en matière de construction, c'est toujours l'architecte qui commence, et, pour cette exposition d'Amsterdam, c'est donc un architecte qui a ouvert la marche.

M. Fouquiau, chargé de construire le palais d'exposition, a conçu une œuvre très originale et où les réminiscences antiques sont fort intéressantes. Tout d'abord l'esprit général de sa composition nous paraît avoir pour origine les caravansérails de l'Orient, où vastes bazars composés d'une agglomération de boutiques où les Orientaux offrent en vente les produits de leur industrie. M. Fouquiau, ayant à construire un

palais d'exposition pour un peuple dont les navires ont partagé si longtemps avec les Espagnols l'empire des mers, a cru devoir rappeler cette belle époque de l'histoire hollandaise en adoptant le style oriental, où l'Inde, l'Afrique et l'Amérique trouveraient chacune des réminiscences importantes. Les lois d'architecture classique semblent tout cela pour former un ensemble pittoresque, original et tout à l'honneur de notre confrère. Les velums et leurs portants, inspirés du Colysée de Rome, ces vastes pylônes indous servant d'entrées latérales et de clôture à une sorte d'atrium antique, au centre duquel est l'entrée principale, protégée par un vaste velum et décorée de piédestaux portant statues : tout cela est d'un arrangement pittoresque et bien approprié à sa destination, qui est elle-même une agglomération d'industries de toute nature et de toutes origines.

Nous applaudirons toujours à un confrère faisant bien en France, et nous l'applaudissons doublement quand il fait bien à l'étranger.

M. Fouquiau est, du reste, un homme connu, qui a pris la tête dans le mouvement de construction par Sociétés de coopération, marquant d'un caractère particulier les dix années qui viennent de s'écouler. Il y a là une évolution dans l'art de bâtir, et, bon gré mal gré, les architectes devront y prendre

part et en régler la marche. On ne fait plus et on ne fera plus de petites affaires ; or, toute opération de construction nécessite aujourd'hui un appel au capital, soit des sociétés financières, soit des sociétés de construction, et il est de toute nécessité que les architectes en apprennent le mécanisme s'ils ne veulent pas voir leur clientèle disparaître. Un des premiers, M. Fouquiau est entré dans cette

voie, où bien des réformes sont à faire peut-être ; mais il n'en a pas moins le mérite qui s'attache au novateur. Son exposition à Amsterdam vient de nous révéler un tempérament d'artiste et démontrer que le financier est resté architecte. Nous l'en félicitons doublement.

J. BOUSSARD,
Architecte du Ministère des Postes
et Télégraphes.

LA LUMIÈRE ÉLECTRIQUE EDISON
ET SES APPLICATIONS

Il y a déjà plusieurs années que l'industrie utilise la lumière électrique pour l'éclairage des ateliers. Mais c'est surtout la lumière de l'arc voltaïque à laquelle on a eu recours pour cette application, parce que ce qui importait dans ce cas était la puissance plutôt que la régularité.

Les bougies électriques elles-mêmes, bien qu'employées par quelques grands magasins, donnaient encore de trop

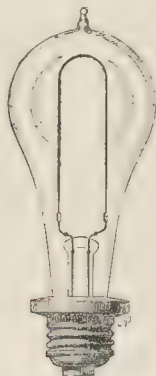
puissants foyers pour que l'architecte eût à s'en préoccuper comme d'une application possible dans la pratique journalière.

Il n'en est plus de même de la lumière d'incandescence, qui a rapidement conquis droit de cité, et qui est à la veille d'envahir non seulement les théâtres, cafés, magasins, etc., mais les appartements eux-mêmes, et qui paraît destinée, dans un avenir très prochain, à remplacer le gaz dans une foule d'applications et même à pénétrer dans des espaces où le gaz ne pouvait être admis.

Tout le monde, aujourd'hui, connaît ces foyers à incandescence, tels que la lampe Edison, formés d'une petite ampoule de verre, hermétiquement scellée, renfermant un filament de charbon que le passage du courant transforme en un foyer de lumière.

L'imagination ne peut certainement pas concevoir quelque chose de plus parfait et de plus satisfaisant sous tous les rapports. Si l'on avait proposé à quelque magicien, disposant de toutes les ressources du merveilleux, de créer une lumière parfaite, réunissant toutes les qualités de douceur, d'éclat, de fixité, d'absence de chaleur et de chances d'incendie, une lampe qu'on puisse mettre dans sa poche, dans un tas de poudre, qu'est-ce que ce magicien aurait pu imaginer de mieux que la lampe Edison ?

On comprend que cette merveille soit de sa nature envahissante, et que, devant les progrès rapides que fait la nouvelle lumière, nous soyons amenés à nous en occuper d'une manière toute spéciale.



La lampe Edison peut se placer partout et dans toutes les positions.

Elle peut être sans inconvénient placée au milieu des tentures ou des fleurs. Grâce à elle, l'éclairage peut devenir un art, parce qu'elle l'affranchit de toutes les servitudes de position obligée, de distance des murs et plafonds, de canalisations de gros volumes, d'appareillage en métal, etc. Aussi, l'effet de l'éclairage d'un hôtel particulier, par exemple, devra-t-il être étudié en même temps que la décoration intérieure et participer dans une grande mesure à cette décoration même.

Un des grands avantages de la lumière Edison est de ne pas altérer les teintes des étoffes et des tentures. La combinaison des teintes, qui contribue tant à donner le cachet décoratif et artistique à l'ameublement, se fait, bien entendu, en vue de l'éclairage naturel du jour. Le soir, à l'heure des ré-

ceptions, la lumière altère ces teintes, et l'on doit s'estimer heureux si l'ensemble le plus harmonieux au jour ne prend pas, le soir des tons trop criards et incompatibles. Avec la lumière Edison, ces inconvénients disparaissent, et les nuances vives, qui ternissent toujours aux lumières artificielles, sont, au contraire, rehaussées par elle, et jettent dans l'ensemble un peu sombre la note claire qui faisait défaut.

Les fils qui conduisent le courant aux lampes sont de très faible diamètre. On leur donne telle couleur que l'on veut, et rien n'est plus facile que de les dissimuler dans les moulures. Leur pose se fait avec la plus grande facilité, sans endommager les murs ni les tentures. Aussi peut-on changer de place les appareils, si on désire modifier la disposition de l'ameublement. On peut aussi installer très rapidement tout éclairage provisoire que nécessiterait une fête. Enfin l'installation d'une lampe est si peu coûteuse que l'on peut multiplier suffisamment le nombre des becs pour rendre inutile toute lampe portative.

On peut, en effet, placer le commutateur servant à l'allumage et à l'extinction d'une ou de plusieurs lampes dans tel endroit que l'on voudra.

On pourra donc faire la lumière dans n'importe quelle pièce avant d'y pénétrer. La lumière de la cave, par exemple, pourra s'allumer à l'aide d'un commutateur placé dans la cuisine. On pourra encore allumer et éteindre les lumières de sa chambre sans sortir de son lit.

Il serait difficile, on l'avouera, d'imaginer quelque chose de plus commode que la lumière Edison ; mais elle présente encore des avantages très-sérieux, tant au point de vue de la santé que du bien-être.

Un bec de gaz ou une lampe, on le sait, absorbe autant d'oxygène que deux personnes. Le gaz déverse, de plus, des flots d'acide sulfureux et de produits délétères provenant des impuretés de la houille, qui salissent les murs, ternissent les peintures, et qui, en quelques années, ont fait disparaître les superbes panneaux et plafonds de P. Baudry, au foyer de l'Opéra.

Enfin, un autre inconvénient, dont on souffre cruellement en été, c'est l'énorme quantité de chaleur que dégagent ces foyers de lumière. Or, c'est précisément dans les salles de bal, etc., où se trouvent réunies un grand nombre de personnes, que sont accumulés en plus grande quantité les foyers lumineux.

Ceux-ci accélèrent d'une manière effrayante la décomposition de l'air et produisent une chaleur intolérable.

Avec la lampe Edison, tous ces inconvénients disparaissent. Elle n'emprunte rien à l'atmosphère et ne lui cède rien. Elle dégage douze fois moins de chaleur que le gaz, et n'influe pas sensiblement sur la température. Ainsi, tout en donnant une lumière fixe, douce et limpide, elle conserve à l'air toute sa pureté et toute sa fraîcheur.

L'électricité destinée à alimenter ces lampes est engendrée par des machines dont la conduite n'offre aucune difficulté. Dans les habitations isolées, on peut installer ces machines dans une dépendance. Il existe déjà en Angleterre un grand nombre de châteaux installés ainsi, à la grande satisfaction de leurs propriétaires. Mais, prochainement, l'électricité sera canalisée et livrée à domicile, comme le gaz et l'eau le sont aujourd'hui, et un compteur enregistrera la consommation. Alors son application ne sera plus qu'une question de temps, et nous croyons que de longtemps la demande excédera de beaucoup ce que le temps permettra de produire.

En même temps que la lumière l'électricité apportera à domicile la force motrice. Or, l'introduction et l'emploi de la force motrice à domicile paraît destinée à produire une révolution dans l'économie domestique ; elle est susceptible d'une foule d'applications qui prendront jour d'elles-mêmes au fur et à mesure de l'extension des canalisations électriques.

Pour le présent, nous nous bornons à souhaiter que le nouvel éclairage soit mis à la disposition du public dans le plus bref délai, afin que chacun puisse profiter des avantages considérables qu'il apportera avec lui.

UN ARCHITECTE.

JURISPRUDENCE

Reconstruction des magasins du Printemps. Bail. Locataire. Trouble. Changement de destination de la maison louée. Plaques de commerce. Marchandises. Portes de communication. Machines à vapeur. Eclairage électrique. Suppression. Enlèvement du caractère bourgeois primitivement attribué à l'immeuble loué. Diminution de loyer. Dommages-intérêts.

Nous sommes en général très sobres de décisions relatives aux contestations entre locataires et propriétaires. Cependant l'architecte est souvent consulté en semblable matière, et nous pensons rendre à nos lecteurs un vrai service en rendant compte du procès soutenu par M. Jaluzot, directeur des grands magasins du Printemps contre ses locataires.

Voici les décisions qui résultent du jugement rendu par la 5^e chambre du tribunal civil de la Seine.

Aux termes des articles 1719 et 1723 du Code civil, le bailleur doit faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail et ne peut changer la forme de la chose louée.

Par changement de forme dans la chose louée, on doit entendre toute modification qui, sans détruire la substance de la chose, en altère le caractère particulier.

Il en est ainsi toutes les fois que le propriétaire d'un immeuble loué bourgeoisement transforme ce caractère en celui de commercialité.

Et de ce que l'entresol de la maison louée est occupé commercialement, on ne saurait en conclure que les autres étages de la maison n'ont pas été loués pour être occupés bourgeoisement, alors surtout que les précautions prises par le propriétaire pour empêcher toute communication entre les locations commerciales et celles qui ne le sont pas attestent précisément son intention bien formelle de conserver à son immeuble le caractère d'habitation bourgeoise.

L'apposition de nombreuses plaques à la porte d'entrée d'une maison louée bourgeoisement, la suppression des rideaux aux fenêtres de l'entresol et du premier étage et l'éclairage électrique qui comprend sans interruption toutes les fenêtres de cet entresol ont pour effet d'imprimer à l'immeuble un cachet industriel incompatible avec le caractère constitutif de la location bourgeoise.

Le locataire, troublé dans sa jouissance par la transformation commerciale de l'immeuble qu'il a loué bourgeoisement, ne peut demander le rétablissement des lieux dans leur état primitif qu'autant que le préjudice que ce rétablissement causerait au propriétaire ne dépasse pas une mesure légitime que le tribunal a le droit et le devoir d'apprécier.

Et au cas où ce préjudice serait reconnu légitimement trop

considérable, il y a lieu, par le tribunal, d'ordonner toutes mesures modificatives de la situation, avec dommages et intérêts et diminution de loyer.

Les faits sont suffisamment exposés dans l'un des jugements rendus, celui de l'affaire Cavalhido, dont voici le texte :

« Le tribunal,

« Attendu que, par acte sous seings privés, enregistré, en date à Paris du 5 novembre 1880, Chardin a loué au comte de Cavalhido, à partir du 1^{er} janvier 1881, un appartement situé au deuxième étage au-dessus de l'entresol, dans la maison lui appartenant, sise boulevard Haussmann, n° 64, pour six ou neuf années, au choix des parties, moyennant un loyer annuel de 7.290 francs ;

« Attendu que depuis l'entrée du locataire dans les lieux le bailleur a vendu son immeuble à Jaluzot, propriétaire des magasins du Printemps ;

« Qu'il est constant, ainsi que cela résulte du rapport de Monge, expert, commis par ordonnance de M. le président, en date du 17 novembre 1881, que des modifications ont été apportées tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'immeuble vendu ; qu'il convient donc d'examiner si Jaluzot, comme le prétend Cavalhido, a contrevenu aux obligations dérivant du contrat de louage ;

« Attendu que, suivant les règles établies dans les articles 1719 et 1723 du Code civil, le bailleur doit faire jouir paisiblement pendant la durée du bail le preneur, et ne peut changer la forme de la chose louée ;

« Que par ces mots « changements de forme dans la chose louée » on doit entendre toute modification qui, sans détruire la substance de la chose, en altère le caractère particulier ;

« Qu'il importe donc d'examiner tout à la fois le caractère qu'avait la maison située n° 64, boulevard Haussmann au moment de l'entrée en jouissance de Cavalhido et la transformation que Jaluzot lui a fait subir ;

« Attendu que le caractère bourgeois de l'immeuble, en janvier 1881, ne saurait être sérieusement contesté ;

« Que ce caractère résulte des documents versés au procès, notamment du bail consenti par Chardin à Cavalhido, qui s'engage à n'habiter les lieux que bourgeoisement ; qu'il est certain, en fait, que les appartements étaient occupés par des particuliers n'exerçant, dans la maison, aucun métier ;

« Que, sans doute, et dès cette époque, l'entresol était loué, d'un côté de la porte cochère à Jaluzot et de l'autre à la dame Petit-Roger, modiste ;

« Mais que les précautions prises par Chardin pour empêcher toute communication entre les locations commerciales et celles qui ne l'étaient pas attestent précisément son intention bien formelle de conserver à son immeuble le caractère d'habitation bourgeoise ;

« Qu'en effet, les appartements de l'entresol étaient complètement séparés du restant de la maison ;

« Qu'on ne devait accéder à celui loué à Jaluzot que par la voie ouverte sur l'immeuble du n° 56, et qu'un escalier particulier donnait accès à l'appartement occupé par la modiste ;

« Qu'en outre, les précautions les plus sévères étaient prises pour déterminer la nature des enseignes et pour en restreindre le nombre ;

« Qu'ainsi donc, bien que les locataires de l'entresol fussent commerçants, l'immeuble avait, au 1^{er} janvier 1881, par l'isolement de chacun des locataires et par les mesures relatives

aux enseignes, conservé un caractère incontestable d'habitation bourgeoise et paisible ;

« Attendu que les transformations que Jaluzot a fait subir à son immeuble sont de nature à nuire au caractère bourgeois de la jouissance de Carvalho et à rendre cette jouissance moins paisible qu'elle ne l'était à l'origine, soit par le bruit, soit par le danger d'incendie, rendu plus grave depuis la suppression des cloisons tant à l'entresol qu'au premier étage ;

« Qu'en effet, à l'extérieur, l'aspect de la maison est évidemment modifié par les nombreuses plaques qui y sont apposées, par la suppression des rideaux aux fenêtres de l'entresol et du premier étage et par l'éclairage de l'entresol à la lumière électrique, éclairage qui comprend sans interruption toutes les fenêtres de l'entresol, tant sur le boulevard Haussmann que sur la rue Caumartin, et imprime à l'immeuble un cachet industriel ;

« Qu'à l'intérieur, la jouissance a cessé d'être paisible ; que partie des locaux ont été convertis en dépôts de marchandises ;

« Que les cabinets d'aisance situés dans la cour servent aux nombreux employés du Printemps ; que les cloisons de l'entresol et du premier étage ont été enlevées ; qu'enfin, au cinquième étage, les employés du Printemps, installés en grand nombre dans les chambres jusqu'alors réservées aux domestiques des locataires, y causent un vrai scandale par leurs habitudes bruyantes ;

« Attendu que les causes de troubles apportées dans la jouissance de Carvalho, et qui persistent encore, ont été précédées d'autres troubles passagers et graves, amenés précisément par les transformations subies par l'immeuble du fait de Jaluzot ;

« Que des affiches ont été apposées sur la façade des comptoirs établis en plein vent près la porte cochère, des matériaux de toute sorte et des marchandises de tout genre amenés dans la cour ;

« Attendu qu'il ressort de ce qui précède que le demandeur est fondé à se plaindre des entraves apportées à sa jouissance paisible, mais que le rétablissement complet des lieux dans leur état primitif, par le préjudice que ce rétablissement causerait à Jaluzot, dépasserait la mesure de ce qui peut être légitimement réclamé par le locataire et accordé par le tribunal ;

« Que c'est donc à tort que Carvalho y a tout d'abord conclu ;

« Mais qu'il y a lieu de faire droit à ses conclusions subsidiaires, dans lesquelles il se borne à réclamer des mesures modificatives de la situation actuelle, des dommages et intérêts et une diminution de loyer ;

« Attendu que c'est au tribunal qu'il appartient d'ordonner les mesures nécessaires pour rendre à la maison du boulevard Haussmann, 64, un caractère d'habitation bourgeoise, et pour assurer à Carvalho la paisible jouissance de la chose louée ;

« Attendu qu'il y a également lieu par le tribunal d'allouer pour le passé des dommages-intérêts à Carvalho, à raison de la gêne considérable qui lui a été causée par les travaux de transformation que Jaluzot a fait subir à l'immeuble du n° 64 et qui ont été ci-dessus énumérés ;

« Attendu que le tribunal a les éléments nécessaires pour les fixer à la somme de 4.000 francs ;

« Attendu qu'il convient également de réduire le montant du loyer annuel de Carvalho, tant à cause de l'augmentation des risques d'incendie qu'à cause des modifications apportées dans l'immeuble, modifications qui, quoique considérablement atténuées par les mesures ordonnées par le tribunal, enlèvent cependant à l'immeuble, en partie tout au moins, le cachet d'habitation bourgeoise et lui impriment jusqu'à un certain point l'aspect d'annexe du Printemps, ce dont Carvalho est fondé à se plaindre ;

« Attendu que le tribunal fera une juste appréciation des droits des parties en réduisant de ce chef le montant du loyer annuel dû par Carvalho, de la somme de 1.000 francs, à partir du 1^{er} janvier 1883 ;

« Par ces motifs,

« Ayant au rapport de l'expert tel égard que de droit, dit et ordonne que Jaluzot sera tenu, dans un délai de un mois à compter de la signification du présent jugement, et après l'expiration dudit délai, sous une contrainte de 100 francs par chaque jour de retard, pendant un mois, passé lequel délai il sera fait droit ;

« 1° D'enlever, à l'exception des quatre plaques qui existaient au moment de l'entrée de Carvalho dans la maison, toutes les plaques indicatives posées entre les fenêtres de l'entresol sur le boulevard Haussmann et sur la rue Caumartin, ainsi que la marquise et la lanterne qui surmontent l'entrée de la porte de l'ancien escalier de Petit-Roger ;

« 2° De garnir de rideaux les fenêtres de l'entresol et de l'appartement du premier étage sur la cour, sur le boulevard Haussmann et sur la rue Caumartin ;

« 3° De murer les portes qui donnent à l'entresol et au premier étage sur l'escalier d'honneur, et de substituer des portes en fer aux portes en bois à l'entresol et au premier étage sur l'escalier de service ;

« 4° De supprimer les magasins de dépôt et de manipulation des marchandises installés dans l'appartement du premier étage, qui ne pourra être occupé que bourgeoisement ou par des bureaux ;

« 5° De faire cesser l'habitation des chambres du cinquième étage par les employés du Printemps ;

« 6° De ne pas se servir de la lumière électrique pour l'éclairage de l'entresol du n° 64, sans toutefois porter atteinte au droit qui appartient à Jaluzot de maintenir le fonctionnement des machines à vapeur produisant l'électricité dans les autres immeubles voisins à lui appartenant ;

« Dit que c'est à tort et contrairement à la destination de l'immeuble que les marchandises des magasins du Printemps sont introduites et sortent par la porte cochère du n° 64 du boulevard Haussmann, et que les employés font usage des cabinets d'aisance situés dans la cour ;

« Dit enfin que, dans le cas où ces faits se reproduiraient à l'avenir, il sera fait droit ;

« Condamne Jaluzot à payer à Carvalho la somme de 4.000 francs à titre de dommages-intérêts ;

« Réduit le loyer des lieux occupés par Carvalho dans la maison du 64, boulevard Haussmann, d'une somme de 1.000 francs par an, et ce à partir du 1^{er} janvier 1883 jusqu'à l'expiration du bail ;

« Déboute Carvalho du surplus de ses conclusions ;

« Dit qu'il n'y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire ;

« Condamne Jaluzot en tous les dépens, dans lesquels entreront ceux de référé et d'expertise. »

CONCOURS

CONSTRUCTION DU MUSÉE DU NORD A STOCKHOLM (SUÈDE)

Le conseil d'administration du Musée du Nord a, dans sa séance du 30 mars dernier, décidé de prolonger d'un mois le délai fatal fixé au 1^{er} juin prochain pour la remise des dessins, plans et devis relatifs à la construction d'un édifice destiné au Musée.

Ladite remise devra donc être effectuée avant le 1^{er} juillet de cette année.

Le conseil d'administration du Musée du Nord, disposant d'une somme ultérieure de 2.000 couronnes (2.800 francs), destinée à être décernée comme prix extraordinaire au prochain concours, a décidé que cette somme sera soit distribuée seule, soit répartie de la manière que le jury de concours mentionné au programme jugera convenable.

Le Directeur du Musée du Nord,
ARTHUR HAZELIUS.

SOCIÉTÉ DUNKERQUOISE POUR L'ENCOURAGEMENT DES SCIENCES
DES LETTRES ET DES ARTS

Concours de 1883.

La Société décernera, s'il y a lieu, une médaille d'or de la valeur de 200 francs au meilleur travail sur le sujet ci-après indiqué :

Projet de construction d'un marché (Minck) pour la vente en gros à la criée du poisson, avec les annexes nécessaires. Cet établissement doit être élevé à proximité du chenal du port. La plus grande dimension de terrain n'excèdera pas 60 mètres.

Les services à installer comprennent : 1^o cinq bureaux avec étaux pour les crieurs ; 2^o six cases de marayeuses avec chacune un petit magasin et une cuve à laver le poisson ; 3^o vingt cases de marchandes de la halle avec cuve de lavage ; 4^o un bureau pour un employé d'octroi ; 5^o deux ou trois magasins pour matériel et accessoires ; 6^o cabinet d'aisance pour hommes et femmes ; 7^o une vaste citerne pour l'eau salée destinée à alimenter un réservoir placé à une certaine hauteur.

On ménagera entre les lignes de cases des espaces suffisamment larges pour la circulation des chariots à poisson. Canalisation d'eau et de gaz ; écoulement des eaux par égouts ; larges dégagements aux deux extrémités de l'édifice pour l'entrée et la sortie des chariots.

S'adresser, pour tous les renseignements, au secrétaire général de la Société.

Le Secrétaire général,
L. MORDACQ.

Le Président,
F. DURIAU.

EXPOSITIONS

EXPOSITION DE CALCUTTA

L'Industrie progressive nous apprend qu'une exposition internationale doit s'ouvrir, le 4 décembre 1883, à Calcutta.

Cette exposition paraît appelée à avoir un grand retentisse-

ment, étant données la position géographique de Calcutta et l'importante consommation des produits européens de toutes sortes qui se fait dans les produits d'outre-mer dont cette ville est pour ainsi dire l'entrepôt.

Pour donner à ses lecteurs une idée de l'importance des débouchés que notre industrie pourrait trouver sur le marché de l'Inde, le journal auquel nous empruntons ces détails publie un tableau des principales importations étrangères dans ce pays en 1880-1881. Le total de ces importations s'élève à 469 millions 920.842 roupies, soit environ un milliard de francs, la roupie valant environ 2 fr. 15 c.

Nous croyons que nos compatriotes trouveront dans ce chiffre une indication utile qui les engagera à prendre part à l'exposition, surtout si l'on considère qu'il s'agit d'un pays où règne le libre échange, où tous les droits d'entrée (sauf pour les vins, les spiritueux, le sel et l'opium) ont été abolis depuis le mois de mars 1882.

EXPOSITION DE BOSTON (ÉTATS-UNIS) EN 1883.

Une exposition artistique et industrielle de produits étrangers doit s'ouvrir à Boston le 1^{er} septembre prochain.

Cette exposition, dont la durée sera de trois mois au moins, s'organise sous le patronage et avec l'appui du gouvernement de l'État de Massachusetts. Le Congrès a voté un acte aux termes duquel les objets destinés à ce concours n'auront à supporter aucun droit d'entrée tant qu'ils demeureront exposés.

Les consuls des États-Unis en France sont en mesure de communiquer aux intéressés tous les renseignements désirables au sujet de cette exposition.

On peut également s'adresser au ministère du commerce pour obtenir des formules de demande d'emplacement (3^e bureau de la direction du commerce extérieur.)

EXPOSITION INTERNATIONALE A MUNICH.

Les artistes français sont informés qu'une exposition internationale des Beaux-Arts aura lieu à Munich, du 14 juillet au 15 octobre 1883.

Les artistes peintres, sculpteurs, architectes, graveurs qui désirent faire des envois à cette exposition, sont priés de faire déposer leurs notices et leurs œuvres aux palais des Champs-Élysées (porte IX) du 1^{er} au 5 juin ; elles seront examinées par le jury nommé pour l'exposition internationale d'Amsterdam.

Pour les ouvrages exposés au salon de 1883, il suffira d'indiquer le numéro sous lequel ils figuraient au catalogue.

La commission bavaroise prend à sa charge : 1^o sans assurance, les frais de transport ; 2^o les frais d'assurance contre l'incendie.

Le gouvernement français prend à sa charge les frais d'emballage.

Le placement sera fait à Munich sous la surveillance d'un délégué français. Le récompenses seront décernées par un jury international.

S'adresser, pour tous renseignements, à la direction des Beaux-Arts, bureau des musées et expositions, et au commissariat général des expositions (palais des Champs-Élysées, porte I), tous les jours ouvrables, de dix heures à quatre heures.

LES LOGEMENTS A BON MARCHÉ

Voici le texte du projet de convention intervenu entre l'Etat et le Crédit foncier pour la construction des logements à bon marché :

Entre le ministre des finances et le ministre de l'intérieur, d'une part, et la Société du Crédit foncier de France, représentée par M. Albert Christophle, son gouverneur, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

Article premier. — Le Crédit foncier de France s'engage à prêter sur hypothèque, à un taux inférieur de..... aux taux ordinaires de prêts hypothécaires, jusqu'à concurrence de 20.000.000 de francs, soit aux personnes qui feront bâtir des maisons destinées à leur habitation personnelle, dont le prix de revient s'élèverait de 3.000 à 9.000 francs au plus, soit aux constructeurs, chefs d'usines ou Sociétés qui feraient construire, aux mêmes conditions de prix, des maisons pour les rétrocéder sans majoration pendant vingt ans.

Les avances pourront atteindre 75 o/o de la valeur de l'immeuble.

Elles seront remboursées par annuités payables en vingt années, sans anticipation, sauf autorisation par ordonnance du président de tribunal, rendue sur simple requête.

La propriété ne sera acquise ou ne deviendra cessible que par le versement de la dernière année.

Art. 2. — L'Etat s'engage à payer semestriellement au Crédit foncier les sommes représentant l'amortissement desdits prêts. Cette somme sera remboursée sans intérêts à l'Etat, par les emprunteurs, dans les dix ans qui suivront les vingt premières années.

Art. 3. — La répartition de ce concours de l'Etat entre les diverses localités aura lieu successivement, en tenant compte de l'intérêt économique et des subventions ou dons en argent en nature ou garantie d'intérêts accordés par les communes ou les particuliers.

Ces dons et subventions serviront à augmenter la somme indiquée à l'article premier.

Art. 4. — Dans le cas où les départements et les communes intéressées seraient autorisées à donner au Crédit foncier une garantie d'intérêt portant sur les sommes avancées par cet établissement, le prêt du Crédit foncier serait assimilé aux prêts communaux régis par la loi du 6 juillet 1868 et bénéficierait d'un taux d'intérêts qui sera inférieur de..... au taux ordinaire des prêts communaux.

Art. 5. — Le Crédit foncier de France s'engage également à prêter sur hypothèque à toute personne bâtissant des maisons dans lesquelles la moitié au moins de la surface habitable sera affectée à des logements de 150 à 300 francs.

Les avances pourront atteindre 65 o/o de la valeur de l'immeuble.

Elles seront remboursées, au plus tard, en soixante-quinze années.

Art. 6. — Le remboursement des annuités dues au Crédit foncier, à raison des prêts prévus dans l'article précédent, sera garanti par les départements ou les communes, qui seront autorisées, à cet effet, dans les formes prescrites pour les emprunts directs. Toutefois le Crédit foncier ne pourra exercer cette garantie avant d'avoir mis sous séquestre ou discuté le débiteur.

Les départements ou les communes seront, par le seul fait

du paiement, subrogés dans tous les droits, hypothèques et moyens d'exécution profitant du Crédit foncier.

Art. 7. — La ville de Paris est, dès à présent, autorisée à garantir, au profit du Crédit foncier de France, le remboursement d'une annuité correspondant à un capital prêté de 50 millions de francs, qui s'appliquera, indistinctement, aux deux natures de prêts prévues par le présent traité.

Art. 8. — Les prêts ainsi consentis par le Crédit foncier seront, comme dans le cas prévu à l'article 4 ci-dessus, assimilés aux prêts communaux et bénéficieront d'un taux d'intérêt inférieur de..... à celui de ces prêts communaux.

Art. 9. — Les maisons construites dans les conditions ci-dessus spécifiées seront exemptées, si les communes y consentent, du paiement immédiat des droits de voirie, du remboursement des frais de viabilité et des droits d'octroi sur les matériaux.

En outre, les terrains servant à la construction de ces maisons ou les maisons elles-mêmes, une fois construites, seront exemptes, pendant vingt ans, du droit de première mutation, de l'impôt foncier et de l'impôt des portes et fenêtres.

Pendant la même période, lesdites maisons auront droit au dégrèvement des taxes de balayage, de vidange par les égouts publics, s'il y a lieu, et autres taxes qui seraient perçues dans un intérêt municipal.

Le remboursement du montant de ces divers dégrèvements deviendrait immédiatement exigible dans le cas où les propriétaires ne maintiendraient pas le prix des loyers qui seront stipulés dans les conventions à intervenir entre l'administration et les constructeurs.

Ce remboursement sera garanti par une hypothèque qui prendra rang après celle garantissant les avances du Crédit foncier. Cette hypothèque devra être inscrite à la requête des communes.

Art. 10. — Un règlement d'administration publique déterminera la forme et les conditions de l'admission au bénéfice des dispositions de la présente convention.

La rédaction des cahiers des charges est réservée aux départements ou aux communes qui accorderaient des subventions ou des garanties.

Art. 11. — Les actes faits en vertu du présent traité seront enregistrés au droit fixe de 5 francs.

Art. 12. — Le Crédit foncier rendra compte annuellement au ministre des finances de l'exécution des opérations prévues par la présente convention.

Art. 13. — La présente convention sera soumise à l'assemblée générale des actionnaires du Crédit foncier de France. Elle ne sera définitive qu'après avoir été approuvée par un décret rendu en conseil d'Etat, et par une loi, en ce qui concerne les engagements du Trésor et de la ville de Paris, ainsi que les garanties d'intérêts ou d'annuités à accorder éventuellement par les départements ou les communes.

PROJET DE LOI

Article unique. — Sont approuvés les articles 2, 3, 4, 6, 7, 9 et 11 de la convention passée à la date du... entre le ministre des finances et le ministre de l'intérieur, d'une part, et la Société du Crédit foncier de France, représentée par son gouverneur, d'autre part ; lesdits articles relatifs aux engagements mis à la charge du Trésor et de la ville de Paris par ladite convention, aux garanties d'intérêts ou d'annuités à accorder éventuellement par les départements ou les communes pour les

prêts à consentir aux termes de cette convention par la Société du Crédit foncier de France et aux droits hypothécaires qui seront conférés aux départements et aux communes pour assurer le remboursement de leurs avances.

NOUVELLES DIVERSES

Les Travaux de l'Hôtel-de-Ville de Paris. — A l'extérieur tout est terminé, sauf quelques détails sans importance. Le dernier échafaudage qui se trouvait au pavillon central de la façade vient d'être enlevé. La galerie supérieure du clocheton, dont on achève la dorure, est encore entourée d'une toile protectrice; mais dans deux ou trois jours, ce travail d'ornementation sera fini.

On a placé récemment dans leurs niches les deux dernières statues, représentant Mme Roland et Mme de Sévigné, figures essentiellement sympathiques qui avaient leur place toute marquée dans cette galerie de célébrités parisiennes. Mme Roland porte un corsage Convention, et la plus spirituelle des marquises est en robe à cassures satinées.

Le cadran de l'horloge est en place; seulement il ne marque pas encore l'heure. Cela viendra bientôt. On se prépare à poser les cloches, qui seront au nombre de trois. La plus grosse pèse 2.400 kilogrammes, la moyenne 800, et la petite 550 kilogrammes.

Les portes de la façade d'honneur sont toujours en toiles peintes figurant la serrurerie artistique; elles ne tarderont pas à être remplacées par les portes définitives, que l'on dit fort belles.

A l'intérieur, les travaux à terminer sont nombreux, et il faudra une extrême activité pour que tout soit prêt dans trois mois.

Dans la grande salle des fêtes, donnant sur la place Lobau, le travail est peu avancé; il en est de même pour le salon de réception et pour les appartements du préfet de la Seine; la décoration est loin d'être finie; l'aménagement est à peine commencé. Il est présumable que cette partie de l'édifice ne sera pas prête pour le 14 juillet.

Les nombreuses pièces affectées aux bureaux de l'administration et à la salle des séances du Conseil municipal sont très avancées. C'est là, d'ailleurs, que sont concentrés pour le moment tous les efforts des ouvriers.

Les Echafaudages. — M. le préfet de police vient d'adresser aux commissaires de police de la ville de Paris une circulaire dans laquelle il leur rappelle les principales dispositions de l'ordonnance de police du 12 mai 1881, l'exécution de cette ordonnance n'étant pas strictement observée.

Les titres 1 et 2 sont relatifs aux *échafaudages fixes*, scellés ou non, dans les murs de face, et portant sur le sol, ainsi qu'aux échafaudages fixes en bascule. Les planchers de ces échafaudages doivent toujours être garnis de garde-corps sur les trois côtés faisant face au vide, de façon à éviter la chute des ouvriers et des matériaux sur la voie publique. Ces garde-corps doivent toujours avoir au moins 0^m90 de hauteur. Les planches placées en travers des boudins horizontaux, pour former plancher, doivent être posées jointives et être assez longues pour porter au moins sur trois boudins. En outre, pendant le travail des ouvriers, des toiles doivent être disposées

pour arrêter les poussières et empêcher la chute des éclats de pierre ou de plâtre.

Aucun échafaudage fixe portant sur le sol ne peut être placé sur le sol sans l'autorisation de la préfecture.

Tout échafaudage mobile doit être suspendu par trois cordages au moins, afin d'éviter la chute des ouvriers en cas de rupture de l'un des trois cordages. Les cordages doivent s'adapter à des étriers en fer, passant sous le plancher, garnis en haut d'un crochet en spirale et établis de manière à supporter, par un épaulement externe, la traverse supérieure du garde-corps. Ils sont, dans tous les cas, fixés aux parties résistantes de la construction. Les chevrons, balcons, etc., ne peuvent servir à cet usage. De même que pour les échafaudages fixes, le plancher doit être composé de fortes pièces solidement assemblées. Enfin, il est essentiel que ces échafaudages soient entourés d'un garde-corps sur les quatre faces, de façon à garantir les ouvriers de chutes en tous sens.

Certains corps d'état, notamment les entrepreneurs de couvertures et de plomberie, emploient souvent des *échafaudages légers*, qui servent sur les toits, et des échafaudages métalliques adaptant et roulant sur la barre d'appui des balcons.

Pour les premiers, il suffit qu'ils reposent sur trois traverses fixées solidement aux parties résistantes de la construction, et qu'ils soient munis, sur le côté faisant face au vide, d'un garde-corps et d'une plinthe disposés convenablement. Les seconds ne peuvent contenir qu'un seul ouvrier, et leur siège doit être fixé solidement par l'armature. Il est nécessaire qu'ils soient également munis d'un garde-corps d'une hauteur de 0^m50 sur le côté opposé au balcon.

M. le préfet de police attache la plus grande importance à la rigoureuse application de ces dispositions, et il recommande aux commissaires de police d'exercer à cet égard la surveillance la plus active.

Le Salon Triennal (Jury). — M. Jules Ferry vient de signer un arrêté nommant les membres du jury du Salon national, qui s'ouvrira, cette année, le 15 septembre, et qui est destiné à se reproduire tous les trois ans.

Ce jury est formé, pour chacune des quatre sections, de la totalité des membres de la section correspondante de l'Académie des Beaux-Arts et d'un nombre égal de membres nommés par le ministre.

Voici la liste de ces membres, en ce qui concerne l'architecture :

Section d'architecture.

MM. Paul Abadie, Bailly, Callu, Charles Garnier, Ginain, Lesueur, Questel, Vaudremer, membres de l'Institut.

MM. le directeur des bâtiments civils, Boeswillwald, Brune, André (Jules), Daumet, Lisch, Moyaux, Ruprich-Robert, membres choisis par l'Administration.

La Commission d'assainissement à Londres. — La commission d'assainissement de Paris, qui s'occupe de la question des égouts, vient d'étudier, à Londres, ainsi que nous l'avions annoncé, les diverses questions se rattachant à sa mission.

La délégation, composée de conseillers municipaux et de représentants de l'administration, a successivement visité l'hospice de Saint-Thomas, puis elle a conféré avec MM. les ingénieurs Douglas, Galton et Griffith sur la question générale du drainage des habitations; elle a examiné aussi les plans et les appareils de drainage. — La délégation est allée

à Claremont examiner un système de drainage des écuries et des applications d'eaux d'égout à l'arrosage des terres. Enfin, revenue à Londres, elle a visité la *Ho'born Viaduct Subway*, les égouts de *Ludgate Hill* et de *Victoria Embankment*.

La journée du 4 avril a été employée à des visites d'égout, à l'étude du Métropolitain, à la visite de King's Hospital.

La visite faite par la délégation aux Peabody Buildings a été très instructive à un autre point de vue. Il s'agit là de cités ouvrières bien aménagées et bien tenues.

Les habitations de ce genre ne sont pas rares à Londres. Il y a déjà une vingtaine d'années que *The Improved Industrial Dwellings Company* a construit pour 12.500.000 francs de maisons ouvrières dans vingt-cinq quartiers de Londres. Les appartements se composent de 3 à 5 pièces. Il y a pour chaque personne une cuisine, une chaudière, de l'eau froide, des cabinets d'aisance. Le prix moyen est de 5 à 6 francs par semaine.

Ce qui est remarquable, c'est qu'on a réussi à faire de cette expérience un succès financier. Le capital de 12.500.000 fr., a été fourni par souscriptions; les souscripteurs ont régulièrement touché 5 o/o de leur souscription. Il y a environ 3.000 logements logeant plus de 16.000 personnes.

Ces constructions sont répandues en onze quartiers différents. Plus de 10.000 personnes, constituant environ 3.000 familles, logent dans ces maisons où elles occupent de petits appartements de deux à quatre pièces dont la location est de 4 à 8 shillings par semaine. Eau à la disposition des locataires dans chaque logement, cabinets d'aisance à usage commun à deux logements; mais comme on a prévu un cabinet séparé pour les hommes des deux logements et un cabinet séparé pour les femmes, il en résulte que, dans la pratique, chaque famille a pris son cabinet à elle et qu'il y a en réalité un cabinet par logement. De plus, il y a une buanderie avec eau chaude et eau froide pour cinq logements, et cette buanderie est à tour de rôle à la disposition des cinq locataires. — Ces constructions sont à six étages; mais elles sont disposées autour de vastes cours et très convenablement aérées.

La commission a pu tirer grand profit de cette visite pour l'examen de la question des logements à bon marché.

EXPLICATIONS DES PLANCHES

Pl. 21-22. — Exposition d'Amsterdam. (Voir aux textes.)

Pl. 23. — M. Morey, architecte, a construit à Nancy une basilique extrêmement intéressante et dont le plan est d'excellente école. La disposition du chœur et des chapelles absidiales nous rappelle les belles traditions des basiliques ogivales. Nous verrons dans nos prochains numéros les élévations, encore plus intéressantes que le plan.

Pl. 24. — Nous avons déjà donné les plans et coupes longitudinales de cette petite église de Navilly.

Pl. 25. — Encore un bien joli motif que nous tirons de la Renaissance française. Comme les architectes de cette époque étaient savants!

Pl. 26. — Nous trouvons au musée du Trocadéro des détails d'architecture extrêmement intéressants et dont nous nous efforcerons de publier les plus jolis morceaux. Cette fois, nous publions un fragment de boiserie des stalles de la cathédrale

de Saint-Denis. Ces sculptures ont le grand mérite d'être traitées comme le bois l'exige c'est à dire grassement, et cela contrairement aux usages de l'art actuel, qui procède du bronze plutôt que du bois. Il y a là une fort intéressante étude pour les études de l'art du meuble.

Pl. 27. — Nos pères ne négligeaient rien dans leurs constructions, pas même les détails les plus infimes, et ce portehampe en est un exemple fort intéressant. Malheureusement, les modèles de la fonte du commerce suffisent aujourd'hui à nos aspirations, et il faut le déplorer.

Pl. 28. — Les exemples d'art Louis XV sont extrêmement rares, et trouver un bon motif de cette époque est une vraie trouvaille. La clef de fenêtre de notre planche d'aujourd'hui est fort intéressante à ce point de vue.

J. BOUSSARD,
Architecte du ministère des Postes
et Télégraphes.

COURRIER FINANCIER

Depuis mon dernier Bulletin, un grand événement financier s'est produit. Décidément, on fait la Conversion; c'est voté. Eh bien, mieux valait en finir une bonne fois que de rester dans cette incertitude. Le tout est maintenant de savoir ce qu'elle va produire. Assurément, c'est une triste affaire pour tous, pour le gouvernement comme pour les petits rentiers, et surtout pour le crédit de la France. Cela ne nous fera pas éviter un emprunt, car ce n'est pas avec cette goutte d'eau que l'on comblera le déficit. Toujours le système des demi-mesures. Le gouvernement ne nous a pas habitués à autre chose depuis longtemps.

Toutes les rentes sont faibles et ont fait un rude bond en arrière depuis le mois dernier. Elles mettront longtemps à regagner le temps perdu, et nous ne sommes pas prêts de revoir le cours de 116 francs.

Le Crédit foncier maintient ses cours. La baisse ne peut guère atteindre un titre dont le revenu est en augmentation constante.

Le dividende qui sera proposé aux actionnaires, dans leur assemblée générale du 27 avril, dépassera de 5 fr. celui de l'année dernière, qui lui-même accusait un progrès marqué sur celui de l'exercice précédent. Les résultats connus de l'exercice en cours font prévoir d'une manière certaine que cette progression se maintiendra.

Les nouvelles obligations foncières 3 o/o sont l'objet de nombreuses demandes au cours de 347 fr. C'est une des meilleures valeurs à proposer aux rentiers; elle est certainement préférable, comme sécurité et comme revenu, à la rente italienne et à toutes ces valeurs étrangères dont la spéculation encombre le marché.

La Compagnie foncière de France donne lieu à de très importantes transactions au comptant et à terme à 500 et 505 francs.

C. D.

L'Administrateur-Gérant : SAMSON COHN.

Paris. — C^{ie} générale d'Imprimerie, 18 et 19, passage de l'Opéra.

Succursale, rue de La Fayette, 194.

L'Administrateur-Directeur : L. DE LA SAIGNE.

SOMMAIRE DU N° 5

TEXTE. — I. La Silicatation Silexore L. M. — II. Jurisprudence, par S. Cohn. — III. Lettre d'Amsterdam. — IV. Bibliographie. — V. Congrès des architectes français : XI^e session, année 1883. — VI. Salon de 1883 : récompenses ; section d'architecture. — VII. Nouvelles diverses. — VIII. Explication des planches. — IX. Courrier financier.

PLANCHES. — 27-30. Cheminée d'un atelier de graveur. — 31. Hôtel à Vitry-le-François : M. Boussard, architecte : façade. — 32. Musée du Louvre : une base du Temple d'Apollon, de Millet. — 33. Hôtel à Vitry-le-François : coupe et plan du premier étage. — 34. *Idem* : plan des rez-de-chaussée, sous-sol et combles.

LA SILICATISATION SILEXORE L. M. (1)

PRÉSERVATION ET RESTAURATION DES MATÉRIAUX EN ÉLÉVATION. — On sait ce qui préserve les pierres calcaires de l'action destructive des agents atmosphériques, c'est la *Patine naturelle* qui se forme sur leur parement, patine qui résulte de la cristallisation à l'air du carbonate de chaux en dissolution dans leur eau de carrière.

On sait aussi que les pierres sur le parement desquelles cette patine n'existe pas, — soit parce qu'elles ont été ravalées après l'évaporation de leur eau de carrière, soit parce qu'elles ont été grattées, — sont très altérables, car leurs pores étant entièrement ouverts, l'eau de pluie les imprègne complètement et occasionne leur décomposition par gelée, effritement gonflement des veines argileuses, salpêtration.

La patine naturelle ne se formant bien que dans le cas où la pierre a été ravalée au moment propice, — ce qui a rarement lieu, — il faut y suppléer par une patine chimique, patine que l'on produit quand et comme on le veut.

Tel est le cas de la Silicatation Silexore L. M.

ÉTAT ET EFFETS DE LA SILICATISATION SILEXORE L. M. — La patine chimique que forme le Silexore L. M. est de deux sortes : ou transparente ou couvrante.

1^o Elle est transparente lorsque l'on veut conserver aux matériaux leur aspect naturel, leur caractère et leur ton.

Cette sorte de Silicatation ne forme pas d'épaisseur appréciable et, par conséquent, n'empâte nullement.

2^o Elle est couvrante lorsque l'on veut changer l'aspect naturel, par exemple : pétrifier ou terre-cuire le zinc, le ciment, le plâtre ; l'épaisseur que forme cette sorte de Silicatation n'est que pelliculaire, quoiqu'elle produise un aspect très tranché, par exemple : celui de pierre ou de terre cuite sur zinc estampé ou non, sur ciment, sur plâtre, sur bois.

Mais qu'elle soit ou transparente ou couvrante, la patine Silexore est âpre au toucher et prend le ton mat grenelé qui est nécessaire au relief ; sa contexture est fine et serrée ; elle est adhérente au point d'écailler le verre dont on veut la détacher ; elle est inaltérable aux agents atmosphériques, insoluble et indésagréable, même à l'eau bouillante, et supporte, par conséquent, sans altération, les lavages réitérés.

EMPÊCHEMENT DE LA PÉNÉTRATION DE L'EAU DE PLUIE, PAR CONSÉQUENT EMPÊCHEMENT DE LA GÉLIVITÉ, DE LA SALPÊTRATION ET DE TOUTE DÉCOMPOSITION. — De quelque manière que les pierres se décomposent, — gélinité, salpêtration, exfoliation, — leur décomposition ne peut avoir lieu sans l'intervention de l'humidité : ceci est évident et n'a pas besoin d'être démontré.

Pour rendre durables les pierres qui sont poreuses et peu robustes, — surtout celles qui sont en saillie sur ravalement, — il faut donc les préserver de la pénétration de l'eau de pluie : ceci est l'objet de la Silicatation Silexore L. M.

En effet, que la Silicatation soit ou couvrante ou transparente, elle produit invariablement ce résultat, parce qu'elle forme dans le parement des matériaux une patine dont la contexture est régulière, fine, serrée et très dure ; et il en résulte que les poussières atmosphériques ne la pénètrent pas et que l'eau de pluie ne la mouille guère. Pourtant elle est assez perméable pour ne pas faire obstacle à l'évaporation de l'humidité agissant du dedans au dehors ; ce qui est une condition absolue pour que les parements ne se gercent pas (ravalements en plâtre, en ciment) ou ne s'exfolient pas (ravalements en pierre, en terre cuite).

Nous disons que cette patine est perméable ; mais il ne faut pas confondre perméabilité avec porosité.

La porosité implique l'idée d'une infinité de petits trous capables de contenir une certaine quantité d'eau de pluie qui, par voie de capillarité, s'infiltre du parement extérieur au parement intérieur ; tandis que la perméabilité, considérée dans le sens de la patine dont il s'agit, implique l'idée d'un tissu minéral à mailles fines, que l'eau de pluie mouille mais qu'elle ne traverse pas, tout comme elle mouille un parapluie, sans le traverser.

Aussi la Silicatation Silexore L. M. préserve-t-elle sûrement de la pénétration de l'eau de pluie les constructions de toutes natures, et du pulvérin celles qui sont au bord de la mer.

Le prix de la Silicatation Silexore L. M. est, d'ailleurs, si peu élevé, qu'à Paris elle coûte au plus un pour mille de la valeur d'un immeuble.

En résumé, on peut formuler comme suit les avantages de la Silicatation Silexore L. M. :

Inaltérabilité, adhérence, contexture serrée, perméabilité, coloris, préservation et amélioration, économie.

CIMENT-PIERRE SILEXORE L. M. — Le Ciment Silexore L. M. se caractérise par les qualités suivantes :

Son adhérence à tous les matériaux est complète (pierre-brique, ciment hydraulique, etc.) et il s'incorpore même aux objets et matériaux dont la surface est très lisse, car il est fourni aux céramistes et aux marbriers à un état particulier auquel il a été donné la dénomination de Glu et de Gluten.

Il peut être employé en très mince épaisseur, même pelliculaire, puisque la peinture Silexore n'est en réalité que du ciment Silexore préparé à l'état de peinture.

On le produit de toutes couleurs.

Lorsqu'il doit être employé à la restauration de pierres détériorées ou à la formation d'un parement de pierre sur mur en briques, il entre dans la composition environ 99 o/o de poudre de pierre qui est préparée à cet effet.

Le Ciment Silexore est donc bien de la pierre même.

Il sèche facilement et complètement, au lieu de saturer de l'humidité de l'air, comme le font les ciments métalliques (à cause de la déliquescence du chlorure), et comme le font aussi les silicates (à cause de l'excès de potasse caustique).

Cette faculté de sécher librement et de ne pas attirer l'humidité lui donne une perméabilité constante qui est sensiblement égale à celle des bonnes sortes de pierres calcaires de contexture amorphe, fine et serrée.

(1) Mignot et Co, 109, place La Fayette, Paris.

Or, la perméabilité est une qualité capitale pour les œuvres de restauration car l'adhérence de la partie de restauration à celle sur laquelle elle est faite, n'est constante qu'autant que, — de part et d'autre, — la dilatation et la contraction, l'absorption et la résorption sont sensiblement égales.

La perméabilité du Ciment Silixore L. M. résulte de l'évaporation de la quantité d'eau que contient son liquide de gâchage, et aussi de la contraction du verre gélatineux autour des particules grenues qu'il praline et soude ensemble.

Ces diverses qualités font comprendre les avantages que procure le Ciment Silixore L. M.

1° Pour la réfection des parements ;

2° Pour la reformation de pierres profondément détériorées.

Dans le premier cas, une couche plus ou moins mince refait le parement d'une pierre défectueuse ou forme un parement de pierre ravalée sur un mur en briques.

Dans le deuxième cas, au moyen d'un renformi, ou d'une petite limousinerie, ou d'une petite maçonnerie en briques à plat ou de champ, — le tout hourdé et enduit en Ciment Silixore L. M., — on reconstitue parfaitement, et au moins de frais possible, des pierres profondément détruites, comme on l'a fait à Notre-Dame de Paris, à la caserne du Prince-Eugène, etc., et comme on le ferait pour les édifices dont il ne reste plus que l'ossature, par exemple les palais de Saint-Cloud et de la Cour des Comptes.

Lorsqu'on procède à la restauration des façades, il arrive souvent que l'on est obligé de faire des reprises par incrustation.

Ces reprises sont toujours très coûteuses, surtout quand il faut s'échafauder à de grandes hauteurs ; aussi la dépense des échafaudages dépasse-t-elle très souvent la valeur intrinsèque des travaux.

Pour ceci, le Ciment Silixore offre une économie si grande et des résultats si complets que son emploi est pour ainsi dire obligatoire.

Lors donc qu'il s'agit de reprises par incrustation, si on les fait tout comme de la limousinerie, avec des fragments de pierre dure hourdés en Ciment Silixore, on a les avantages suivants :

1° Dépense insignifiante de Ciment ;

2° Exécution prompte et facile du travail par des ouvriers ordinaires ;

3° Remplissage complet et sans l'affaissement ni d'écroulement ;

4° Prompte dessiccation ;

5° Très peu de frais d'échafaudages.

Car le refouillement ne consiste qu'à dégrader les parties de pierre pourrie sans qu'il soit nécessaire de lui donner une forme déterminée ; le remplissage ne consiste qu'en une petite limousinerie ; l'échafaudage ne consiste qu'en échafauds volants de peintre, dont la pose et la location sont à très bas prix.

Ce mode d'opérer, qui offre toutes garanties, produit en tout cas une économie de plus de 50 o/o, comparativement à la pierre, comme ceci a été constaté par Viollet-le-Duc pour les restaurations faites à la cathédrale de Paris, et par le Génie militaire pour celles faites à la caserne du Prince-Eugène.

GLUTEN SILIXORE L. M. — On pourrait dire que le Gluten Silixore est l'essence du Ciment Silixore, car son adhérence équivaut presque à la soudure.

En architecture, il est propre pour la restauration des

marbres et des pierres dures, et pour souder leurs parties cassées.

L'usage du Silixore est aujourd'hui des plus répandus parmi les constructeurs que l'habitude des travaux sérieux met à même de rechercher dans l'industrie les produits nouveaux destinés à parer aux éventualités et aux accidents contre lesquels on était désarmé jusqu'alors. Le délitement des parements extérieurs de certaines qualités de pierre était impossible à combattre ; le Silixore est venu fort à propos offrir aux architectes un enduit protecteur grâce auquel on est maître de cet accident désastreux pour les constructions. Nous-même avons eu l'occasion de l'employer, et nous l'emploierons à l'avenir chaque fois que nous en trouverons l'occasion. C'est le meilleur certificat que nous puissions en donner.

Ajoutons que la Peinture et la Silicatisation Silixore sont admises à la nouvelle série officielle des prix de la ville de Paris, sous la dénomination de Silixore L. M.

Suivant notre habitude, et pour ajouter une sanction pratique aux renseignements théoriques, nous donnons ici le tarif des prix avec indication des principales applications.

Peinture mate grenue (pour ravalements). — Ton de pierre, poudre et liquide, 55 francs les 100 kilogrammes.

Ton de brique, poudre et liquide, 80 francs les 100 kilogrammes. — S'applique sur plâtre, ciment, pierre et brique ; sur zinc, dont elle diminue considérablement l'échauffement (réservoirs d'eau) et la dilatation (toitures) ; sur bois, qu'elle rend ininflammable par ses parements pétrifiés. — Préserve sûrement de la pénétration de l'humidité aux abords de la mer. — Très durable dans toutes ses applications.

Peinture mate non grenue. — Blanc, rouge, jaune, ardoise (poudre et liquide), 80 francs les 100 kilogrammes.

Silicatisation couvrante ou transparente des édifices et façades de maisons. — Ton de pierre récente ou ancienne (poudre et liquide), 55 francs les 100 kilogrammes. — La Silicatisation des constructions anciennes ou récentes est peu coûteuse ; elle est indispensable pour préserver de la décomposition les parties de pierres en saillie, parce qu'elle fait obstacle à la pénétration de l'humidité atmosphérique qui les rend gélives et salpêtrables, car ce n'est que par l'intervention de l'humidité que le salpêtre peut se former et qu'elles peuvent être gelées. Au contraire, les grattage, lavage, brossage des constructions anciennes détruisent les lignes architecturales, dépouillent la pierre de sa patine et hâtent sa décomposition.

Ciment polychrome pour mosaïques par incrustation dans les marbres, métaux, verre, et pour la polychromie architecturale.

Ciment-pierre pour la restauration des édifices. Pour la transformation des ravalements en briques en ravalements en pierre (poudre et liquide), 45 francs les 100 kilogrammes.

Gluten pour restauration des marbres, pierres dures, meules à moudre et à aiguiser et pour collage de doublures de pierres lithographiques (le gluten équivaut à la soudure métallique), 5 francs le kilogramme.

Glu céramique pour collage d'objets cassés, 1 franc le flacon. C'est la seule qui résiste réellement au feu et à l'eau.

Peinture hydrofuge, mate, grenue, 3 fr. 50 c. le kilogramme. S'emploie sur les parties humides en substitution du Silixore.

UN ARCHITECTE.

JURISPRUDENCE

Concours pour la construction d'un groupe scolaire. Direction des travaux attribuée par le programme à l'architecte dont le projet a été classé le premier. Prétendu refus de modifier le projet primitif. Direction des travaux confiée à l'agent voyer de la commune. Recours formé par l'architecte. Refus non établi. Contrat synallagmatique. Résolution sans mise en demeure préalable. Honoraires dus. Indemnité calculée sur le montant des travaux, déduction faite du rabais éventuel et des frais de surveillance et de direction.

Lorsqu'une commune a ouvert un concours pour la construction d'un groupe scolaire, le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur la demande en indemnité formée par l'architecte dont le projet a été classé le premier, à raison du dommage que lui aurait causé la commune en lui retirant la direction des travaux que lui attribuait le programme du concours.

Le fait, par l'architecte, d'avoir combattu les modifications proposées par l'administration supérieure (dans l'espèce le directeur de l'enseignement primaire), et sur lesquelles le conseil municipal n'avait pas encore été appelé à se prononcer, ne peut être interprété comme un refus de faire sur ses plans lesdites modifications.

Est applicable au contrat formé entre l'architecte et la commune l'article 1184 du Code civil, aux termes duquel la résolution des contrats synallagmatiques pour inexécution des conditions ne peut avoir lieu qu'autant que le débiteur a été mis préalablement en demeure.

Lorsque la direction des travaux a été enlevée sans droit à l'architecte primé, celui-ci est fondé à réclamer, par application de l'article 1794 du Code civil, et comme dédommagement des avantages dont il a été illégalement privé, la totalité des honoraires auxquels il aurait eu droit s'il avait dirigé l'entreprise jusqu'à son dernier achèvement.

L'indemnité allouée doit être calculée sur le montant des travaux à exécuter, déduction faite tant du rabais qui pourra être offert par l'adjudicataire, que des frais que la surveillance et la direction des travaux auraient pu occasionner à l'architecte.

Voici les faits tels que le résumé fort bien l'arrêté du conseil de préfecture de la Seine du 6 mai 1883 :

« Le conseil,

« Considérant qu'au mois de septembre 1879, la commune de Puteaux a ouvert un concours pour la construction d'un groupe scolaire, et qu'aux termes des programmes dressés pour en fixer les conditions, l'architecte dont le projet aurait été classé le premier devait être chargé de la direction des travaux moyennant des honoraires représentant 5 pour 100 de la dépense totale de l'entreprise ;

« Considérant qu'à la date du 11 mai 1880, une décision de la commission instituée pour apprécier les résultats du concours a attribué le premier rang au projet présenté par le sieur Bunot ;

« Considérant qu'il n'est pas contesté par la commune de Puteaux qu'en vertu de ce vote et des promesses contenues dans ses programmes, elle se trouvait dans l'obligation de faire exécuter le projet du requérant et de lui confier la direction des travaux de l'entreprise, mais qu'elle soutient que le sieur Bunot a formellement refusé de se conformer aux modifica-

tions réclamées après examen du projet par le directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine, et qu'en présence de ce refus, elle n'a fait qu'user de son droit lorsqu'elle a retiré au requérant la direction des travaux pour la remettre au sieur Warlop, agent voyer de la commune, chargé de faire subir préalablement au projet du sieur Bunot les changements auxquels celui-ci n'avait pas voulu consentir ;

« Considérant que l'unique document produit par la commune comme preuve du refus qui l'aurait déliée de ses engagements envers le sieur Bunot est le mémoire que ce dernier a cru devoir adresser au maire et au conseil municipal le 18 août 1880, après qu'il lui eût été donné communication par le maire de la lettre dans laquelle le préfet de la Seine indiquait à celui-ci les changements proposés par le directeur de l'enseignement primaire ;

« Considérant que, dans cette lettre, le préfet de la Seine se bornait à inviter le maire de Puteaux à soumettre à son conseil municipal ce qu'il appelait les observations du directeur et à lui renvoyer ensuite le dossier avec la délibération qui serait intervenue ; qu'à l'époque où a été écrit le mémoire sus-énoncé, le conseil municipal n'avait point encore été appelé à se prononcer sur les modifications dont il était question dans la lettre du préfet, et qu'il ne les a votées qu'au mois de novembre 1880 ;

« Considérant que, dans ces circonstances, le fait par le requérant d'avoir combattu dans le mémoire précité les observations du directeur de l'enseignement primaire et d'avoir développé les motifs qui, suivant lui, devaient déterminer le conseil municipal à prendre dans sa future délibération la défense du projet primitif ne saurait, à aucun point de vue, être interprété comme un refus de la part du sieur Bunot, soit de faire sur ses plans les modifications proposées, soit de diriger les travaux ainsi modifiés ;

« Considérant que le sieur Bunot, dès qu'il a connu l'interprétation donnée par l'administration municipale à son mémoire, n'a cessé de protester qu'il n'avait jamais entendu refuser de se soumettre aux changements qui viendraient à être définitivement adoptés, et qu'au contraire, il se tenait à la disposition du conseil pour y conformer ses plans et pour commencer les travaux ;

« Considérant, en outre, que la résolution des contrats synallagmatiques pour inexécution des conditions telle qu'elle est prévue par l'article 1184 du Code civil ne peut avoir lieu qu'autant que le débiteur a été mis préalablement en demeure ;

« Considérant que la commune de Puteaux ne justifie d'aucun acte par lequel, à une époque quelconque, elle aurait mis le requérant en demeure d'introduire dans son projet les modifications que le conseil municipal a votées par sa délibération du mois de novembre ;

« Considérant que dans cet état des faits, c'est sans droit que la commune de Puteaux a enlevé au sieur Bunot la direction des travaux qui ont fait l'objet du concours ouvert par celle-ci en 1879, et qu'aux termes de l'article 1794 du Code civil, le requérant est fondé à réclamer, comme dédommagement des avantages dont il a été illégalement privé, la totalité des honoraires auquel il aurait eu droit s'il avait dirigé l'entreprise jusqu'à son entier achèvement ;

« Considérant que ces honoraires étaient fixés par le programme du concours à 5 pour 100 de l'ensemble des dépenses ;

« Considérant que le projet du requérant évaluait les travaux à 397.000 francs ; que le projet modifié les évalue à 390.000 francs ; que le conseil, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une expertise, a, dans cette double évaluation, les éléments suffisants pour déterminer le chiffre de l'indemnité due au requérant par la commune de Puteaux, et qu'en tenant compte tant du rabais qui pourra être offert par l'adjudicataire des travaux que des frais que la surveillance et la direction des travaux auraient pu occasionner à l'architecte, il y a lieu de fixer cette indemnité à la somme de 15.000 francs ;

« Considérant qu'il n'est point établi que le sieur Bunot ait à se plaindre d'une autre cause de préjudice que celle dont il vient d'être parlé ;

« Considérant, en ce qui touche les intérêts, que le sieur Bunot les a demandés dans sa requête introductive d'instance du 15 mai 1882, et qu'ils doivent lui être alloués à partir de cette date,

« Arrête :

« La commune de Puteaux paiera au sieur Bunot, à titre d'indemnité pour les causes sus-énoncées, une somme de 15.000 francs, avec les intérêts à 5 pour 100, à partir du 15 mai 1882.

« Le surplus de la requête du sieur Bunot est rejeté.

« La commune de Puteaux est condamnée aux dépens. »

S. COHN.

LETTRE D'AMSTERDAM

Nous recevons de notre correspondant d'Amsterdam la lettre suivante :

« Mon cher Directeur,

« Avant de vous rendre compte de l'Exposition qui vient de s'ouvrir à Amsterdam, j'ai voulu laisser se calmer l'enthousiasme éprouvé au premier moment, afin de pouvoir mieux juger et l'œuvre architecturale et les produits exposés.

« Mes confrères de la presse parisienne ont dû faire assaut de vitesse pour donner au public parisien, qui les attendait avec impatience, des renseignements sur ce nouveau bazar. J'ai préféré que l'Exposition fût terminée pour vous la décrire.

« Ce que je me propose de faire est de passer en revue, en quelques articles, les industries représentées ici qui intéressent le bâtiment. Elles sont nombreuses, et quelques-unes fort intéressantes. Aujourd'hui, je me contenterai de faire faire au lecteur une promenade rapide dans l'Exposition tout entière, afin qu'il ait une idée générale de ce que nous étudierons ensemble en détail.

« De la façon dont elle fut projetée, autorisée et enfin exécutée, je ne vous parlerai pas. Laissez-moi seulement vous dire que les organisateurs rencontrèrent de la part du gouvernement hollandais une opposition inconcevable. Quant à la population néerlandaise, elle ne croyait pas qu'une Exposition pût réussir chez elle, et elle resta froide et incrédule quant à son succès. Aujourd'hui même que le succès est venu, la population est toujours hostile, car cette Exposition a été faite sans son concours.

« Je ne vous parlerai pas de la façade. M. Boussard en a dit dans le dernier numéro ce qu'il y avait à en dire. Je veux seulement vous faire remarquer que les murs sont entière-

ment recouverts de linéoleum en marbre. Le velum est également en linéoleum à fond rouge, et du meilleur effet.

« Voici une application toute nouvelle d'un produit sur lequel nous aurons prochainement occasion de revenir.

« Je veux encore féliciter M. Henri Motte, qui s'est chargé de la décoration, quant à la sculpture de ce monument. C'est sur ses modèles qu'ont été exécutés en staff ces éléphants, ces lions, ces cavaliers qui donnent à la façade son caractère original.

« M. Motte a, du reste, bien voulu nous promettre, pour le *Moniteur*, quelques croquis qui intéresseront certainement nos lecteurs ; car cette décoration est traitée de main de maître et a fort grande allure.

« Puisque nous sommes toujours devant la façade, je vais vous prier de faire avec moi, avant d'entrer dans la nef, le tour de l'Exposition. Je vous signalerai en passant, les constructions un peu originales, — et il y en a quelques-unes, — à commencer par celles qui composent un village indien qu'on a installé ici presque au complet, afin que le visiteur puisse bien se rendre compte de ces huttes dont il a si souvent lu la description dans les récits des voyageurs. Cabanes javanaises, ponts et maisonnettes en bambou, rien n'y manque, pas même les habitants ; car vous voyez dans toutes ces maisons des indigènes de Java, Sumatra, Bornéo, etc., etc., ce qui ajoute à l'originalité de ces constructions bizarres, dont je me promets de vous adresser quelques croquis dans un prochain courrier.

« Un détail curieux que je vous donne en passant : les Javanais, pour la construction de leurs cabanes ne se servent pas de clous ; ils les remplacent par des cordelettes.

« En sortant du village indien, qui est adossé au pavillon des colonies, nous arrivons au pavillon de la ville de Paris, qui, à notre avis, laisse beaucoup à désirer. Il nous semble que tous les soins de la commission française se sont portés sur la décoration du pavillon des arts décoratifs, qui se trouve à l'intérieur, sur lequel nous aurons à revenir, et qui, certes, est le chef-d'œuvre de l'Exposition, tant au point de vue architectural qu'au point de vue décoratif.

« Quant au pavillon de la ville de Paris, il est d'une trop grande simplicité. On nous dit bien qu'il n'est pas absolument terminé et qu'il sera rehaussé de peintures décoratives dans la frise et le long du chéneau, mais cette construction ne sera jamais ce qu'aurait dû être, à une Exposition universelle, le pavillon de la ville de Paris. On me dira que ni Londres, ni Vienne, ni Berlin n'ont de pavillon spécial. Cela vient encore à l'appui de mon dire. Ou il fallait se tenir dans une sage réserve, ou faire quelque chose de remarquable. Espérons que les beaux travaux que la ville de Paris peut y exposer nous dédommageront de la pauvreté de l'aspect extérieur.

« Du même côté, dans les jardins, nous trouvons encore à signaler la galerie des machines, qui est la seule construction en retard (on compte qu'elle ne sera pas terminée avant la fin du mois de juin) ; puis le charmant kiosque javanais dans lequel des bayadères, couvertes du sarong bleu foncé, se bercent mollement, plutôt qu'elles ne dansent, au son d'une musique monotone et somnolente.

« Si nous passons maintenant à droite de l'Exposition, du côté le plus gai, le plus vivant, nous trouvons tout d'abord le pavillon du roi. C'est une charmante construction de style XVII^e siècle dans laquelle la finesse des

profils et ornements a été étudiée d'une façon très consciencieuse. En général la charpente est très renforcée. Le rez-de-chaussée est divisé en vestibule, salon, fumoir, salle de jeu, cabinet de toilette, tout de dimensions très exigües. L'architecte de cette petite construction est M. Ehrhardt.

« Derrière le pavillon du roi est le pavillon de la salle d'Amsterdam. Ce pavillon se compose de trois vastes pièces et d'un vestibule sous une voûte en arête de bois. Il est construit, partie en bois, partie en briques creuses. On n'y reconnaît pas de style déterminé ; mais on a tâché de produire, avec les moyens disponibles, un tout agréable à la vue, ce à quoi M. Weissmann, architecte de la ville d'Amsterdam, a parfaitement réussi. On a eu recours à la polychromie, qu'on a employée d'une façon très heureuse. La façade est ornée d'un tableau colossal représentant la ville d'Amsterdam vue du côté de l'Y. Cette toile, de 3 mètres de haut sur 6 mètres de long, a été peinte par M. A. Rust, que nous ne saurions trop chaudement féliciter.

« A signaler encore la maison des frères Lucas Bols (XVII^e siècle), le bâtiment de Tunis, le kiosque de la musique, entouré de restaurants de diverses nationalités.

« Enfin l'édifice des Beaux-Arts, que nous ne mentionnerons qu'en passant, car il n'a rien de particulièrement intéressant au point de vue de la construction ou de l'architecture.

« Je vois que je me suis trop étendu pour pouvoir vous promener à l'intérieur de l'Exposition proprement dite, ce qui répond assez exactement à ce qu'était le bâtiment du Champ-de-Mars en 1878. Ce sera pour un prochain article.

« Mais je ne veux pas terminer avant d'engager mes lecteurs à venir à Amsterdam. Outre l'Exposition qui, par plus d'un côté, est excessivement intéressante, ce qu'ils verront avec plaisir, c'est Amsterdam, cette ville si curieuse à tous les points de vue et dans laquelle ils étudieront avec plaisir quelques vieilles façades de maisons où il y a certainement d'excellents documents à puiser. »

E. L.

BIBLIOGRAPHIE

A travers l'Apulie et la Lucanie, notes de voyage, par F. LENORMANT, membre de l'Institut. — A. Lévy, éditeur.

Annouer un nouvel ouvrage de M. F. Lenormant sur cette Italie méridionale qui est généralement aussi inconnue que le centre de l'Afrique, et qu'il connaît si bien, est toujours une vraie bonne fortune. Celui-ci se lit avec autant d'intérêt que d'agrément. Mais nous ne voulons en retenir que ce qui s'adresse spécialement à notre public. Il est peu de livres aussi importants pour l'histoire de l'architecture, principalement dans la période qui s'étend du XI^e au XIII^e siècle. L'auteur y révèle, en décrivant ses œuvres, toute une grande et florissante école d'architectes, restés ignorés jusqu'ici, et dont il retrouve, grâce aux inscriptions, les noms et l'histoire. La place de ce livre est marquée dans la bibliothèque de tous ceux qui s'occupent de notre art.

La livraison de mai 1883 de la *Revue des Arts décoratifs*, (A. QUANTIN, éditeur), contient les matières suivantes : TEXTE. — Le Salon des Arts décoratifs, par Victor Champier. — L'Art japonais à propos de l'exposition organisée par

M. GONSE (Lettre de M. Josse). — Les Éventails d'Abraham Bosse, par Antony Valabrègue. — Études de l'ornement : les grecques et les méandres, par J. Passepont. — Nécrologie : Sauvrez. — PLANCHES HORS TEXTE. — Armoire en chêne sculpté, style Louis XV (collection du Musée des Arts décoratifs). — Les Quatre Âges, modèle d'éventail, par Abraham Bosse. — L'Été : la Dame à l'éventail, par Abraham Bosse. — Orfèvrerie : Coupe en vermeil et collier de la gilde des carabiniers de Nivelles (XVII^e siècle). — Travail du bois : Modèles de balustres du XVII^e siècle (collection du Musée des Arts décoratifs). — GRAVURES DANS LE TEXTE. — Encadrement de page composé pour la *Revue des Arts décoratifs*, par H. Poterlet. — Maquette pour la décoration du *Roi s'amuse*, par Mazerolle. — Plafond de M. Destrem, pour la mairie de Saint-Maur. — Le Porteur de la Halle, statuette en argent, par MM. Christoffe et C^e. — Branches d'éventail en or repoussé, par M. Brateau. — Dessins pour le décor des laques : femme japonaise. — Fleurs d'après Hokkei. — Meuble d'encoignure japonais, par MM. Christoffe et C^e. — Ciseleurs, orfèvres et tourneurs japonais. — Encadrement de page dessiné pour la *Revue des Arts décoratifs*, par M. Libonis. — Modèles d'éventails, par Abraham Bosse. — Étude d'ornements : types des grecques et de méandres (figures I à XII), par M. Passepont.

CONGRÈS DES ARCHITECTES FRANÇAIS

XI^e SESSION. — ANNÉE 1883

A L'ÉCOLE DES BEAUX-ARTS

Les 11, 12, 13, 14, 15 et 16 juin 1883.

Programme des Séances et Visites

Lundi 11 Juin à 2 h. — Constitution du Bureau et ordre des travaux du Congrès. — L'Architecture au Salon, par M. TOURNADE, architecte. — Visite des Chantiers de l'Hôtel des Postes ; M. GUADET, architecte.

Mardi 12 Juin, à 8 h. — Départ de la gare Saint-Lazare, 17, rue d'Amsterdam, pour Nanterre. — Visite de la Maison de répression ; M. ACH. HERMANT, architecte.

Mardi 12 Juin, à 2 h. — Compte rendu du Salon du Musée des Arts décoratifs, sur place (*palais de l'Industrie*, porte 7), par M. CONSTANT BERNARD, architecte.

Mercredi 13 Juin, à 9 h. — Visite de la fabrique de céramiques de M. PARVILLÉE, rue Caulaincourt, 46.

Mercredi 13 Juin, à 2 h. — *L'Arc d'Orange*, derniers travaux depuis CARISTIE, conférence par M. E. DESJARDIN, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. — Conférence sur la Céramique, par M. DESLIGNÈRES, architecte.

Jeudi 14 Juin, à 8 h. 45. — Départ de la gare du Nord pour Compiègne. — Visite du Château de Pierrefonds. (*Pour cette excursion et la visite de Nanterre, le trajet nécessitant l'emploi de voitures, on est prié de se faire inscrire dès maintenant au siège de la Société, boulevard Saint-Germain, 168*).

Vendredi 15 Juin, à 2 h. — Des honoraires de l'Architecte par M. DORMOV, président de la Société des Architectes de l'Aube. — Compte rendu du Congrès des Sociétés savantes ; les Fouilles récentes de Sanxay, par M. CORROYER, architecte.

Samedi 16 Juin, à 9 h. — Visite de l'Hôtel de Ville, MM. BALLU et DE PERTHES, architectes.

Samedi 16 juin, à 1 h. — Distribution des médailles décernées par la *Société Centrale des Architectes* à l'architecture privée, à l'Ecole des Beaux-Arts, aux Ecoles privées, au Cercle des Maçons, au personnel du Bâtiment, aux Industries d'Art. — *Les Combles et leurs transformations*, conférence par M. ALBERT LENOIR, membre de l'Institut.

Même jour, à 7 h. très précises. — Dîner confraternel, à l'Hôtel-Continental.

NOTA. — Tout membre du Congrès devra prévenir à l'avance le Bureau pour être autorisé à traiter une question relative à l'Architecture ou à l'Archéologie, en dehors de celles indiquées ci-dessus. Pour toute demande d'incitation ou tout autre renseignement, écrire au Secrétaire du Congrès, au siège de la Société Centrale des Architectes, boulevard Saint-Germain, 108.

SALON DE 1883. — RÉCOMPENSES

SECTION D'ARCHITECTURE

Médaille d'honneur

Le jury de la section, réuni pour le vote de la médaille d'honneur, a, à l'unanimité, exprimé l'avis qu'il n'y avait pas lieu de voter, cette année, cette haute récompense.

Le jury a décerné ensuite les récompenses suivantes :

Première médaille

M. Laloux. — Restauration du temple de Vénus à Rome ; plafond du palais Farnèse.

Deuxièmes médailles

MM. Aubertin. — Ecole alsacienne, rue d'Assas et rue Notre-Dame-des-Champs.

Blavette. — Les Procuraties à Venise ; étude composée d'ordres doriques.

Lefol. — Le château royal de Montceau.

Mayeux. — Mâts permanents de la place de la République.

Aubry. — Château de Sully-sur-Loire et cheminée neuve de la grande salle du château de Villalongis.

Troisièmes médailles

MM. Aurenque. — Château de Kerouzeré, dans le Finistère. Monnier. — Hôtel exécuté rue Balzac.

Ruy. — Palais pour un cercle des Beaux-Arts ; villa pour l'Algérie.

Masqueray. — Palais ducal d'Urbain.

Moyneau. — Château de La Rochefoucauld.

Marcel. — Projet d'hôtel pour la Société centrale des architectes.

Mentions honorables

MM. Abel Chancel. — Cheminée à Viroflay.

Galleron. — Études à Pompei.

Hardion. — Église abbatiale de Déols (Indre).

Bir. — Salle à manger, rue Prony.

Rogniat. — Galerie de sculpture.

D'Orbigny. — Mosquée de Cordoue.

Courtois-Suffit. — Une bibliothèque municipale ; palais pour le conseil d'État.

Redon. — Projet d'hôtel pour la Société centrale des architectes.

Juvet. — Projet de bibliothèque.

Cleret. — Fontaine de Verneuil.

NOUVELLES DIVERSES

Antiquités parisiennes. — Au numéro 10 de la rue des Fossés-Saint-Jacques, sur l'emplacement de l'enceinte de Philippe-Auguste, on a trouvé, à 4 mètres de profondeur, une statue ancienne. Le travail, bien qu'assez soigné, est de basse époque, confinant à la période de l'art byzantin. La sculpture représente un adolescent adossé contre un pilier ; sur sa tête est posé un lourd chapeau orné de feuilles de vigne et de grappes de raisin. Les cheveux sont bouclés ; sur l'épaule s'agrafe un *pallium* rejeté en arrière. La main droite manque ; tout un côté de la figure, du torse et de l'abdomen a subi de profondes éraflures. Au-dessus de la cheville, on distingue les restes d'un cercle saillant qui pourrait bien indiquer le bourrelet formé par la chaussure. Cette trouvaille paraît remonter aux derniers temps mérovingiens. La statue mesure environ 0^m60 de hauteur sur 0^m28 de largeur.

Les fouilles de Louqsor. — La *Chronique des Arts* annonce que, d'après une lettre adressée de Louqsor, l'on va commencer le déblaiement du temple de Louqsor, trop longtemps enfoui sous des maisons de fellahs, lesquelles recouvrent et souillent depuis des siècles un des plus parfaits monuments de l'architecture égyptienne. A peine arrivé en Egypte, M. Maspero a entrepris d'obtenir du gouvernement du Caire l'autorisation de rendre Louqsor à l'étude des savants et à l'admiration des voyageurs. Enfin, après plus de trois ans d'efforts, les ordres viennent d'être donnés pour la destruction du village.

Les incendies à Paris. — Il y a eu, à Paris, en 1882, 982 cas d'incendie, dont 322 sont survenus dans des chambres, 9 dans des appartements, 102 dans des caves, 47 dans des boutiques, 49 dans des fournils, 38 dans des magasins d'alcools ou de produits chimiques, 14 dans des théâtres, etc., etc. Des sapeurs-pompiers ont, de plus, été appelés pour éteindre 1.656 feux de cheminée.

Sur les 982 cas d'incendie, il y avait assurance contre les pertes immobilières dans 926 cas, contre les pertes mobilières dans 751 cas seulement ; il n'y avait pas assurance contre les pertes immobilières dans 54 cas et contre les pertes mobilières dans 229 cas.

Les évaluations des dégâts déclarés portent les pertes subies dans 977 cas d'incendie (les pertes n'ayant pu être évaluées dans 5 cas) à 7.729.315 francs, dont 7.590.100 francs pour 274 feux déclarés comme ayant produit des dégâts de 1.000 francs et au-dessus, soit une moyenne de 27.701 fr. 09 c. par incendie, et 139.215 francs pour les 703 autres feux déclarés comme ayant produit des dégâts inférieurs à 1.000 francs, soit une moyenne de 198 fr. 02 c. par incendie.

Le viaduc de Garabit. — On achève en ce moment, en France, entre Marvejols et Neussargues, le viaduc le plus haut du monde. Ce viaduc, construit par un ingénieur français, M. Riffel, est le viaduc de Garabit. Il dépasse de beaucoup le pont jeté sur le Douro ; celui-ci n'a, en effet, que 75 mètres de hauteur. Le viaduc de Garabit présente une hauteur de 124 mètres au point le plus élevé de la grande arche ; celui de Kinzna, en Amérique, n'a que 102 mètres. La longueur du viaduc de Garabit est de 564 mètres ; il passe sur une vallée au fond de laquelle se trouve un torrent, et relie ainsi deux collines.

L'arche centrale a 165 mètres d'ouverture ; elle mesure 124 mètres du sol de la rivière au rail. On se représentera mieux cette hauteur en supposant la colonne Vendôme posée sur le sommet des tours Notre-Dame ; même, ces deux édifices superposés donnent une hauteur inférieure de quelques mètres à celle du viaduc. Ce magnifique ouvrage, fait en maçonnerie et en fer, aura été construit en moins de quatre ans.

Les tombeaux des Abbassides au Caire. — La *Correspondance politique* annonce qu'on vient de faire, au Caire, une trouvaille archéologique des plus importantes. On a retrouvé, dans un parfait état de conservation, les tombeaux des Abbassides que la science a cherchés si longtemps. Voici comment la chose s'est passée : vers la fin de septembre, l'ingénieur en chef de l'administration des vakoufs, Franz-Bey, visitant les travaux de réparation dans la mosquée de Sitte-Nefscha, remarqua dans une salle, et derrière une grille couverte en partie de papier peint, de magnifiques sculptures en bois. Sa curiosité ayant été éveillée par cette découverte, Franz-Bey poussa plus avant dans un couloir aboutissant à un vieux cimetière, d'où il se rendit dans la salle où se trouvaient les sculptures en question.

Celles-ci, d'un travail exquis, forment, comme on l'a su plus tard, le couronnement des tombeaux des Abbassides. La salle elle-même offre un aspect des plus merveilleux. Surmontée d'une coupole et reposant sur des colonnes en forme de stalactites, elle est éclairée d'une façon vraiment magique par des vitraux aux couleurs les plus vives. Au-dessus des portes et des fenêtres courent de gracieux ornements de plâtre. Le secrétaire de la commission pour la conservation des monuments antiques, Roger-Bey, a déchiffré sans peine les inscriptions et peintures, et présentera, dans la prochaine séance de la commission, les premiers jours d'avril, un rapport détaillé sur cette précieuse trouvaille.

Les monuments historiques en Égypte. — Un décret dont la publication est prochaine déclarera le musée de Boulak propriété de l'État et placera tous les monuments antiques sous la protection de la loi. La destruction ou la détérioration de ces monuments sera désormais considérée comme un délit. La modicité des ressources du gouvernement ne lui permettant pas de rémunérer les surveillants du musée, il est question de lui procurer, pour cet objet, une subvention quelconque sous les auspices du cabinet anglais.

Le nouveau palais de justice de Londres. — Les hautes cours ont quitté aux vacances de Noël, pour n'y plus revenir, l'antique palais de Westminster, où elles siégeaient depuis des siècles, succédant à l'ancien conseil royal. Elles sont maintenant réunies, dans un nouveau palais édifié à leur usage près du Strand, aux autres services judiciaires, qui étaient dispersés sur plusieurs points de Londres, et notamment à Guildhall et à Chancery-Lane. Ce sont des souvenirs historiques qui s'en vont ; mais, au point de vue pratique, la mesure présente de grands avantages pour les plaideurs et pour leurs conseils ; en même temps qu'elle réalise un progrès sensible dans l'œuvre d'unification de l'administration judiciaire que nos voisins poursuivent avec tant de raison.

Le nouveau palais contient 19 cours royales, dont 2 cours d'appel, la cour du *lord chief justice*, 9 cours du banc de la reine, 4 cours de chancellerie, 2 cours dites *probate, divorce and admiralty courts* ; enfin, la cour du lord chancelier. — (*Revue générale d'Administration.*)

Les arènes de Lutèce. — Cette question a donné lieu à un débat intéressant dans la séance du conseil municipal de Paris du mercredi 16 mai.

M. de Ménorval, après avoir rappelé les protestations soulevées dans le monde savant par la destruction imminente de ces restes presque uniques de l'époque gallo-romaine, a insisté pour que le conseil prenne sans retard une décision, et il a formulé la proposition suivante :

Le conseil délibère :

1° Un square sera créé sur tout ou partie des terrains de la Compagnie Naud en vue de la conservation des arènes romaines ;

2° La 3^e commission et l'administration sont invitées à s'entendre immédiatement avec la commission nommée par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et à entamer avec l'État les négociations nécessaires pour le rachat des terrains ;

3° Des mesures préservatrices seront prises d'urgence pour arrêter la destruction de tout fragment romain en dehors des fouilles faites jusqu'ici sous la direction de la Ville.

M. Aristide Rey rappelle que, sur sa demande, M. le directeur des travaux a promis d'étudier le percement d'une rue nouvelle qui irait du Panthéon au pont d'Austerlitz. L'opération pourrait être réalisée à peu de frais, les divers immeubles atteints étant frappés de réserves domaniales. Or, cette rue passerait précisément sur les terrains où se font actuellement les fouilles.

M. le directeur des travaux, directement interpellé, répond que l'opération proposée par M. de Ménorval entraînerait certainement une dépense d'un million.

Quant à celle que M. Rey a exposée, elle s'applique à un ancien projet comportant l'ouverture d'une voie dans le grand axe du Panthéon et qui aurait été prolongée jusqu'au pont d'Austerlitz.

Le percement de la grande artère projetée aurait nécessité la démolition du lycée Henri IV ; de plus, il aurait fallu que cette voie traversât le jardin des Plantes.

Divers immeubles atteints par l'opération étaient, il est vrai, frappés de réserves domaniales ; mais l'ouverture de la rue Monge a entraîné la suppression d'une partie de ces servitudes, qui ne frappent plus aujourd'hui qu'un petit nombre d'immeubles.

Enfin, si l'on exécutait l'opération dont vient de parler M. Aristide Rey, on serait obligé de démolir des immeubles nouvellement construits rue Monge. De là résulterait une dépense considérable.

M. le directeur des travaux ajoute que le conseil se trouve actuellement en présence de la délibération prise relativement aux terrains de la Compagnie Naud. M. Naud s'est engagé à ne pas construire pendant un délai déterminé sur les terrains réservés aux fouilles. Ce délai étant expiré, M. Naud a bien voulu accorder un nouveau délai de quelques jours. Il est nécessaire que le conseil se prononce avant l'expiration de ce délai.

Après une réplique de MM. Rey et de Ménorval, M. Murat dit qu'il ressort de la discussion que la valeur des restes à conserver est discutable et que la conservation coûtera excessivement cher. Avant toute décision, il demande que les 3^e et 7^e commissions, qui avaient visité les lieux avant que les travaux aient commencé, procèdent à une nouvelle visite ; sur leur rapport, le conseil pourra prendre une décision en pleine connaissance de cause.

Le conseil municipal s'est rattaché à cette opinion et a

prononcé le renvoi pour étude d'urgence à la 3^e commission et à l'administration.

D'autre part, on nous assure que la Société immobilière Naud et C^e, qui est propriétaire du terrain, serait disposée à céder à la ville de Paris tout l'emplacement de la partie des arènes qui vient d'être exhumée, et que l'accord sur le prix de cette cession serait facile à conclure.

La Société propriétaire, qui a permis libéralement à l'administration municipale de pratiquer des fouilles, — intelligemment dirigées par *M. Th. Vacquer*, architecte chargé par la ville de Paris de la surveillance archéologique des fouilles et des démolitions, — l'autorisera, paraît-il, à admettre prochainement le public à venir contempler le théâtre gallo-romain.

Peut-être conviendrait-il, pour augmenter l'intérêt de cette visite, d'exposer une suite de photographies : 1^o de la première partie existant sous les constructions de la Compagnie des omnibus ; 2^o de la deuxième partie mise au jour (avec des légendes explicatives).

Le public serait ainsi mis à même de juger de l'intérêt archéologique qui s'attache à la conservation des arènes gallo-romaines de Lutèce.

La Commission pour la conservation et la restauration des tableaux des musées nationaux, qui vient d'être instituée au musée du Louvre, est entrée en fonctions depuis quelques jours. Cette nouvelle Commission se compose de : MM. le vicomte Henri Delaborde, Paul Mantz, Louis de Ronchaud, Lenepveu, Elie Delaunay, Théodore Maillot, Jules Grenier, Anatole Gruyer, Eudoxe Marcille, Charles Pillet, Durrieu, Etienne Arago et Charles Gosselin.

Puisque nous parlons du musée du Louvre, disons que d'intéressantes innovations vont avoir lieu à ce musée.

On va acheter les photographies des divers monuments célèbres et des chefs-d'œuvres des musées de l'étranger ; ces reproductions seront à la disposition des artistes et de toutes les personnes qui voudront en prendre connaissance.

De plus, les conservateurs du musée vont être envoyés chaque année en mission à l'étranger pour visiter les collections publiques ou privées et pour suivre le mouvement des achats et découvertes artistiques, ainsi que pour prendre connaissance des objets intéressants que relèvent les fouilles dues à l'initiative privée des amateurs ou entreprises par ordre des gouvernements.

Ajoutons, en dernier lieu, que la salle des Etats, où se faisait l'ouverture des Chambres et qui, depuis 1870, est restée sans emploi, va être aménagée en salle de peinture et recevra les œuvres que, malgré leur valeur, le défaut de place avait forcé de reléguer dans les parties supérieures du Louvre, hors de la vue du public.

EXPLICATION DES PLANCHES

Pl. 30. — Beaucoup de nos lecteurs connaissent certainement la grande réputation d'aquafortiste de *M. Rochebrune*. Or, *M. Rochebrune* est aussi un amateur qui a su s'entourer de très belles choses, et notamment d'une cheminée Renais sance ornant son atelier. Il s'est chargé tout, naturellement, de la reproduire à l'aide de l'eau forte, et c'est cette œuvre que nous publions aujourd'hui. Ce qui caractérise le tableau de *M. Rochebrune*, ce n'est non pas tant la recherche dans le travail, mais plutôt la vérité de l'aspect ; évidemment, il ne

faudra pas regarder de trop près le travail de gravure de cette cheminée, mais on devra cependant admirer la vérité saisissante dans l'interprétation des figures, dans le dessin de leurs silhouettes, et surtout la puissance des effets de lumière.

C'est la œuvre de maître, et nous sommes heureux de profiter de la bonne occasion qui nous permet de la mettre sous les yeux de nos abonnés.

Pl. 31, 33, 34. — Ces trois planches forment la présentation d'ensemble d'une maison de campagne que nous élevons dans la Marne. Nous aurions mauvaise grâce à faire l'apologie de nos œuvres ; cependant nous pouvons, sans indiscretion, faire remarquer l'ordonnance du plan, qui nous a permis d'y aménager un atrium intérieur, conformément aux descriptions faites dans notre article sur la maison française. De plus, cette maison isolée sera pourvue de gaz, d'eau sous pression et de fosse sans vidange.

Le prix de la construction est de 35.000 francs, dont 16.000 de maçonnerie. Nous devons dire cependant à ce sujet que certains entrepreneurs nous ont demandé 80.000 francs à forfait, mais que, par une sage étude des moyens de construction, ce chiffre s'est réduit à 35.000 francs tout en employant des matériaux de premier ordre.

Pl. 32. — Les fouilles du temple d'Apollon, à Milet, ont mis à jour de véritables trésors archéologiques, dont quelques-uns sont venus enrichir le musée du Louvre. Parmi eux nous avons choisi la base des colonnes ornant le péristyle du temple, base qui repose sur une plinthe polygonale dont toutes les faces sont ornées de sculptures bas reliefs d'une très grande valeur ornementale et d'un très-beau caractère.

Dans un numéro suivant nous publierons à une plus grande échelle ceux de ces motifs qui nous ont le plus frappé.

J. BOUSSARD,

Architecte du Ministère des Postes et Télégraphes.

COURRIER FINANCIER

Toujours même accalmie sur le marché ; on monte de 30 centimes en deux jours ; on les reperd les jours suivants et *vice versa*. Ça devient fatigant ; les affaires sont du reste fort restreintes et l'on commence à voir les vides que fait la chalcure.

Le 5 0/0 varie de 109 50 à 110 francs, le 3 0/0, de 79 60 à 79 60.

L'emprunt qui se tient le mieux et l'Italien, qui se tient aux environs de 92 francs.

Les actions du Crédit foncier se traitent à 1.343 francs. Le mouvement des opérations hypothécaires réalisées par cette Société ne se ralentit pas. Dans sa dernière séance hebdomadaire, le conseil d'administration a autorisé pour 8.400.000 francs de nouveaux prêts. On comprend qu'une institution dont les opérations et les bénéfices augmentent chaque année, malgré la faiblesse du marché, inspire toujours la même confiance au public.

Ces titres offrent un excellent placement aux capitaux que les accidents financiers de ces dernières années ont éloignés momentanément du marché. Aucune autre valeur ne présente les mêmes conditions de revenu, de sécurité et de plus-value. Les obligations libérées sont à 350 francs et les non libérées à 347 francs, soit 20 francs de hausse sur le prix d'émission.

L'Administrateur-Gérant : SAMSON COHEN.

Paris. — C^{ie} générale d'Imprimerie, 18 et 19, passage de l'Opéra.

Succursale, rue de La Fayette, 194.

L'Administrateur-Directeur : L. DE LA SAINTE.

SOMMAIRE DU N° 6

TEXTE. — I. Avis. — II. Jurisprudence. — III. L'Architecture au Salon de 1883. — IV. Concours : Construction d'une école professionnelle à Saint-Etienne (Loire). — V. Avis de vente. — VII. Courrier financier.

AVIS

Un accident arrivé à la dernière heure nous oblige, à notre vif regret, à renvoyer au numéro du 30 juillet les planches du présent numéro.

Le numéro 7 contiendra en conséquence quatorze planches et une feuille et demie de texte.

Nos lecteurs voudront bien excuser ce léger retard.

JURISPRUDENCE

I. — *Vente de terrain précédemment fouillé. Vice caché. Demande en diminution de prix. — II. Glaces aux devantures. Bris. Calcul de l'indemnité due. Imprudence du commerçant. Assurance contre le bris des glaces.*

I. L'acquéreur d'un terrain situé dans les environs immédiats de Paris ne peut, en principe, actionner son vendeur en diminution de prix ou demander la résolution de la vente (article 1164 et suivants du Code civil) sous prétexte que ce terrain a été précédemment fouillé.

Ce fait, qui n'est point rare dans les environs de Paris, ne constitue pas un vice caché. Il a dû entrer dans les prévisions de l'acquéreur, pourvu, toutefois, que l'état du terrain n'ait point été dissimulé à l'aide de travaux entrepris dans le but de cacher sa nature de remblai.

Voici les faits tels qu'ils résultent du jugement du tribunal de la Seine (5^e chambre) du 18 avril dernier :

« Le tribunal,

« Attendu que, par acte reçu par Diolé, notaire à Vincennes, les 10 et 12 juillet 1879, les époux Muller ont vendu à la dame Soye un terrain sis à Vincennes, avenue Aubert, n° 48, d'une contenance de 1.020 mètres et ce moyennant le prix de 28.000 francs, avec obligation par la dame Soye de prendre le terrain vendu dans son état actuel ;

« Attendu que la dame Soye prétendant que les fouilles faites dans le terrain pour la construction d'une maison qu'elle se proposait de faire édifier avaient révélé que le terrain avait été exploité en carrière ouverte ;

« Qu'elle serait obligée, par suite, de faire des travaux qui augmenteraient les dépenses prévues, et qu'en conséquence cet état anormal du sol constituait un vice caché par lequel les époux Muller étaient tenus de la garantir, Feydeau a été nommé expert par une ordonnance de M. le président, à la date du 2 août 1879, à l'effet de constater l'état du sol dudit terrain, sa nature de remblai, si elle était apparente ou suffisamment appréciable, ou si, au contraire, elle pouvait être considérée comme un vice caché ;

« Attendu qu'il n'est pas nié que le terrain ait été antérieurement fouillé et remblayé ;

« Qu'il est également constant que le fait du remblai n'était pas absolument apparent ;

« Mais attendu que les terrains non fouillés sont, ainsi que

le constate l'expert, rares dans Paris et dans ses environs immédiats :

« Attendu dès lors que les vices que l'on peut supposer se rencontrer dans un terrain ne peuvent être considérés comme devant entraîner la garantie du vendeur ou une diminution du prix de la chose vendue, lorsque l'état du terrain n'a pas été dissimulé à l'aide de travaux entrepris dans le but de cacher sa nature de remblai ;

« Attendu que, dans l'espèce, rien de semblable n'est allégué ;

« Que sans doute la dame Soye, en présence d'un sol fouillé et remblayé, s'est vue dans la nécessité de faire en fondation des travaux plus coûteux, mais que les époux Muller ne sauraient être tenus d'indemniser la dame Soye pour l'exécution de travaux qu'elle pouvait prévoir et qui auraient été encore plus considérables si, ainsi que cela arrive souvent, elle s'était trouvée en présence d'un sol non remblayé, mais défectueux au point de vue de la construction, par sa nature même ;

« Attendu dès lors que la demande de la dame Soye ne saurait être accueillie,

« Par ces motifs,

« Ayant au rapport de l'expert tel égard que de droit,

« Déclare la dame Soye mal fondée en sa demande et la condamne aux dépens. »

II. Le commerçant qui a placé une glace de prix à sa devanture, dans un endroit très fréquenté et dangereux, doit s'imputer d'avoir exposé sa glace à un péril manifeste et permanent, et en cas de bris, l'indemnité qui lui est due par l'auteur de l'accident doit être réduite en proportion de l'imprudence commise par le propriétaire de la glace.

Le jugement suivant, rendu le 5 mars 1883 par le tribunal de Saint-Brieuc, indiquera suffisamment les circonstances de fait dans lesquelles est intervenue cette solution de droit pratique, dont il n'est pas besoin de faire ressortir l'intérêt :

« Le tribunal,

« Attendu qu'à la suite d'une rupture de glaces formant devanture du magasin de Paris, Le Cornec a consenti à payer les dommages causés aux marchandises de Paris, placées derrière les glaces brisées, tout en faisant observer que le fait dommageable ne devait pas être entièrement imputé au domestique préposé à la conduite de sa voiture ;

« Attendu que la Compagnie d'assurances contre le bris des glaces dite « la Parisienne » est en cause et y figure comme étant aux droits de Paris, par elle désintéressé du prix de la devanture de son magasin, et qu'elle prétend que Le Cornec, après avoir comblé le dommage causé aux marchandises de Paris, doit encore solder le prix des glaces brisées ;

« Mais, attendu qu'il résulte des statuts de la Compagnie que le prix des assurances varie notablement en proportion des risques que les objets fragiles courent par suite du lieu et de la situation où ils se trouvent ;

« Attendu qu'en l'espèce la devanture de la boutique de Paris, garnie de glaces relativement précieuses, occupe provisoirement un alignement condamné en principe dans la rue Houvenage, à Saint-Brieuc, et cela dans l'endroit où cette rue étroite, déclive et très-fréquentée, doit être élargie conformément aux plans de la ville, au fur et à mesure de la disparition des maisons voisines ;

« Que si Paris ou ses prédécesseurs ont sollicité et obtenu l'autorisation provisoire de garnir de glaces l'ancien aligne-

ment dont ils avaient été obligés de s'écarter en retrait, pour reconstruire leur maison, ils doivent s'imputer d'avoir exposé leurs glaces à un péril manifeste et permanent ;

« Attendu que cette situation n'avait point échappé à la Compagnie, qui faisait couvrir ces risques spéciaux par une prime annuelle proportionnée aux dangers ; qu'en cet état, la devanture quasi-luxueuse dont il s'agit formait pour le public un danger spécial dont Le Cornec ne peut supporter les conséquences qu'en juste et exacte mesure, et que les éléments du procès permettent de la déterminer,

« Par ces motifs,

« Dit que la Compagnie « la Parisienne » a été appelée à bon droit au procès, étant aux droits de Paris ;

« Fixe à cent vingt francs la somme due par Le Cornec pour réparation du dommage causé par le bris des glaces ;

« Dit que masse sera faite des dépens, dont moitié sera supportée par Le Cornec et l'autre moitié par la Compagnie « la Parisienne ».

S. COHN.

LE SALON DE 1883

Ne soyons pas trop durs au Salon de 1883. Constatons seulement que cette exposition devient une véritable exhibition de marchands. D'art point ; rien que des affaires. L'Etat, heureusement, reprend en main la direction du monde artistique, et tout donne lieu de penser que le salon du mois de septembre sera une rénovation des belles expositions du temps passé. En effet, on rend à l'Institut la priorité dans le jury, et nous sommes assurés que l'art ne sera pas sacrifié à la coterie. Laissons donc aller la « Société des artistes » sur la pente commerciale où elle a voulu glisser et attendons.

Les architectes, du reste, se désintéressent de plus en plus de cette exposition annuelle, et les envois de cette année sont rares et peu intéressants. Beaucoup de concours tapissent et couvrent une certaine superficie de murs ; mais, eux retirés, il reste bien peu de chose.

D'abord beaucoup de cartes de visite échantillonnant, pour le plaisir des yeux, la succession des générations d'architectes instruits dont les noms honorent notre profession. Croquis de voyage, petites études, travaux passés oubliés dans un carton, toutes choses charmantes durant le salon d'architecture du reflet de souvenirs aimables dont tous les détails sont plus charmants les uns que les autres. L'Italie, cette patrie du beau, y compte, comme toujours, pour la plus grosse part par des réminiscences de chefs-d'œuvre connus. Quelques rares œuvres modernes nous rappellent cependant à la réalité, et, parmi elles, le 4419 nous permet de revoir encore une fois l'œuvre charmante de M. Etienne pour le pavillon des eaux et forêts de l'Exposition universelle. Au nombre des châssis où la construction de nos jours est représentée, signalons les numéros suivants :

4489. — M. Ricquier, architecte à Amiens, expose un hôtel des postes et télégraphes dont les dessins sont moins soignés que d'habitude. Il y a cependant de grandes qualités dans le projet, auquel nous ne reprochons qu'un peu de disparate entre l'architecture du pavillon milieu et celle des ailes.

4365. — M. Baith, dont l'originalité était bien connue à

l'Ecole, expose une étude fort originale sur un projet de fontaine dont le motif principal est une marmite, souvenir historique, dont la fontaine de la Barchaccia, à Rome, peut servir de point de comparaison.



4385. — M. Cabut enlève une mention avec ses abattoirs de Pontoise, fort intéressants et très consciencieusement étudiés.

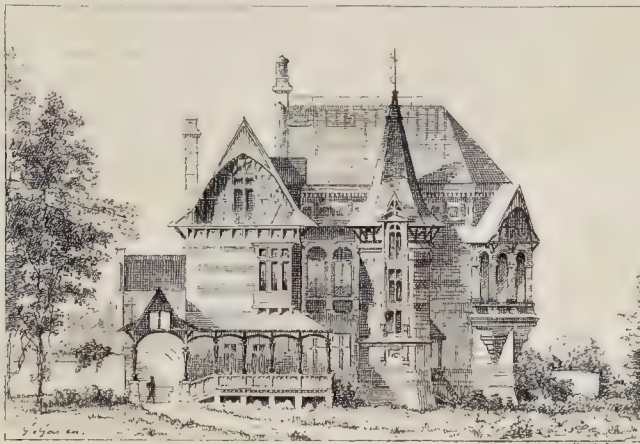
4488. — Notre confrère M. Ricquier prend sa revanche avec un tombeau érigé dans le cimetière d'Amiens. Un exèdre carré avec motif central lui sert de programme pour faire une excellente composition et un excellent rendu.



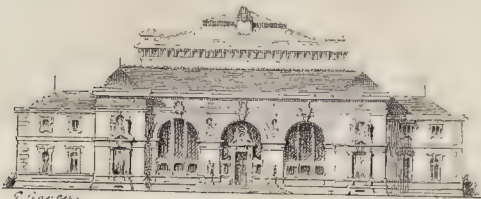
4498. — M. Sauvestre a construit à Passy une villa char-

mante en pans de bois apparents. Le plan, tourmenté, les effets de toits et de couleur, rien n'y manque. Une entrée

couverte de voiture donne lieu à un portique très bien étudié, fort intéressant et qui fait le clou de cette composition.



4447 et 4487. — Deux beaux projets de bibliothèque qui valent à leurs auteurs, M. Juvet, pour le 4447, et M. Courtois-Suffit pour le 4487, deux mentions bien gagnées.



4392. — Charmante fontaine pour un atrium.

4456. — M. Lheureux expose le détail de sa porte principale du nouveau Sainte-Barbe. Beau caractère, excellent rendu.



4440. — Notre confrère et ami Mayeux, gagne haut la

main sa médaille de 2^e classe pour son bât de la place de la République.

Constatons, en terminant, la pauvreté du salon d'eaux-fortes, où le jury fait une bien petite place à la gravure d'architecture. Il est convenu, malheureusement, que les dessins d'architecture n'ont aucune valeur artistique, et la gravure qui les interprète jouit de la même défaveur. C'est une lacune du cerveau humain dont les membres du jury sont amplement pourvus. Aussi font-ils peur aux graveurs. Quelques-uns, cependant, ont affronté la lutte ; tels sont Mlle Alice Sulpis, une vaillante jeune fille dont nos abonnés connaissent la sûreté de main dans l'interprétation de leurs dessins, et M. G. Garen, dont les eaux-fortes ont souvent égayé nos numéros. Tous deux méritaient une mention ; mais M. G. Garen seul a pu la conquérir en exposant trois des planches parues dans le *Moniteur* : un tombeau à Cry, l'abside de la chapelle de Cluny et la façade du château de Saint-Aignan. C'était son premier envoi au Salon, et cette récompense, qui honore l'artiste, lui promet une médaille pour l'année prochaine.

J. BOUSSARD,
Architecte du Ministère des Postes
et Télégraphes.

CONCOURS

CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE PROFESSIONNELLE À SAINT-ÉTIENNE (LOIRE.)

Le maire de la ville de Saint-Étienne,

Vu la loi du 18 juillet 1837, article 12 ;

Vu les délibérations du conseil municipal en date des 16 février, 12 et 28 mars 1883,

Arrête :

Article premier. — Un concours, pour la construction d'une école professionnelle à Saint-Etienne est ouvert entre tous les architectes ou entrepreneurs de France qui désireront y prendre part.

Art. 2. — Le programme de l'édifice à construire, ainsi que le plan du terrain devant servir à son emplacement, seront

envoyés aux personnes qui en feront la demande à la mairie de Saint-Étienne.

Art. 3. — Toutes les pièces du concours devront porter une inscription, devise ou épigramme reproduite sur un bulletin sous enveloppe cachetée, contenant le nom de l'auteur; le tout devra être adressé à M. le maire de Saint-Étienne avant le 8 septembre prochain, terme de rigueur.

Art. 4. — Les concours seront jugés, après exposition publique de huit jours, par un jury nommé par le maire et composé :

Du Maire, président,
De deux Conseillers municipaux,
De l'Inspecteur d'Académie,
De l'Architecte en chef de la ville,
Du Directeur de l'École,
De trois Architectes pris en dehors des concurrents,
Et d'un Ingénieur.

Art. 5. — Les projets seront classés à la majorité des suffrages; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Après cette opération, un procès-verbal de la décision sera rédigé pour être communiqué à tous les concurrents qui le demanderont.

Art. 6. — Après le jugement, le lauréat sera invité à signer tous ses plans, devis, bordereaux des prix et cahier des charges. Il pourra en prendre des doubles; les originaux, devenant propriété de la ville, serviront de base au contrat.

Art. 7. — Les architectes devront fournir, outre les plans indiqués audit programme, un plan des fondations, un des planchers avec sous-détails, un de la toiture et ceux de toutes les façades. Le plan d'ensemble sera à l'échelle de 0^m01 et les autres à celle de 0^m02. Ceux des sous-détails seront au 0^m10 où à une échelle plus grande, suivant les dimensions des objets représentés. Tous ces plans seront soigneusement cotés.

Art. 8. — Les planchers devront être calculés pour résister à une charge de 400 kilogrammes, et les toits à une charge de 100 kilogrammes par mètre carré; les fers travaillant à 6 kilogrammes par mètre carré. Tous les poitrails seront en fer I, larges ailes, et tous les fers en général seront indiqués comme types et comme poids au mètre courant. Pour les détails de menuiserie ou de serrurerie, les forces des bois ou des fers seront indiquées et cotées.

Art. 9. — Les concurrents devront joindre aux pièces indiquées dans le programme un bordereau des prix avec tous les sous-détails composant le prix de l'unité.

Dans le cas où ces sous-détails ne seraient pas conformes aux règles de l'art ou seraient incomplets, le jury pourra, avant l'acceptation de la prime par le lauréat, les compléter ou les corriger sans que le prix total en soit augmenté.

Pour tous les articles insuffisamment désignés au bordereau ou dans les plans de détails, et hors le cas prévu au premier paragraphe de l'article du programme « Exécution des travaux », la ville se réserve le droit, à l'exécution, d'en déterminer la valeur. Cette valeur sera basée sur les travaux similaires exécutés en vertu des adjudications de l'année précédente.

Fait en l'Hôtel-de-Ville, à Saint-Étienne, le 7 juin 1883.

Le Maire,

V. DUCHAMP.

Vu :

Saint-Étienne, le 9 juin 1883.

Pour le Préfet, le Secrétaire général délégué,

P. GRANET.

AVIS DE VENTE

ÉTUDE DE M^e LESUEUR, NOTAIRE À SAINT-QUENTIN (AISNE)

A céder immédiatement, à Saint-Quentin,

Par suite de décès,

Un important Établissement d'entrepreneur de bâtiments en pleine prospérité et très honorablement connu.

Cette maison, la plus ancienne de la ville, comprend notamment, en dehors du matériel roulant, plusieurs briqueteries, une fabrique de plâtre et de chaux, une marbrerie, une scierie de pierres et de vastes ateliers situés en dehors et au centre de la ville.

Facilités de paiement.

S'adresser, pour tous renseignements, audit M^e LESUEUR.

COURRIER FINANCIER

Le marché est toujours dans la stagnation. Malgré les efforts tentés, il n'a guère été possible de faire plus que de maintenir les cours.

Nos fonds français restent donc stationnaires.

Seuls, les fonds étrangers ont donné lieu à quelques transactions.

En somme, peu d'affaires, et il est à craindre que la reprise se fasse encore attendre.

Il en sera de même, croyons-nous, des institutions de crédit en général et aussi des titres de nos grandes Compagnies de chemins de fer.

Malgré l'état du marché, le Crédit foncier demeure des plus fermes.

Dans sa dernière séance hebdomadaire, le conseil d'administration de cet établissement a autorisé pour 6.325.000 fr. de nouveaux prêts, dont 6.100.000 francs en prêts fonciers et 225.000 francs en prêts communaux.

Très demandées les obligations du Crédit foncier de la dernière émission.

Quant aux obligations à lots de 1879, ainsi que nous l'avions prévu, l'amélioration des cours a coïncidé avec la date de la libération. Il ne vient plus maintenant sur le marché que fort peu de titres, et les demandes courantes restant supérieures aux offres, les cours gagnent chaque jour un peu de terrain.

On est aujourd'hui à 446.

Les obligations communales 3 o/o à lots se raffermissent aussi.

La Compagnie Foncière de France continue à développer le mouvement de ses prêts hypothécaires. Dans le bilan qui va être publié, le compte de profits et pertes atteindra le chiffre de 1.400.000 francs à la fin du mois de juin.

L'Administrateur-Gérant : SAMSON COHN.

Paris. — C^{ie} générale d'Imprimerie, 18 et 19, passage de l'Opéra.
Succursale, rue de La Fayette, 194.

L'Administrateur-Directeur: L. DE LA SAIGNE.

SOMMAIRE DU N° 7

TEXTE. — I. A un confrère aimable, mais frondeur. — II. Jurisprudence. — III. Nouvelles diverses. — IV. Société centrale des Architectes : distribution des récompenses. — V. Société d'architecture de Lyon : programme du concours. — VI. Bibliographie. — VII. Petite correspondance. — VIII. Explication des planches. — IX. Avis de vente. — X. Courrier financier.

PLANCHES. — 35-36. Eden-Théâtre : façade principale; MM. Klein et Duclos, architectes. — 37. Campanile de l'hôtel-de-ville d'Orchies (Nord); M. G. Meurant, architecte. — 38. Tombeau, par M. Vaudremier, architecte : coupe. — 39. Hôtel-de-ville de Morment : plans; M. Dumoulin, architecte. — 40. Propriété du baron E. de B. : poulailler-pigeonnier de la villa de Montrival, aux environs de Namur; M. de Larabrie, architecte. — 41. Porte Notre-Dame, de Cambrai. — 42. Ecole normale d'institutrices à Châlons-sur-Marne : façade, coupe et détails; M. Gillet, architecte. (Extrait du *Portefeuille de l'Ecole centrale*, travaux des vacances 1882-1883. — 43. *Idem* : plan du rez-de-chaussée et détails. — 44. *Idem* : plan du premier étage et détails. — 45. Lavoie de Malakoff (Seine) : plan et détails. — 46. Asile communal à Paris, rue du Jourdain (X^e arrondissement) : élévation sur rue, coupe et détails; M. Sablieron, architecte. — 47-48. *Idem* : plans. — 48. Pont de 78 mètres d'ouverture, à trois arches, sur la Seine, à Conflans.

A UN CONFRÈRE AIMABLE

MAIS FRONDEUR

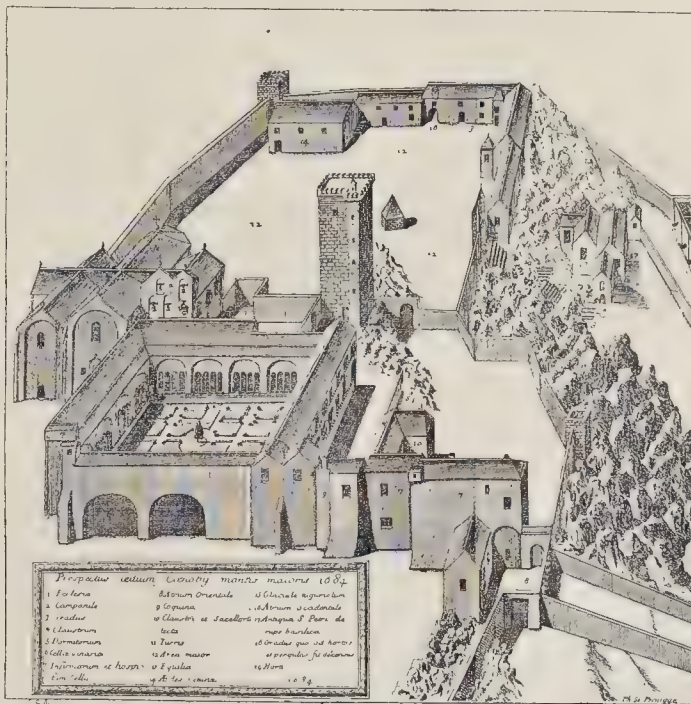
M. R..., architecte, nous écrit une longue lettre au sujet

mais toutes nos maisons parisiennes n'en possèdent-elles pas? Je vous accorde, ajoute-t-il, que nos cours intérieurs, qui en tiennent lieu, ne sont pas belles en général, mais enfin elles existent, et il n'en faut pas demander plus. Exiger davantage serait trop pour nos climats qui ne sont plus les mêmes. Dieu me pardonne, je crois même que, dans sa pensée, il me traite de « pompier » si, persistant dans mes théories, je veux absolument en arriver à la forme antique, ce mot seul d'antique ayant pour lui une physionomie vieillote et des plus arriérées.

Eh, là-bas, cher confrère, halte-là : les idées rétrogrades, cela ne va guère avec mon tempérament, et si je crois être encore très vert d'esprit, mon éducation de Bourguignon ne m'en fait pas moins vivement apprécier le vin importé en Gaule par Brennus, contemporain cependant de cet art romain que vous paraissez vouloir traiter de « vieux ».

Ils ont du bon les vieux, et j'espère bien que sur cette question d'« atrium » je vous forcerai à leur rendre hommage.

D'abord vous êtes trop de Paris quand vous parlez seulement des maisons à six, sept et même huit étages. Cela ne fait que deux millions de Français sur trente-six. Reste donc trente-quatre millions qui ont la bonne fortune de ne pas habiter les « boîtes à mouches parisiennes »



de la polémique que nous avons engagée sur la forme vicieuse de nos plans de maisons modernes d'où nous avons banni l'atrium, contrairement aux saines traditions des civilisations passées. Vous demandez des atriums, dit-il,

et cette exception, comme toujours, justifiera la règle, vous l'allez voir.

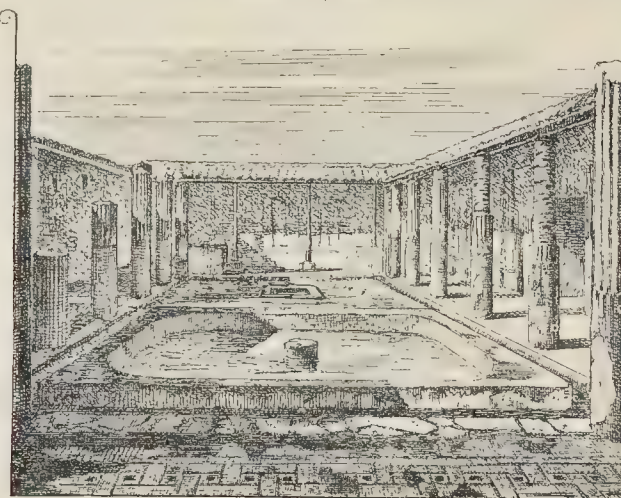
Voici tenez « l'œdium Cenoby montis » extrait du « Monasticon Gallicanum ».

C'est bien là, n'est-ce pas, ce vieux couvent élevé à la hâte par les moines du temps, lors de la chute de l'empire romain, et quand notre pauvre Gaule, saccagée par des hordes de sauvages, vit anéantir tous ses monuments, voire même tous ses habitants. C'est bien le monastère où se réfugia la civilisation qui sombrait et que de pauvres moines, etc., il me semble encore réciter mon cours d'histoire.

Voyons donc un peu maintenant la légende de ce plan. Si vous avez de bons yeux vous verrez que toutes les cours de ce monastère sont désignées sous le nom d'« atrium » et que la cour centrale, entourée de ses portiques avec jardin au milieu et les pièces d'habitation tout autour, est appelée le « claustrum ». Ici la religion fait des siennes, car ce mot latin de « claustrum » veut dire lieu où l'on s'enferme en raison des vœux monastiques, et le français de l'avenir en fera le mot cloître, d'où s'« enclôtrer ». Ce

Eh bien, je vais vous dire pourquoi vous avez cette opinion, c'est que, n'étant pas habitué à en voir l'application dans les constructions courantes, vous ne jugez bien que ce qui ressemble à ce qui est usuel. Puis vous êtes français, c'est-à-dire « blagueur », et que cette qualité de notre esprit nous fait aller souvent au delà de nos vraies impressions. Vous « blaguez » l'Ecole de Rome et vous admirez le Panthéon, le Garde-meuble, l'Opéra et *tutti quanti*.

Vous « blaguez » la peinture classique, vous avez tué le Salon, fait fuir les véritables artistes et quand, dans une exhibition de croûtes réalistes qui ont illustré les murs du Palais de l'Industrie en 1883, il surgit un tout jeune homme qui fait une formidable machine classique, comme M. Rochegrosse, vous trépignez d'aise et donnez le prix du Salon. Vous « blaguez » la grande musique, vous avez porté l'opérette au pavois et vous êtes allé vingt fois de suite entendre la Favorite ou Robert-le-Diable. Vous blaguez



n'est donc qu'une transformation de mot, mais non de faits, car ce « claustrum » est, bien au contraire, l'« atrium » romain dont je vous remets sous les yeux un exemple authentique, la maison de Popidius Augustanus, à Pompéi. Le mot « atrium » est cependant conservé dans la langue du temps, appliqué aux autres cours. En réalité ces braves moines eussent dû dire : « atrium-claustrum ». Voulez-vous maintenant que je vous cite tous les monastères munis de cet « atrium-claustrum » ? Non, n'est-ce pas, la liste en serait trop longue en France, berceau de la religion catholique, et dont les modèles de couvent ont envahi le monde.

Et alors puisque l'« atrium » était dans toutes les habitations gallo-romaines, qu'il a été dans tous les couvents francs ; qu'il a été dans tous les châteaux-forts féodaux, qu'il est encore dans tous ceux qui subsistent, qu'il est à Ferrières, qu'il est au tribunal de commerce, qu'il est dans l'hôtel de l'avenue Montaigne, qu'il est dans un hôtel que je bâtis en ce moment, qu'il est dans quantité d'autres, pourquoi donc, à votre avis, n'est-il pas pratique dans nos climats ?

parce que cela donne du ton et que la « Fronde » est d'invention française ; vous blaguez enfin parce que vous êtes « pompier » et de cela je vous fais mon sincère compliment.

N'oublions pas, mon cher confrère, que les maisons que nous élevons doivent abriter bien des joies et bien des douleurs ; que des générations entières y naîtront et y succomberont. L'étude de ce plan de maison est donc un acte grave qui ne doit pas prêter à la blague, et ce n'est pas trop de toutes les connaissances humaines pour y coopérer. Rejeter d'un seul coup cinq ou six mille années de civilisation, dont le résumé à ce point de vue fut la maison romaine, c'est aller bien vite en besogne. J'ai résumé toutes mes notes sur cette question dans une petite brochure qui va paraître : je suis convaincu que vous la lirez et qu'après mûre réflexion, vous conviendrez qu'entre la civilisation qui a créé la harpe et la civilisation qui en a fait le piano il y a toute une mer de bêtises qu'il est grand temps de laisser s'écouler pour leur permettre de se rejoindre.

Si enfin j'arrive, comme je le crois, à créer à portée de

nos confrères un type que j'eusse voulu voir établir par la Société centrale, vous deviendrez, j'en suis convaincu, un rénovateur ardent de l'« atrium » antique.

J. BOUSSARD.

Architecte du ministère des Postes
et Télégraphes.

JURISPRUDENCE

I. Propriétaire. Mur séparatif. Mitoyenneté. Acquisition.

Droit de reconstruction et d'exhaussement. Possession de la mitoyenneté. Propriétaire reconstruit. Mur mitoyen réédifié. Solidité suffisante pour les bâtiments du voisin. Frais à la charge du propriétaire des bâtiments reconstruits. Propriétaire reconstruit. Intérêt personnel. Principe de créance actuelle. Non existence. Droit de compensation prétendu. Frais de reconstruction. Achat de la mitoyenneté.

II. Sépulture. Propriété exclusive. Membre de la famille. Légataire universelle. — III. Architecte. Vice de construction. Action du propriétaire. Point de départ. Délai. Prescription

I. Le propriétaire joignant un mur ne peut le rendre mitoyen que par l'acquisition qu'il en fait.

En conséquence, son droit de démolition, de reconstruction et d'exhaussement de ce mur n'existe que lorsqu'il est en possession de la mitoyenneté. (Articles 661 et 659 du Code civil).

Lorsque le mur mitoyen est démolé et reconstruit par celui des propriétaires qui a besoin de lui donner plus de solidité pour les constructions nouvelles qu'il édifie, c'est à lui qu'incombent seul les frais de démolition et de reconstruction, quand ce mur démolé était suffisant pour les bâtiments de son voisin et pouvait durer aussi longtemps qu'eux.

Ce propriétaire, qui reconstruit le mur mitoyen, ne puise dans la reconstruction par lui effectuée dans son intérêt personnel aucun principe de créance actuelle contre son voisin.

En conséquence, il n'a aucun droit de compenser tout ou partie des frais de reconstruction avec la somme par lui due pour l'achat de la mitoyenneté.

Ces décisions résultant d'un arrêt de la 4^e chambre de la Cour de Paris, du 30 mai 1883, confirmatif d'un jugement du tribunal de la Seine du 31 août 1881, dont le texte qui suit explique suffisamment les faits :

« Le Tribunal,

« Attendu que Duquesne et Saby, sont co-propriétaires avenue Mac-Mahon, 6, d'un mur pignon séparant leur maison d'un terrain appartenant à Notelet ;

« Que ce dernier se proposant d'acquérir la mitoyenneté dudit mur, a, le 3 avril 1880, provoqué une ordonnance de référé, laquelle a nommé Descaves expert ;

« Attendu qu'au cours de l'expertise le mur a été démolé en partie et remplacé par un mur neuf capable de soutenir les constructions édifiées par Notelet sur son terrain, mais que Duquesnelles et Saby ont fait les réserves les plus expresses de leur droit d'imposer à Notelet l'acquisition préalable de la mitoyenneté ;

« Attendu que, si aux termes de l'article 661 du Code civil, tout propriétaire joignant un mur à la faculté de le rendre mitoyen en remboursant au maître dudit mur la moitié de sa valeur, cela ne peut produire d'obligation avant le fait d'acquisition qui lui donne naissance ;

« Que notamment le droit de démolir, de reconstruire ou d'exhausser un mur séparatif, autorisé par l'article 659 du Code civil n'existe évidemment qu'au profit du propriétaire qui est déjà en possession de la mitoyenneté ;

« Attendu qu'il est constaté par l'expert que le mur démolé était suffisant pour les bâtiments de Duquesnelles et de Saby et qu'il pouvait durer aussi longtemps qu'eux ;

« Que sa construction a été nécessitée uniquement par l'édifice important que Notelet voulait y appuyer ;

« Que dès lors les frais de démolition et de réédification du mur litigieux doivent être supportés complètement par Notelet ;

« Attendu que Notelet ne puise dans la reconstruction par lui faite, dans son intérêt personnel, aucun principe de créance actuelle contre Duquesnelles et Saby ;

« Que par suite il n'a aucun droit de compenser tout ou partie des frais de reconstruction avec la somme liquide par lui due pour l'achat de la mitoyenneté ;

« Attendu qu'il résulte du rapport de l'expert que le mur démolé en partie avait une valeur de 4,018 francs 50 c., dont la moitié à la charge de Notelet est de 2,009 fr. 25 cent. ;

« Que ce chiffre a été établi en compte suffisant de la moins-value provenant de la vétusté du mur ;

« Attendu qu'il est constaté par l'expert que le détail ayant servi à établir ce compte, a été communiqué aux parties et qu'il est demeuré à leur disposition dès-mains de l'expert ;

« Qu'il n'y a lieu de faire droit à la demande de sursis formulée par le défendeur pour en prendre communication ;

« Attendu, en ce qui concerne les indemnités qui peuvent être dues aux locataires de Duquesnelles et de Saby, que le Tribunal n'est saisi d'aucune demande à cet égard ;

« Par ces motifs,

« Condamne Notelet à payer à Duquesnelles et Saby la somme de 2,009 fr. 25 c. pour prix de la mitoyenneté du mur séparant sa propriété avenue Mac-Mahon, n° 4, de celle de Duquesnelles et Saby, sise même avenue, n° 6 ;

« Entérine sur le chef des droits de mitoyenneté le rapport de Descaves, expert commis par ordonnance de référé des 3 avril et 15 mai 1880 ;

« Déclare Notelet mal fondé en ses conclusions ;

« L'en déboute,

« Et le condamne en tous les dépens. »

II. — Le legs universel fait par une personne ayant, à frais communs avec son frère, acquis un terrain et édifié sur ce terrain un caveau et une chapelle, ne donne au profit du légataire aucun droit à la propriété ou à la jouissance de cette sépulture.

Cette question si curieuse, et sur laquelle nos lecteurs auront souvent un avis à donner, a été tranchée par jugement du tribunal de la Seine (9 mai 1883), qui explique parfaitement les faits et dont voici le texte :

« Le Tribunal,

« Attendu que Pierre et Alexis Campagne ont en mai 1870, obtenu conjointement la concession à perpétuité d'un terrain dans le cimetière de Montreuil-sous-Bois, et y ont fait édifier, à frais communs une chapelle et un caveau dans lequel reposent les restes de plusieurs membres de la famille et notamment ceux d'Alexis Campagne;

« Que la demoiselle Nicolas légataire universelle d'Alexis Campagne, réclame en cette qualité le droit de pénétrer dans la chapelle et demande que la chapelle soit séparée en deux parties égales ayant chacune une entrée particulière;

« Que Pierre Campagne revendique la possession et la jouissance exclusive tant de la chapelle que du caveau;

« Attendu que les tombeaux sont hors de commerce et par leur caractère sacré échappent aux règles ordinaires du droit sur la propriété et la libre disposition des biens;

« Qu'ils ne peuvent être ni légitimes ni partagés, ni transmis par donation ou par legs à des tiers étrangers aux familles auxquelles ils sont consacrés;

« Que, par suite, la demoiselle Nicolas n'a recueilli dans le legs universel fait à son profit aucun droit, ni sur le caveau, ni sur la chapelle qui ne peut en être séparée;

« Que le droit indivis d'Alexis Campagne s'est éteint au décès de celui-ci pour se réunir au droit de son frère, désormais chef de la famille;

« Que le droit de Pierre Campagne est absolu et sans partage pour la jouissance à un degré quelconque, comme pour la propriété indivisible du caveau et de la chapelle;

« Qu'il implique, en conséquence, à l'égard de la demoiselle Nicolas interdiction de pénétrer dans la chapelle sans l'autorisation du chef de la famille, aussi bien que d'être inhumée dans le caveau, et qu'au surplus elle n'allègue aucun fait d'abandon ou de négligence de la sépulture de celui qu'elle prétend représenter:

« Par ces motifs,

« Dit que le demandeur a seul droit à la concession du terrain, du caveau et de la chapelle dont s'agit:

« Autorise le demandeur à faire exécuter tous travaux et changements qu'il jugera nécessaires pour s'assurer la possession exclusive desdits caveaux et chapelle;

« Déclare la demoiselle Nicolas mal fondée dans ses demandes et conclusions;

« L'en déboute;

« Et la condamne aux dépens. »

III. — La question de la prescription quant à la responsabilité professionnelle des architectes et entrepreneurs vient d'être de nouveau tranchée par la Cour de Cassation, qui avait déjà statué par deux arrêts des 5 août 1879 et 7 août 1882 sur cette question. Voici ce qui résulte du nouvel arrêt de la Chambre civile du 5 juin 1883.

Il y a dans la cause, chose définitivement jugée que les articles 1792 et 2270 du Code civil comprennent dans un délai unique de dix ans, à partir de la réception des travaux, la responsabilité que l'article 1792 établit à la charge des entrepreneurs et des architectes, et l'action en garantie

que le même article accorde au propriétaire de l'édifice à raison du vice de la construction ou du sol, de telle sorte qu'après dix ans, les entrepreneurs et les architectes sont déchargés de la garantie dans le passé comme dans l'avenir.

NOUVELLES DIVERSES

VISITE DE LA COMMISSION DES MONUMENTS HISTORIQUES À L'ÉGLISE ABBATIALE DE SAINT-DENIS.

La commission des monuments historiques s'est transportée à Saint-Denis pour examiner s'il y a lieu de continuer une dotation annuelle à titre extraordinaire pour les travaux de la basilique.

M. l'architecte Darcy proposait de dégager le porche qui est du côté des sacristies, de déposer et de refaire les vitraux retraçant l'histoire du premier Empire, de la Restauration et du règne de Louis-Philippe, qui ont été fabriqués à Sèvres et à Choisy-le-Roi, et de pourvoir à certaines réparations qu'exigent les dégradations de la partie supérieure de l'édifice à l'intérieur.

Après avoir étudié sur place les propositions de M. l'architecte Darcy, la commission, réunie dans l'église sous la présidence de M. Antonin Proust, a décidé que M. l'inspecteur Ruprich-Robert serait chargé de présenter un rapport à la commission.

Sans vouloir préjuger l'opinion des membres de la commission, le sentiment général paraissait être, au cours de cette visite, que les réparations urgentes peuvent être soldées sur le crédit d'entretien; que les vitraux du premier Empire, de la Restauration et du règne de Louis-Philippe doivent être conservés à titre de souvenir historique, si ridicule qu'en soit souvent la composition, et si médiocre qu'en ait été l'exécution; enfin, que le dégagement du côté des sacristies peut être ajourné.

La commission a profité de son séjour à Saint-Denis pour faire choix d'un certain nombre de statues qui seront moulées pour le musée du Trocadéro, et pour nommer une sous-commission chargée de réviser les inscriptions trop sommaires et souvent tout à fait barbares qui sont placées sur les tombeaux de Saint-Denis.

Elle a chargé cette même sous-commission d'aviser au moyen de rendre l'entrée de la basilique absolument gratuite, l'État ayant fait, au prix de sacrifices énormes, de l'église de Saint-Denis un musée national qui doit être largement ouvert à tous.

Ajoutons que la commission a été unanime à consigner dans le rapport un nouveau témoignage de son admiration pour les beaux travaux exécutés à Saint-Denis par Viollet-le-Duc et par ses collaborateurs.

LE RAVALEMENT DECENNAL AU CONSEIL D'HYGIÈNE ET DE SALUBRITÉ.

Dans sa dernière séance, le conseil d'hygiène et de salubrité du département de la Seine s'est occupé du règlement administratif qui prescrit de nettoyer la façade des maisons tous les dix ans au moins.

Plusieurs membres du conseil ont fait remarquer qu'en continuant à appliquer cette disposition, il ne restera plus

rien un jour ou l'autre, des sculptures remarquables qui ornent un grand nombre d'immeubles de Paris.

Comme les avantages que l'hygiène publique peut retirer de cette mesure sont discutables, surtout lorsqu'il s'agit de façades en pierre de taille, on peut se demander s'il ne conviendrait pas de restreindre le grattage aux façades peintes ou enduites de crépi.

Le docteur Loiseau, qui appartient en même temps au conseil de salubrité et au conseil municipal, a été chargé de porter le débat devant ses collègues du pavillon de Flore.

LES ARÈNES DE LUTÈCE

Nos lecteurs nous sauront certainement gré de leur donner sur cette question le rapport *in extenso* de M. Cernesson.

« Messieurs,

« Par délibération du 21 février dernier, vous avez autorisé le classement d'une rue à ouvrir entre les rues Linné et de Navarre, sur l'emplacement de l'ancien couvent de Notre-Dame-de-Sion, et approuvé la convention faite avec les acquéreurs de cette propriété, MM. Naud et Cie, par laquelle ces derniers consentaient à ce que les fouilles nécessaires au déblayement de la rue projetée fussent surveillées par un délégué de la Ville, chargé de constater l'importance des vestiges des Arènes de Lutèce qu'on supposait devoir rencontrer dans les fouilles. Aux termes de ladite convention, la Ville avait la faculté de faire exécuter des relevés, dessins, croquis ou vues photographiques des substructions qui pourraient être mises à jour, et même de prendre possession de tous les fragments ou objets qui seraient trouvés et mériteraient d'être conservés pour en faire le dépôt au Musée municipal établi à l'hôtel Carnavalet.

« En outre, la Ville avait le droit de faire opérer des fouilles pour son propre compte, mais avec l'obligation d'enlever à ses frais les terres et matériaux en provenant.

« Par suite, les fouilles projetées furent entreprises et, dès les premiers jours de mars 1883, des vestiges de substructions anciennes furent mis à jour. A partir de ce moment, l'Institut et les Sociétés savantes envoyèrent des délégués chargés de constater l'intérêt que présentait au point de vue historique et artistique, la découverte des ruines des Arènes. Ils reconnurent, à l'unanimité, que leur conservation devait être assurée.

« A votre séance du 14 mars dernier, M. le Président donna connaissance au Conseil de deux lettres qui nous étaient adressées, l'une de notre grand historien national, M. Henri Martin, l'autre par M. G. Duplessis, au nom de la Société nationale des Antiquaires de France, adressant un pressant appel en faveur de la conservation et du dégagement des ruines des Arènes.

« C'est alors aussi que la Commission des monuments historiques et l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres émettent chacune, séparément, le vœu que le Conseil municipal avisât aux moyens de mettre à jour et de conserver la plus grande partie possible des Arènes.

« Pendant ce temps, les fouilles qui continuaient sans interruption et en différents points, mirent à jour :

« 1° Un restant de galerie d'égout (en latin : *cloaca*)

servant assurément à déverser dans la Seine les eaux de pluie du versant de la colline du Panthéon ;

« 2° Une partie du mur elliptique formant l'enceinte de l'arène proprement dite ;

« 3° Une partie de mur de même construction et de même nature que le précédent, paraissant former le soubassement d'un des côtés du vestibule, ou de l'entrée des Arènes.

La portion de mur elliptique, récemment mise à jour, constitue le complément de la découverte faite en 1869 dans le terrain voisin appartenant à la Compagnie des Omnibus.

« On peut être assuré dès maintenant que, si les fouilles étaient continuées, on découvrirait à peu près la moitié de l'enceinte de l'arène, c'est-à-dire, à peu de chose près, la partie équivalente du mur elliptique mis à jour en 1869 et 1870, recouvert depuis par les ateliers et écuries du dépôt de la Compagnie des Omnibus.

« Ajoutons que les substructions, de ce côté, n'ont été que très peu atteintes par les bâtiments du dépôt et qu'elles furent respectées par les constructeurs dans la mesure du possible.

« En ce qui concerne les substructions du mur du vestibule, on y rencontre des parties en renforcement paraissant former les soubassements de grandes niches semi-circulaires, comme on les rencontre habituellement dans tous les édifices romains, tels que thermes, amphithéâtres, basiliques, etc.

« Vos commissions se sont transportées à plusieurs reprises sur le terrain, accompagnées de MM. les Délégués de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres qui nous ont adjurés, au nom de la Science et de l'Histoire, de conserver ce précieux spécimen d'un monument gallo-romain de la ville qui fut le berceau de Paris.

« Sur ces entrefaites, les pourparlers continuaient entre l'Administration de la Ville de Paris et les acquéreurs de l'ancien couvent, au sujet du prix d'acquisition des terrains en provenant. Par une lettre en date du 5 juin, MM. Naud et Compagnie confirment à M. le Directeur des Travaux de Paris les conditions débattues de céder les 7,000 mètres de terrain moyennant le prix de 1,200,000 francs, ce qui revient au prix de 171 francs le mètre superficiel.

Une nouvelle et dernière réunion des deux Commissions eut lieu aux Arènes. A cette réunion assistaient les délégués de l'Institut et M. Kämpfen, directeur des Beaux-Arts, accompagné de M. Ruprich-Robert, inspecteur général des monuments historiques.

M. le Directeur des Beaux-Arts, invité à faire connaître si l'Etat coopérerait, pour sa part, dans l'œuvre de conservation qu'on sollicitait de la ville de Paris, comme quelques personnes en donnaient l'assurance, déclara que les instructions qu'il avait reçues ne lui permettaient que de témoigner de la vive sollicitude de M. le Président du Conseil, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, pour la conservation des ruines des Arènes.

« Ces réserves ont été comprises par vos Commissions, qui alors ont passé à l'examen des questions soulevées par les ruines des Arènes.

« Sur le premier point en discussion, à savoir, si les ruines découvertes méritaient d'être conservées, plusieurs de nos collègues ont fait remarquer que la Ville, en acqué-

rant les terrains renfermant les vestiges des Arènes, ferait un sacrifice qui ne serait nullement en rapport avec l'intérêt artistique qu'elles présentent; que, de plus, l'état des finances de la Ville ne permettait point de faire une dépense de cette nature, qui pourrait être utilement consacrée à l'Assistance publique, aux écoles ou même à des travaux d'assainissement et de viabilité.

« La majorité des membres de vos deux Commissions réunies n'a point été de cet avis.

« L'intérêt que présentent les ruines des Arènes nous a paru suffisamment démontré par les délibérations des corps savants qui ont pour mission de diriger et de développer l'éducation nationale. Incidemment, il a été fait remarquer que si, comme quelques-uns de nos collègues le proposaient, on ne conservait le souvenir des Arènes que par des dessins, des modèles en relief ou des vues photographiques, on s'écarterait du programme de l'enseignement des choses, si favorablement accueilli cependant par le Conseil municipal.

« A ce point de vue comme à tant d'autres encore que pourrait soulever l'existence de cette importante question, il suffit qu'il y ait un sujet d'instruction pour la population parisienne et surtout pour la jeunesse de nos écoles, pour que le Conseil n'hésite point à faire un sacrifice dans une mesure acceptable.

« Sur le deuxième point, concernant la nature et l'importance du concours financier de la Ville, vos Commissions ont été d'avis de proposer l'acquisition des terrains au prix débattu de 1,200,000 francs, avec cette réserve que l'État payerait la moitié de cette dépense.

« L'autorisation d'acquérir de MM. Naud et C^{ie} les terrains renfermant les vestiges des Arènes de Lutèce n'est donc que conditionnelle. Si le Gouvernement ne peut donner le complément nécessaire, MM. Naud et C^{ie} reprendront toute leur liberté d'action.

« C'est dans ces conditions et avec ces réserves que nous vous proposons de répondre aux vœux des citoyens et des corps savants qui vous ont réclamé de prendre en main la défense des intérêts légitimes de la science et de l'histoire.

« Restait un point à examiner, celui de savoir ce qu'on pourrait faire des ruines des Arènes.

« A cet égard, le vœu d'établir un square a été favorablement accueilli. La dépense maxima serait, d'après M. le Directeur des travaux, de 350,000 francs, en y comprenant les dépenses déjà faites ou à faire ultérieurement pour les fouilles archéologiques et les terrassements du square.

« Mais nous n'avons point à nous préoccuper, pour le moment, de cette dépense. Les fouilles, si elles sont continuées, devront être conduites avec une sage lenteur. L'intérêt de l'art et de la science l'exige.

« Ce n'est donc que dans deux ou trois ans au plus que l'arrangement des ruines au milieu du square pourra être entrepris. La dépense maxima immédiate s'élèverait donc à la somme de 600,000 francs à prendre sur la réserve du budget de 1883, augmentée d'une somme de 200,000 francs au plus, pour les fouilles à faire dans le cours de la présente année. »

A la suite de ce rapport et, dans sa séance du 30 juillet dernier, le Conseil, après une longue discussion, a voté par 36 voix contre 23, sur 59 votants, l'acquisition au prix

de 1,200,000 francs du sol des Arènes de la rue Monge. Ce monument gallo-romain sera donc conservé. Il sera établi un square sur l'emplacement de ces ruines.

BÂTIMENTS SCOLAIRES.

Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts vient de rendre l'arrêté suivant :

Article premier. — Les arrêtés préfectoraux autorisant les communes, soit à acquérir des immeubles pour établissement d'écoles, soit à exécuter des travaux de construction ou appropriation de bâtiments scolaires, devront, à peine de nullité, viser les traités passés entre les communes et la caisse des lycées, collèges et écoles.

Art. 2. — Aucun projet de construction de maison d'école dont le devis dépasse 50,000 francs ne sera présenté au Conseil général s'il n'a été approuvé par le comité départemental des bâtiments civils.

Les projets entraînant une dépense inférieure à ce chiffre pourront, en outre, être soumis au même comité, dans tous les cas où le préfet jugera son avis nécessaire.

Art. 3. — Pour l'examen de tout projet scolaire, l'inspecteur d'académie est nécessairement appelé au sein du comité des bâtiments civils. Il a voix délibérative.

Art. 4. — Un extrait de la délibération du comité des bâtiments civils sera produit à l'appui de la demande de subvention ou d'emprunt.

Art. 5. — Lorsque le projet de construction aura été approuvé par le ministre, l'une des copies des plans et devis sera remise à l'inspecteur primaire chargé de contrôler les travaux.

Art. 6. — La réception des travaux sera faite par le maire de la commune et par l'inspecteur primaire de l'arrondissement.

Le préfet pourra, en outre, au cours de l'exécution et si les circonstances l'exigent, charger un membre du comité des bâtiments civils, ou un délégué choisi par cette assemblée, de vérifier sur place la marche des travaux.

Art. 7. — Le paiement des secours accordés par le ministre ne sera effectué que si l'état des propositions est accompagné d'un certificat de réception des travaux.

Des acomptes sur les subventions pourront toutefois être payés sur la production d'un certificat constatant l'état d'avancement des travaux.

Art. 8. — Pour les constructions d'écoles nationales ou d'écoles normales, la réception des travaux sera faite par le préfet ou par son délégué, assisté d'un membre du comité des bâtiments scolaires institué au ministère.

Art. 9. — Une indemnité de 100 francs sera allouée pour chaque projet de construction d'école à l'inspecteur primaire. Cette indemnité sera portée au devis.

Il ne sera accordé aucune autre indemnité à l'inspecteur primaire pour missions relatives aux maisons d'école.

Art. 10. — L'arrêté du 8 novembre 1881 est et demeure rapporté.

Art. 11. — Le préfet et l'inspecteur d'académie de chaque département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

DISTRIBUTION DE L'EAU DANS LES APPARTEMENTS A PARIS

Le Préfet de la Seine vient de publier l'extrait du règlement sur les abonnements, qui suit :

Pendant le cours de l'année 1883, la Compagnie générale des eaux livrera gratuitement, sur la demande des propriétaires, la prise d'eau, le branchement et la colonne montante :

1° Dans les maisons n'ayant pas d'abonnement d'eau et consentant des abonnements d'au moins 32 fr. 40 par étage ;

2° Dans les maisons ayant déjà un abonnement où il sera souscrit un supplément d'égalément 32 fr. 40 par étage ;

Seront considérés comme étages, les rez-de-chaussée comprenant des appartements ou logements habités bourgeoisement.

A partir de la colonne montante, les tuyaux destinés à la distribution de l'eau dans les appartements ou sur les paliers seront établis par les propriétaires ou les abonnés et par les entrepreneurs de leur choix.

Il pourra être alloué une prime de 30 francs à chaque abonné nouveau qui prendra l'eau sur les colonnes montantes dans l'année de leur exécution.

Cette prime sera payée après l'exécution des travaux de distribution.

Dans le cas où les propriétaires feraient exécuter eux-mêmes la colonne montante à leurs frais, il leur sera alloué à titre de prime, les deux cinquièmes du montant des abonnements nouveaux branchés sur la nouvelle colonne montante, pendant chacune des cinq premières années de l'établissement de cette colonne.

Le tarif des abonnements d'appartement est réglé de la manière suivante :

Un seul robinet établi au-dessus de la pierre d'évier, dans un appartement habité par 1, 2 ou trois personnes : 16 fr. 20 c. par an.

Pour chaque personne, en plus : 4 fr.

Pour chaque robinet supplémentaire que l'abonné voudra placer dans les appartements :

Dans les cabinets d'aisances.	4 fr.
Dans les salles de bains	12 »
Dans les salles de douches	9 »
Dans les autres parties de l'appartement	6 »

Pour les étages dans lesquels il n'y aurait pas de logements d'une valeur réelle de location dépassant 500 francs par an, les propriétaires pourront faire établir un robinet de palier dont ils disposeront exclusivement au profit des locataires habitant l'étage où sera établi ce robinet, et n'y exerçant ni commerce ni industrie donnant lieu à l'emploi de l'eau.

Le prix à payer pour l'usage de chaque robinet de palier est de 16 fr. 20 c., par an.

Disposition générale. — Il est formellement interdit à tout abonné de laisser embrancher sur sa conduite, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, aucune prise d'eau au profit d'un tiers.

Les eaux de la ville de Paris étant des eaux publiques, inaliénables et imprescriptibles, et ne pouvant faire l'objet d'aucun commerce, ne sont concédées aux habitants qu'à la condition de n'en disposer que pour leur usage personnel ou celui de leurs locataires ; il est donc interdit à l'abonné de disposer ni gratuitement, ni à prix d'argent, ni à quelque titre que ce soit, en faveur de tout autre particulier ou intermédiaire, de la totalité ou d'une partie des eaux qui lui sont fournies d'après sa police d'abonnement.

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE LYON

PROGRAMME

DU

CONCOURS D'ARCHITECTURE

La Société académique d'Architecture de Lyon, ouvrant chaque année, aux termes de ses Statuts, un concours public, propose, aux Architectes français et étrangers, pour sujet de concours de l'année 1883 :

UN ASILE DE NUIT

Cette construction sera érigée sur un emplacement situé avenue du Château, à l'angle de la rue Boileau, conformément au plan ci-annexé.

Elle comprendra :

Deux salles de cent lits chacune, pour hommes et pour femmes, une salle de dix lits pour les enfants avec leur mère, une buanderie, une lingerie, une chambre chaude pour désinfecter et sécher les vêtements, une cuisine, un réfectoire divisé en deux parties, une installation de bains de dix cabines, des lavabos.

Un grand chauffage public ouvert toute la journée, un dispensaire et une pharmacie à l'usage du public, les bureaux de l'Administration, composés de quatre ou cinq pièces, un concierge surveillant, un bureau d'inscription et d'examen.

L'Asile sera complété par un petit hospice de vingt-cinq lits, recevant provisoirement les malades, divisé en chambres contenant chacune quatre lits au maximum. Il comprendra ses dépendances : tisanderie, chambre de surveillants, lavabos, privés, etc. Un petit oratoire sera placé à proximité de cet hospice.

Il y aura, en outre, des logements pour le directeur, l'économe et huit surveillants hommes et femmes, des urinoirs et des cabinets d'aisances.

Les dépendances du service comprendront : un dépôt à charbon, divers magasins d'approvisionnement, une



petite remise, une écurie pour un cheval et ses accessoires.

On indiquera le service du chauffage et de la ventilation.

Les concurrents devront présenter les dessins suivants.

1^o Un plan des sous-sols, à l'échelle de 0^m,005 par mètre;

2^o Un plan de rez-de-chaussée, un plan du 1^{er} étage, la façade principale et une coupe générale, à l'échelle de 0^m,01 par mètre;

3^o Une coupe sur le petit oratoire, à l'échelle de 0^m,50 par mètre.

Les projets soumis au concours seront transmis *franco* au Palais des Beaux-Arts de Lyon, à l'adresse du Secrétaire de la Société, avant le 5 décembre prochain, terme de rigueur; aucun délai ne pourra être accordé aux concurrents qui seraient en retard.

Conformément à l'article 26 des Statuts, le rapport sur le concours sera confié à une commission de sept membres élus au scrutin secret, à la majorité des suffrages.

Les prix seront distribués, aux auteurs des projets couronnés, dans la séance du premier jeudi de février 1884.

1^{er} Prix : Une médaille d'or.

2^e Prix : Une médaille d'argent.

Arrêté en séance, au Palais des Beaux-Arts, le 1^{er} mars 1883.

Le Président,
A. LOUVIER.

Le Secrétaire,
A. COQUET.

SOCIÉTÉ CENTRALE DES ARCHITECTES

CONGRÈS ANNUEL DES ARCHITECTES. ÉCOLE DES BEAUX-ARTS

Séance du samedi 16 juin 1883

LISTE DES RÉCOMPENSES DÉCERNÉES EN 1883

1^o Architecture privée.

Médaille d'argent : M. E.-L.-F. DAINVILLE, architecte, à Paris.

(Fondation Lesonfaché),
1874

M. Léon LENOIR, architecte, à Nantes.
Mention de Jurisprudence : M. Edmond Joly, architecte, à Paris.

Mention d'Archéologie : M. Georges ROHAULT DE FLEURY, architecte, à Paris.

2^o Ecole de France à Athènes.

Médaille de bronze offerte *ex æquo* à MM. POTTIER et REINACH, élèves de l'école de France à Athènes. (Fouilles archéologiques de Myrrhena).

3^o Ecole nationale des Beaux-Arts.

Médaille d'argent : M. Jean MINCOU, élève de M. GUADET. (Fondation Destors),
1875

4^o Ecole des Arts décoratifs.

Médaille d'argent : M. Marcel ROUILLARD, élève de M. Ruprich-Robert. (Fondation Rolland),
1874

5^o Ecoles privées d'architecture.

Médaille d'argent : M. Louis PONCET, élève de MM. Vaudremer et Raulin. (Fondation Bouvens Van der Boyen),
1874

6^o Ecole municipale d'apprentis.

Médaille d'argent : M. Charles LEROUX, apprenti serrurier.

Médaille de bronze : M. Frédéric DESCROIX, apprenti menuisier.

7^o Concours d'Architecture de la Société libre des Beaux-Arts.

Médaille de bronze : M. Charles NORMAND, élève de MM. A. Normand et André.

Cercle des ouvriers Maçons et Tailleurs de pierre.

Médaille d'argent : M. Jean LAPORTE, ouvrier maçon.

Médaille de bronze : M. M. N. TANQUERELLE, ouvrier maçon.

9^o Personnel du bâtiment.

Médaille d'argent : M. Théodore FOUCHÉ, entrepreneur de maçonnerie, à Paris.

M. RIFFAUT, entrepreneur de maçonnerie, à Paris.

Médaille de bronze : M. Louis BURON, contre-maître charpentier, à Paris.

— M. Victor COINTREAU, serrurier d'ornements, à Nantes.

— M. Albert DUBOIS, contre-maître serrurier, à Paris.

— M. Antoine JAVELON, maître compagnon maçon, à Paris.

— M. Edouard PETITJEAN, chef d'atelier peintre, à Paris.

10^o Industries d'art.

Médaille d'argent : M. VILLEMINOT, sculpteur, à Paris. (Fondation P. Edilée), 1877

11^o Fondation Salleron (1882).

Médaille de bronze : M. ROUSSEAU, correcteur, à Paris.

BIBLIOGRAPHIE

La livraison de juillet 1883 de la *Revue des Arts décoratifs* (A. QUANTIN, 7, rue Saint-Benoît, éditeur), contient les matières suivantes :

TEXTE : Les ornements de la femme : la table à ouvrage et les outils de travail ; I, par Antony Valabrègue. — Les ustensiles de cuisine : le Moyen Age et la Renaissance (suite), par Pedro Rioux de Maillou. — Les cuivres anciens du Cachemire, par Jacques de Biez. — L'enquête sur les industries d'art : rapport de M. Antonin Proust. — Chronique. — PLANCHES HORS TEXTE : Grands bureaux en bois d'ébène et en bois de rose, par Bouille, de l'époque de la Régence (Ministère de la Marine). — Porte d'un coffret, par Michel-Ange (Musée national de Florence). — Céramique anglaise (XIX^e siècle) : pot à bière, bock, vases en grès, par M. Doulton (collection du Musée des Arts décoratifs). — Couteaux à manches de buis sculpté, travail

du XVI^e siècle (Musée des Arts décoratifs). — GRAVURES DANS LE TEXTE : Encadrement de page composé pour la *Revue des Arts décoratifs*, par H. Poterlet. — Le métier de haute-lisse chez les anciens Égyptiens ; — quenouille égyptienne, boîtes égyptiennes (Musée du Louvre) ; — femme grecque au travail ; — le métier de Pénélope ; — épingles trouvées à Pompéi ; — boîte à épingles ; — épingles avec pelote formée par une tortue ; — ciseaux trouvés à Pompéi ; — la cuisine au Moyen-Age, composition de Ch. David. — Petit réchaud, d'après Viollet-le-Duc. — Landiers (Musée de Cluny), usage des landiers, d'après Viollet-le-Duc. — Crémaillères du XV^e siècle (Musée de Cluny). — Soufflets, pelles, pincettes et couronne d'office. — Bouillotte, chaudrons, marmite (Musée de Cluny). — Cuillers, couteaux, fourchettes. — Grils à poissons. — Le chaudronnier. — Fragments d'ornements empruntés aux cuivres anciens du Cachemire. — Cartouche composé par Androuet du Cerceau (dessin de la galerie des Uffizi à Florence).

PETITE CORRESPONDANCE

Un de nos abonnés nous pose la question suivante :

« Une maison construite porte une corniche saillante, formant chéneau : la saillie sur la face et sur le retour est d'environ 0,45. Il s'agit de savoir si le voisin a le droit de faire couper la partie saillante pour continuer une construction plus élevée que celle existante ».

Nous supposons, faute d'explication précise, que par « retour » on entend ici le mur joignant immédiatement l'héritage voisin, c'est-à-dire le mur susceptible de devenir mitoyen. Dans ce cas il n'y a pas de doute possible : le riverain, en vertu de son droit formel, achète et paye, avant de rien toucher audit mur, la mitoyenneté et, le prix acquitté, il est dûment propriétaire de la mi-épaisseur formant parement chez lui. Par conséquent son droit est d'abattre toutes les saillies existantes sur son parement de face et retour. Bien plus, nous estimons qu'un mur mitoyen est chose indivise et nos habitudes parisiennes veulent qu'aucun profil ni saillie n'y doivent figurer sur toute l'épaisseur en parement sur la face. On y applique seulement chacun sur sa mi-épaisseur les tuyaux de chute des eaux pluviales.

J. BOUSSARD.

Architecte-expert près le Tribunal civil de la Seine.

EXPLICATION DES PLANCHES

Pl. 35 et 36. — L'Eden-Théâtre est allé demander aux civilisations orientales des emprunts d'architecture et, disons de suite, que l'aspect du monument gagne une certaine originalité d'art à cette heureuse idée.

Cette civilisation Hindoue est, du reste, fort étrange au point de vue de ce que nous croyons savoir sur les origines des ordres. Sont-ce les Grecs qui ont créé les ordres et réglé l'usage de la colonne dans la construction ou ne

sont-ils que des adaptateurs moderne de lois plus anciennes ? Plus la civilisation recueille des documents sur ce qui fut l'histoire passée, plus cette dernière hypothèse paraît vraisemblable et plus aussi elle est logique. Après l'Orient, l'Assyrie ; après l'Assyrie l'Égypte ; après l'Égypte la Grèce ; après la Grèce Rome ; après Rome Paris. Telle paraît être la marche de la tradition civilisée, telles paraissent l'écrire les ruines que nos pionniers modernes mettent chaque jour à découvert ; et ces ruines sont si gigantesques qu'on est conduit à se demander quelle fatalité pèse sur la race humaine pour la conduire à détruire ainsi le lendemain ce qu'elle a fait la veille. Ah ! les socialistes modernes auraient beau jeu de se loger gratis dans tous ces beaux monuments que leur brutale ignorance rejette au néant, et la question des loyers serait vite résolue s'ils avaient conservé intacte l'innombrable quantité des œuvres détruites par leurs rages sauvages. Le jour où les révolutionnaires comprendront qu'il y a tout profit pour eux à se loger dans les palais plutôt que de les brûler et ruiner, l'art se consolera vite de toutes les secousses si stériles dans l'histoire des civilisations.

Mais nous voilà bien loin de l'Eden dont notre gravure rend l'exacte impression. Personnellement, nous considérons cet essai comme très heureux, et de cette décentralisation de nos idées artistiques pourrait naître un mouvement intéressant. MM. Klein et Duclos ont donc été bien inspirés en sortant de nos habitudes traditionnelles.

Pl. 38. — Coupe du tombeau, publié par le *Moniteur* avec tous ses détails. Cette planche était nécessaire à la monographie de cette belle œuvre.

Pl. 39. — Petite mairie de canton fort intéressante : les façades et détails suivront.

Pl. 40. — Ce type de construction rurale est très complet et des plus intéressants : il comprend le logement de nos animaux domestiques les plus communs et ses dimensions sont assez réduites pour que son exécution n'en soit pas dispendieuse.

Pl. 41. — L'architecture militaire ne sera bientôt plus qu'un souvenir, car les besoins d'expansions des cités d'une part, et l'art de la casemate de l'autre, lui réservent un avenir des plus effacés. Les rares spécimens qu'il en reste sont donc des plus intéressants. La porte de Cambrai avec ses surfaces couvertes de pointes de diamant formant bossage est une originalité dans ce genre.

Pl. 42, 43 et 44. — *Situation.* — Cette école a été construite pour 50 élèves. Le terrain sur lequel elle est bâtie a une superficie de 50 ares. Il a été prélevé sur le Jard, l'une des promenades de la ville.

La longueur totale est de 105 mètres et s'étend en bordure sur le boulevard Saint-Etienne. Sa largeur est de 60 mètres.

Ce terrain est limité au Nord par le boulevard Saint-Etienne, à l'Est et au Sud par la promenade du Jard, et à l'Ouest, par un chemin longeant le canal latéral à la Marne.

Construction. — Les fondations profondes ont été remplies de béton de chaux hydraulique. Tous les sous-sols sont construits en moellons d'Euville et en meulière ; ils sont recouverts de petites voûtes reposant sur des fers à I.

Les façades sont construites : en moellons durs pour le socle du côté du Jard (la pierre n'étant employée qu'aux angles et aux chaînes), en moellons piqués pour les parements et en moellons bruts pour les intérieurs. Le tout liaisonné par des assises de pierres de taille.

Toute la charpente des solivages est en chêne ; les poutres et pièces principales sont seules en fer. La charpente du comble est en chêne et sapin. La couverture est en ardoise des Ardennes, les chéneaux et garnitures en zinc et plomb.

La menuiserie est toute en chêne, sauf le plancher du comble, qui est en sapin du Nord.

Toute la peinture est faite en tons unis, sans aucun décor, avec quelques galons et filets.

Toutes les croisées sont faites à quatre vantaux, avec imposte. Ce système permet de ventiler rapidement. Il est, en outre, réservé dans les appuis des fenêtres, des prises d'air, permettant l'introduction d'air frais, à l'aide de conduits ménagés dans les planchers.

Le chauffage se fait par des poêles à double enveloppe avec prises d'air extérieures.

Les prises d'air de chauffage et de ventilation peuvent être ouvertes ou fermées à volonté.

L'éclairage se fait au gaz.

Dans les dortoirs, lavabos, cabinets, les becs de gaz font appel.

Des services et postes d'eau avec raccords d'incendie sont installés dans toutes les parties de l'édifice.

Mobilier. — Les tables de classe et d'étude sont à deux places, elles ont 1 mètre 50 de longueur. Elles ne comprennent ni banc, ni dossier ; chaque élève a une chaise.

Les études et classes contiennent en outre des armoires non vitrées.

Les salles de physique, de réunion, de bibliothèque, sont munies de vitrines, bibliothèques et armoires diverses mobiles et d'un placement facile.

Le réfectoire est meublé de tables fixes garnies de marbre et de bancs mobiles.

Le mobilier de la cuisine se compose d'un fourneau, d'une table à découper et de meubles divers.

Chaque coucher d'élève comprend :

1 lit en fer, 1 sommier, 1 matelas, 1 traversin, 1 oreiller, 2 couvertures, 1 couvre-pieds, une descente de lit, une chaise.

Les lits d'adjointes comprennent en outre, un édredon.

DEPENSES.

Le montant des travaux s'élève à la somme de 415,000 francs, décomposée de la manière suivante :

	Terrasse	1,052 94	
	Maçonnerie	109,762 50	
	Plâtrerie	18,275 67	
	Charpente	26,069 29	
Ecole Normale.	Couverture	20,399 94	246,926 58
	Menuiserie	35,389 69	
	Serrurerie	20,873 10	
	Peinture, vitrerie	12,434 69	
	Marbrerie	2,668 76	
		246,926 58	

Dépendances De l'école Normale.	Préau couvert	9,287 61	38,891 31
	Galerie	7,444 70	
	Cuisine, hangars, bûchers	5,420 69	
	Cour d'honneur	5,498 31	
	Aisance	500 »	
	Mur de clôture	10,750 »	
		38,891 31	

Ecole et aile annexes.	Terrasse	429 33	41,659 44
	Maçonnerie	19,664 63	
	Plâtrerie	1,731 45	
	Charpente	4,791 02	
	Couverture	2,640 35	
	Menuiserie	8,219 32	
	Serrurerie	2,404 04	
	Peinture	1,789 30	
		41,659 44	

Dépenses des annexes	5,422 49
Mobilier de l'école Normale (Mobilier fixe et mobile, gaz, eau, sonneries électriques)	50,000 »
Mobilier des annexes	6,000 »
	388,899 82
Honoraires de l'architecte	15,555 98
Imprévus	10,544 20
Total général	415,000 »

Pl. 45. — Le lavoir de Malakoff forme un quadrilatère irrégulier de 120 mètres carrés de superficie, comprenant :

- 1° Une maison d'habitation ;
- 2° Un lavoir ;
- 3° Un séchoir ;
- 4° Un bâtiment pour les machines et le cuvier ;
- 5° Un sous-sol.

Longueur de façade sur rue, 22 mètres.

Largeur maximum, 13^m,40.

Le lavoir est composé d'un bâtiment principal et de deux parties vitrées adossées. Les fondations sont en meulrières de 0^m,60 d'épaisseur.

La charpente principale est composée de 8 fermes. Elles sont en partie constituées par des moises de 22/8 et 25/8 et des fers à T de 14/5. L'ensemble est porté par 37 poteaux en bois de 22/22 d'équarrissage. Les fermes sont espacées de 4 mètres et 4^m,69 d'axe en axe.

Disposition intérieure. — Les places réservées aux laveuses sont disposées de côté et d'autre de chaque pile transversale de poteaux. Il y a sept rangées de 11 places, plus trois rangées de 9 places. Les baquets sont espacés de 1,98. Chaque place comporte un baquet à eau froide et un baquet à eau chaude. Chaque baquet a une capacité de 125 litres. Ils sont portés par une charpente en bois et placés à 0^m,30 au-dessus du sol. Cette charpente, d'une hauteur de 1^m,80, porte ensuite deux tringles, deux planches à savon et deux planches à laver (0,36/0,05).

Séchoir. — Le séchoir, placé au premier étage, a 2^m,50 de hauteur. Le plancher est formé d'une série de solives de 22/8 d'équarrissage, espacées de 0^m,40 d'axe en axe, sur lesquelles on a cloué des planches de 27^m/m d'épaisseur bien jointives et avec couvre-joint.

Ce séchoir comprend 27 loges de 3^m,50 de longueur sur 1^m,50 de largeur, fermées à clef et séparées entre elles par

des cloisons à claire-voie. Dans chacune de ces loges sont disposées 6 tringles en bois pour étendre le linge.

Des persiennes et quatre ventilateurs suffisent pour bien les aérer.

Bâtiment des machines. — Ce bâtiment est fermé par des murs en brique de 0^m,25 d'épaisseur, sa superficie est de 50 mètres carrés. La cheminée, qui y est adossée, a 20 mètres de hauteur et 1^m,66 de diamètre à la base. Une ouverture carrée avec chaperon, percée dans la toiture, au-dessus du cuvier, permet à la vapeur de s'échapper. Le cuvier a 2^m,70 de diamètre et 1^m,70 de hauteur. Ce bâtiment renferme de plus une chaudière, une pompe à vapeur, un réservoir d'eau chaude de 9,000 litres de capacité, un réservoir d'eau de Javel et un de lessive.

Sous-sol. — Le sous-sol comprend : une cave au vin, une cave au charbon et une fosse d'aisances. Un faux plancher en fers à T de 0^m,18 ailes ordinaires, porte le cuvier dont le fond se trouve à 1 mètre en contre-bas du sol du rez-de-chaussée.

Sol. — Le sol du rez-de-chaussée est formé par deux couches, l'une de béton Coignet et l'autre d'asphalte. La première de 16 centimètres d'épaisseur, la seconde de six centimètres. Le plancher haut du sous-sol ou des caves a 0^m,40 d'épaisseur.

Distribution des eaux. — En avant de la façade principale se trouve un réservoir en tôle de 4 ^m/_m d'épaisseur, renfermant de l'eau froide, et dont les dimensions sont : hauteur 3 mètres, longueur 6 mètres, largeur 4 mètres, ce qui donne une capacité de 72 mètres cubes.

Il est porté par un bâti de fondation en meulière de 0^m,50 d'épaisseur sur lequel reposent 6 colonnes en fonte de 4 mètres de hauteur et 0^m,25 de diamètre réunies entre elles par des fers plats croisés de ^{0,10}/_{0,02}. Sur ces colonnes

se trouve un plancher en fers de 1 de 18 ailes ordinaires écartés de 0^m,70 d'axe en axe.

L'eau de Seine, anémée par les conduites de la ville, passe dans un compteur placé dans la fondation, puis au moyen d'un tuyau en plomb de 27 ^m/_m de diamètre intérieur dans un premier compartiment du réservoir. L'autre compartiment est destiné à recevoir l'eau de puits. Ce réservoir est divisé en deux parties par une plaque de tôle.

L'eau de Seine passe ensuite dans un tuyau semblable dans la chaudière. Puis elle se rend dans le réservoir d'eau chaude, et à l'aide d'un tuyau en cuivre (diamètre intérieur, 0,030) qui suit les murs du bâtiment : elle est distribuée à chaque file paire de baquets (en commençant par la droite). Chaque branchement placé au-dessous de la planche à laver porte autant de robinets qu'il y a de baquets au-dessous d'elle ; ces robinets sont en cuivre.

L'eau froide est fournie :

1^o Par un tuyau en zinc de 0^m,10 de diamètre qui amène l'eau de pluie dans le réservoir d'eau froide ;

2^o Par un tuyau en cuivre de 0,09 de diamètre, amenant l'eau de puits. Cette eau est montée par trois pistons de 0^m,14 centimètres mus par une pompe à vapeur. Le débit est de 25,000 litres par heure.

Un tuyau de plomb (0,06 de diamètre intérieur), amène l'eau de puits du réservoir dans les baquets, au moyen de tuyaux également en plomb de même diamètre que les

tuyaux en cuivre et disposés de la même façon. Les files gauches des baquets reçoivent donc l'eau froide. Il y a en total 208 robinets et 250 mètres de tuyaux.

La lessive, préparée et chauffée dans un appareil spécial placé au sous-sol, est lancée par une pression de vapeur dans le cuvier sous forme de pluie et dans un deuxième réservoir. De celui-ci part un tuyau en cuivre qui amène la lessive aux bureaux. Un robinet placé dans l'intérieur, permet de la distribuer dans des seaux.

Un autre tuyau amène l'eau de Javel, et un robinet qui se trouve dans le bureau, à côté du premier, la distribue de la même façon.

On peut faire la lessive à une atmosphère de pression.

Les eaux sales sont jetées dans des rigoles en asphalte creusées suivant l'axe de chaque batterie ; elles passent ensuite dans une canalisation en tuyaux Doulton de 0^m,25 de diamètre, pour se rendre à l'égout voisin

Devis estimatif. — (Mémoires réglés.)

Terrasse	1.151 75
Pavage et asphalte	6.139 15
Maçonnerie	21.378 07
Charpente	12.534 65
Menuiserie	5.183 33
Couverture	5.874 25
Peinture et vitrerie	2.625 »
Serrurerie	11.247 63
Fumisterie	2.433 75
Plomberie d'eau	6.789 28
Plomberie de gaz	929 80
Chaudronnerie	4.975 »
Puits	2.459 21
Réservoirs	2.067 55
Clôture en treillage	1.253 49
Total	86 541 91
Honoraires 5 0/0	4 327 10
Total général	90.869 01
On peut donc compter avec les	
fraîs divers et imprévus sur une	
somme nette de	
100.000 francs.	

Pl. 46 et 47. — Cette construction comprend une salle d'asile pour 130 enfants, et une classe de la méthode Froebel pour 64 enfants. Le terrain qu'elle occupe présente une superficie de 1,145 mètres carrés, dont :

503 mètres carrés occupés par les bâtiments ;

493 — — le préau découvert ;

149 — — le jardin de la directrice.

La classe Froebel, pour 64 enfants, présente une surface de 63 mètres carrés, et un cube de 256^m³, soit 4 mètres cubes par enfant ; elle est éclairée sur le préau découvert et sur le jardin de la directrice.

Le préau couvert est situé sur la rue, ainsi que la classe qui lui fait suite ; ils sont également éclairés sur la cour de récréation.

Le préau couvert, qui peut recevoir, à l'heure du déjeuner, les enfants des deux classes, présente une surface de 130^m²,5, et un cube de 535^m³, ce qui donne pour chaque enfant 2^m³,75,

A côté se trouve la cuisine des enfants.

La classe présente une surface de 96^m²,75, soit 3 mètres cubes par enfant. Ce nombre, plus faible que celui de la

classe Frœbel, est justifié par cette considération que les enfants de la salle d'asile sont âgés de 2 à 5 ans, tandis que ceux de la classe Frœbel, choisis parmi les plus avancés de la salle d'asile, ont généralement de 5 à 7 ans. La classe renferme des bancs et une estrade.

Caves et fondations. — Les fondations sont faites en béton de mortier de chaux hydraulique, avec addition de 1/4 de ciment du bassin de Paris, par suite de fondations dans l'eau.

Au-dessus, elle sont en meulière hourdée en mortier de chaux hydraulique, avec 1/4 de ciment du bassin de Paris.

Les caves n'existent que sous la partie du bâtiment comprenant un premier étage.

Élévation. — Jusqu'à 1^m,40 du sol du rez-de-chaussée, les parements sont en meulière piquée et au-dessus, en moellons piqués de Saint-Maximin; le tout hourdé en mortier de chaux hydraulique. Les jambes étrières et la porte d'entrée jusqu'à 1^m,40, ainsi que les appuis des fenêtres et les linteaux des barbacanes, sont en roche d'Euville. Au-dessus de 1^m,40 du sol, la porte, les armes de la ville de Paris et le tableau d'inscription, sont en pierre de Conflans-Sainte-Honorine.

Les sommiers, clés, bandeaux et corniches sont en vernissé de Méry.

Les arcs des baies et les souches des cheminées sont en briques de Bourgogne jointoyées à l'anglaise.

Les seuils des portes et les marches sont en cliquant de Clamart.

Couverture, charpente. — La couverture des bâtiments est faite en tuile Muller.

Les chéneaux, chemin de service et la couverture de l'auvent sont en zinc n° 14, usine de Bray (Vieille-Montagne).

La charpente est entièrement en sapin, excepté les pignons et les plates-formes qui sont en chêne.

Menuiserie. — La menuiserie extérieure est toute en chêne. Quant à la menuiserie intérieure, les bâtis seuls sont en chêne; le reste est en sapin.

Ventilation. — Pour la ventilation, des prises d'air vicié ont été établies aux extrémités des classes et du préau couvert; l'appel d'air à l'extérieur est produit par la chaleur du tuyau de fumée du poêle, qui passe dans un coffre établi dans les combles, et dans lequel se réunissent les tuyaux de ventilation; il est produit en même temps par un appareil aspirateur, système Nouaillier, qui termine le coffre.

Chaque poêle est, en outre, muni d'une large prise d'air, qui appelle l'air de la salle dans le tuyau de fumée.

Toutes les prises d'air vicié sont susceptibles de s'ouvrir ou de se fermer à volonté.

L'air est amené pur, de l'extérieur, par des conduits placés sous le parquet et aboutissant sous le poêle.

Les prises d'air pur sont toutes situées au nord et à l'est.

Enfin, pour ventiler la salle pendant la nuit, sans que pour cela il soit nécessaire d'ouvrir les fenêtres, il existe dans la partie basse des barbacanes, qui, s'ouvrant à l'aide de petites portes, établissent des courants d'air sans laisser pénétrer la pluie.

Cabinets d'aisances. — Les cabinets d'aisances sont placés dans le préau découvert, sous un auvent.

Les soubassements sont en parpaing d'Euville, de 0^m,12 d'épaisseur, à angles arrondis; au-dessus, les cloisons sont en briques, formant remplissage entre les poteaux de bois qui servent à supporter l'auvent.

Ces briques sont enduites.

Les sièges ont 0^m,22 de hauteur; les revêtements sont en chêne, et ils sont pourvus d'abatants également en chêne.

La fosse qui s'étend sous ces cabinets est ventilée au moyen de trois conduits se réunissant en une seule cheminée surmontée d'un appareil aspirateur.

Détail des prix. — La construction a coûté :

1° En fondation	26.000 fr.
2° En élévation	98.000 fr.
3° Mobilier fixe	6.000 fr.
Total	130.000 fr.

Pl. 48-49. — Nous donnerons dans un de nos prochains numéros quelques détails sur cet intéressant travail.

AVIS DE VENTE

ÉTUDE DE M^e LESUEUR, NOTAIRE A SAINT-QUENTIN (AISNE)

A céder immédiatement, à Saint-Quentin.

Par suite de décès.

Un important Établissement d'entrepreneur de bâtiments en pleine prospérité et très honorablement connu.

Cette maison, la plus ancienne de la ville, comprend notamment, en dehors du matériel roulant, plusieurs briqueteries, une fabrique de plâtre et de chaux, une marbrerie, une scierie de pierres et de vastes ateliers situés en dehors et au centre de la ville.

Facilités de paiement.

S'adresser, pour tous renseignements, audit M^e LESUEUR.

COURRIER FINANCIER

Malgré la stagnation complète des affaires, ou peut-être à cause de cela, les cours se maintiennent.

Il y a peu de chances pour que la reprise ait lieu tout de suite, car le mois d'août n'est généralement pas fort mouvementé, et à moins d'événements politiques ou financiers, il faut se contenter d'un petit courant.

Les Rentes, les actions des grandes Compagnies de chemins de fer et des institutions de crédit donnent lieu à quelques transactions, mais sans grande variation dans les cours.

Les fonds étrangers sont lourds.

Il suffit de consulter la cote pour se convaincre, qu'en résumé, c'est le calme qui règne.

Attendons la reprise patiemment.

L'administrateur-gérant : SAMSON COHN.

Paris. — Imprimerie de l'Ecole centrale, 18, rue de la Perle.

SOMMAIRE DES Nos 8 ET 9

TEXTE. — I. Des vidanges, encore et toujours, par J. Bousard. — II. Jurisprudence, par S. Cohn. — III. Correspondance : Encore l'Atrium, par G. Rozet. — IV. Ecole des Beaux-Arts : Concours de fin d'année. — V. Ecole nationale des Arts décoratifs. — VI. Exposition d'Amsterdam : récompenses. — VII. Bibliographie. — VIII. Nouvelles diverses. — IX. Union centrale des Arts décoratifs : documents officiels de la troisième Exposition technologique des industries d'art. — X. Explication des planches

PLANCHES. — 50. Cheminée d'après J. Lepautre (XVII^e siècle). — 51. Château de Neulize (Ardennes), à MM. Paté frères ; M. A. Gosset, architecte. — 52. Détails d'une des bases du temple d'Apollon de Milet : relevé de M. Thomas, architecte. — 53. Hôtel-de-Ville de Mormant : façades latérales ; M. Dumoulin, architecte. — 54. Idem, coupes transversales. — 55. Tombeau de la famille Chailan, au cimetière Saint-Pierre, de Marseille ; M. G. Allar, architecte. — 56. Pavillon de la Commission française, Exposition d'Amsterdam ; M. P. Lorain, architecte. — 57. Maison Gaillard, à Poitiers. — 58-59. Hôtel des ambassadeurs d'Angleterre, rue des Forges, à Dijon (XV^e siècle) : coupe, dessin de C. Sirodot, architecte. — 60-61. Travaux maritimes d'Anvers. — 62. Panorama de Genève : élévation, plans et coupes. — 63. Id. Détails.

DES VIDANGES

ENCORE ET TOUJOURS!...

Système Piquemal, 18, rue de Paris, Courbevoie.

La fièvre typhoïde à l'état endémique, les menaces de choléra et tout le cortège des maladies infectieuses dont Pasteur, cet autre grand Français, a découvert les origines dans le monde des infiniment petits auxquels les déjections humaines servent de principal véhicule, font un devoir impérieux pour les architectes de porter toute leur attention sur la construction des fosses. Aussi chaque progrès nouveau attire-t-il tout particulièrement notre attention sur cette question si grave à l'étude de laquelle, du reste, l'industrie française apporte comme toujours un concours énergique.

Après de longs tâtonnements et la mise en lumière de principes chimiques nouveaux et particuliers dus aux ingénieurs, voici le tour des gens de métier. Un brave travailleur parisien, M. Piquemal, vient de mettre à l'essai dans les bâtiments de l'assistance publique, un appareil de sa composition à l'examen duquel nous avons été convié, et de cette visite nous avons emporté une excellente impression et l'espoir de voir enfin les constructeurs

maîtres de ce foyer d'infection qu'on appelle « la fosse d'aisances. »

Pour bien faire comprendre cet appareil, il ne sera pas inutile de refaire la nomenclature des éléments divers contre lesquels il faut lutter.

Nous avons déjà expliqué que les déjections humaines se composaient de matières solides et liquides et que les principes infectants étaient contenus seulement dans les liquides. Les solides, en effet, ne sont que du terreau semi-fluide fait de matières organiques dont la dessiccation arrête la décomposition. La nature, prévoyante comme toujours, a eu bien soin, par la disposition des organes déjecteurs, d'empêcher leur mélange aux liquides dont les principes chimiques forment avec eux des composés d'odeur horrible. Elle semble avoir voulu mettre ses créatures à l'abri des conséquences infectieuses de ce mélange, et cette volonté est d'autant plus nette qu'aux animaux, tels que les carnassiers, dont les déjections solides sont susceptibles de décompositions par leur nature exclusive de détritiques de chairs animales, elle a donné l'habitude, mécanique en quelque sorte, de recouvrir de terre leurs déjections pour en amener la dessiccation et empêcher la décomposition.

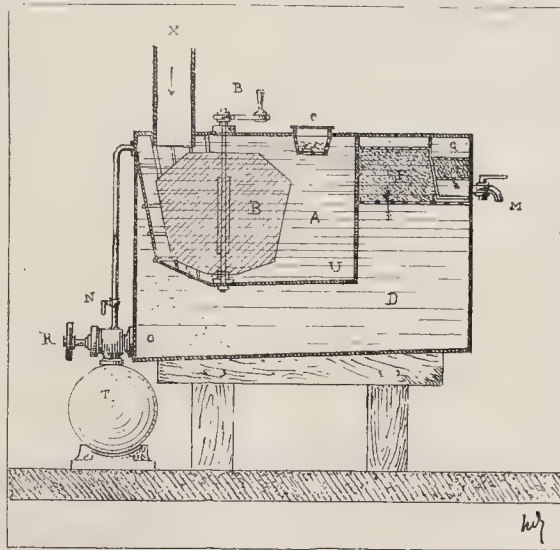
Or, en animaux, qui raisonnent parfois si mal, qu'avons-nous fait ? Nous avons tout naturellement été à l'encontre de ces prescriptions et avons réunis dans un même récipient, liquides et solides en donnant à nos cuvettes, d'appareils soi-disant inodores, les formes les plus commodes pour obtenir ce mélange auquel se refusait la disposition des organes.

Aussi comme la nature s'en donne à cœur joie et comme elle nous empest, semblant vouloir justifier ainsi le vieux dicton « que la vengeance est le plaisir des dieux. »

Toutefois, après bien des siècles et bien des épidémies, nous sommes revenus au système de la division dont la Compagnie Lesage a le monopole par la force de l'habitude, et si nous étions des herbivores seulement, c'est-à-dire des « végétariens », ce système serait suffisant puisque la nature ne prend pas d'autres précautions pour les animaux vivant ainsi. Malheureusement, étant des carnassiers, dans le vrai sens du mot, ou des

« omnivores » par politesse, il nous faut gratter un peu de terre après chaque déjection et c'est le peu de terre desséchante ou désinfectante que nous avons oublié jusqu'alors.

Par quoi remplacer cette petite opération familière aux chats ? Tel est le véritable état de la question.



Voyons donc maintenant comment M. Picquemat l'a résolue.

Bois.

Il reçoit les matières liquides et solides dans une première caisse A, à claire-voie dans sa partie antérieure et armée d'une manivelle verticale à ailettes, B. Enfin, un petit récepteur conique, dont le fond est à claire-voie également, sert à alimenter l'eau dont est rempli l'appareil de sulfate de fer.

Voyons maintenant la manœuvre :

Les matières solides et liquides amenées par la chute X, tombent dans la caisse A, et suivant leur état particulier, vont au fond ou surnagent alors que certaines parties floconneuses restent en suspension dans le liquide. Enfin il fallait compter aussi avec les papiers, les chiffons et les corps étrangers : de là la nécessité de la manivelle à ailettes qui, muc un instant tous les matins, réduit toutes ces horreurs en une purée qu'elle chasse à travers la claire-voie antérieure dans une seconde caisse D, pour de là glisser par un orifice O dans la tinette T. Quand cette tinette est indiquée pleine par un niveau en verre N, on tourne une roue K, laquelle fait manœuvrer une soupape qui vient fermer l'orifice O : il ne reste plus alors qu'à enlever la tinette et la remplacer par une autre vide.

Voilà pour les solides ; voyons maintenant pour les liquides. Ces liquides, amenés par la chute X, pénètrent de la caisse A dans la caisse B par la claire-voie et trouvent leur écoulement par un robinet M. Mais elles n'arrivent à ce robinet qu'en traversant d'abord un premier filtre de gravier F, duquel elles sortent en G, pour de là rentrer dans un second filtre à charbon H, qui ne les rend par le robinet M que complètement épurées, claires, désinfectées et désinfectantes.

Il ne nous reste plus à examiner maintenant que l'état chimique dans lequel ces matières solides et liquides sortent de l'appareil.

Nous avons vu que la caisse A contient un petit récepteur conique C à claire-voie. Dans ce récepteur, on met du sulfate de fer qui entretient, dans l'eau dont est rempli l'appareil, un degré de saturation constant de la dose voulue de 50/0 environ. En présence de ce sulfate de fer, les sels ammoniacaux des déjections par une double décomposition que règle les sels de Berthollet, forment du sulfate d'ammoniaque et mettent en liberté l'oxyde de fer, que son poids entraîne au fond. Or, nous savons que cet oxyde de fer a des propriétés désinfectantes remarquables. M. Rohart l'a démontré à l'Académie des sciences de la façon suivante :

« En employant un millième et demi de réactif, l'eau du grand collecteur a été complètement épurée et rendue limpide en cinq minutes. Cette eau épurée a été exposée toute l'année au soleil, à l'air libre, sans qu'elle s'altérât. En ajoutant à de l'urine une dose de deux pour cent de sulfate neutre, on voit se précipiter instantanément les phosphates l'urée et le mucus ; le liquide se conserve sans putréfaction d'une façon pour ainsi dire indéfinie.

« Ces réactions, précieuses à noter pour la désinfection des fosses, des vidanges ou des égouts, etc... »

Il s'agit ici du sulfate ferrique neutre et pur, mais les sulfates de fer impurs du commerce jouissent de propriétés analogues avec le dosage de 5 kilos par mètre cube d'eau.

Nos matières liquides et solides ayant été malaxées et mélangées intimement au désinfectant, se trouvent donc par le fait désinfectées et imputrescibles, et les liquides recueillis contenant eux-mêmes du sulfate de fer, aideront à la désinfection des égouts et canalisations.

Je cherche vainement dans mon expérience de constructeur une seule objection à cet appareil, si bien compris au point de vue pratique. Il est fermé par un couvercle boulonné qui empêcherait tout débordement accidentel, et si l'opération chimique produisait quelques gaz non solubles, ils trouveraient leur issue par la chute qui, prolongée comme elle doit toujours l'être au-dessus des toits, les perdrait dans l'atmosphère. Les filtres sont facilement renouvelables, et si des corps durs étrangers étaient projetés dans les water-closets, les ailettes de la manivelle les rejetteraient dans le coin U de la caisse A où, par le regard C, ils pourraient être extraits.

Nous ne pouvons donc que souhaiter voir cet appareil livré à bon compte aux constructeurs, et son exploitation, assurée par une compagnie qui en retirera des engrais excellents. Nos égouts ne seront plus infectés par les matières que diluent et entraînent tous les autres appareils en usage, ni par les liquides humains dont le contact décompose et empoisonne tous les autres.

Un grand problème nous semble résolu, et nous sommes heureux de constater qu'il est dû à des travailleurs français.

J. BOUSSARD.

Architecte du ministère des Postes
et Télégraphes.

JURISPRUDENCE

Voici encore une décision en matière de loyers qui intéresse au plus haut point les architectes.

L'obligation, consacrée par l'usage, de donner congé six mois à l'avance, lorsque la location est faite sans écrit, n'existe que pour les locataires de maisons entières, corps de logis ou de boutiques.

Ne peut être assimilé à une boutique, la location faisant face à la porte cochère d'un local situé au rez-de-chaussée de la cour, n'ayant d'autre destination qu'un dépôt de produits qui ne se détaillent nullement dans les lieux, alors surtout que le propriétaire, en consentant cette location n'a pas exigé six mois de loyer d'avance, puisqu'il résulte de ces circonstances que les parties, en contractant, n'ont pas eu l'intention de reconnaître à la location cette destination.

Ainsi décidé par M. le juge de paix du onzième arrondissement, dans les termes suivants :

« Nous, juge de paix ;

« Attendu que la veuve Roger a fait citer devant nous le sieur Clauzel, à l'effet d'entendre prononcer la validité du congé qu'elle lui a donné, suivant exploit du ministère de Roussel, huissier à Paris, en date du 14 mai dernier, des lieux et dépendances qu'il occupe en sa maison, sise à Paris, rue Oberkampf, 111, pour le 1^{er} juillet, mois prochain, en conséquence voir dire qu'il sera tenu de quitter les lieux qu'il occupe dans ledit immeuble, le 8 juillet,

mois prochain; sinon et faute de ce faire se voir autoriser à procéder à son expulsion en la manière ordinaire et accoutumée, avec assistance du commissaire de police, si besoin est, voir ordonner l'exécution provisoire, nonobstant appel de notre jugement ;

« Attendu qu'en réponse à cette demande, contestée par le défendeur, ce dernier déclare se porter reconventionnellement demandeur aux fins de 200 francs de dommages-intérêts, réduits par lui à 100 francs pour réparation du trouble de jouissance à lui causé par l'autorisation qu'il prétend avoir été donnée par la demanderesse au locataire devant lui succéder, de faire figurer au-dessus de l'entrée donnant sur la cour, des lieux qu'il occupe, l'indication de sa profession;

« Attendu tout d'abord, qu'il convient de joindre la demande reconventionnelle à la demande principale, pour être statué sur icelles par un seul jugement ;

« Sur la demande en validité de congé,

« Attendu qu'il est résulté des explications des parties que lorsque le sieur Clauzel est entré dans les lieux au mois de février, la location à lui consentie, pour n'avoir effet que jusqu'au 8 avril suivant, l'avait été à forfait, moyennant 80 francs, somme ne représentant pas la valeur locative, que c'est à la suite de surprise que sa location s'est continuée dans les mêmes conditions, pendant le terme en cours, fait en raison duquel, congé lui a été donné;

« Attendu que, dans l'usage consacré par la jurisprudence, la nécessité de donner congé six mois à l'avance, lorsque la location a été faite sous écrit, n'existe que pour les locataires d'une maison entière, d'un corps de logis ou d'une boutique;

« Attendu que, s'il y a lieu néanmoins, en quelques circonstances, d'assimiler, pour le terme du congé, le local situé au rez-de-chaussée, au fond d'une cour, comme celui dont s'agit au procès, il est indispensable que ce local ait reçu préalablement par la volonté des parties, et notamment celle du propriétaire, une destination spéciale au commerce;

« Attendu que dans l'espèce, dont nous sommes saisi, il est établi par les conditions ci-dessus rappelées, dans lesquelles s'est traitée la location, qu'elle n'a reçu, ainsi que nous avons pu nous en rendre compte en nous transportant sur les lieux, d'autre destination de la part du locataire que celle d'un dépôt de ouates et cotons, lesquels produits ne se détaillent nullement dans les lieux, que le locataire n'y a pas de représentant, qu'il ne paraît faire aucun usage de la perte de ce local ouvrant sur la cour, auquel il accède plus volontiers pour ses besoins personnels sur celle ouvrant sur le couloir, conduisant de la première cour à la seconde de l'immeuble; qu'enfin il est constant que le propriétaire en traitant de la location n'a pas entendu donner au local en question la destination d'une boutique ou d'un magasin par la vente des marchandises au public, auquel cas il aurait certes exigé six mois de loyer à l'avance, conformément à l'usage, ce qui n'a pas eu lieu;

« Attendu que, dès lors, il appert de ce qui précède que s'agissant d'une location d'un chiffre annuel de 320 fr., le congé dont s'agit étant régulier, comme ayant été donné conformément à l'usage des lieux, il convient de le déclarer bon et valable et en conséquence d'ordonner que le

sieur Clauzel sera tenu de quitter les lieux le 8 du mois prochain, sinon et faute de ce faire, d'ordonner son expulsion;

« En ce qui touche la demande reconventionnelle.

« Attendu que s'il a été établi par l'examen que nous avons fait des lieux; qu'au dessus de la porte d'entrée du local, donnant dans la cour, existe sur un fond rouge, l'encadrant en partie, l'inscription : « Sommiers inusables » et par côté « brevetés S. G. D. G. » il est reconnu que cette inscription est le fait d'un sieur Fouquet, locataire, devant succéder dans les lieux au sieur Clauzel, et contre lequel ce dernier a introduit une instance, que le sieur Clauzel excipe qu'il aurait obtenu l'autorisation du propriétaire, la demanderesse le conteste et qu'en l'état aucune justification n'étant faite, il y a lieu de déclarer la demande reconventionnelle non recevable quand à présent pour application de l'article 1725 du Code civil.

« Attendu à l'égard de l'exécution provisoire réclamée que les lieux ayant été reloués, il convient par application de l'article 12 de la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix, de l'ordonner, attendu qu'il y a péril en la demeure et urgence;

« Par tous ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort,

« Joignant la demande reconventionnelle à la demande principale.

« Disant droit sur la demande principale,

« Validant le congé donné au sieur Clauzel pour le premier juillet prochain, et faute par lui d'avoir vidé les lieux, fait place nette, et rempli les obligations de tout locataire sortant le 8 avant midi, ordonnons son expulsion en la manière ordinaire et accoutumée;

« Autorisons l'huissier à se faire assister du commissaire de police;

« Déclarons non recevable, quant à présent, la demande reconventionnelle en déboutant en l'état le défendeur, le condamnant enfin aux dépens. »

« Ordonnons l'exécution provisoire du présent jugement dont est appel. »

S. COHN.

CORRESPONDANCE

ENCORE L'ATRIUM

Nous recevons la lettre suivante :

Notre confrère, M. Rozet, que visait, en effet, notre dernier article, couvre, sous des réserves peu solides, sa complète adhésion à nos idées sur le plan de nos habitations modernes.

Je lui répondrai donc seulement que ce plan est aussi intéressant pour le paysan que pour le citadin qui tous deux ne font que suivre, du reste, ces vieux errements. Sur ce terrain ils sont aussi stupides l'un que l'autre, car le rebouteux campagnard n'est pas plus couru que le type « zouave Jacob » des villes et les hommes intelligents doivent combattre partout les sots préjugés. Mais ils ne sont pas tenus, comme le croit M. Rozet, de les assaisonner à la sauce romaine : toute autre sauce personnelle ne

fera que faire ressortir la valeur des artistes, qui pour le progrès est œuvre individuelle pour la forme.

Donc, revenons aux bonnes vieilles lois que nos ancêtres ont mis des siècles à établir, et il nous sera personnellement des plus agréables de publier les constructions s'inspirant de cette tradition si éminemment intéressante pour nos mœurs et notre hygiène.

J. BOUSSARD.

Architecte du ministère des Postes et Télégraphes.

Paris, le 21 août 1883.

Mon cher Confrère,

« Dans le dernier numéro du *Moniteur des Architectes*, vous répondez, sans l'insérer, même partiellement, à une lettre que je vous avais écrite : pardonnez-moi de ne pas tomber sous les coups d'estoc et de taille que vous m'assénez, et d'en appeler aux juges du camp, c'est-à-dire à vos lecteurs.

« Qu'ai-je donc dit de si monstrueux ; je n'ai parlé, il est vrai, que des maisons de ville, des « boîtes à mouches parisiennes » comme vous le dénommez ; que voulez-vous, il ne me serait jamais venu à l'esprit de parler, à propos d'atrium, de la chaumière du paysan. J'ai exprimé cet avis que, dans beaucoup de nos constructions modernes, on trouvait une cour intérieure, pouvant réellement jouer le rôle de l'atrium, approprié à notre climat et à notre manière de vivre : je citai, même, à ce propos, le château de Ferrières, et les grandes cours vitrées de ces immenses caravansérails nouvellement construits ; mais j'ai critiqué, comme vous, nos cours si petites et si étranglées entre quatre murs si hauts, que ce ne sont plus là des claustres, mais bien des cloaca.

« Nous sommes donc du même avis : nos maisons modernes sont généralement mal conçues, on y étouffe ; je parle de Paris et des grandes villes reconstruites à l'instar de Paris.

« Donc même point de départ, une conception mauvaise dont il faut chercher à nous corriger, un progrès qu'il faut réaliser : mais, nous voilà en pleine forêt, arrivés au fameux carrefour, sans le moindre poteau indicateur ; quel chemin faut-il suivre.

« Vous dites : le style, improprement appelé gothique se perdait dans des détails de plus en plus flamboyants, lorsque, par suite des nombreuses guerres faites en Italie par Charles VIII, l'antiquité romaine fut dévoilée aux architectes du temps, qui, comprenant la beauté de ces ruines, sûrent s'en inspirer et créer son style nouveau : vous proposez alors, si je vous ai bien compris, de recommencer de même une nouvelle renaissance, et moins les guerres, bien entendu, de suivre la même route.

Moi, je sonne, comme vous, la cloche d'alarme, car nous sommes au milieu de récifs dont il faut sortir ; mais, en même temps, je signale l'écueil contre lequel votre coup de gouvernail pourrait nous faire échouer, à savoir : le faux romain comme la Madeleine ou la maison de l'avenue Montaigne, et le faux gothique comme Ste-Clotilde et la maison de la rue Chauchat.

« Ce que nos ancêtres ont fait, pourquoi ne le ferions-nous pas : ils ont été de l'avant, et ils ont trouvé ; allons de

l'avant et nous trouveron peut-être : il n'est pas possible que l'architecture soit une mine dont tous les filons sont épuisés, que nous soyons réduits au simple rôle de compilateurs des styles anciens ou étrangers, et que de la lutte contre les réminiscences et le banal, il ne jaillisse pas quelque jour un style nouveau.

« J'espère, mon cher confrère, que vous ne trouverez pas ma réponse trop longue, et je vous serai obligé de la faire insérer dans le prochain numéro.

« Veuillez agréer, mon cher confrère, l'assurance de ma considération bien distinguée.

GASTON ROZET.

ÉCOLE DES BEAUX-ARTS

CONCOURS DE FIN D'ANNÉE

Le jury de l'École des Beaux-Arts vient de juger les derniers concours de l'année.

Il a décerné les récompenses suivantes :

Grande médaille d'émulation décernée aux élèves qui, dans chacune des sections, ont complé dans le courant de l'année le plus grand nombre de succès :

Peinture : M. Emile Friant, élève de M. Cabanel.

Sculpture : M. Pepin, élève de M. Cavelier.

Architecture : M. Duray, élève de M. Guadet.

Prix Abel Blouet. — Il est décerné à l'élève de la première classe d'architecture qui a obtenu le plus de succès depuis son entrée à l'école : M. Devienne, élève de MM. Coquart et Guérard.

Prix Jay. — Il est décerné à l'élève qui a remporté la première médaille de construction : M. Lechevalier, élève de M. Guadet.

Prix Jean Leclaire : 1^{re} A l'élève de première classe d'architecture qui, dans l'année, a obtenu le plus grand nombre de valeurs : M. Duray, élève de M. Guadet ; 2^{de} à l'élève qui, passant de la deuxième classe dans la première, a mis le moins de temps à remplir toutes les conditions imposées, à cet effet, par les règlements : M. Pillette, élève de M. André.

Prix de Caylus. — M. Rochegrosse, peintre, élève de MM. Boulanger et J. Lefebvre ; M. Pepin, sculpteur, élève de M. Cavelier.

ÉCOLE NATIONALE DES ARTS DÉCORATIFS

ARCHITECTURE.

Grand prix (composition d'architecture) : M. Bertone.

Prix Jay (section d'architecture) : M. Barigny.

Prix Normand (épreuves descriptives) : M. Marigny.

Prix Lébèque (concours mensuels d'architecture) : M. Dupuis.

Prix Jumelle (dessin d'architecture) : M. Honoré.

EXPOSITION D'AMSTERDAM

Récompenses.

L'exposition internationale d'Amsterdam est sur le point de fermer ses portes; on ne peut s'empêcher de reconnaître que nos compatriotes ont su maintenir haut et ferme le drapeau de l'industrie nationale dont l'honneur leur était confié.

Le gouvernement français a nommé ou promu à cette occasion plusieurs industriels ou artistes dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

LÉGION D'HONNEUR

Parmi les nominations nous remarquons les suivantes :

Au grade de commandeur : M. Dietz-Monin, sénateur, président de la chambre de commerce de Paris, président de la commission d'organisation de la section française à l'Exposition d'Amsterdam.

Au grade de chevalier : M. Monthiers, ingénieur civil, secrétaire de la commission d'organisation ;

M. Peullier (Léon), industriel, président de la chambre syndicale de la céramique, membre de la commission d'organisation.

MM. E. Lévy et H. May, membres de la Commission d'organisation.

De son côté, le jury a accordé des récompenses aux architectes français dont les noms suivent :

Médaille d'or : M. Corroyer (Comptoir d'Escompte de Paris).

Médailles d'argent : MM. Camut (étude archéologique) ; Bouwens Van der Boyen (Crédit Lyonnais).

Médailles de bronze : MM. Calinaud et Deperthes.

Voici les principales récompenses accordées, en outre, par le jury aux industriels et artistes pouvant intéresser nos lecteurs.

Dans la classe 24. — Ameublements. L'exposition de M. Beurdeley a été particulièrement remarquée et a obtenu un diplôme d'honneur; il en est de même des maisons Damon, Drouard, Guéret frères, Schmitz, Piollet, Sormani; en outre, 4 médailles d'or, 7 médailles d'argent et 4 médailles de bronze ont été distribuées aux exposants de cette classe.

Dans la classe 26. — Bronzes d'ameublement. MM. Barbédienne, Durenne, Houdebine, la Société du Val d'Osne ont obtenu des diplômes d'honneur; la même classe a reçu 8 médailles d'or, 5 médailles d'argent et 4 médailles de bronze; nous remarquons dans cette classe encore M. Beurdeley pour une médaille d'or.

Classe 29. — Céramique et porcelaine. Les travaux de M. Deck, l'éminent artiste qui a décoré d'une manière si remarquable le pavillon de la Commission française, dont notre planche 56 donne la façade, lui ont valu un diplôme d'honneur. Il en est de même des remarquables émaux de M. Paul Soyot et des ouvrages et produits de MM. Boulenger, Maes, Monot, Pillivuyt, Redon, la Société des glaces d'Aniche; 18 médailles d'or, 15 médailles d'argent et 9 médailles de bronze ont été décernées, en outre, à cette classe.

Dans la classe 46. — Matériel de construction, ornement.

Nous remarquons des diplômes d'honneur à MM. Dervillé, dont les beaux marbres ont été l'objet de l'admiration du public, Chappé, Monduit, Marron, la Société des ciments français de Portland et faïenceries de Gien. La même classe a obtenu 9 médailles d'or, au nombre desquelles figure la maison Champigneulle, dont tous les amateurs connaissent les intéressants ateliers de la rue Notre-Dame-des-Champs. M. Champigneulle a exposé des vitraux représentant le portrait de la reine de Hollande; la reproduction des vitraux de la cathédrale de Bourges (xvi^e siècle); les vitraux japonais de l'Eden-Théâtre; un beau vitrail représentant une femme noble du xvi^e siècle, jouant de la mandoline.

M. Champigneulle pouvait espérer mieux. Mais c'est sa première exposition, et du premier coup il s'est placé hors de pair. Nous l'en félicitons d'autant plus que nous sommes certains pour lui de plus grands succès encore, dans un avenir prochain, et cette fois non plus à l'étranger, mais à Paris même.

La même classe a obtenu, en outre, 7 médailles d'argent et 7 médailles de bronze.

BIBLIOGRAPHIE

Rambling Sketches. — Nous avons déjà plusieurs fois signalé cette intéressante publication de M. Raffles Davidson; la 10^e série, qui vient de paraître, et que nous avons sous les yeux, contient d'intéressants croquis, églises, cottages, façades, détails et intérieurs. Nous recommandons vivement cet ouvrage à tous ceux de nos lecteurs qui s'intéressent au genre anglais.

La librairie Chaix vient de publier la *Série des prix* applicables aux travaux des bâtiments exécutés pour le compte des particuliers dans la ville de Paris, publiée par la Société centrale des architectes. Nous ne saurions faire trop l'éloge de ce travail si nécessaire, si impatiemment attendu et si consciencieusement rédigé. C'est un vademecum que tout le monde doit posséder naturellement dans l'industrie du bâtiment, et qui aura, sans nul doute, le plus brillant succès.

L'ouvrage, mis à la portée de tous, grâce à la modicité de son prix, est divisé en douze parties : 1^o terrasse, maçonnerie, carrelage; — 2^o charpente en bois; — 3^o charpente en fer, serrurerie, quincaillerie, grillage; — 4^o couverture, plomberie, zingage, canalisation d'eau, canalisation pour le gaz; — 5^o menuiserie; — 6^o fumisterie, tôlerie, chaudronnerie; — 7^o marbrerie, travaux des cimetières, stuc, ardoiserie; — 8^o Peinture, vitrerie, dorure, sculpture d'ornement en carton-pierre, plâtre et stoff; miroiterie et vitraux; — 9^o pavage, granit, asphalte et bitume; — 10^o ciments, égouts et canalisation d'eaux vannes et ménagères, vidange; — 11^o Sonneries électriques, monte-plats, porte-voix, paratonnerres; — 12^o renseignements, pesanteurs spécifiques, documents et divers.

NOUVELLES DIVERSES

Salon de 1883 : Bourse de voyage. — Par suite du jugement qui lui attribue le grand prix de Rome, en sculpture, M. Lombard cesse d'être titulaire de la bourse de voyage que lui avait décernée le conseil supérieur à l'occasion du Salon.

Cette récompense revient à M. Cornu-Vital, le premier après M. Lombard par le nombre de voix.

Musée Carnavalet. — Deux pièces curieuses viennent d'être installées au musée de la ville de Paris, à l'hôtel Carnavalet.

C'est d'abord une esquisse, de Prudhon, représentant les scènes qui ont suivi la prise de la Bastille en 1789.

Le centre de la composition est formé par un groupe d'hommes armés qui se préparent à mettre à mort le gouverneur, M. Delaunay, à genoux au milieu des bâtiments intérieurs.

La seconde pièce est une réduction en bois du Palais-Royal, tel qu'il existait en 1842. Ce modèle — en bois — fut commandé par Louis-Philippe au modelleur Regnard, qui jouissait d'une grande réputation. Le roi voulait offrir ce travail à la reine Victoria.

En 1848, l'artiste terminait son œuvre, mais la révolution étant arrivée, M. Regnard dut garder son modèle pour compte. Ses héritiers l'ont offerte à M. Cousin, qui a installé ce petit Palais-Royal dans une salle faite exprès.

On y retrouve les fameuses galeries de bois, avec leurs boutiques telles qu'elles existaient en 1842. Puis le célèbre café de Foy, l'Estaminet anglais, le théâtre Séraphin. Les costumes, les étoffes, les bijoux de l'époque encombrant les petites boutiques.

Autour du palais, M. Cousin a placé d'anciennes gravures retraçant toute l'histoire du monument.

M. Alphand vient d'adresser une lettre aux architectes prescrivant à ceux-ci certaines mesures particulières pour le règlement des travaux exécutés par les associations ouvrières. Ces associations n'ayant pas, en général, des ressources aussi considérables et ne jouissant pas d'un crédit aussi large que les entrepreneurs de travaux publics, M. Alphand estime que la mesure la plus efficace à prendre pour leur venir en aide, est celle qui consiste à faire les paiements de leurs travaux le plus souvent et le plus rapidement possible.

En conséquence, il invite les architectes à ne pas attendre l'époque régulière de production de l'état sommaire des travaux exécutés, mais à faire un état spécial pour éviter tout retard dans les paiements qu'il est possible d'effectuer. Pour éviter de trop multiplier les paiements, on ne proposera pas, au profit des associations ouvrières, des acomptes inférieurs à 500 francs.

Les bureaux de comptabilité du service d'architecture de la Ville de Paris ont reçu les ordres précis pour donner suite aux propositions de paiement faites par les architectes. La direction des finances a été également prévenue

pour que le mandatement soit opéré dans le plus court délai possible. — (*Le Moniteur général*).

Agrandissement de la Sorbonne. — A peine a-t-on commencé les travaux d'agrandissement de la Sorbonne que déjà les professeurs des diverses Facultés trouvent insuffisants les locaux qui leur ont été réservés dans l'édifice.

A vrai dire, leurs réclamations ne sont pas sans fondement; aussi, pour y faire droit, a-t-on songé à augmenter le périmètre de la nouvelle Sorbonne en y adjoignant les immeubles donnant aujourd'hui sur la rue Cujas.

Le jury chargé d'examiner le concours pour la rectification du monument, et composé de délégués du ministère de l'Instruction publique, de délégués de la Préfecture de la Seine et de membres du Conseil municipal, s'est déjà réuni au nouvel Hôtel-de-Ville pour examiner la question.

La combinaison proposée, bien qu'elle soulevât des objections assez sérieuses au point de vue de la dépense, a été approuvée en principe. Elle devra être soumise à la ratification du Parlement et du conseil municipal, car la reconstruction et l'agrandissement de la Sorbonne sont partie à la charge de l'État, partie à celle de la Ville de Paris.

Fouilles à Rome. — Des fouilles très intéressantes sont faites en ce moment derrière l'église de la Minerve à Rome.

Il y a quelques jours, on a découvert un obélisque, transporté à Rome, et qui paraît remonter au xiv^e siècle avant Jésus-Christ, à l'époque de Ramsès II. On s'est déjà assuré qu'il est entier sur une longueur d'au moins 4 mètres; il est probable qu'on le retirera intact.

Dernièrement, tandis que d'un côté on travaillait à déterrer l'obélisque, on poursuivait les fouilles à 50 centimètres de profondeur et on découvrait une statue de cynocéphale, de 1 mètre 53 de hauteur, en porphyre noir, portant sur la base des hiéroglyphes. Le nom qu'on lit dans les cartouches de la base est celui d'une reine égyptienne.

On a trouvé, en outre, un piédestal de candélabre en marbre grec, très élégant et orné de bas-reliefs très finement sculptés.

Inutile de dire que les fouilles vont être poursuivies avec activité et que l'on compte sur de nouvelles surprises.

L'initiative de ces fouilles est due à M. Lanciani, secrétaire de la commission archéologique de Rome.

Le Palais de la Cour des Comptes. — La question de l'affectation des ruines de l'ancien palais de la Cour des comptes va très probablement entrer, à bref délai, dans une nouvelle phase.

Aucun des nombreux projets élaborés soit par l'État, soit par la direction des travaux de la Ville, n'ayant paru jusqu'à ce jour réalisable, à cause de la dépense considérable que nécessiterait le relèvement de ces ruines, il so-

rait question de livrer ce bâtiment et le vaste emplacement qu'il occupe à l'industrie privée, qui pourrait plus utilement en tirer parti.

Au cours d'une visite faite ces jours derniers par une commission composée d'architectes, il a été reconnu que, en raison même des dispositions intérieures de ce bâtiment, celui-ci, une fois restauré, ne saurait recevoir une destination utile pour une industrie quelconque.

On serait donc disposé à raser complètement toutes les constructions hors de terre, mais on conserverait les caves et les sous-sols qui ont résisté à l'incendie et, depuis, à l'intempérie des saisons. Les caves, notamment, ont été construites dans des conditions de solidité telles que, même par les plus hautes eaux de la Seine, à l'époque des crues de ce fleuve, il ne s'y est jamais, jusqu'à ce jour, produit d'infiltrations.

Les magasins de décors de l'Opéra. — Cette question va probablement recevoir une solution,

A la suite de récentes conférences entre le directeur de l'Opéra, le rapporteur du budget des beaux-arts et le directeur des bâtiments civils, voici le projet qui a été mis en avant :

Les magasins des décors de l'Opéra et de l'Opéra-Comique, situés l'un rue Richer, l'autre place Louvois, seraient vendus.

La Ville de Paris offre d'acquiescer à un prix élevé celui de la place Louvois, pour y établir une école.

Les deux magasins seraient installés loin du centre de la ville, de manière à écarter les causes d'incendie.

Le magasin de l'Opéra serait établi dans le haut de la rue Lafayette. Les décors seraient transportés au théâtre par des voitures roulant sur les rails des tramways, comme cela se pratique déjà dans plusieurs capitales étrangères.

Avec le produit de l'aliénation des immeubles de la rue Richer et de la place Louvois, l'Etat achèterait la maison du boulevard des Italiens adossée à l'Opéra-Comique, de façon à agrandir les services intérieurs de ce théâtre, qui sont trop à l'étroit, et à y pratiquer des dégagements indispensables, car, en cas d'incendie, les artistes ne pourraient qu'avec peine s'échapper de leurs loges.

La statue de La Fayette au Puy. — Jeudi, 6 septembre, a eu lieu, au Puy, l'inauguration de la statue de La Fayette.

Cette statue est l'œuvre de M. Golle ; elle s'élève à l'extrémité du boulevard Saint-Louis, sur une petite place d'où l'on découvre un panorama magique. La Fayette est debout, en costume de général de la garde nationale ; il tient son chapeau dans la main gauche et vient d'en arracher une cocarde qu'il a saisie de la main droite et qu'il montre à la foule. Le sculpteur a voulu représenter le général au moment même où il prononça ces paroles, le 17 juillet 1789 : « Je vous apporte une cocarde qui fera le tour du monde. » Le geste est beau, tout l'ensemble du monument a de l'altitude. Sur la face du piédestal, qu'on aperçoit depuis le Breuil, le sculpteur a gravé l'inscription : A LA FAYETTE, et les paroles citées plus haut : puis, sur les trois autres faces, se détachent successivement les mots : *Indépendance américaine*, *Déclaration des droits de l'homme et du ci-*

toyen ; enfin, ces deux dates, qui comprennent la vie de La Fayette : *Chavaniac*, 6 septembre 1757 ; *Paris*, 20 mai 1834.

..

Les travaux de Paris et les ouvriers étrangers. — Depuis le commencement du mois d'août, dans tous les engagements conclus entre la ville de Paris et les entrepreneurs de travaux publics, une clause spéciale a été stipulée pour qu'ils n'occupent que des ouvriers français.

Les traités ou les conventions passés avec la ville seraient résiliés immédiatement si les entrepreneurs ne se conformaient pas à cette clause.

..

Travaux dans les théâtres. — Avant la reprise de l'année théâtrale, M. le préfet de police a fait visiter par des architectes, accompagnés d'officiers du corps des sapeurs-pompiers, tous les théâtres de la capitale, afin de s'assurer si les conditions prescrites par les règlements, notamment celles contre l'incendie, sont remplies.

Plusieurs théâtres ne remplissent pas, paraît-il, l'ensemble des conditions exigées. Ils vont être soumis d'ici quelque temps à un second examen.

..

L'Ecole française d'Athènes vient de suspendre les travaux des fouilles archéologiques qu'elle fait chaque année à Delos. Les fièvres qui sévissent dans l'île et le voisinage du lazaret pour les cholériques ont forcé le directeur de l'Ecole à suspendre les travaux quelques jours plus tôt que les autres années. Des découvertes importantes, dont quelques-unes ont été déjà signalées, ont été faites dans cette courte campagne.

UNION CENTRALE DES ARTS DÉCORATIFS

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

DOCUMENTS OFFICIELS DE LA 3^e EXPOSITION TECHNOLOGIQUE DES INDUSTRIES D'ART

La pierre. — Le bois (Construction). — La terre. — le verre.

But de l'Exposition. — Son caractère. — Époque de son ouverture. — Ses divisions. — Sa classification. — Son règlement. — Programme des concours spéciaux entre les artistes et les industriels.

Afin d'entretenir en France la culture des arts qui poursuivent la réalisation du beau dans l'utile ; afin d'aider aux efforts des hommes d'élite qui se préoccupent des progrès du travail national depuis l'école et l'apprentissage jusqu'à la maîtrise, afin d'exciter l'émulation dans les travaux qui vulgarisent chez nous le sentiment du beau, améliorent le goût public et tendent à conserver à nos industries d'art, dans le monde entier, leur vieille et juste prééminence, une huitième Exposition — la troisième des

Expositions technologiques des industries d'art — aura lieu à Paris en 1844. Elle s'ouvrira en août au Palais de l'Industrie et sera close le 21 novembre suivant.

L'exposition de 1834 comprendra trois grandes divisions distinctes :

1^{re} L'exposition technologique des industries d'art, divisée en trois groupes principaux : la *Pierre*, le *Bois* (construction), la *Terre* et le *Verre*.

Il y aura dans cette division deux concours distincts :

L'un sur l'ensemble des produits présentés par les exposants : des médailles d'or, d'argent, de bronze et des mentions honorables seront attribuées à ce concours.

L'autre entre les industriels, d'une part, et les artistes de l'autre, qui, en se conformant aux programmes ci-après, auront présenté des œuvres nouvelles, modèles ou pièces exécutées répondant aux prescriptions de ces programmes; des prix d'une forme absolument nouvelle seront affectés à ces derniers concours.

Une section spéciale sera réservée aux artistes qui seront admis à exposer les œuvres exécutées dans des conditions spéciales fixées au règlement.

2^e Une exposition rétrospective relative aux arts de la *Pierre*, du *Bois*, de la *Terre* et du *Verre*.

3^e Un concours entre les élèves des écoles de dessin pour le grand prix de voyage de l'Union centrale.

CLASSIFICATION DE L'EXPOSITION DE 1834

LA PIERRE, LE BOIS (CONSTRUCTION) LA TERRE
ET LE VERRE

1^{er} GROUPE : LA PIERRE

1^{re} Section : La pierre naturelle.

CLASSE PREMIÈRE. — *Matières premières*. — Échantillons de pierre calcaire, de marbre, de granit, d'albâtre, etc., à l'état brut, scié, taillé, tourné et poli. — *Outils et procédés*.

CLASSE 2. — *Pierre naturelle*. — Calcaire, marbre, granit, albâtre, etc., employés dans la construction architecturale pour l'ornementation et la *décoration fixe* de l'habitation, tels que : colonnes, pilastres, etc., avec leurs bases et leurs chapiteaux moulurés ou sculptés; toute ordonnance architectonique; péristyles, colonnades, portiques, vestibules, portes et fenêtres avec leurs chambranles et leurs couronnements; cheminées, frontons, monuments funèbres : simplement moulurés ou moulurés et ornés de sculpture en ronde bosse, bas-relief, etc.

Revêtements des murs et pavements en pierre dure, en marbre ou en mosaïque formée de pierres de toute nature à l'exception des matières vitrifiées.

CLASSE 3. — *Pierre naturelle de même nature* employée pour l'ornementation et la *décoration mobile* de l'habitation, à savoir : statues, groupes, bas-reliefs, bustes, etc., vases, bassins et vasques, piédestaux, fûts, socles et pendules, etc., simplement moulurés ou moulurés et ornés de sculptures en ronde bosse, en bas-relief, etc.

2^e Section : La pierre artificielle.

CLASSE 4. — *Matières premières* : Échantillons de ciment, de chaux, de plâtres et stucs, etc. — *Outils et procédés*.

CLASSE 5. — *Pierre artificielle*, formée de toutes matières plastiques *non cuites* (1), ciment, chaux et composés divers, modelées, moulées, stéarinées, peintes, métallisées, etc., employée dans la construction architecturale pour l'ornementation et la *décoration fixe* de l'habitation, à savoir : enduits de toutes natures, moulures, cadres, ornements ou motifs d'ornements en carton-pierre ou en carton-pâte, en ronde bosse ou en applique, etc., et, en résumé, — tous travaux décoratifs dans lesquels la pierre artificielle peut remplacer ou simuler la pierre naturelle.

CLASSE 6. — *Pierre artificielle*, de même nature, employée pour l'ornementation et la *décoration mobile* de l'habitation, à savoir : statues, groupes, bas-reliefs, bustes, vases, etc., objets dits de piété, ayant un caractère d'art décoratif, etc., etc.

3^e Section : La pierre précieuse et gemme.

CLASSE 7. — *Matières premières* : Échantillons de pierres et de gemmes de toute nature ayant reçu une forme d'art, à savoir : camées, intailles, diamants et cristaux de roche taillés, etc., etc.

4^e Section : Dessins et modèles.

CLASSE 8. — Projets d'architecture : Photographies de monuments anciens et modernes, d'édifices, de sculptures, et de motifs d'ornements, épreuves, réductions d'édifices, stéréotomie, traités et ouvrages d'art, enseignement par la gravure et le livre, bibliographie de l'art de la pierre, modèles pour la taille des gemmes.

2^e GROUPE : LE BOIS (Construction).

1^{re} Section : Bois naturel.

CLASSE 9. — *Matières premières* : Échantillons d'essences forestières indigènes et exotiques. Bois d'œuvre de construction. Échantillons de bois de sciage, de placage. Matières colorantes. Laques et vernis.

Outils et procédés : Outillage, machines servant au travail préparatoire des bois, machines à scier, à raboter, à mortaiser, à percer, découper, chantourner, machines à faire les moulures, les baguettes; machines à faire les feuilles de parquet, etc.

CLASSE 10. — *Charpente* : Planchers à solives apparentes, escaliers, combles, flèches, pièces de construction moulurées, sculptées, etc.

CLASSE 11. — *Menuiserie* : Portes, fenêtres, lambris, devantures, parquets simples et à compartiments, etc.

CLASSE 12. — *Sculpture* : Application de la sculpture sur bois à la décoration fixe de l'habitation.

CLASSE 13. — *Constructions rustiques* : chalets, kiosques, bois découpés, treillages, stores en bois, etc.

CLASSE 14. — *Carrosserie* : Voitures de luxe, d'apparat, traineaux, wagons et mobilier de wagons de luxe.

CLASSE 15. — *Navigation* : décorations diverses d'extérieurs de navires, mobilier des navires, canots et embarcations, navigation de plaisance.

(1) Cuites à l'état de matières premières, mais non cuites dans leurs formes définitives.

2^e Section : Bois peints, Laques et Vernis.

CLASSE 16. — Objets de décoration en imitation du bois, carton-pâte, intérieurs d'appartement, papier mâché, cadres, panneaux, etc.

CLASSE 17. — Imitation du bois par la peinture.

CLASSE 18. — Objets divers en laque de Chine, du Japon et de France, etc. Panneaux décoratifs se rattachant à l'ornementation mobile de l'habitation.

3^e Section : Dessins et modèles.

CLASSE 19. — Projets d'architecture, épreuves, réductions d'édifices, enseignement par les traités et ouvrages d'art et de critique, livres et images, bibliographie du bois et de la construction en bois. Photographies de sculptures, groupes, bas-reliefs, meubles et sculptures sur bois.

3^e GROUPE. — LA TERRE ET LE VERRE**1^{re} Section : Céramique.**

CLASSE 21. — *Matières premières et couleurs : Outils et procédés.*

CLASSE 22. — *Porcelaines, faïences, grès, terres diverses.*

Architecture : Revêtements et pavements. Appareils de chauffage.

Objets d'art et pièces décoratives. Service de table. Pièces à usage domestique. Poteries diverses. Boutons. Perles, fleurs, etc.

CLASSE 23. — *Terre cuite : Architecture, revêtements, carreaux décorés par émail, incrustations, reliefs, etc. Tuiles et briques décorées.*

Pièces d'ameublement. Objets d'art et pièces décoratives.

2^e Section : Verrerie et Cristallerie.

CLASSE 24. — *Matières premières et couleurs : Outils et procédés.*

CLASSE 25. — *Gobeletterie blanche et de couleur.*

A. — Pièces décorées par l'émail, la dorure, la peinture, la taille, la gravure, l'impression, etc. Verre filé, verrerie, perles, imitations de pierres précieuses.

B. — Glaces, miroirs, cadres.

C. — Lustrie.

CLASSE 26. — *Vitraux de monuments et d'appartements : Vitres en cives. Vitres mises en plomb. Vitres de couleur ou peintes.*

3^e Section : Émaux.

CLASSE 27. — *Matières premières et couleurs.*

CLASSE 28. — Émaux : champlevés, cloisonnés, peints.

CLASSE 29. — Émaillerie : Laves émaillées. Fontes et métaux émaillés.

4^e Section : Mosaïque.

CLASSE 30. — *Matières premières et couleurs.*

CLASSE 31. — Mosaïques de revêtement, pavements.

CLASSE 32. — Bijoux et mosaïque dite portative.

5^e Section : Dessins et Modèles.

CLASSE 33. — Cartons et modèles pour la céramique, la verrerie, les émaux, la mosaïque.

Traité et ouvrages d'art. Bibliographie des Arts du feu. Enseignement par le livre et la gravure.

6^e Section.

CLASSE 34. — *Applications de la photographie : Porcelaines, faïences, vitraux, émaux et laves décorés par procédés photographiques.*

Verres gravés, épreuves transparentes et stéréoscopiques. Épreuves pour projections.

Section des Artistes.

Des salles spéciales seront réservées pour l'exposition gratuite des cartons, modèles et maquettes présentés par les artistes dans chacune des divisions.

Toutefois, les artistes seront admis à exposer dans les mêmes salles les œuvres exécutées par eux ; mais, pour cette catégorie d'ouvrages, il sera perçu un droit, une fois payé, de cinq francs pour chaque ouvrage n'excédant pas 50 centimètres de côté en surface murale ; au-dessus de cette mesure, le droit sera porté à 15 francs, une fois payés, pour chaque mètre couvert. — Les ouvrages qui doivent être exposés debout seront soumis à une taxe, une fois payée, de 30 francs par mètre carré de surface à terre, quand ils dépassent un diamètre de 50 centimètres ; pour toutes les pièces au-dessous, il ne sera perçu qu'une somme de 10 francs.

Les ouvrages présentés dans la section des artistes seront soumis à un jury d'admission, nommé par le Conseil d'administration de l'Union centrale des Arts décoratifs et qui sera chargé d'organiser le placement.

Le Président de l'Exposition.

HENRI BOUHHET.

Le Secrétaire du Comité de direction.

L. FALIZE.

Le Président de l'Union centrale

ANTONIN PROUST.

EXPLICATION DES PLANCHES

Pl. 50. — Les productions de Lepautre sont toutes marquées au coin d'une originalité et d'une puissance de conception qui ont sacré grand cet artiste de la Renaissance française. Dans cette cheminée si puissamment composée et dessinée, on remarquera surtout l'arrangement général qui fait corps avec le chambranle d'une porte formant encadrement et les deux motifs d'axe de la tablette de cheminée et celui formant le couronnement de l'œuvre. La composition de ces deux cartouches est d'une rare habileté et d'une élégance qu'on ne saurait trop admirer en dehors même du style général de cette œuvre d'une parfaite homogénéité. Nous signalerons aussi la composition de la guirlande, dont on ne saurait trop noter la forme et le détail pour en tirer profit à l'occasion. Il n'est pas jusqu'aux chenêts qu'on ne puisse signaler aux dessinateurs de mobilier.

Pl. 51. — Notre excellent confrère, M. Gosset, révolutionne certainement les châtelaines de son département, par la belle disposition de ses places. Faisant litière des sottes et mesquines dispositions adoptées dans les constructions riches du commencement de ce siècle, M. Gosset revient hardiment aux belles ordonnances du temps passé. Beaux vestibules largement éclairés, grands et petits salons communiquant facilement, ne prenant air et lumière que sur les perspectives du parc et desservis à profusion par des annexes, où les soins de la toilette sont facilités aux invités du châtelain.

Espérons que M. Gosset trouvera des imitateurs dans l'intérêt du retour aux belles traditions de la civilisation française.

Pl. 52. — Hélas ! trois fois hélas ! Quand donc serons-nous aussi forts, chers confrères, que nos copains de l'antiquité. Quels tempéraments d'artistes vous avaient ces gaillards-là. Regardez ces détails de bas-reliefs pour une base de colonne. Quelle pureté dans la forme, quelle grande simplicité dans la composition et surtout quel grand style. Pas un ne se ressemble et cependant quelle parfaite unité dans l'impression ; puis, comme tous ces ornements sont bien appropriés à la matière. Beaucoup de nos maîtres modernes ont voulu répéter ces belles compositions antiques et presque tous ont commis la faute de chercher dans nos matériaux inférieurs les qualités que possède seul le marbre. Avec cette matière, les anciens, sûrs de voir les arêtes et les saillies respectées par le temps, ont pu chercher des finesses de modelés auxquelles sont impropres nos pierres tendres. Voyez la belle corniche de l'Opéra, il n'en reste déjà plus une seule arête intacte !

Il nous faut mettre le marbre à la mode si nous voulons faire revivre ces belles compositions.

Pl. 53 et 54. — Ces deux planches complètent la très intéressante publication du petit hôtel-de-ville de Mormant, de notre confrère Dumoulin. Nous sommes heureux de voir la municipalité des petites villes sortir enfin de l'ornière et confier la direction de leurs constructions à des artistes de talent. Nos campagnes et petites villes sont depuis trop longtemps infestées de productions architecturales de bas étage ; il est grand temps de balayer tous ces immondices et refaire enfin des œuvres d'art que la brutalité des révolutions a détruites.

Pl. 55. — On ne saurait trop répéter combien la composition d'un tombeau est chose difficile, et parmi les difficultés sans nombre auxquelles il faut faire face, le programme chapelle est encore une aggravation. Deux hypothèses également redoutables s'offrent seules à l'architecte : un terrain long ou un terrain carré. Que faire pour sortir du sentier battu ?

M. Allar, en présence d'un terrain carré, a très sagement pris le parti classique de la coupole assise sur pendentifs, et l'aspect oriental de son architecture n'est pas un des moindres intérêts de cette belle œuvre. C'est, qu'en effet, quoiqu'en puisse penser les diocésains, l'art romain est d'origine arabe et nullement française : Pour le démontrer, nous publierons un jour les ruines d'un très intéressant monument arabe dont M. de Saulcy, ce maître regretté des choses de la Palestine, nous a remis une épreuve photographique.

C'est du roman superbe et, chose plus étonnante, du roman d'avant l'invasion arabe.

Que de désillusions de ce genre on pourrait aujourd'hui infliger aux prétentions créatrices du monde romain et du monde moderne. En fait de créations, nous ne sommes encore que de bien mauvais plagiaires des œuvres du passé.

Pl. 56. — Pavillon de l'Exposition française à Amsterdam.

Là encore, comme toujours, M. Lorrain, architecte, a conçu et fait exécuter une œuvre remarquable et de très grand intérêt. Toute l'architecture de ce petit édifice est fine, élégante et d'une origine classique toujours aimable pour l'œil d'un artiste.

Nous reviendrons prochainement sur ce sujet, en publiant quelques-uns des détails les plus intéressants.

Pl. 57. — Les lauriers du Piranèse ont troublé M. de Rochebrun et, lui aussi, veut élever à la gloire des vieilles choses de son temps un monument impérissable. Il faut reconnaître qu'il réussit admirablement, et tous les artistes s'inclinent aujourd'hui devant les beautés de son dessin et les énergies de sa pointe. Pour les architectes, bien des choses oubliées sont remises par lui en pleine lumière.

Dans cette Maison-Gaillard, à Poitiers, nous signalerons comme arrangement d'architecture absolument intéressant, le motif d'angle ou la décoration de la fenêtre se retourne et produit l'effet d'un lanterneau très décoratif.

Il faut noter ce détail sur son carnet pour le retrouver à l'occasion. Sur la droite, nous signalerons aussi la tourelle d'escalier très intéressante par son architecture rationnelle. La disposition de l'ordre employé suit le mouvement giratoire de l'escalier, et les fenêtres obliques, haut et bas comme les lignes de l'architecture, éclairent bien les étages.

De nos jours, trop d'architectes eussent fait régner l'horizontalité des lignes d'architecture et arrangé à la diable un escalier quelconque dans la tourelle. Le moindre inconvénient est de voir le limon coupant à moitié ou au tiers, la baie ouverte sur la façade. Une formidable erreur de ce genre vient d'être commise dans cette grande maison du boulevard Saint-Germain, où la Renaissance française a essayé d'être domicile sur les façades ; il est regrettable que la disposition de la tourelle Gaillard, à Poitiers, n'ait pas été adoptée.

Pl. 58-59. — Et tenez, voyez donc l'Hôtel des Ambassadeurs d'Angleterre, à Dijon : encore une disposition d'escalier d'angle, avec lignes d'architecture intérieure, disposition familière à la Renaissance et résumée dans l'escalier de Blois.

Ce que je vous prie d'admirer et de noter sur vos carnets bien précieusement, c'est la ravissante composition des balcons ou galeries qui entourent la cour : celle du second étage, notamment, est un véritable bijou dont l'application devrait être répandue dans toutes nos façades.

Signalons encore la cheminée de la pièce voûtée du rez-de-chaussée et le puits de la cour de service à droite ; le motif de suspension de la poulie est très curieux et très savant.

Pl. 60-61. — *Travaux maritimes du port d'Anvers.* — Le but de ces travaux a été :

1° Rendre uniforme la section du lit de l'Escaut, afin d'en régulariser le cours et d'éviter les ensablements;

2° Permettre aux navires du plus fort tonnage d'accoster les quais à toute heure de la marée pour les opérations de chargement et de déchargement.

Une commission, nommée en 1870, décida qu'il convenait de donner au fleuve une largeur constante de 350 mètres devant la ville, et de constituer le tracé de la rive droite de trois arcs de cercle se raccordant tangentielle-ment, — cette rive devant être munie d'un mur de quai sur une longueur de 3,500 mètres environ. Les travaux furent mis en adjudication. En janvier 1877, le gouvernement belge et la ville d'Anvers acceptèrent la soumission de MM. Couvreur et Hersent, moyennant la somme de 39,153,325 francs.

I. *Description du mur du quai.* — Les matériaux dont on fait usage sont :

1° Les briques de Boom, pour le massif de maçonnerie ;

2° Le moellon piqué, pour le revêtement, à partir de 1 mètre au-dessus des plus basses mers jusqu'au couronnement ;

3° Le petit granit ou pierre de Soignies, pour le couronnement ;

4° Pour les fondations, un béton composé de mortier de chaux hydraulique et de briquillons.

Le profil du mur présente, du côté de l'Escaut, un fruit de 1/10 sur 5^{m,85} de hauteur ; le reste de la hauteur n'a que 1/20^e de fruit.

La face arrière est à redans.

Le cube du mètre courant de maçonnerie est de 97^{m,25}.

La pression par centimètre carré sur le sol est de 1^{m,940}.

Le prix du mètre courant, 7,700 francs

Le prix moyen du mètre cube de maçonnerie, 79 francs 17 centimes.

II. *Moyens employés pour la construction.* — Il a fallu recourir à des moyens spéciaux pour les raisons suivantes :

1° La profondeur de l'eau atteint, en moyenne, 8 à 12 mètres, à marée basse, et 14 à 18 mètres à la haute mer ;

2° En certains points, le quai doit être construit à l'intérieur du fleuve, à plus de 100 mètres de la rive actuelle ;

3° Les courants atteignent, en certains points, une vitesse de 1^{m,90} par seconde ;

4° Les oscillations de la marée dépassent quelquefois 6 mètres.

La construction du mur de quai s'effectue par tronçons successifs de 25 mètres de longueur, au moyen d'un *caisson métallique*, pour la fondation, et, pour la partie supérieure, à l'abri d'un *bâtardeau mobile* boulonné sur le caisson et soutenu par un *échafaudage flottant*.

A. *Caisson.* — Le caisson a une longueur de 25 mètres, une largeur de 9 mètres et une hauteur variant de 2^{m,50} à 6 mètres, suivant la profondeur à laquelle il doit pénétrer dans le sol.

La chambre de travail a 1^{m,90} de hauteur ; le plafond, formé de tôles de 6 millimètres, est soutenu par des pou-

tres assemblées de 0^{m,70} de hauteur et espacées les unes des autres de 1 mètre.

Des consoles, en nombre égal à celui des poutres, consolident les parois verticales en tôle de 12 millimètres.

Dans le plafond sont fixés les anneaux inférieurs de cinq cheminées verticales en tôle ; l'une de ces cheminées — celle du centre — sert au passage des ouvriers, et les quatre autres à l'introduction du béton.

Les caissons sont mis à flot en les faisant glisser sur un plan incliné, et conduits auprès de l'endroit qu'ils doivent occuper.

Il faut autant de caissons qu'il y a de tronçons de 25 mètres à construire, car ces caissons restent au fond de l'eau, en fondation, tandis que le bâtardeau mobile et l'échafaudage flottant servent successivement à la construction d'autant de tronçons de 25 mètres que le comporte le projet.

Le bord supérieur du caisson est muni d'une cornière percée de 360 trous ; ces trous servent à l'assemblage, en temps utile, du caisson et du bâtardeau.

B. *Bâtardeau mobile.* — Le bâtardeau est en tôle ; il a la forme d'une grande caisse. A sa base, il a, comme dimensions extérieures, 25 mètres sur 9 mètres, de façon à pouvoir s'appliquer exactement sur les caissons ; il a intérieurement 24 mètres sur 8 mètres ; il reste donc un espace de 0^{m,50} sur le pourtour, entre les parois extérieure et intérieure.

Cet espace est occupé par une galerie de 1^{m,50} de hauteur, que nous appellerons galerie ou chambre d'assemblage, car c'est dans cette chambre que se fait le boulonnage et le déboulonnage du caisson et du bâtardeau.

Cette galerie est complètement étanche ; son sol est percé de 360 trous, à des distances correspondant à celles des caissons.

On arrive à cette chambre par quatre cheminées à sas, partant du dessus du bâtardeau.

L'intérieur de la galerie est contreventé et rendu rigide par les cadres en fer T et cornières, laissant un espace libre de 0^{m,35}. Au droit des cheminées, des deux petits côtés et dans l'intérieur, sont placées, au niveau du sol de la galerie, des vannes pour l'introduction et l'expulsion de l'eau.

Du dessus du plafond de la galerie d'assemblage, partent vingt-six grandes poutres verticales formant, avec les cheminées, l'ossature du bâtardeau. A ces poutres est attaché le bordage en tôle qui a des épaisseurs variant de 12 à 6 millimètres. Ce bordage est encore raidi par des cadres placés horizontalement, à 0^{m,50} l'un de l'autre, entre les montants principaux. La partie supérieure du bâtardeau est entretoisée, parallèlement aux petits côtés, par douze grandes poutres croisillonnées, de 3 mètres de hauteur, et par deux autres de même hauteur dans le sens de la longueur.

Le bâtardeau est donc rendu rigide, en bas, par son attache avec le caisson, et, en haut, par les poutres entretoisées. Il reste, entre ces deux soutiens, un espace libre de 9 mètres de hauteur, qui est rendu rigide pendant le travail par des étrésoillons mobiles placés à 1^{m,50} l'un de l'autre, et que l'on enlève au fur et à mesure de l'avancement de la maçonnerie.

Deux bandes de caoutchouc, placées tout autour du

bâtardeau et en dessous, servent à assurer l'étanchéité du joint compris entre le caisson et le bâtardeau.

Des portes à clapets sont percées dans les parois pour l'introduction des matériaux dans le bâtardeau.

Le poids de cet appareil, y compris le sas, les cheminées de descente et d'introduction du béton, les étréillons, etc., est à peu près de 200 tonnes.

C. *Echafaudage flottant.* — L'échafaudage flottant sert à soulever le bâtardeau pour le mettre sur le caisson, pour le guider pendant la construction du mur, à transporter et à mettre en place le bâtardeau avec son mur quand il est suffisamment lourd pour l'échouer, enfin, à relever le bâtardeau quand le mur a atteint 0^m,60 au-dessus de la marée basse.

Cet échafaudage se compose de deux bateaux ou flotteurs, espacés l'un de l'autre de 10 mètres. Six fermes les rendent solidaires l'un de l'autre; les deux extrêmes sont entretoisées sur toute leur hauteur, tandis que les quatre du milieu sont complètement libres, pour permettre la montée et la descente du bâtardeau mobile.

Cette opération se fait à l'aide de douze palans à cinq brins chacun, dont l'attache supérieure se trouve à l'extrémité de chaque ferme, soit : par bateau, six palans, dont les garants s'enroulent sur douze treuils à noix.

Ces douze treuils, placés par moitié sur chaque bateau, sont commandés par une seule machine, par l'intermédiaire de deux arbres de transmission courant d'un bout à l'autre des bateaux. Le mouvement est transmis, de l'arbre placé dans le bateau de droite à l'arbre du bateau gauche, par deux chaînes galle. L'ensemble forme donc un engrenage, et tous les treuils sont forcés de marcher en même temps et avec la même vitesse, afin que les 200 tonnes à lever soient mises en mouvement également par chaque palan.

Si l'une des chaînes venait à porter plus que l'autre, elle casserait immédiatement.

Il a encore été nécessaire, pour compenser les petites différences qu'ont toujours les chaînes les mieux calibrées, d'ajouter à l'extrémité supérieure de chaque palan un ressort à cinq disques, en caoutchouc, lequel régularise complètement la charge à porter par chaque palan.

Le bâtardeau a douze oreilles-attaches correspondant à ces douze palans.

Sur le bateau placé vers le fleuve, se trouve une machine à vapeur de 25 chevaux, activant deux machines soufflantes, pouvant fournir chacune 300 mètres cubes d'air à l'heure. Deux grues pour l'élévation et l'introduction dans le bâtardeau des briques, pierres cassées, moellons piqués, sont mues par la même machine.

Sur le bateau placé vers terre, on a placé la même machine que sur le précédent bateau. Cette dernière machine met en mouvement les broyeurs à mortier et les grues desservant ces broyeurs.

Sur le bateau se trouve la pompe aspirante et foulante, servant à distribuer l'eau aux éjecteurs pour l'expulsion des déblais de la chambre de travail.

L'ensemble est maintenu sur l'eau à la place voulue par douze treuils, sur lesquels s'enroulent douze chaînes de 25 millimètres, attachées à douze ancras de 500 kilogrammes chacune.

Enfin, l'appareil est complété pour le travail de nuit par

quatre foyers électriques Jablochhoff, recevant l'électricité de machines placées à terre.

III. Construction d'un tronçon de mur de 25 mètres.

A. *Marche de l'opération.* — L'échafaudage flottant, supportant le bâtardeau mobile, est amené à la place que doit occuper le mur; il est solidement amarré à l'aide des chaînes et ancras, de façon que les vents et les courants ne puissent l'entraîner.

Le dessous du bâtardeau se trouve à 0^m,70 environ au-dessus du niveau de l'eau; on amène, à l'aide de remorqueurs, le caisson du chantier de lançage et on l'introduit, pendant l'étalement de marée haute ou de marée basse, sous le bâtardeau; on descend celui-ci dessus et on fait le bouloonnage.

Pour faciliter l'assemblage du caisson avec le bâtardeau, on souffle dans la chambre de travail; le caisson est alors pressé contre le bâtardeau et l'on serre les boulons.

Cette opération faite, on pose le béton sur le plafond du caisson jusqu'au niveau du dessus de ses poutres, ce qui forme le dessus de la fondation.

On commence ensuite la construction du mur; lorsque d'une ligne les maçonneries arrivent au niveau d'étréillons, on pose à l'avant du mur (lequel se trouve en retraite sur la fondation de 1^m,50) un petit étréillon pour soutenir la paroi du bâtardeau, et l'on enlève le grand. Comme le centre de gravité du mur, à cause de sa forme, se trouve en dehors de l'axe du bâtardeau, on remplit de sable l'intervalle compris entre la paroi et le mur pour rétablir l'équilibre; ce sable et les évidements ménagés au droit des cheminées des bétonnières suffisent pour maintenir l'ensemble dans la position verticale. On continue les maçonneries jusqu'à ce que le caisson touche terre à marée haute; il y a généralement à ce moment 3^m,50 à 4 mètres de hauteur de mur construit; on le met alors à sa place définitive, en se servant de la machine soufflante et des chaînes pour le soulever. Aussitôt qu'il est bien en ligne, ce que l'on constate à l'aide d'instruments placés à terre, on lâche la pression, on déroule les chaînes, et cette masse de 1,500 mètres cubes s'échoue.

Les caissons, après l'échouage, prennent différentes positions plus ou moins critiques par le fait de la nature et de la forme du fond.

On profite de la première marée basse pour descendre dans la chambre et régler au plus vite le terrain, pour ramener l'ensemble à la position verticale. On continue le travail des maçonneries jusqu'à ce que le caisson soit suffisamment chargé pour ne plus se relever à marée haute, quand on introduit l'air comprimé dans la chambre de travail pour faire le déblai des sables.

Le procédé employé, consiste à délayer les déblais de la chambre de travail dans une caisse rectangulaire d'une contenance de 150 litres environ, avec de l'eau envoyée par une pompe placée extérieurement; au fond de la caisse et sur le côté, s'adapte un tuyau de 0^m,10 de diamètre, qui va déboucher extérieurement en passant à travers la paroi du caisson en un point qui ne doit pas être recouvert par la terre.

Deux hommes jettent avec la pelle les sables dans la caisse; l'eau arrivant par le tuyau du haut les délaye, et le tout est évacué en ouvrant un robinet placé sous le tuyau

d'extraction. Un petit excès de pression dans la chambre suffit pour produire ce travail.

Quand les déblais sont extraits et que le caisson est arrivé à profondeur, c'est-à-dire sur le sol très résistant, on procède alors à l'introduction du béton par les quatre cheminées spéciales affectées à ce travail; on pousse le béton sous le plafond de façon à laisser le moins de vide possible en se retirant vers la cheminée centrale; le remplissage de béton s'achève par cette dernière. Arrivé à ce point, on déboulonne cette cheminée pour pouvoir l'enlever avec le batardeau; les cheminées de bétonnières, étant à emboîtement, les points d'attache se trouvant sur le batardeau s'enlèvent sans aucun travail préparatoire.

Pendant le temps du fonçage, on a continué la construction des maçonneries à l'air libre dans l'intérieur du batardeau jusqu'au niveau du dessous de l'assise de moellons piqués, laquelle se trouve à un mètre en contrebas de marée basse; à ce moment, l'on vérifie la position du caisson; si l'est bien en ligne, on pose la pierre; si, au contraire, il y a une différence, on la rectifie en remettant le parement en ligne.

Les maçonneries terminées, le béton coulé, on se prépare à relever le batardeau. On ouvre d'abord les clapets et les vannes ménagées dans la paroi du batardeau du côté de la face du mur, afin de faire sortir le sable et d'équilibrer les pressions intérieures et extérieures, pour que les tôles ne frottent pas sur les maçonneries; pendant le même temps, on ouvre les deux vannes de la galerie d'assemblage. On envoie de l'air comprimé dedans, et l'eau est expulsée. Quatre hommes descendent alors par les cheminées dans cette galerie et, en six heures, opèrent le déboulonnage. Ce travail fini, on amarre les palans au batardeau et l'on procède à l'enlèvement; celui-ci se fait en une demi-heure; on avance ensuite l'ensemble de 25 mètres, et l'opération est terminée.

Dans la même marée, on peut remettre un nouveau caisson sous le batardeau.

Les premiers tronçons du mur ont été construits en trente-cinq à quarante jours; le travail se fait maintenant assez régulièrement en vingt-cinq jours et même en vingt-deux.

D'où résulte qu'un mètre courant de quai est fondé par jour et par appareil.

B. *Achèvement du mur.* — Lorsque le batardeau abandonne son tronçon fondé, le dessus des maçonneries se trouve à 0^m,60 au-dessus de zéro; mais il reste encore à remplir les évidements laissés par la cheminée d'accès et par les bétonnières et à remplir le vide laissé entre deux tronçons; car il reste, au-dessus de la fondation, un espace d'un mètre représentant deux largeurs de galerie du batardeau.

Quant aux deux caissons, ils sont très près l'un de l'autre, et s'il y a un espace, il est rempli de sable.

Le joint est donc à faire au-dessus de la fondation sur huit mètres de hauteur. A cet effet, on place deux panneaux formés de planches et brides en fer, que l'on introduit dans les rainures laissées dans les maçonneries.

On charge les panneaux avec des pierres pour les empêcher de se relever, et on remplit l'intervalle avec du béton coulé à l'aide de caisses s'ouvrant par le fond.

Des rainures, au nombre de trois, ont été ménagées pour faciliter la prise du béton en interrompant la partie droite

des murs. Les évidements laissés par les cheminées sont remplis de béton par le même moyen.

Le mur est ensuite construit en pierres et briques, sans solution de continuité à sujétion de marée.

Des bateaux, sur lesquels sont montés des broyeurs à mortiers et des grues, facilitent le travail.

Pl. 62-63. — *Panorama de Genève.* — *Description.* — La forme extérieure du bâtiment est représentée par un prisme régulier à seize pans, surmonté d'une coupole dont les arêtes se trouvent respectivement dans le même plan vertical que celles du prisme.

La section horizontale du bâtiment est un polygone équilatéral de seize côtés, le diamètre extérieur est de 39^m,500. Les piliers, qui occupent les sommets du polygone, sont à une distance de 39 mètres d'axe en axe, mesurée suivant le diamètre.

Ces piliers ont la forme d'un double T, composé d'une âme de 500 × 7, de quatre cornières de $\frac{70 \times 70}{8}$ et de deux semelles de 220 × 7. Ils reposent sur des dés en maçonneries par l'intermédiaire d'une plaque d'assise en fer de 700 × 500 × 10, reliée au corps du pilier par des cornières et goussets d'attache.

La plaque d'assise se trouve ancrée à la maçonnerie au moyen de quatre boulons de fondation.

A leur extrémité supérieure, les piliers s'élargissent pour se raccorder avec les arbalétriers, qui ont une hauteur variable et sont composés de quatre cornières de $\frac{70 \times 70}{8}$ reliées entre elles par un treillis en fer plat de 80 × 7. A l'endroit des pannes, les montants en fer plat sont remplacés par deux cornières de $\frac{50 \times 50}{5}$ placées en croix, sur lesquelles viennent se river les goussets d'attache des pannes.

Les piliers sont reliés entre eux par cinq cours de lisses intermédiaires en bois, auxquels elles sont boulonnées au moyen de bouts de cornières de $\frac{100 \times 100}{10}$.

L'intervalle entre les lisses et les piliers est rempli par un mur d'une brique d'épaisseur, qui s'élève jusque sous la corniche.

Le comble est formé par seize arbalétriers rayonnants, inclinés à leur naissance d'un angle de 30° sur l'horizontale, s'arc-boutant au centre contre un anneau en tôle de 0^m,500 de hauteur.

Deux anneaux polygonaux concentriques en fer plat servent à entretoiser les piliers.

Chacun des seize pans de la toiture est supporté par dix cours de pannes en treillis, composées de cornières de $\frac{40 \times 40}{4}$. Celles-ci se trouvant placées dans un plan verti-

cal, la pente du toit est rattachée par des tasseaux trapézoïdaux en bois qui s'arrêtent contre la pièce également en bois boulonnée sur les arbalétriers.

L'éclairage se fait au moyen d'un anneau circulaire de 2^m,700 de largeur, couvert en verre mat de 3^m,5 à 4 millimètres d'épaisseur, posé sur des fers à châssis vissés sur les pièces de bois dont il vient d'être question.

Le reste de la toiture est en tôle ondulée galvanisée ou en ardoises métalliques clouées sur de la volige.

Le lanterneau, qui surmonte l'anneau central, est couvert en zinc et fermé sur les côtés par des persiennes attachées aux montants en fonte qui en supportent le toit.

Calculs justificatifs. — A. Pannes. — Bien que les pannes aient des longueurs fort différentes, nous leur avons donné à toutes la même hauteur et, par suite, la même section, parce qu'il est pratiquement impossible de la réduire proportionnellement aux efforts.

Nous n'aurons donc qu'à calculer les pannes inférieures qui sont les plus longues.

Ces pannes ont une portée de 6^m,80 et leur espacement est de 1^m,80.

Les charges admises dans les calculs sont les suivantes :

Neige ou vent.	40 kilos
Couverture (zinc et volige). . .	30 —
Fers.	20 —
Total.	90 kilos par m. q.

La charge par mètre courant sera donc de :

$$90 \times 1.80 = 162 \text{ kilos}$$

et le moment fléchissant maximum qui se produit au milieu de la travée sera :

$$M = \frac{p l^2}{8} = 162 \times \frac{6.8^2}{8} = 935.$$

Les pièces employées sont des poutres en treillis de 0^m,40 de hauteur composées par des cornières de $\frac{40 \times 40}{4}$

et donnent pour valeur de $\frac{I}{V} = 0,000217$. Le coefficient de travail sera par suite :

$$R = \frac{935}{217} = 4^k,31.$$

L'effort tranchant atteint son maximum près de l'attache.

Ce maximum est de :

$$F = 162 \times \frac{6.8}{2} = 550 \text{ kilos.}$$

Cet effort, projeté suivant la direction des barres de treillis, donne sur chaque barre un effort de 390 kilogrammes, le treillis étant double et incliné à 45°.

Le fer employé est un fer plat de 50 × 5, donnant une section de 250 millimètres carrés, d'où le coefficient du travail.

$$R = \frac{390}{250} = 1^k,56,$$

B. Fermes. — La construction proposée peut être assimilée à une ferme cintrée ayant une ouverture de 35 mètres et une hauteur à la clef de 23 mètres sous l'intrados.

La réunion du pilier et de l'arbalétrier est, en effet, construite de manière à assurer une continuité parfaite. L'existence de la ceinture placée au sommet des piliers donne à cette ferme le caractère d'une arche subissant en deux points symétriques des poussées horizontales, et cette condition rend le calcul complet extrêmement compliqué.

Nous substituons au calcul mathématiquement rigou-

reux, un calcul approché qui rendra compte d'une manière entièrement satisfaisante des efforts qui se produisent.

Nous considérons une première fois la ferme entière comme si la ceinture supérieure n'existait pas. Nous calculerons, en second lieu, la partie supérieure de la ferme comme si elle reposait sans encastrement sur les piliers, et comme si sa corde était invariable.

Les résultats obtenus par ces deux calculs sont assez rapprochés, pour qu'en prenant la moyenne entre les deux, nous soyons assurés de tenir compte du *demi-encastrement* produit par la continuité des piliers dans une mesure suffisamment exacte.

Nous négligeons, dans ce cas, l'effet qu'exerce la ceinture supérieure.

Nous déterminons d'abord la poussée qui sollicite la ferme ainsi que les moments fléchissants agissant dans l'arc, en négligeant l'existence de la ceinture supérieure.

Les poids admis sont les suivants :

Neige ou vent.	40 kilos
Couverture.	30 —
Fers.	30 —
Total.	100 kilos par m. q.

Les charges sont supposées concentrées aux points d'attache des pannes ; la portée de ces dernières allant en décroissant depuis le mur de ceinture jusqu'au sommet, les charges suivront, par conséquent, la même loi.

Les résultats se trouvent groupés dans le tableau suivant :

Charges.		
Pannes n°s	I.	1225 kilos
—	II.	915 —
—	III.	980 —
—	IV.	840 —
—	V.	735 —
—	VI.	615 —
—	VII.	490 —
—	VIII.	370 —
—	IX.	250 —
—	X.	225 —

La poussée horizontale sur l'arbalétrier, qui résulte de ces forces verticales, peut être estimée à 1,870 kilogrammes, valeur déterminée par un tracé graphique, et que nous allons vérifier par le calcul suivant en nous basant sur la théorie générale de l'élasticité.

Il faut, en effet, que l'on ait pour l'ensemble de chaque ferme ;

$$\int \frac{\mu y}{EI} ds = 0.$$

Dans cette formule :

μ est le moment fléchissant dans l'arbalétrier ;

y l'ordonnée de la fibre neutre au-dessus du plan horizontal des points d'appui.

E le coefficient d'élasticité du métal ;

I le moment d'inertie de la section de l'arbalétrier ;

ds la longueur de l'élément de la fibre neutre.

Dans cette formule, on néglige l'influence de la compression tangentielle dans les fermes, qui est insigni-

fiante. Elle exprime que l'allongement de la corde de la ferme, sous les efforts intérieurs qui se produisent, est nul. Nous calculerons la valeur de l'intégrale au moyen des sommations finies résumées aux tableaux suivants :

Nous donnons d'abord, dans le tableau suivant, les éléments nécessaires au calcul :

NUMÉROS des sections	Abcisses x	Ordonnées y	Longueur de l'élément Δa	I	$\frac{I}{V}$	$\frac{ay}{EI} 10^6$	Section en mill. carrés. Ω
0	0	0	3,25	0,000406	0,001811	0	10,224
1	0	6,50	6,50	0,000406	0,001811	6,504	10,324
2	0	13,00	5,00	0,000861	0,093351	4,718	16,224
3	1,90	16,00	3,70	0,000966	0,002415	3,830	5,824
4	5,15	18,10	3,95	0,000474	0,001580	9,427	5,824
5	8,70	20,10	3,95	0,000181	0,000724	27,415	3,164
6	12,20	21,70	2,90	0,000181	0,000724	21,730	3,164
7	14,60	22,40	2,75	0,000181	0,000724	21,270	3,164
8	17,45	23,25	2,80	0,000181	0,000724	22,480	3,164
9	19,45	23,25	1,00	0,000181	0,000724	8,028	3,164

Le tableau suivant donne le calcul de la variation de la corde par une poussée $N = 100$ kilogrammes.

NUMÉROS des SECTIONS	$\mu = Ny$	$\mu \frac{ay}{EI} 10^3$
0	0	0
1	650	4,22
2	1.300	6,13
3	1.600	6,12
4	1.810	17,06
5	2.010	55,00
6	2.170	47,15
7	2.240	47,64
8	2.325	52,24
9	2.325	18,64
Total . . .		254,10

Le tableau suivant donne les valeurs relatives à la variation de la corde sous l'effet des poids verticaux en en supposant $N = 0$.

NUMÉROS des SECTIONS	M	$M \frac{ay}{EI} 10^3$
0	0	0
1	0	0
2	0	0
3	12.675	48,145
4	28.275	266,548
5	39.000	1069,185
6	44.850	974,590
7	45.825	974,697
8	46.800	1052,064
9	46.800	375,710
Total . . .		4760,939

Remarque. — Les valeurs M sont relevées directement sur l'épure au moyen des ordonnées y du polygone funiculaire exprimées en mètre et multipliées par la tension horizontale du polygone des forces.

La poussée qui annulerait cette variation serait :

$$N = 100 \times \frac{1047,586}{16,13} = 6460 \text{ kilos.}$$

Les moments fléchissants, agissant dans l'arc, se trouvent sur l'épure jointe à la présente note, et sont donnés par les verticales comprises entre la courbe des moments M et la fibre neutre.

Le calcul suivant s'applique aux arbalétriers placés dans les mêmes conditions de charge mais reposant simplement sur les piliers.

ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES AU CALCUL

NUMÉROS	x	y	Δa	I	$\frac{I}{V}$	$\frac{ay}{EI} 10^6$	Ω	OBSERVATIONS
1	2	3	4	5	6	7	8	9
3	1,05	1,05	2,70	0,000694	0,001736	0,255	4861	Les valeurs
4	4,30	3,15	3,95	0,000376	0,001254	2,068	4861	portées dans la
5	7,80	5,15	3,95	0,000254	0,001016	4,956	4861	colonne 3 sont
6	11,20	6,75	2,90	0,000254	0,001016	4,459	1864	celles de y du
7	13,10	7,45	2,75	0,000254	0,001016	5,007	4861	premier calcul,
8	16,60	8,30	2,80	0,000254	0,001016	5,718	4861	chaque ordon-
9	18,60	8,30	1,00	0,000254	0,001016	2,042	4861	née étant dimi-
								nuée de 14,95.

CALCUL DE LA VARIATION DE LA CORDE POUR UNE POUSSÉE $N = 100$ KILOGRAMMES

NUMÉROS	$\mu = Ny$	$\mu \frac{ay}{EI} 10^3$
3	105	0,026
4	315	0,651
5	515	2,527
6	625	2,786
7	745	3,705
8	830	4,745
9	830	1,694
Total . . .		16,134

CALCUL DE LA VARIATION DE LA CORDE SOUS L'EFFET DES CHARGES VERTICALES ET EN SUPPOSANT $N = 0$

NUMÉROS	M	$M \frac{ay}{EI} 10^3$
3	12.675	3,232
4	28.275	58,472
5	39.000	193,285
6	44.850	199,386
7	45.825	229,445
8	46.800	267,602
9	46.800	95,565
Total . . .		1.407,586

La poussée qui annulerait cette variation serait :

$$N = 100 \times \frac{1047,586}{16,13} = 6460 \text{ kilos.}$$

Les moments fléchissants résultant se trouvent sur l'épure, mais à une autre échelle que ceux trouvés dans le premier calcul. Pour rendre ces moments comparables entre eux, il a fallu les ramener à la même échelle. C'est ce qui se trouve fait sur la partie droite de l'épure, en employant une méthode graphique.

Nous avons examiné les deux formes les plus défavorables sous lesquelles on peut envisager la construction. La forme exécutée, telle que nous la proposons, sera intermédiaire aux deux systèmes que nous venons de calculer, c'est-à-dire qu'elle aura la continuité d'une forme en arc, le pilier ne formant qu'un seul et même tout avec l'arbalétrier, et qu'elle subira de plus l'effet de la ceinture supérieure.

Cet effet sera de diminuer la poussée trouvée dans le second cas, de diminuer le moment fléchissant aux sections 2, 3, 4, et de l'augmenter, au contraire, vers les sections 7, 8, 9, sans toutefois arriver aux valeurs trouvées dans le second système.

Nous pourrions donc admettre, vu le genre de construction, que les moments fléchissants qui se produiront réellement dans la ferme seront égaux à la moyenne arithmétique des moments trouvés dans chaque cas; nous aurons, en réalité, ce que nous pourrions appeler un demi-encastrement vers la section 3.

Le tableau suivant donne les valeurs des moments fléchissants des différentes sections; ces valeurs sont moyennes entre celles déterminées plus haut.

TABEAU DES MOMENTS FLÉCHISSANTS DES MOMENTS D'INERTIE

$$\text{POUR } N = \frac{1872 + 6460}{2} = 4166.$$

NUMÉROS	$\frac{I}{V}$	$\frac{I}{V}$	$\frac{I}{V}$
0	0	0 001950	10804
1	6 475	0 001950	10804
2	12150	0 001950	10804
3	9500	0 001525	4224
4	5400	0 001105	4224
5	1700	0 000900	4224
6	1400	0 000900	4224
7	2700	0 000900	4224
8	4400	0 000900	4224
9	4600	0 000900	4224

Dans les deux cas qui nous ont occupés jusqu'ici, nous n'avons pas mentionné les efforts de compression. Ceux-ci se trouvent tracés sur l'épure et ont été déterminés graphiquement.

Prenant encore ici la moyenne arithmétique, nous arriverons aux résultats suivants :

NUMÉROS	EFFORTS de compression.
0	6645 kilos
1	6645 —
2	6645 —
3	7475 —
4	5875 —
9	4166 —

Nous pourrions donc grouper comme il suit les résultats définitifs nous donnant les valeurs des coefficients de travail maximum.

NUMÉROS	COEFFICIENTS dus à la flexion.	COEFFICIENTS dus à la compression.	TOTAUX
0	$R = 0$	$R = \frac{6645}{10804} = 0,61$	0,61
1	$R = \frac{6075}{1950} = 3,11$	$R = \frac{6645}{10804} = 0,61$	3,72
2	$R = \frac{12150}{1950} = 6,23$	$R = \frac{6645}{10804} = 0,61$	6,84
3	$R = \frac{9500}{1525} = 6,23$	$R = \frac{7475}{4224} = 1,76$	7,99
4	$R = \frac{5400}{1105} = 4,90$	$R = \frac{5875}{4224} = 1,39$	6,29
9	$R = \frac{4600}{1000} = 4,60$	$R = \frac{4166}{4224} = 0,98$	6,10

Il résulte de l'examen qui précède que, même dans le cas de la surcharge la plus défavorable, aucune des pièces ne travaillera à un coefficient supérieur à celui admis généralement dans les constructions de ce genre, c'est-à-dire 8 kilogrammes par millimètre carré.

On pourra donc affirmer que cette charpente métallique construite avec les dimensions détaillées ci-dessus se trouvera dans d'excellentes conditions de stabilité et de résistance.

J. BOUSSARD,

Membre de la Société Centrale des Architectes.
Architecte du Ministère des Postes
et Télégraphes.

AVIS DE VENTE

ÉTUDE DE M^e LESUEUR, NOTAIRE A SAINT-QUENTIN (AISNE)

A céder immédiatement, à Saint-Quentin.

Par suite de décès.

Un important Établissement d'entrepreneur de bâtiments, en pleine prospérité et très honorablement connu.

Cette maison, la plus ancienne de la ville, comprend notamment, en dehors du matériel roulant, plusieurs briqueteries, une fabrique de plâtre et de chaux, une marbrerie, une scierie de pierres et de vastes ateliers situés en dehors et au centre de la ville.

Facilités de paiement.

S'adresser, pour tous renseignements, audit M^e LESUEUR.

L'administrateur-gérant : SAMSON COHN.

SOMMAIRE DU N° 10

TEXTE. — I. Le Salon officiel : architecture, par J. Bouscard. — II. Union centrale des Arts décoratifs : 3^e exposition technologique des industries d'art : la pierre, le bois, la terre et le verre ; documents divers. — III. Règlement de l'École nationale et spéciale des Beaux-Arts. — IV. Nouvelles diverses. — V. Bibliographie. — VI. Ville de Soissons : adjudication des travaux de reconstruction de l'hospice. — VII. Ville d'Épinal : concours pour la nomination d'un architecte départemental. — VIII. Explication des planches. — IX. Courrier financier.

PLANCHES. — 64. Escalier de François I^{er} (château de Blois). — 65. Villa de M. D., à Villers-sur-Mer (Calvados). — 66. Propriété de M. C. Brion, à Sablé ; plans : M. Dubos, architecte. — 67-68. Basilique Saint-Epvre de Nancy ; façade latérale : M. P. Morcy, architecte. — 69-70. Gare d'Ilazebrouck ; rétablissement de la passerelle.

LE SALON OFFICIEL

« Ne vous laissez pas prendre à tous ces grands mots creux de réalisme, d'idéalisme, d'impressionnisme ? Tous ces mots là font partie du dictionnaire nihiliste de ce qu'on est convenu d'appeler l'Art moderne.

« Eh bien ! il n'y a pas d'art moderne par la raison qu'il n'y a pas de lois modernes, ni du beau, ni de quoi que ce soit ; il y a l'Art, qui est éternel comme la Vérité. »

Ainsi s'exprimait, ces jours derniers, M. Ch. Gounod, au nom de l'Académie des beaux-arts, à la distribution solennelle des prix de l'Académie, et les belles pensées du jeune maître nous revenaient à l'esprit en parcourant une dernière fois, à votre intention, les galeries du salon officiel, salon si instructif et si intéressant pour l'étude comparée de l'Art vrai et de cet art de contrebande mis à la mode par tous les fruits secs de la nouvelle génération.

Que de choses à dire si tel était le but de cette chronique ; malheureusement la profession reprend ses droits et il nous faut défilier impassible devant les merveilleuses tapisseries qui décorent l'atrium du palais où sont exposées les œuvres de la sculpture et gagner les salles où git l'architecture. Coquettes et jolies pourtant ces salles avec une belle grande table, des livres, etc.... mais que voulez-vous, la peinture est si séduisante ! Et pourtant que de beaux dessins exposés et comme ils ont été choisis avec soin : Pas une seule tache ! Certains même sont de véritables tableaux, plutôt encore que des aquarelles, et il faut s'avouer stupéfait quand on pense au temps considérable qu'ils ont dû coûter à leurs auteurs, et navré quand il faut aussi reconnaître qu'il ne se trouverait pas une âme charitable pour offrir un maravédis de tous ces beaux dessins.

Le principe de réunir les trois grands arts dans une même exposition est, certes, indiscutable ; mais nous trouverions bien préférable de la scinder en trois expositions différentes de dates : le principe n'y perdrait rien et les exposants y gagneraient beaucoup, car en architecture, beaucoup de visiteurs qui se confinent dans les salles de peintures viendraient, ne fût-ce que par distraction, admirer sous le :

N° 1167. Les dessins du Crédit lyonnais avec son escalier central à double service et la belle ordonnance du pavillon central.

N° 1166. Une très intéressante chapelle votive dans l'église de Bellême. La famille Boucicaud en a payé les

frais et M. Boileau s'est tenu à la hauteur de la confiance qu'avaient ses clients en son talent.

N° 1174. M. Daumet, imbu des belles traditions de l'art français, a voulu, comme les vieux maîtres de la Renaissance, représenter en perspective sa restauration du château de Chantilly, sachant combien les grandes et belles œuvres, ainsi dessinées, prennent d'importance en permettant à la valeur du style de se développer en lignes superbes. Nos lecteurs auront bientôt sous les yeux une eau-forte d'après ce magnifique dessin, et ils pourront ainsi en apprécier la valeur.

N° 1189. Outre sa porte d'entrée déjà connue de nos abonnés, M. Lheureux expose une belle perspective de la salle du dessin à Ste-Barbe.

N° 1190. Jolie restauration de la petite église de Neuvy-Sautour (Yonne), de M. Gouzien, architecte ; dessins très sobres et très consciencieux.

N° 1199. Encore la belle œuvre de M. Ulmann, à la mémoire de la comtesse de Caen.

N° 1192. M. Nénot a, dans son rendu du palais Pitti, des hardiesses de dessin et de rendu qui rappellent la belle époque des Pascal, des Guadet, des Moyaux, etc.

En passant, plusieurs beaux dessins pour les monuments historiques attirent notre attention, notamment des détails de ferronnerie que nous crayonnons et signalons à tout hasard.

N° 1200. M. Wable nous fait revoir son Palais algérien de l'Exposition, si intéressant par les dispositions de son vestibule et de son atrium : nous nous y arrêtons complaisamment, car cette question de plan avec cour intérieure nous passionne fort.

De superbes envois de Rome nous rappellent des camarades d'atelier : Lambert, Paulin, puis Blondel.

Stupéfiant la coupe du palais des thermes de Dioclétien, quelle patience admirable, mon cher Paulin, sans compter le talent : c'est un tableau superbe, hélas sans valeur, de par la sottise humaine.

Lambert est absolument paradoxal dans sa restauration des Propylées, et les mânes de Beulé doivent s'indigner dans le néant où la politique les a précipitées avant le temps. Beaux dessins, du reste, quoique les tons en soient un peu crus.

N° 1196. M. Rapine envoie une très intéressante étude du château de Puyguilhem, et nous montre un couronnement de galerie extrêmement curieux, bien dessiné et d'une tonalité de rendu très sage.

N° 1200. Avec le château de Mesnières nous retrouvons M. A. Vaudoyer, qui, lui aussi, s'attaque à un vieux château dont il nous donne de très intéressantes perspectives, notamment un jardin du temps très curieux.

N° 1175. Encore l'étonnant rendu de la coupe de la salle des fêtes du cabaret du Lion-d'Or : c'est un véritable tableau.

N° 1177. M. Devéria a fait une curieuse restauration du château de Chinon, dont le portique sur cour est si ravissant.

N° 1184. Enfin, M. Hermand clôt la série des beaux rendus par ses dessins de la maison de répression de Nanterre.

Il faudrait citer tous les exposants pour leur rendre justice, car, tous, ils lutent de savoir et de talent. C'est là

un beau salon et qui fait le plus grand honneur à l'art architectural français.

Constatons, avec regret cependant, la presque complète absence d'œuvres courantes dont l'étude et l'examen seraient si curieux : on construit peu de châteaux et beaucoup de petites maisons où le talent est d'autant moins à l'aise que l'argent est plus rare. Il se dépense dans ce milieu de grandes sommes d'art véritable dont on ne suit pas assez les progrès. Il y aurait quelque chose à faire pour obliger ces sortes de travaux à sortir des cartons de leurs auteurs.

Nous ne finirons pas sans dire un mot de la gravure d'architecture qui subit le sort de l'architecture elle-même. Dédaignée des aqua-fortistes, elle est abandonnée et très peu récompensée, et cependant son intérêt nous semble vital pour cette branche de l'art. Le Piranèse dans la Renaissance, de Rochebrune de nos jours ont montré la puissance de l'eau-forte interprétant de l'architecture, et il est fort regrettable que de tels exemples ne soient pas suivis. Il serait grand temps que le jury réagisse contre cette déplorable routine, car, cette fois, un seul graveur, M. Sulpis, ose affronter le dédain de messieurs les aqua-fortistes.

Nos abonnés connaissent tous M. Sulpis, un vieux luteur, que connaissent aussi tous les architectes dont il interprète les œuvres depuis si longtemps, et dont le talent est devenu légendaire parmi nous.

J. BOUSSARD

Architecte du Ministère des postes
et télégraphes.

UNION CENTRALE DES ARTS DÉCORATIFS

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

DOCUMENTS OFFICIELS DE LA 3^e EXPOSITION TECHNOLOGIQUE DES INDUSTRIES D'ART

LA PIERRE, LE BOIS (CONSTRUCTION)
LA TERRE ET LE VERRE

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

Dispositions générales et particulières.

ARTICLE PREMIER. — Afin de subvenir aux frais de l'exposition et d'augmenter l'importance de l'institution, reconnue d'utilité publique, l'Union centrale des Arts décoratifs, laquelle :

1^o A fondé, place des Vosges, n^o 3, au centre de la fabrique de Paris, une bibliothèque d'art ancien et moderne ouverte gratuitement au public ;

2^o A créé, au Palais de l'Industrie (porte VII), un Musée d'art rétrospectif et contemporain destiné à vulgariser les connaissances les plus essentielles à l'artiste et à l'artisan qui veulent unir le beau à l'utile ;

3^o Et organise annuellement des concours entre les écoles de dessin et les artistes de l'industrie, des conférences, des cours spéciaux ayant trait à l'art décoratif :

1. Le droit d'entrée à l'exposition du Palais de l'In-

dustrie sera perçu comme suit : le dimanche 50 centimes, le vendredi 2 francs, les autres jours 1 franc.

2. L'emplacement occupé au Palais de l'Industrie par chaque exposant sera payé ainsi qu'il suit :

(a) Les œuvres qui, comme les tableaux, occuperont une surface verticale et murale et ne dépasseront pas une épaisseur de 20 centimètres, payeront le mètre linéaire 30 francs, sans qu'il soit tenu compte de la hauteur.

(b) Les objets fabriqués ne rentrant pas dans les conditions ci-dessus seront exposés sur le sol et payeront :

Pour un emplacement isolé dont la superficie serait inférieure à 4 mètres, 15 francs par mètre linéaire de façade.

Les emplacements non isolés et ceux supérieurs à 4 mètres superficiels (isolés ou non) seront payés à raison de 30 francs le mètre, sans qu'il soit tenu compte de la hauteur.

Les entre-colonnements formant salon de 8 mètres de façade sur 4 mètres de profondeur seront payés 1,200 fr. L'administration fournira gratuitement le panneau servant à l'inscription du nom de l'exposant, panneau dont elle se réserve l'exécution dans un but de décoration générale.

ART. 2. — Il ne sera pas accordé moins d'un mètre.

ART. 3. — Sont exemptes de tous droits de place les œuvres d'art (cartons, modèles ou maquettes) composées en vue de servir de modèle pour l'industrie, sous la condition que ces œuvres n'aient pas encore été reproduites par l'industrie, qu'elles soient originales et présentées par leur auteur, qui aura à signer une déclaration conforme à ce programme. Ces œuvres seront exposées sous le nom de leur auteur et soumises à l'appréciation d'un jury d'admission, nommé par le Conseil d'administration de l'Union centrale, et qui sera chargé d'organiser le placement.

Section des artistes. — Toutefois, les artistes seront admis à exposer dans les mêmes salles les œuvres exécutées par eux ; mais, pour cette catégorie d'ouvrages, il sera perçu un droit une fois payé de 5 francs pour chaque ouvrage n'excédant pas 50 centimètres de côté en surface murale ; au-dessus de cette mesure, le droit sera porté à 15 francs une fois payés pour chaque mètre couvert. Les ouvrages qui doivent être exposés debout seront soumis à une taxe une fois payée de 30 francs par mètre carré de surface à terre, quand ils dépasseront un diamètre de 50 centimètres ; pour toutes les pièces au-dessous, il ne sera perçu qu'un droit de 10 francs.

ART. 3. — Dans le cas où l'exposition serait prolongée, l'exposant jouirait gratuitement de sa place durant toute la prolongation.

La prolongation ou le retard de l'exposition ne donneront lieu à aucune indemnité, soit de la part de l'administration, soit de la part des exposants.

ART. 4. — Chaque exposant, en faisant acte d'adhésion, aura à indiquer le nombre de mètres qui lui seront nécessaires et qu'il sera tenu d'occuper pendant toute la durée de l'exposition.

ART. 5. — Dans le cas où l'exposant obtiendrait de l'administration la faculté d'occuper un nombre de mètres supérieur à celui qu'il aurait primitivement souscrit, ou qu'il

serait reconnu qu'il a, sans autorisation, occupé un espace plus grand que celui qu'il aurait payé, il aurait à tenir compte, dans les deux cas, de la différence en plus, suivant le relevé qui en serait fait par les soins de l'Union centrale.

ART. 6. — Chaque exposant aura à payer un tiers de son emplacement à l'avance, et ce, au plus tard, le 30 mai 1884, à la caisse de l'Union centrale, Palais de l'Industrie, porte VII; le second tiers sera exigible le 10 août, et le solde le 10 septembre.

ART. 7. — Il sera remis à chacune des personnes qui désireront prendre part à l'exposition un bulletin imprimé où elle indiquera ses nom, prénoms, profession et adresse, la nature de ses produits, la classe où elle désire être comprise, et enfin le nombre de mètres dont il a été question à l'article 4.

ART. 8. — Ces bulletins doivent être envoyés, franc de port, au secrétariat de l'Union centrale, Palais de l'Industrie, porte VII, le plus tôt possible, et au plus tard le 1^{er} mai 1884.

ART. 9. — Un livret, qui ne sera que la transcription textuelle ou le dépouillement analytique de ces bulletins, sera publié par les soins de l'administration. L'exposant qui n'aurait pas suivi les prescriptions des articles 7 et 8 ne devrait s'en prendre qu'à lui-même si sa notice laissait trop à désirer, ou si elle n'avait pu être insérée audit livret.

ART. 10. — Au cas où, dans un but décoratif ou d'ensemble général ou partiel, l'administration préparerait quelques emplacements spéciaux qui pourraient être accordés à certaines industries, le prix de la location de place serait le même que partout ailleurs; mais les frais de construction et de décoration seraient en plus à la charge de l'exposant, qui rembourserait à l'administration, lors de la prise de possession, le prix indiqué et convenu à l'avance et qui, dans aucun cas, ne pourrait être contesté.

L'admission, le classement et la désignation des emplacements appartiennent à l'administration qui retiendra les œuvres et les produits qu'elle jugera dignes de concourir au but de l'Exposition; elle pourra exclure, au moment où elle recevra les produits, ceux qui seraient, d'après son appréciation, en dehors du but de l'Exposition ou qui ne rentreraient pas dans la classification adoptée.

L'administration se réserve l'ordre et la police de l'Exposition et, par suite, le droit d'admettre, de refuser, et même d'exclure à tout moment de l'Exposition, tout exposant qui ne se conformerait pas au règlement.

Dans tous les cas, l'administration aurait à rembourser intégralement les sommes perçues à l'avance sans autre indemnité; les frais de déplacement, de transport et d'installation resteraient à la charge de l'exposant.

Les exposants devront se conformer aux prescriptions de l'architecte pour l'harmonie et la décoration de leur emplacement.

ART. 11. — Les ouvrages et les produits compris dans la classification de l'Exposition moderne devront être rendus au Palais de l'Industrie, du 15 au 25 juillet, à 4 heures du soir.

Les produits qui ne seraient pas installés le 30 juillet à

4 heures du soir seront enlevés des galeries et de la nef, et emmagasinés aux frais et risques du propriétaire.

Passé le 26 juillet, les produits seront refusés et les droits de place payés antérieurement demeureront acquis à l'Exposition; l'administration disposera des emplacements.

ART. 12. — Les envois concernant les concours, à moins de dispositions spéciales indiquées dans les programmes particuliers, seront adressés, franc de port, au Palais de l'Industrie, de 8 heures du matin à 5 heures du soir, du 20 au 31 août, terme de rigueur.

MODÈLE D'ADRESSE POUR LES ENVOIS

FRANCO

A Monsieur le Secrétaire général de l'Union centrale
des Arts décoratifs

Au Palais de l'Industrie (Champs-Élysées),
Paris.

Envoi de (nom et prénoms)
demeurant à
Nature des produits :

ART. 13. — Les frais de montage, de démontage, de remballage, demeureront à la charge de l'exposant, à quelque groupe qu'il appartienne.

ART. 14. — Les arrangements et aménagements particuliers seront à la charge des exposants, et ne pourront être exécutés que conformément au plan général et d'ensemble. Des entrepreneurs se tiendront à la disposition des exposants; leurs mémoires, s'il y a lieu, seront réglés par les soins de l'administration, sur la demande qui en sera faite à l'administrateur délégué.

Cependant les exposants pourront employer, avec l'autorisation de l'administration, tels ouvriers qu'il leur plaira.

ART. 15. — M. le secrétaire général est chargé de veiller à ses décisions.

ART. 16. — Le Conseil d'administration prendra toutes les mesures nécessaires pour préserver les objets exposés de toute avarie; mais, dans le cas de dégâts par incendie, pluie, etc., le dommage resterait à la charge de l'exposant.

ART. 17. — Les produits seront surveillés de jour et de nuit par un personnel choisi; mais, en aucun cas, l'administration de l'UNION CENTRALE ne sera responsable des vols ou détournements qui pourraient être commis.

ART. 18. — Les exposants pourront faire garder leurs produits par un représentant de leur choix, agréé par l'administration; mais ils devront déclarer au préalable le nom et la qualité de ce représentant à qui il sera délivré une carte d'entrée personnelle; cette carte ne pourra être cédée ni prêtée sous peine de retrait. Il en sera de même pour celle à laquelle chaque exposant aura droit.

Dans le cas où le représentant refuserait de se conformer au règlement intérieur de l'Exposition, l'administration, après un premier avis donné par le secrétaire général, pourrait lui retirer sa carte de représentant, et en aviserait l'exposant, afin qu'il ait à le remplacer immédiatement.

Un représentant ne peut avoir plus d'une carte d'entrée, quel que soit le nombre d'exposants qu'il représente.

Art. 19. — Aucun objet ne pourra être reproduit sous quelque forme que ce soit, sans une autorisation signée de l'exposant et du secrétaire général et qui restera entre les mains de l'Administration.

Dans le cas cependant où une reproduction aurait lieu, malgré les soins de la police intérieure, l'administration n'en serait pas responsable.

L'administration se réserve la reproduction des vues d'ensemble.

Art. 20. — Des commissions ou sous-commissions de classements, aussi bien que le jury d'admission pour certains groupes, pourront être nommés, s'il y a lieu, par le comité directeur.

Art. 21. — Dès le lendemain de la clôture de l'Exposition, les exposants procéderont à l'enlèvement de leurs produits et de leurs installations.

Cette opération devra être terminée au plus tard huit jours après la fermeture.

Passé ce terme, les produits et les installations qui n'auraient pas été retirés seront enlevés d'office et consignés dans un magasin public aux frais et risques des exposants.

Les objets qui, au 15 février suivant, n'auraient pas été retirés seront vendus en vente publique.

Art. 22. — Par le seul fait de son adhésion, l'exposant accepte le présent règlement dans son entier, et s'engage à se conformer à toutes ses prescriptions.

ARTICLE SUPPLÉMENTAIRE

Les artistes et les industriels des pays étrangers sont admis au même titre que les nationaux à l'Exposition de la Pierre, du Bois, de la Terre et du Verre

M. Lorain, architecte de l'Union centrale des Arts décoratifs, est chargé de l'organisation, de l'installation et de la surveillance de tous les travaux de l'Exposition de 1884.

S'adresser pour les renseignements à M. le secrétaire général au Palais de l'Industrie (porte VII), aux Champs-Élysées.

(A suivre.)

RÈGLEMENT

DE L'ÉCOLE NATIONALE ET SPÉCIALE DES BEAUX-ARTS

Nous croyons rendre service à nos abonnés en publiant *in extenso* ce règlement en ce qui concerne l'architecture.

TITRE I^{er}

DE L'ÉCOLE

Art 1^{er}. — L'école nationale et spéciale des beaux-arts donne l'enseignement des arts du dessin, de la peinture, de la sculpture, de l'architecture, de la gravure en taille-douce, de la gravure en médailles et en pierres fines.

Elle comprend :

1^o Des cours oraux se rapportant aux différentes branches de l'art ;

2^o L'école proprement dite, où l'on peut, à la suite d'épreuves d'admission, participer à des études pratiques, à des concours, obtenir des récompenses et des titres ;

3^o Les ateliers, où l'on peut, à la suite d'épreuves d'admission, participer à des études pratiques, à des concours, obtenir des récompenses ;

4^o Des collections ;

5^o Une bibliothèque.

L'enseignement de l'école est gratuit.

TITRE II

DE L'INSCRIPTION À L'ÉCOLE

Art. 2. — Les jeunes gens qui veulent profiter de l'enseignement de l'école doivent préalablement se faire inscrire au secrétariat de l'école, justifier de leur âge et de leur qualité, et, de plus, s'ils sont étrangers, se présenter avec une lettre d'introduction de l'ambassadeur, du ministre ou du consul général de leur nation.

Tous doivent être munis d'une pièce attestant qu'ils sont capables de subir les épreuves d'admission.

Art. 3. — Nul ne peut obtenir son inscription s'il a moins de quinze ans et plus de trente ans révolus, dernière limite d'âge des études à l'école.

Art. 4. — Une inscription spéciale pour chaque concours est obligatoire dans les huit jours qui le précèdent, sauf dans les cas indiqués par l'administration.

Art. 5. — Sont élèves de l'école et jouissent des avantages attachés à cette qualité les jeunes gens qui ont été admis à l'école proprement dite :

TITRE III

DE L'ENSEIGNEMENT

Art. 6. — L'enseignement de l'école comprend :

1^o Les cours oraux ;

2^o Les exercices, examens et concours de l'école proprement dite ;

3^o Les exercices et les concours des ateliers.

CHAPITRE 1^{er}. — Des cours.

Art. 7. — Les cours professés à l'école sont :

1^o L'histoire générale ;

2^o L'anatomie ;

3^o La perspective, à l'usage des peintres et des architectes ;

4^o Les mathématiques et la mécanique ;

5^o La géométrie descriptive ;

6^o La physique et la chimie ;

7^o La stéréotomie et la levée de plans ;

8^o La construction ;

9^o La législation du bâtiment ;

10^o L'histoire de l'architecture ;

11^o La théorie de l'architecture ;

12^o Le dessin ornemental ;

13^o La composition décorative ;

14^o La littérature ;

- 15° L'histoire et l'archéologie ;
 16° L'histoire de l'art et l'esthétique.

Le programme de ces cours est déterminé par le conseil supérieur et approuvé par le ministre.

Art. 8. — Ces cours ont lieu aux jours et heures fixés par l'administration, au commencement de chaque année scolaire.

Art. 9. — Ils sont suivis par les élèves de l'école proprement dite, par les élèves des ateliers et par toute personne qui, en ayant fait la demande à l'administration, aura obtenu une carte spéciale d'admission.

Art. 10. — Chaque année, des prix, spéciaux, dont le nombre pourra être porté jusqu'à trois pour chacun des cours d'histoire générale, de littérature, de chimie, de législation du bâtiment, seront décernés, à la suite d'épreuves fixées par les professeurs, aux élèves qui auront montré le plus d'aptitude pendant la durée des cours.

CHAPITRE II. — Du jugement des concours.

Art. 11. — Le jury de chacune des sections de peinture, de sculpture, d'architecture, et les jurys de gravure en taille-douce, de gravure en médailles et en pierres fines, institués par le décret organique de l'école, prononcent sur les épreuves et concours, chacun exclusivement pour leur art.

En ce qui concerne les jurys mixtes ou spéciaux, le présent règlement fera connaître pour quel ordre de concours et de quelle manière ces jurys seront composés.

Le directeur est président des jurys.

Les jurys de peinture, de sculpture, d'architecture, de gravure, élisent chacun un vice-président pour la durée de l'année scolaire; les jurys mixtes élisent également un vice-président lorsqu'ils se réunissent.

L'inspecteur est secrétaire des jurys; à ce titre, il est chargé de la rédaction des procès-verbaux des séances.

Les jugements des concours sont précédés et suivis d'une exposition des ouvrages.

CHAPITRE III. — De l'école proprement dite.

Art. 12. — L'école proprement dite est divisée en trois sections : la section de peinture, la section de sculpture et la section d'architecture. A la section de peinture se rattache la gravure en taille-douce; à la section de sculpture la gravure en médailles et en pierres fines.

Art. 13. — Nul ne peut être admis à l'école proprement dite qu'après avoir satisfait aux épreuves fixées par les articles 14 et suivants pour la peinture et la sculpture, et par les articles 36 et suivants pour l'architecture.

ARCHITECTURE

Art. 35. — La section d'architecture se divise en seconde et en première classe.

Le nombre des élèves dans chaque classe n'est pas limité.

CONCOURS D'ADMISSION

Art. 36. — Les concours d'admission en seconde classe

ont lieu deux fois par an, au mois de mars et au mois de juillet.

Les candidats doivent avoir satisfait aux conditions d'inscription prescrites par les articles 2 et suivants pour subir les épreuves d'admission.

Art. 37. — Les listes d'appel sont formées d'après l'ordre d'inscription des candidats.

Tout candidat qui ne répond pas à l'appel de son nom est considéré comme renonçant au concours.

Art. 38. — Les candidats subissent d'abord une épreuve qui comprend :

1° Le dessin d'une tête ou d'un ornement d'après un plâtre, exécuté en huit heures ;

2° Le modelage d'un ornement en bas-relief d'après un plâtre, exécuté en huit heures ;

3° Une composition d'architecture exécutée en loge, en une seule séance de douze heures, à compter de la dictée du programme.

Art. 39. — Ces trois épreuves éliminatoires sont jugées par une commission composée du professeur de théorie de l'architecture, des professeurs des cours de dessin et de modelage, chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire choix du programme et des modèles, et de dix architectes, dix peintres, dix sculpteurs, tirés au sort parmi les membres des jurys en exercice jugeant exclusivement pour leur art, d'après un même maximum, 20.

Les candidats admis à la suite de ce jugement sont seuls autorisés à subir les autres épreuves.

Les élèves qui, ayant subi l'examen complet d'admission, auront été déclarés admissibles pour ces trois épreuves éliminatoires, seront dispensés de les subir lorsqu'ils se présenteront à un nouvel examen.

Art. 40. — La seconde partie du concours d'admission consiste :

1° En exercices de calcul faits en loge ;

2° En un examen d'arithmétique, d'algèbre et de géométrie ;

3° En un examen de géométrie descriptive ;

4° En une épreuve d'histoire.

Cette épreuve consiste en un examen oral et en une composition écrite sur les notions générales de l'histoire. Dans le jugement de cette composition on tiendra compte des qualités de rédaction.

Toutes ces épreuves ont lieu conformément aux programmes publiés par l'administration de l'école des beaux-arts.

Art. 41. — L'ordre dans lequel les candidats subissent leur examen est déterminé par le sort.

Art. 42. — Tout candidat qui renonce à une seule des épreuves est considéré comme se retirant du concours.

Art. 43. — Un second jugement préparatoire et éliminatoire est porté sur les épreuves scientifiques par les professeurs de l'enseignement scientifique et par l'examinateur de l'école.

A la suite de ce jugement, le classement des élèves admis est fait par l'administration, en multipliant chaque note obtenue par un coefficient qui est 12 pour la composition d'architecture, 2 pour la tête dessinée, 2 pour l'orne-

ment modelé, 5 pour les mathématiques, 3 pour la géométrie descriptive, 1 pour l'histoire.

La liste des candidats admis est soumise à l'approbation du ministre.

Art. 44. — Les candidats nouvellement admis prennent place à la suite des élèves déjà inscrits en seconde classe, d'après leur rang d'admission.

SECONDE CLASSE

Art. 45. — Les listes d'appel sont dressées, pour les élèves déjà reçus en seconde classe, d'après le nombre de valeurs qu'ils ont obtenues dans les concours affectés à cette classe, et pour les élèves nouvellement admis, dans l'ordre indiqué à l'article précédent.

EXERCICES AFFECTÉS À LA SECONDE CLASSE.

Art. 46. — Les exercices auxquels les élèves de seconde classe sont appelés à prendre part, sont :

- 1° Les concours d'architecture, divisés en exercices analytiques d'architecture et concours de composition proprement dite;
- 2° Les concours sur les matières de l'enseignement scientifique;
- 3° Les exercices de dessin ornemental;
- 4° Les exercices de dessin de figure et de modelage d'ornement.

(A suivre.)

NOUVELLES DIVERSES

Les arènes de Lutèce. — On sait que la somme votée par le Conseil municipal de Paris pour l'acquisition des terrains de la rue Monge, où se trouvent enfouies les arènes de Lutèce, s'élève à 1,200,000 francs.

Il a été décidé en principe que, sur ce terrain, on établira un square, rappelant le square Cluny. Les dépenses de ce square sont évaluées approximativement à la somme de 300,000 francs.

On annonce qu'à la suite de démarches faites auprès de lui par plusieurs membres du comité des arènes, le président du Conseil, ministre de l'instruction publique, a promis de demander au Parlement un crédit de 100,000 fr. pour part contributive de l'État dans la dépense.

Le cloître Notre-Dame. — Le domaine de l'État fait annoncer la mise en vente des terrains où s'élevaient, avant 1831, les écuries de l'archevêché, et qui forment un îlot circonscrit par les rues du Cloître-Notre-Dame, Chanoinesse et Massillon. Ces terrains font face au chevet de Notre-Dame, à l'entrée du caveau archiépiscopal et au square ouvert sur les jardins du palais; les constructions qui les couvraient ont été abattues après le pillage de l'archevêché et le transfert de la résidence archiépiscopale dans un autre quartier.

Si le sol qu'on foule à Paris est une poussière historique, cette poussière l'est doublement dans la Cité, ce berceau de la grande ville.

L'îlot dont nous venons de parler formait l'extrémité orientale de « l'encloître » ou clôture canoniale, dont l'entrée, située à gauche de la basilique, consistait en un

pavillon percé d'une grande baie et appuyé à l'église de Saint-Jean le Rond, ancien baptistère de Notre-Dame.

Ce cloître du chapitre Notre-Dame longeait celui des chanoines de Saint-Denis-du-Pas, église située derrière le chevet de la basilique. Un puits desservait les deux cloîtres; il était placé en face de la rue Massillon et des terrains dont on annonce la prochaine aliénation. Passant derrière Saint-Denis et son cloître, celui de Notre-Dame était fermé par une porte qui le séparait du terrain, ou Motte-aux-Papelards, emplacement actuel de la Morgue, et conduisant au Port-l'Évêque, représenté aujourd'hui par le nouveau quai de l'Archevêché; la porte était située à quelques mètres de la fontaine actuelle du square Notre-Dame; le cloître était une véritable cité dans la cité : chaque chanoine y avait sa maison, en forme de petit hôtel. Moins heureuse que la cathédrale de Noyon, qui a conservé sa ceinture de maisons canonales, celle de Paris n'en possède plus que deux ou trois, et une seule, vis-à-vis du transept septentrional de la basilique, a gardé son ancien aspect.

Quelques autres maisons, sises on la rue Chanoinesse, conservent encore, malgré le grattage et le badigeon, quelque chose de leur ancienne physionomie; mais la première et la seconde, rue d'Arcole, exercent à leur influence. Le goût de la grande bâtisse moderne, uniforme et sans caractère, se répand dans ce petit coin de la Cité, dernier refuge du vieux Paris; les rues de la Colombe, des Ursins, des Chantiers Chanoinesse, voient de temps en temps tomber une vieille maison et six étages carrés s'élever à la place. C'est ce qui va se produire dans l'îlot mis en vente. Les nouveaux bâtiments masqueront les derniers petits hôtels canoniaux qui forment l'extrémité de la rue Chanoinesse, et dont les jardins étaient baignés par la Seine, avant la construction du quai Napoléon, qui a fait disparaître le pont Rouge et le port aux Œufs.

BIBLIOGRAPHIE

La livraison d'octobre 1883 de la *Revue des arts décoratifs* (Paris, A. Quantin, éditeur), contient les matières suivantes :

TEXTE : *Exposition d'Amsterdam*, par M. Victor Champier. — I. La participation de la France à l'exposition d'Amsterdam et celle des autres nations. Le pavillon d'honneur de la Commission française organisé par l'Union centrale des arts décoratifs. — II. Histoire de l'Union centrale; ses débuts, ses doctrines; influence qu'elle a exercée sur le goût public et la production artistique par ses concours et par ses expositions. — III. Description du pavillon de la Commission française à l'exposition d'Amsterdam et des objets qui y sont exposés. — PLANCHES IORS TEXTE: Vue et perspectives du grand salon de la Commission, deux dessins de M. Prignot. — Peinture exécutée par M. Ehrmann pour le tympan du pavillon. — Figures décoratives exécutées en faïence par M. Th. Deck, d'après les cartons de M. Ehrmann. — Figures décoratives exécutées en faïence par MM. Boulanger et C^e, d'après les cartons de M. Ehrmann. — Meuble Louis XVI de M. Beurdeley. — Table de M. Dasson. — Testimonial en argent massif offert à M. Dietz-Monnin,

exécuté par MM. Christoffe. — Grand meuble à bijoux, par M. H. Fourdinois. — Grande porte de bois de coupleurs, par M. H. Fourdinois. — Nombreuses gravures dans le texte.

M. P. Chenevier, architecte de la ville de Verdun (Meuse), nous adresse un spécimen de memento graphique à l'usage des constructeurs, dont l'emploi nous a semblé si utile que nous nous faisons un devoir d'en dire un mot à nos abonnés.

Dans un portefeuille de forme longue et étroite, fait de trois lames de carton chagriné, notre confrère a su inscrire six petits tableaux, grâce auxquels toutes les questions de calculs, de poids et de mesures sont résolues instantanément.

Poids des métaux, surfaces, mesures, charpentes, résistances, planchers, transformation des pentes en degrés, mesures des verres, épaisseurs des murs, pilotis, etc., en un mot, tout le petit monde de renseignements pratiques contenus d'ordinaire dans des carnets volumineux, est donné instantanément par la lecture des six petits tableaux protégés par la résistance du carton, et mis ainsi à l'abri de la négligence et des accidents. Une petite instruction accompagne le carnet et en facilite l'usage qui devient vite familier.

Au prix modique de 5 francs, notre confrère met à la portée des constructeurs un excellent ouvrage, dont l'établissement doit représenter de bien longues veilles et une somme considérable des connaissances pratiques. Il veut en faire profiter le monde de la construction, et nous l'aidons bien sincèrement dans cette œuvre utile en le signalant tout particulièrement à nos abonnés.

J. BOUSSARD.

VILLE DE SOISSONS (Aisne)

Adjudication des travaux de reconstruction de l'hospice

Montant des travaux.

Lot unique.	1,055,258,37
Cautionnement	52,760 »

Le jeudi 22 novembre 1883, à une heure de relevée, en la salle des réunions de la Commission administrative, à l'Hôtel-Dieu de Soissons, il sera procédé à l'adjudication, au rabais, sur soumission cachetée, en un seul lot, des travaux de reconstruction de l'hospice des Vieillards et des Enfants, dépense évaluée, non compris une somme à valoir et certains travaux réservés, à 1,055,258 fr. 37 cent.

Le cautionnement sera réalisé dans la huitaine de l'adjudication ; il est fixé à 52,760 francs.

Les frais seront versés le jour même ; ils seront évalués à 16,000 francs.

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs tous les jours excepté les dimanches et jours fériés, de 9 heures du matin à midi et de 2 à 4 heures du soir :

1^o A l'Hôtel-Dieu de Soissons, bureau de l'Economet ;

2^o Chez M. Truchy, architecte des hospices, à Soissons, rue Saint-Martin, 42.

Sur demande affranchie, adressée à l'économe des hospices, les entrepreneurs recevront de suite une affiche contenant les principales conditions de l'adjudication.

Le Maire, Président de la Commission,

LÉON CAILLEZ.

VILLE D'ÉPINAL

Concours pour l'emploi d'architecte départemental.

Un concours sur titres est ouvert à Épinal pour l'emploi d'architecte départemental des Vosges. Ce concours aura lieu aux conditions suivantes, fixées par la commission départementale. Seront seuls admis à concourir : Les élèves de l'École des beaux-arts ; les élèves de l'École d'architecture de Paris ; les ingénieurs des mines ou des ponts et chaussées ; les officiers supérieurs du génie ; les élèves de l'École centrale ayant le diplôme d'ingénieur civil (diplôme de construction) ; les architectes ayant plus de dix années d'exercice.

Pour prendre part au concours, chaque candidat devra faire parvenir à la préfecture des Vosges, à Épinal, avant le 8 novembre 1883 :

Une demande d'admission sur papier timbré ;

Des pièces officielles établissant qu'il est Français ou naturalisé français, qu'il aura plus de vingt-cinq ans au 1^{er} janvier, et qu'il jouit de ses droits civils et politiques.

Les diplômes qu'il a obtenus ; des certificats valables et circonstanciés, constatant son aptitude physique, sa moralité, indiquant les diverses études qu'il a faites, les emplois qu'il a occupés, les récompenses qu'il a obtenues, les travaux qu'il a dirigés, soit comme inspecteur, soit comme architecte, etc., etc.

Un mémoire très détaillé contenant l'exposé de ses titres, et donnant sur ses études, ses projets, ses récompenses et ses travaux tous les détails qu'il jugera utiles pour renseigner le jury. Ce mémoire sera, autant que possible, accompagné de dessins des édifices exécutés par le candidat ou projetés par lui en vue de l'exécution. Il pourra aussi être accompagné des mémoires, études ou rapports dans lesquels le candidat aurait pu traiter antérieurement des questions techniques, artistiques, contentieuses ou administratives.

L'engagement écrit de résider à Épinal en cas d'admission. (Délibération de la Commission départementale en date du 22 septembre 1883.)

L'architecte départemental recevra une indemnité de 3,000 francs pour la direction et la surveillance des travaux de toute nature concernant les bâtiments et mobiliers départementaux, pour la préparation des projets, avant-projets et devis, pour frais de bureau et de déplacement. Cette indemnité ne sera pas sujette à retenue et n'ouvrira pas droit à la retraite.

Il lui sera alloué, en outre, une remise calculée à raison de 5 0/0 du montant de la dépense autorisée pour les travaux neufs dont il aura présenté le projet et surveillé l'exécution. (Délibération du Conseil général en date du 24 août 1883.)

L'architecte départemental conservera la faculté de s'occuper des travaux communaux ou particuliers.

EXPLICATION DES PLANCHES

Pl. 64. — Longtemps encore on discourra sur les mérites et les splendeurs de l'escalier de Blois, mais jamais on n'en dira tout le bien qu'il en faudrait dire. Rien de logique, rien de grand, rien de mieux et plus logiquement construit se peut-il voir ? Remarquez surtout l'extrême liberté avec laquelle l'architecte a su relier les lignes rampantes de son escalier avec les verticales de son architecture. Disséquant son épure, il a tenu à ne laisser subsister que les parties de pierre absolument indispensables pour ajourer tout le reste. Tous les constructeurs sérieux de cette époque ont suivi les mêmes principes et il nous faut reconnaître que leurs moindres constructions ont conservé une valeur artistique de premier ordre. Heureusement que la génération des architectes qui arrive aujourd'hui aux affaires, possède une dose de science assez grande pour avoir déjà su s'assimiler suffisamment les beaux principes des belles époques passées, et que cette génération ne passera pas sans avoir rénové ces belles traditions marquées, de plus, au coin de sa personnalité.

Pl. 65. — Il y a quelque dix ans, cette architecture, pierre, bois, briques et faïences, a été de grande mode; elle l'est encore quelque peu chez beaucoup d'hommes de cette époque. Est-ce bien de l'Art? telle n'est pas notre croyance. Elle représente surtout une époque de transition ou plutôt un point de départ dans la recherche d'un style plus savant que celui auquel Louis-Philippe a attaché son nom : nous voulons parler de la grosse maison blanche carrée, rêve de tous nos grands pères.

Le maître des œuvres du commencement du second empire n'était déjà plus un entrepreneur, et ses études le poussaient en avant : il a conçu des œuvres neuves, mais mal équilibrées, et créé cette série de constructions qui ornent la plupart des villes d'eaux de cette époque. Il y eut dans le nombre, des œuvres de certaine valeur, dont celle que nous publions aujourd'hui : les arrangements de la façade, l'escalier de bois de l'intérieur, tout indique le désir de faire bien. C'est, en résumé, une jolie maisonnette.

Pl. 66. — Comme ceux des grandes villes, les commerçants de la province veulent des magasins avec hôtel attenant et ils ont bien raison. Ce petit programme qui va devenir très répandu a été fort bien interprété par notre excellent camarade A. Dubos, dont le talent acquiert chaque jour une valeur des plus sérieuses. On commence à sentir l'artiste débarrassé des difficultés que le maniement des premiers blocs de pierre fait ressentir à tous les architectes au début de leur carrière.

Bien maître de lui aujourd'hui, notre excellent ami semble vouloir se rappeler très à propos les leçons de notre vénéré maître, M. Paccard, et on trouve dans sa petite façade une sobriété de style très personnelle. Tous nos compliments à l'architecte et nos félicitations au propriétaire qui a eu le bon esprit de laisser faire l'homme auquel il a confié ses intérêts. C'est un excellent exemple à tout point de vue.

Pl. 67-68. — Nous commençons, avec cette planche, la publication d'une très intéressante basilique due à notre

confrère, M. Morey, et dont le plan seul a déjà paru. Ce plan, très étudié, très beau, laissait pressentir une élévation magistrale et nos lecteurs ne seront pas déçus dans leur attente. La façade principale est vraiment une très grande œuvre que laisse deviner cette belle élévation latérale, où les baies s'ouvrent de façon si crâne, en ne laissant subsister que des pleins dont les proportions donnent à l'aspect d'ensemble une très grande légèreté.

Pl. 69-70. — Ici nous abordons le domaine aride de la construction en fer. Le rétablissement de la passerelle de la gare d'Hazebrouck (chemin de fer du Nord) est une œuvre très intéressante dont le détail très complet, que nous en publions, constitue la meilleure des explications : Il faut étudier cette œuvre clou par clou sur l'épure, et nous ne pouvons que vous convier à ce travail instructif.

J. BOUSSARD,

Architecte du Ministère des postes et télégraphes.

BULLETIN FINANCIER

Nous avions raison, dans notre dernier bulletin, de conseiller la prudence. Le mouvement en avant est souvent enrayé, et à peine a-t-on gagné un peu de terrain qu'une réaction s'opère et l'on rétrograde aussi facilement que l'on avait avancé.

Les réalisations n'ont pas manqué de se produire et ont fait perdre aux cours la majeure partie de l'avance obtenue.

Les cours cependant dénotent toujours une tenue relativement ferme, que des circonstances tant soit peu favorables, si elles venaient à se produire, ne manqueraient pas d'accentuer encore. Espérons qu'elles se manifesteront et que la prudence des spéculateurs aidant, nous verrons le marché reprendre enfin cette confiance qui lui manque en ce moment.

Les articles de la *Gazette de Cologne* et de la *Presse de Vienne* ont servi de thème aux conversations des groupes. Mais il ne faut pas chercher de ce côté la cause de la lourdeur du marché.

On commence à être blasé en Bourse et les critiques, même les attaques plus ou moins acerbes des journaux officieux allemands ne produisent plus d'effet.

Parmi les valeurs sérieuses, il en est une toujours recherchée de l'épargne et que n'atteignent en aucune façon les attaques injustes dont elle est l'objet de la part de la petite presse financière. Nous voulons parler du Crédit foncier dont les titres se classent toujours très bien. Actions et obligations se maintiennent par cela même dans d'excellents cours. C'est un placement de premier ordre que nous ne craignons pas de recommander.

C. D.

L'administrateur-gérant : SAMSON COHEN.

Paris.—Imp. de l'Ecole centrale, 18, rue de la Harpe. J. DEJEY, dir.

SOMMAIRE DU N° 11

TEXTE. — I. Union centrale des Arts décoratifs : 3^e exposition technologique des industries d'art : la pierre, le bois, la terre et le verre ; documents divers. — II. Règlement de l'École nationale et spéciale des Beaux-Arts. — III. Nouvelles diverses. — IV. Bibliographie. — V. Explication des planches. — VI. Courrier financier.

PLANCHES. — 71-72. Hall anglais à la Chapelle-en-Serval, appartenant à M. E. B. ; M. Delcourt-Wincqz, architecte ; façade principale. — 73. Id. plan. — 74. Église de Plounevez-Lochrist (Finistère) ; façade : dessin de M. Rivoalen, architecte. — 75. Hôtel à Sablé (Sarthe) ; détails : M. Dubos, architecte. — 76. Balcons en fonte de fer : M. L. Thiriot, à Paris. — 77. Gare d'Hazebrouck : rétablissement de la passerelle.

UNION CENTRALE DES ARTS DÉCORATIFS

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Documents officiels de la 3^{me} exposition technologique des industries d'art : La pierre, le bois (construction), la terre et le verre.

CONCOURS SPÉCIAUX

Comme en 1880, pour les arts du Métal, et en 1882 pour les arts du Bois, des Tissus et du Papier, l'Union centrale ouvrira des concours spéciaux tout à fait indépendants de l'Exposition proprement dite. Ils seront consacrés aux industries qui mettent en œuvre la *Pierre*, le *Bois* (construction), la *Terre* et le *Verre*.

PROGRAMME DES CONCOURS

1^{er} Groupe : LA PIERRE

Concours premier (Pierre naturelle). — Une cheminée monumentale destinée à une bibliothèque, pierre ou marbre, avec sculpture ou mouluration.

Concours 2 (Pierre naturelle ou artificielle). — Un départ d'escalier, pilastre, piédestal et balustrade rampante (l'inclinaison étant de 0^m,35 par mètre).

Concours 3 (Pierre naturelle ou artificielle). — Modèle de lucarne appareillée formant le motif milieu de la façade d'un édifice (modèle au 1/4 de l'exécution).

Concours 4 (Mosaïque). — Un panneau palier en mosaïque romaine ou florentine, pour le vestibule d'entrée d'un musée d'art décoratif (dimension : 1^m x 1^m,75).

Concours 5 (Gemmes et pierres précieuses, Lapidairerie). — Vase, coupe ou plateau en pierre dure façonnée à la meule ou au tour. (Chercher par la forme à mettre en valeur les beautés de la pierre).

Concours 6 (Gravure). — Pierre dure gravée en creux pour bague. Emblème ou sujet symbolique propre à servir de sceau. (Joindre à la pierre une épreuve en cire).

NOTA : Pour les classes 1, 2 et 4, les dessins présentés doivent être au 1/5.

2^e Groupe : LE BOIS (construction)

Concours 7 (Charpente). — Un clocher d'hôtel de ville, de 8 mètres tout compris, au-dessus du faîte du monument, modèle au 1/10^e de l'exécution).

Concours 8 (Charpente). — Une treille en charpente, se composant de points d'appui moulurés et de traverses, destinée à former une salle de verdure sur une terrasse (modèle au 1/4 de l'exécution).

Concours 9 (Menuiserie). — Une porte à un vantail avec son chambranle (grandeur d'exécution). L'un des parements

sera à grands cadres, l'autre à glace. Le panneau du haut pourra être à jour.

Concours 10 (Sculpture sur bois). — Boîte aux lettres destinée à l'intérieur de la salle principale d'un édifice consacré à un grand service public.

Concours 11 (Voitures). — Voitures d'enfant. (Rechercher l'élégance de la forme).

Concours 12 (Navigation). — Un bateau de plaisance, 1 avirons. Se préoccuper surtout de la forme et de la décoration (modèle au 1/5^e d'exécution).

3^e Groupe : LA TERRE

Concours 13 (Porcelaine). — Une coupe pour prix de concours agricole (sans couvercle, anses, ni parties rapportées).

Concours 14 (Porcelaine). — Un service de table : soupière, compotier, légumier, plat, assiette, etc. (forme et décoration).

Concours 15 (Faïence ou autres terres). — Un service de table (les plats et assiettes ne devront recevoir de décorations que celle du marli).

Concours 16 (Faïence). — Un poêle.

Concours 17 (Faïence). — Fontaine à laver les mains, adossée (les eaux venant sans qu'il soit besoin de faire un réservoir apparent).

Concours 18 (Faïence). — A. *Artistes* : Projet de décoration murale d'un préau d'école en carreaux de faïence. Suj. : d'enseignement : histoire, géographie, sciences, etc. B. *Industriels* : Carreaux de revêtement pour salle de bain.

Concours 19 (Grès). — Un vase de jardin.

Concours 20 (Terre cuite). — Frise ornée servant à la décoration extérieure d'une maison de campagne.

4^e Groupe : LE VERRE

Concours 21 (Verrerie). — Service de table, verre, etc. (sans aucun décor de gravure).

Concours 22 (Cristallerie). — Service de table en cristal décoré.

Concours 23 (Cristallerie). — Pièce décorative en cristal taillé, faisant partie d'un service de table.

Concours 24 (Vitraux). — Vitrail coloré pour édifice civil ou pour habitation.

Concours 25 (Vitraux). — Vitrail en grisaille, pour édifice civil ou pour habitation.

Concours 26 (Vitraux). — Vitrail pour édifice religieux, coloré ou en grisaille.

Concours 27 (Émail des peintres). — Figure décorative ou portrait. — (Plaques de forme et de dimension indéterminées).

Concours 28 (Émail des orfèvres). — Toute œuvre d'émail champlévé — d'émail cloisonné ou d'émail de basse taille.

Concours 29 (Mosaïque d'émail). — Panneau décoratif ayant pour motif les armes de la ville de Paris, l'écusson ne devant occuper au maximum que le 1/5 de la composition.

Concours 30 (Mosaïque d'émail). — Encadrement extérieur d'une fenêtre.

Chacun de ces concours aura deux divisions ; la première, réservée aux artistes, comprendra tous les projets et modèles présentés à l'état de *dessins* ou de *maquettes* ; la deuxième sera spéciale à l'*industrie* ; n'y seront admises que les œuvres exécutées et complètement achevées.

Par exception, les concours 5 et 6 ne comportent que des œuvres exécutées et les divisions A et B de la classe 8.

aurent des sujets de concours différents pour les artistes et les industriels.

On peut concourir dans plusieurs classes et plusieurs divisions, et envoyer dans l'une de ces classes et divisions un ou plusieurs objets.

Sont admis à prendre part à ces concours tous les artistes et tous les industriels qui se conformeront au programme ci-dessus, quelles que soient les récompenses déjà obtenues par eux, mais à la condition de n'appartenir ni au jury chargé de l'examen de ces concours, ni au Conseil d'administration de l'Union centrale.

Le but de l'Union centrale étant de provoquer les efforts d'invention chez les artistes et l'habileté d'exécution chez les industriels, nulle pièce ne pourra être présentée au concours si elle a déjà figuré dans une exposition.

Nul ne pourra prétendre à une récompense parmi les artistes s'il n'est l'auteur du projet présenté par lui ; pourront seuls prendre rang dans le concours de l'industrie ceux qui auront inventé ou exécuté ou fait exécuter sous leur direction les pièces qu'ils présenteront.

L'anonymat étant la condition expresse de ces concours, les pièces présentées ne porteront aucun nom d'auteur, mais un signe distinctif ou une légende correspondant à un pli cacheté contenant l'adresse et le nom du concurrent.

Des prix, d'un type absolument nouveau, seront spécialement créés et uniquement réservés à ce concours.

Ils consisteront en une plaquette de bronze pour chacun des trente concours.

Deux plaquettes, fondues en or et d'une valeur de mille francs chacune, seront mises à la disposition du jury. Elles porteront le nom de *grand prix de l'Union centrale*.

L'un de ces prix sera destiné aux arts de l'architecture : la *Pierre* et le *Bois* (construction) (classe 1 à 12) ; l'autre sera destiné aux arts du feu : la *Terre* et le *Verre* (classes 13 à 30).

Ils seront décernés dans un concours au second degré entre les objets classés au premier rang dans le premier concours. Ils ne pourront être attribués qu'à une composition absolument originale.

Les étrangers sont admis au même titre que les nationaux à présenter des pièces au concours. Ils devront se conformer au règlement général et figurer dans l'une des classes de l'Exposition.

Les envois concernant les concours spéciaux seront adressés, franc de port, au Palais de l'Industrie, du 25 septembre au 1^{er} octobre 1884, terme de rigueur.

Le jugement des concours aura lieu du 1^{er} au 5 octobre et l'Exposition publique immédiatement après.

Le Président de l'Exposition
HENRI BOULHET.

Vu : Le Président de l'Union centrale,
ANTONIN PROUST.

Pour tous autres renseignements, s'adresser au secrétariat de l'Union centrale, Palais de l'Industrie, Porte VII.

RÈGLEMENT DE L'ÉCOLE NATIONALE ET SPÉCIALE DES BEAUX-ARTS (Suite)

Concours d'architecture.

Art. 47. — Ces concours consistent chaque année en :

1^o Six concours sur éléments analytiques ou étude de composition à grande échelle sur sujets fragmentaires.

Les programmes en sont donnés aux élèves après ceux des compositions à rendre.

2^o Six concours de composition proprement dits sur projets rendus.

3^o Six concours de composition sur esquisse.

Les esquisses de ces divers concours se font en loge, et chacune en une seule séance de douze heures.

Avant d'être admis aux concours de composition, les élèves devront avoir obtenu deux mentions dans les concours d'éléments analytiques.

On ne peut exécuter simultanément un concours de composition sur projet rendu et un concours d'éléments analytiques.

Art. 48. — Il y a chaque année, pour les élèves de la seconde classe, deux exercices se rapportant aux cours d'histoire de l'architecture.

Ces exercices, dirigés par le professeur d'histoire de l'architecture, consistent en étude de fragments d'architecture de différentes époques.

Les travaux qui y sont exécutés peuvent être conservés, sur l'avis du professeur, en vue de l'obtention de la mention nécessaire au passage à la première classe.

Ils sont soumis à l'appréciation d'un jury composé du professeur spécial et du jury d'architecture.

Concours sur les matières de l'enseignement scientifique.

Art. 49. — Ces concours consistent :

1^o Pour les mathématiques et la mécanique :

En un examen sur les matières du cours et en des épreuves faites en loge.

2^o Pour la géométrie descriptive :

En un certain nombre d'épures, dont une au moins faite en loge, et en un examen sur les épures et sur les matières du cours.

Ces examens ont lieu deux fois par an.

3^o Pour la stéréotomie et le levé de plans :

En un certain nombre d'épures et en un examen sur ces épures et sur les matières du cours.

4^o Pour la perspective :

En un certain nombre de croquis et de dessins d'après nature, en des épures dont une au moins doit être faite en loge, et en un examen sur ces exercices et sur les matières du cours.

Chacun de ces concours est jugé, sur le vu des croquis et des épures, pour la géométrie descriptive, la stéréotomie et la perspective, et sur les rapports des professeurs spéciaux, par le jury mixte composé, en nombre égal, de professeurs de sciences et de membres tirés au sort dans le jury d'architecture en exercice.

Nul ne peut prendre part au concours de stéréotomie et de perspective avant d'avoir obtenu une mention en géométrie descriptive.

5^o Pour la construction :

En des exercices en loge pendant la durée du cours ; en des exercices spéciaux dans les ateliers, et en un concours de construction générale qui dure trois mois et qui est suivi d'un examen oral.

Le jugement est rendu, sur le vu des dessins et sur le rapport du professeur de construction, par le jury d'architecture en exercice, auquel s'adjoignent les professeurs de géométrie descriptive et de stéréotomie.

Nul ne peut prendre part aux exercices et au concours de

construction avant d'avoir obtenu une mention en mathématiques, une mention en géométrie descriptive et une mention en stéréotomie.

Les élèves déclarés revisibles à la suite des jugements de stéréotomie, de perspective et de construction, sont admis à subir un nouvel examen au commencement de l'année scolaire.

Etudes simultanées de dessin et de modelage.

Art. 50. — Outre les études et concours ci-dessus indiqués, les élèves de la seconde classe participent à des exercices de dessin et de modelage.

Ils consistent :

- 1° En dessin d'ornement.
- 2° En dessin de figure, d'après le plâtre ;
- 3° En modelage d'ornement en bas-relief, d'après le plâtre.

Chacun de ces exercices, qui seront en nombre égal, autant que les besoins du service le permettront, est dirigé par le professeur spécial de dessin d'ornement, de dessin de figure ou de sculpture.

Les travaux, dont les dimensions sont déterminées par le professeur, s'exécutent en douze heures. Ils peuvent être conservés, sur l'avis du professeur, en vue de l'obtention de la mention nécessaire au passage en première classe, et sont soumis à l'appréciation du jury, composé du professeur spécial et de dix peintres ou de dix sculpteurs et de dix architectes tirés au sort dans les jurys en exercice.

La liste d'appel est formée suivant l'ordre des valeurs obtenues dans la seconde classe.

Récompenses accordées en seconde classe.

Art. 51. — Sont affectées comme récompenses en seconde classe :

- 1° Dans les concours d'éléments analytiques, des secondes mentions ;
- 2° Dans les concours de composition d'architecture sur projets rendus, des premières et des secondes mentions ;
- 3° Dans les concours de composition d'architecture sur esquisse, des secondes mentions ;
- 4° En mathématiques, en géométrie descriptive, en stéréotomie et en perspective, des médailles spéciales (troisièmes médailles) et des premières mentions ;
- 5° En construction, des premières, des deuxième et des troisièmes médailles et des mentions ;
- 6° En dessin d'ornement, en dessin de figure, en ornement modelé et en études d'histoire de l'architecture, des troisièmes médailles et des mentions.

Toutes ces récompenses peuvent être cumulées.

Art. 52. — Tout élève qui, dans le courant de l'année scolaire, n'a pas rendu deux projets au moins ou pris part à deux concours d'éléments analytiques, ou passé deux examens, ou rendu un projet et passé un examen, ou fait le concours de construction, est considéré comme démissionnaire, et ne peut de nouveau faire partie de l'Ecole qu'en subissant les épreuves d'admission, à moins qu'il n'en soit dispensé par décision du Conseil supérieur.

Dans le cas d'une nouvelle admission, les degrés antérieurement acquis à l'élève lui sont conservés.

Sont exemptés définitivement de cette obligation les élèves de la seconde classe qui, ayant été admis au concours définitif du prix de Rome, ont exécuté le concours.

Conditions d'admission à la première classe d'architecture.

Art. 53. — Pour passer de la seconde à la première classe les élèves doivent avoir obtenu :

- 1° En architecture, six valeurs, dont deux au moins sur éléments analytiques et deux sur projets rendus ;
- 2° En mathématiques, en géométrie descriptive, en stéréotomie, en construction, en perspective, une médaille ou une mention ;
- 3° Une médaille ou une mention de dessin d'ornement, de figure dessinée, d'ornement modelé, d'études d'histoire de l'architecture.

PREMIÈRE CLASSE

Concours et exercices affectés à la première classe.

Art. 54. — Les concours ouverts aux élèves de la première classe sont :

- 1° Des concours d'architecture ;
- 2° Un concours d'ornement et d'ajustement ;
- 3° Des concours se rapportant au cours d'histoire de l'architecture ;
- 4° Des concours de dessin de figure ;
- 5° Des concours d'ornement modelé.

Art. 55. — Les concours d'architecture consistent chaque année en :

- 1° Six concours sur projets rendus ;
- 2° Six concours sur esquisses.

Toutes les esquisses se font en loge, et chacune d'elles est exécutée en une seule séance de douze heures.

Art. 56. — Il y a chaque année :

- 1° Un concours d'ornement et d'ajustement, donnant lieu aux prix Rougevin ci-dessous mentionnés.
- Ce concours se fait en loge et dure sept jours ;
- 2° Deux concours se rapportant aux cours d'histoire de l'architecture.

Ils consistent en compositions reproduisant un style d'architecture déterminé.

Le programme en est donné par le professeur d'histoire de l'architecture.

Chacun de ces concours, dont l'esquisse seule se fait en loge, dure dix jours.

Etudes simultanées de dessin et de modelage.

Art. 57. — Outre les concours ci-dessus indiqués, les élèves de la première classe participent à des exercices de dessin et de modelage qui consistent :

- 1° En dessin de figure, d'après la nature ou d'après le plâtre.
- 2° En modelage d'ornements, d'après le plâtre.

Chacun de ces exercices, qui seront en nombre égal autant que les besoins du service le permettront, est dirigé par le professeur de dessin ou de sculpture.

Les travaux, dont les dimensions sont déterminées par le professeur, s'exécutent en douze heures.

Art. 58. — Il y a, chaque année, deux concours de dessin de figure et deux concours d'ornement modelé.

Chaque concours comprend douze heures de travail.

Il est jugé par un jury composé du professeur spécial et de dix peintres ou dix sculpteurs et dix architectes, tirés au sort dans les jurys en exercice.

Récompenses accordées en première classe.

Art. 59. — Sont affectés comme récompense en première classe :

- 1° Dans les concours d'architecture sur projets rendus, des pre

mières médailles, des deuxième médailles et des premières mentions.

2° Dans les concours d'architecture sur esquisse, des deuxième médailles et des premières et deuxième mentions ;

3° Dans le concours d'ornement et d'ajustement, dans les concours d'histoire de l'architecture, des premières médailles, des deuxième médailles et des premières mentions ;

4° Dans les concours de dessin de figure et d'ornement modelé, des premières médailles, des deuxième médailles et des premières mentions.

Toutes ces récompenses peuvent être cumulées.

Art. 60. — Tout élève de première classe, qui n'a pas rendu au moins un projet et pris part à l'un des concours spécifiés aux articles 56 et 58, dans le courant de l'année scolaire, est considéré comme renonçant à continuer ses études à l'Ecole, sauf décision du Conseil supérieur.

Sont exemptés de cette obligation les élèves de première classe admis au concours définitif du grand prix de Rome et ayant exécuté le concours, et ceux qui ont obtenu, soit le diplôme d'architecte, soit la grande médaille d'émulation, soit le prix Abel Blouet.

Grande médaille d'émulation.

Art. 61. — Il est affecté à l'élève qui a remporté en première classe le plus de valeurs, de récompenses dans les divers concours de l'année scolaire, un prix qui prend le nom de grande médaille d'émulation.

La somme des valeurs s'établit d'après le tableau dressé au titre V ; toutefois, les récompenses obtenues dans les concours de dessin d'ornement, de dessin de figure, d'ornement modelé et de composition décorative ne comptent que pour un tiers de leur valeur.

La grande médaille d'émulation peut être cumulée.

Diplôme d'architecte.

Art. 62. — Les épreuves à la suite desquelles le diplôme peut être accordé ont lieu, chaque année, à l'Ecole des Beaux-Arts.

Art. 63. — Pour être admis à ces épreuves, il faut avoir obtenu au moins neuf valeurs en première classe dans les concours d'architecture, d'ornement, d'ajustement ou du prix de Rome, ainsi qu'une valeur dans les concours d'histoire de l'architecture.

Art. 64. — Le programme est donné par le conseil supérieur.

Art. 65. — Le sujet proposé au candidat consiste en un projet d'architecture conçu et développé comme s'il devait être exécuté.

Les épreuves se divisent en deux parties successives, l'une graphique et l'autre orale.

La partie graphique se compose de plans, élévations et coupes ; elle embrasse les détails de la construction ; elle est complétée par un mémoire descriptif et d'un devis estimatif d'une partie de la construction.

La partie orale consiste en un examen sur les différentes parties du projet lui-même ; sur les parties théorique et pratique de la construction, telles que qualités et défauts des matériaux, leur résistance, les moyens employés pour leur mise en œuvre ; sur l'histoire de l'architecture ; sur les éléments de physique et de chimie appliqués à la construction, et enfin sur les notions essentielles de législation du bâtiment et de comptabilité.

Art. 66. — Les épreuves sont jugées par une commission spéciale composée de la manière suivante :

Le directeur de l'Ecole, président, assisté du secrétaire de l'Ecole ;

Le Secrétaire du conseil supérieur de l'Ecole, secrétaire.

Les membres de la section d'architecture de l'Académie des Beaux-Arts.

Les professeurs d'architecture de l'Ecole, savoir :

Les trois professeurs chefs d'ateliers, trois professeurs d'ateliers extérieurs, désignés par le conseil ; le professeur de construction, le professeur d'histoire de l'architecture, le professeur de théorie de l'architecture, le professeur de physique et de chimie, et le professeur de la législation du bâtiment, deux membres du conseil supérieur de l'Ecole, désignés par le conseil supérieur ; un inspecteur général des monuments historiques, un inspecteur général des édifices diocésains, un inspecteur général des bâtiments civils, désigné par le ministre.

Cette commission se réunit à l'Ecole, sur la convocation du directeur.

La commission élit un vice-président

ÉTUDE SIMULTANÉE DES TROIS ARTS

Concours d'émulation communs aux peintres, sculpteurs et architectes.

Art. 67. — Chaque année, il est ouvert, entre les élèves de l'Ecole proprement dite et des ateliers, deux concours qui seront l'application des études simultanées.

Peuvent seuls prendre part à ces concours les élèves qui ont obtenu, dans la section d'architecture, au moins une mention de dessin de figure et une mention d'ornement modelé.

Ces concours consisteront en des compositions décoratives dont le programme sera donné par le conseil supérieur.

L'esquisse est faite en loge en douze heures : le rendu aura lieu dans le délai d'un mois.

Ces concours sont jugés par un jury composé des professeurs d'études simultanées et de dix peintres, dix sculpteurs et dix architectes tirés au sort dans les jurys en exercice.

Il peut être décerné dans chaque section une première médaille, deux deuxième médailles au plus et des mentions.

Ces récompenses peuvent être cumulées.

Aux premières médailles sont joints des prix de... 300 fr.

Aux premières deuxième médailles, des prix de... 250 —

Aux secondes deuxième médailles, des prix de... 200 —

Des ateliers de l'Ecole.

Art. 68. — L'Ecole des Beaux-Arts comprend : trois ateliers d'architecture.

Art. 69. — Les ateliers sont ouverts aux élèves de l'Ecole proprement dite, qui choisissent, suivant l'ordre et la date de leurs récompenses, puis de leur rang sur la liste d'admission, celui des ateliers de leur section dans lequel ils désirent étudier.

Le nombre des élèves à admettre dans chaque atelier est déterminé par l'Administration, d'accord avec le professeur chef d'atelier.

Art. 70. — Les candidats à l'école proprement dite pour la section d'architecture, qui auront subi avec succès les épreuves éliminatoires, pourront être aussi admis aux ateliers d'après leur rang de classement dans les épreuves d'admission, mais seulement à défaut des élèves indiqués à l'article précédent, et jusqu'à la session d'examen suivante.

Art. 71. — L'inscription des élèves dans les ateliers doit être renouvelée au commencement de chaque année scolaire. L'inscription se fait soit directement, soit par lettre. Si, dans le premier mois, un élève ne s'est pas fait réinscrire, il est considéré comme démissionnaire.

Le professeur peut toujours désigner au directeur les élèves qu'il a des motifs d'exclure de son atelier.

Leur radiation est prononcée par le directeur, qui la notifie aux élèves. Ces élèves peuvent être admis dans un autre atelier, avec l'agrément du professeur de cet atelier, celui du professeur de l'atelier qu'ils quittent et avec l'assentiment du directeur.

Sous les conditions édictées à l'article 70, tout élève a la faculté de changer d'atelier.

Art. 72. — L'admission aux ateliers est définitive, mais une fois inscrit dans un atelier, l'élève doit y être assidu.

Les cas d'absence doivent toujours être justifiés de la part de l'élève auprès de son professeur.

Tout élève qui, dans l'espace de deux années, n'aura pas obtenu pour son art une récompense dans les concours de l'Ecole ou dans les concours du prix de Rome ne fera plus partie de l'atelier, à moins de décision contraire du conseil supérieur.

Art. 73. — Les professeurs chefs d'ateliers sont autorisés à faire connaître au directeur, qui les signale au ministre, ceux de leurs élèves qu'ils jugent dignes d'être soutenus dans leurs études.

Art. 74. — Tous les jours, les ateliers de l'Ecole sont ouverts aux élèves mentionnés aux articles 70 et suivants.

Les études comprennent :

Pour les architectes :

- 1° Des exercices scientifiques ;
- 2° Des exercices de composition.

Nota. — L'ordre des études est déterminé par un règlement spécial approuvé par le directeur et par le professeur chef d'atelier.

Art. 75. — Un atelier dirigé par un professeur spécial permet aux élèves sculpteurs de se familiariser avec le travail de la pierre et du marbre.

Art. 77. — A la fin de chaque semestre, le professeur de composition décorative fait un choix parmi les ouvrages des élèves de l'Ecole qui prennent part aux exercices pratiques de son cours.

Ces travaux sont exposés dans l'Ecole, et des encouragements peuvent être accordés aux élèves qui ont montré le plus d'aptitude.

Ces encouragements sont distribués, s'il y a lieu, à la suite d'un jugement rendu par un jury composé du professeur de composition décorative et de dix peintres, dix sculpteurs, dix architectes tirés au sort dans les jurys en exercices.

Ils consistent en trois récompenses :

La première d'une valeur de	125 fr.
La deuxième d'une valeur de	75 —
La troisième d'une valeur de	50 —

Art. 78. — Pour la section d'architecture, la somme représentée par la valeur de ces trois récompenses est attribuée une seule fois, à la fin de l'année scolaire, à l'élève qui a obtenu la grande médaille d'émulation, sous les conditions suivantes :

Le lauréat s'engage à faire une étude sur un monument français dont le choix lui est laissé ; il en exécute le rendu. Ce

travail est exposé, chaque année, à la suite des vacances, à l'Ecole des Beaux-Arts ; il reste la propriété de l'élève.

Le lauréat touche, au moment où le prix lui est décerné, les deux tiers de la somme affectée à cette récompense. Le reste lui est délivré après l'acceptation de son travail.

TITRE IV. — FONDATIONS ET LEGS FAITS A L'ECOLE DES BEAUX-ARTS.

Troisième section. — Architecture

SECONDE CLASSE

Prix Muller-Sœhnée.

Art. 84. — Il est attribué à l'élève architecte de la seconde classe qui a remporté le plus grand nombre de valeurs dans les différentes épreuves de l'année, un prix dit prix Muller-Sœhnée, du nom de son fondateur.

Ce prix consiste dans une somme de 530 francs.

La somme des valeurs s'établit d'après les cotes fixées au titre V, en ne tenant compte que d'une seule récompense obtenue en dessin ornemental, ornement modelé, dessin de figure, composition décorative.

En cas d'égalité, les valeurs obtenues en architecture l'emportent.

Prix Fay.

Art. 85. — Ce prix, institué par le fils et le petit-fils de feu M. Jay, professeur de construction à l'Ecole des Beaux-Arts, en exécution de ses dernières volontés, est affecté à l'élève de seconde classe qui a obtenu le premier rang dans le concours de construction.

Ce prix consiste dans une somme de 700 francs.

Prix Jean Leclaire.

Art. 86. — Par suite des dispositions testamentaires de M. Jean Leclaire, il a été institué par l'Académie des Beaux-Arts un prix annuel en faveur de l'élève qui, passant de la seconde classe dans la première, aura mis le moins de temps à remplir toutes les conditions imposées à cet effet par le règlement.

En cas d'égalité de temps, le prix est attribué à l'élève ayant obtenu le plus grand nombre de valeurs, dans l'ordre suivant :

- 1° Sur projets rendus d'architecture ;
- 2° Sur esquisses d'architecture ;
- 3° Sur concours de construction.

Ce prix consiste en une somme de 500 francs.

PREMIÈRE CLASSE

Prix Rougevin

Art. 87. — Le prix d'ornement et d'ajustement, institué par Auguste Rougevin, architecte, en mémoire de son fils feu Auguste Rougevin, élève de l'Ecole des Beaux-Arts, consiste en deux sommes, l'une de 600 francs, l'autre de 400 francs, qui sont attribuées aux élèves classés les deux premiers dans le concours d'ornement et d'ajustement mentionné à l'article 56, sous la réserve que chacun de ces prix ne peut être obtenu qu'une fois.

(A suivre)

NOUVELLES DIVERSES

Les portes de l'Hôtel-de-Ville. — On vient de procéder à la mise en place du fronton d'une des grandes portes du nouveau palais municipal. Ce fronton, tout en fer forgé et ou-

vrage, avec palmes et guirlandes, ne pèse pas moins de 2.000 kilogrammes. Au milieu a été ménagé un cadre de forme ronde, qui est destiné à recevoir les armes de la ville de Paris. Le bas de la porte, également tout en fer, est formé de barreaux reliés à l'aide de traverses en fer ouvragé. Sur chaque battant de la porte, on voit, gravée en relief sur un écusson, la lettre P.

Les grandes portes du nouvel Hôtel-de-Ville sont à claire-voie, ce qui permet de voir de la place l'intérieur des cours. La mise en place des deux grandes portes de la façade principale est bien près d'être terminée, mais ce n'est que plus tard que l'on placera les armes de la ville de Paris, qui en sont le principal sujet décoratif.

Les logements insalubres. — M. le Ministre du commerce vient de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi ayant pour objet de donner aux inspecteurs des établissements et logements insalubres le droit de verbaliser directement, lorsqu'ils constateront des contraventions.

Actuellement, ce droit n'existe pas, et il en résulte que beaucoup de contraventions ne peuvent être réprimées. C'est pour combler cette lacune que M. Hérissou a présenté son projet.

Du sable comme remplissage des parquets, etc. — Depuis quelque temps déjà, on se préoccupe, en Allemagne, des dangers auxquels, au point de vue de l'hygiène, on est exposé par suite des substances qu'on emploie pour empêcher la sonorité des parquets. M. Lieblein, de Francfort, recommande l'emploi du sable sec, qui remplit toutes les conditions désirables.

Il fait observer que le poids du sable, qui est plus élevé que celui des substances généralement usitées, n'est pas un obstacle à son emploi, les solives des maisons bien construites pouvant parfaitement porter cet excédant de charge. Depuis de longues années déjà, à Francfort, on n'emploie que le sable à cet usage. Le *Builder* fait observer que de petits coquillages, ainsi que le sable, ont été employés, en Angleterre, dans le même but, mais que l'objection qu'on fait à l'emploi du sable est la facilité avec laquelle il s'échappe par la moindre fissure — ce qui n'est certes pas une objection sérieuse.

Les inscriptions parisiennes. — On a placé, à l'angle de la rue du Vert-Bois et de la rue Saint-Martin, une plaque de marbre noir, portant l'inscription suivante :

« La tour d'enceinte fortifiée du prieuré de Saint-Martin-des-Champs, construite vers 1140, — la fontaine du Vert-Bois, érigée en 1712, ont été conservées et restaurées par l'Etat en 1882, suivant le vœu des antiquaires parisiens. »

On a également posé rue Saint-Martin, 203, une plaque en marbre portant l'inscription suivante : « Guillaume Budé, l'un des fondateurs du Collège de France, prévôt des marchands, né à Paris en 1467, est mort le 23 août 1540, dans cette maison. »

Le temple de Vesta à Rome. — On annonce de Rome (5 novembre) la découverte au Forum romain de l'atrium du temple de Vesta, dont la situation était depuis longtemps contestée entre les archéologues.

La statue d'Alexandre Dumas. — Dimanche, 4 novembre courant, à deux heures, a eu lieu l'inauguration de la statue élevée à Alexandre Dumas, sur la place Malesherbes.

L'illustre écrivain est représenté assis sur un fauteuil de travail. La main gauche, tenant un manuscrit, est repliée sur le bras du fauteuil, et la main droite, qui tient une plume,

pend au dehors. La tête est d'une intelligente et joyeuse bonté. Ceux qui ont connu Dumas s'accordent à reconnaître sa parfaite ressemblance.

À ses pieds, sur le bord inférieur du piédestal, trois personnages sont assis, formant un groupe d'une ingénieuse et harmonieuse disposition.

C'est une femme lisant un roman d'Alexandre Dumas à deux auditeurs placés à sa droite et à sa gauche : un forgeron en habit de travail et un jeune garçon. Il est impossible de rendre d'une façon plus saisissante l'attention des deux personnages, dont l'un, le plus jeune, suit sur le livre le récit de l'auteur, tandis que le plus vieux, appuyé sur une roue d'engrenage et le corps incliné pour mieux entendre, prête l'oreille, les yeux perdus dans le vague, comme s'il voyait vivre devant lui les héros du roman.

Sur les côtés du piédestal, qui est assez élevé, les titres des ouvrages de Dumas, les *Trois Mousquetaires*, *Vingt ans après*, *Monte-Cristo*, *Joseph Balsamo*, etc.

Derrière, sur le socle, d'Artagnan assis, ou, pour mieux dire campé, un sourire spirituel aux lèvres, lance un défi à un Richelieu imaginaire. C'est bien la personification du héros légendaire, tel qu'on se le représente quand, à seize ans, on vient de lire pour la première fois l'immortelle et fantastique épopée des *Trois Mousquetaires*.

Ce mousquetaire peut passer comme le morceau de choix et le chef-d'œuvre du monument ; sa pose aisée et crâne, sa physionomie vivante, son costume riche et souple qui laisse éclater la perfection de la proportion et des formes, tout est saisissant dans ce type idéal créé par Dumas et magnifiquement réalisé par Gustave Doré au moment où le ciseau allait pour toujours lui tomber des doigts.

Six allocutions ont été prononcées : par M. de Leuven, président du Comité ; par M. Kaempfen, directeur des Beaux-Arts, au nom du Ministre de l'instruction publique et des Beaux-Arts ; par M. Camille Doucet, président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques ; par M. Jules Claretie, au nom de cette Société ; par M. Edmond About, président de la Société des gens de lettres, et par M. Halanzier, président de la Société des artistes dramatiques.

À trois heures et demie, la cérémonie était terminée et la foule envahissait l'espace réservé pour saluer de ses applaudissements la belle et dernière œuvre de Gustave Doré.

BIBLIOGRAPHIE.

Bibliothèque de l'Enseignement des Beaux-Arts (A. QUANTIN, éditeur).

Mythologie figurée de la Grèce, par M. MAX. COLLIGNON, ancien membre de l'école d'Athènes, professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux.

Monnaies et Médailles, par M. FRANÇOIS LENORMANT, membre de l'Institut.

À peine s'il y a deux ans qu'ont paru les premiers volumes de l'intéressante collection publiée sous la direction de M. Jules Comte, et déjà tous ont dû être réédités, déjà tous ces petits manuels, illustrés avec un luxe qui n'a d'égal que leur bon marché, ont pénétré dans toutes les classes de la société, dans tous les établissements d'enseignement public et privé, donnant enfin à l'idée d'art la place qui lui appartient

dans l'histoire des sociétés. L'œuvre était sans précédent en France; elle y a tout de suite été accueillie avec une sympathie universelle, patronnée par le ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, honorée d'une récompense exceptionnelle par l'Académie française.

Un des premiers volumes et de ceux qui contribuèrent le plus au succès du début, fut l'*Archéologie grecque*, de M. Maxime Collignon, qui n'a pas voulu rester à mi-chemin, et complète aujourd'hui sa tentative avec une *Mythologie figurée de la Grèce*, conçue dans le même esprit d'érudition, simple, claire, attrayante.

Vainement, jusqu'à ce jour, le lycéen qui traduisait Homère et Virgile, Hérodote et Tite-Live, s'étonnait des incessantes contradictions que lui offrait le spectacle des divinités grecques et romaines; vainement l'artiste et l'amateur s'efforçaient de se rendre compte de la diversité des types offerts sous un petit nombre de noms à l'admiration de la postérité par l'antiquité classique; il n'y avait pas de livre pour répondre à leurs interrogations, pour éclairer leurs doutes et instruire leurs ignorances; il fallait ou se résigner à ne rien comprendre à la diversité sans cesse changeante de l'Olympe païen ou se plonger, pour chaque question, dans des traités spéciaux, écrits par des savants pour leurs confrères, inabornables à l'immense majorité du grand public.

La lacune est désormais comblée; M. Collignon nous donne un résumé définitif de l'histoire des types mythologiques dans l'art de la Grèce, où il a su ne rien omettre d'essentiel, tout en évitant de s'égarer dans les digressions de détail. Après avoir indiqué sommairement les conditions générales qui ont présidé à la formation des types figurés, il montre par quelles phases ont passé la plupart d'entre eux jusqu'au moment où ils sont fixés par la tradition artistique; il suit ainsi les changements apportés dans les conceptions populaires par les modifications survenues dans les idées et les mœurs et nous montre le développement des types divins subissant les lois générales auxquelles sont soumis l'art et la civilisation.

Divinités du ciel, puis des eaux, de la terre, de la mort et de l'enfer, enfin divinités de la vie humaine et héros, il passe successivement en revue tous les types divins de ce monde hellénique, qui peut en avoir empruntés quelques-uns à l'Orient, mais qui sur tous a mis la marque et comme l'empreinte de son génie.

Nous le disions en commençant; le nouveau volume de M. Collignon est la suite et le complément de son *Archéologie grecque*; il est destiné à rendre les mêmes services, et nous ne doutons pas qu'il soit appelé au même succès.

La même Bibliothèque vient de s'augmenter d'un nouveau volume consacré à la *Numismatique*: la signature de M. François Lenormant, le savant professeur d'archéologie près la Bibliothèque nationale, dispense de faire l'éloge du livre, qui est à la fois intéressant et nouveau au premier chef.

On sait quelle place considérable occupe la numismatique dans l'étude de l'antiquité; les deux mots: *Monnaies* et *Médailles*, se confondaient alors, et, sauf de bien rares exceptions, les anciens ne connurent que la monnaie destinée à la circulation et aux échanges; cette monnaie, si variée dans ses types et incessamment renouvelée, est demeurée une source inépuisable de renseignements, non-seulement pour l'artiste, mais pour tout ce qui touche au costume, aux mœurs, aux religions en un mot, pour l'historien, à quelque point de vue qu'il se place.

L'Italie du xv^e siècle, au contraire, a commencé à concevoir les médailles comme une œuvre d'art en soi, comme un monument commémoratif ayant sa destination en dehors des espèces monétaires circulantes. C'est la tradition qui s'est continuée jusqu'à nos jours, où les monnaies, pour des raisons d'utilité pratique qu'explique l'auteur, n'ont pour ainsi dire plus d'intérêt artistique.

On comprend donc que la numismatique ait donné lieu à des travaux multipliés, dont la seule liste remplirait des volumes; mais le sujet est si vaste et si complexe qu'entre toutes ces études spéciales et toutes ces monographies éparses, personne n'a encore tenté d'écrire un résumé synthétique de la question. Aussi, est-ce une véritable lacune que vient combler aujourd'hui le volume de M. Lenormant, qui a cherché à réunir dans une même vue d'ensemble l'histoire de l'art monétaire aux diverses époques, depuis ses origines jusqu'à nos jours: étude des métaux, revue des types, procédés de fabrication anciens et modernes, histoire des ateliers et des graveurs d'Athènes et de Rome, liste des médailleurs italiens et français depuis la Renaissance; il n'a omis aucune partie de son sujet, laissant de côté les détails accessoires pour demeurer fidèle au plan synthétique qu'il s'était tracé, sachant se mettre à la portée des moins érudits, dissimulant une science profonde sous les dehors d'une clarté attrayante.

Riches d'informations pour les spécialistes eux-mêmes, le nouveau volume de M. Lenormant, qui complètent plus de 150 gravures inédites, de l'exécution la plus soignée, est donc appelé à rendre d'immenses services aux gens du monde aussi bien qu'à la jeunesse universitaire; comme ses aînés de l'intéressante collection que vient de couronner l'Académie française, il est un livre classique dès son apparition, et, comme eux, il contribuera à faire donner à l'idée d'art dans notre enseignement public une place en rapport avec celle qu'elle occupe dans l'histoire de la civilisation.

EXPLICATION DES PLANCHES

Pl. 71, 72 et 73. — Il est fort intéressant d'étudier et suivre en dilettante les transformations rapides de nos mœurs dans leurs manifestations architecturales. Il y a vingt ans, et même moins, le Casino des anciens nous a tous plus ou moins exercés dans nos premières études d'art, et ce programme a toujours été aussi réputé pour un des plus amusants et prêtant le mieux aux inspirations fantaisistes des esprits prime-sautiers de l'atelier. Je me souviens encore de l'un de mes camarades qui, plaçant son « Casin » au sommet d'une falaise surplombant la Méditerranée, avait profité d'une saillie culminante pour la transformer en un Neptune colossal commandant aux flots. Des rampes d'accès avec grottes en forme de loggia, des escaliers intérieurs à la falaise, tout un monde de détails enfin donnait à cette composition un tour d'esprit absolument ravissant. Monde de souvenirs lointains déjà et qu'à cette époque aucun de nous ne croyait jamais devoir, non pas se réaliser, mais même entrer dans la vie pratique de nos générations bourgeoises. Aussi est-ce avec une grande joie que nous avions admiré l'envoi de notre confrère, M. Delecourt, au salon de 1882, et encore plus applaudi à la 3^{me} médaille qui consacrait la valeur de cet envoi. Notre compte rendu de ce salon avait particulièrement noté ce légitime succès, et, si notre mémoire est exacte, un croquis

accompagnait cette appréciation sur ces beaux dessins qui manquèrent une 2^{me} médaille à deux voix près.

Aujourd'hui, nous présentons à nos abonnés le projet complet et nous allons pouvoir en disséquer les beautés. Je rappelle pour la forme que « Casino » « Casin », improprement appelé hall par les Anglais, veut dire petit édifice destiné uniquement à la satisfaction du plaisir à la campagne sous toutes ses formes, il remplit ici cependant un autre but plus moderne, je veux parler d'une tribune de course. Aussi, dans l'œuvre de M. Delecourt, l'habitation n'existe pas, ou si peu qu'il est presque inutile d'en parler, mais en revanche, on y trouve salle de fêtes, théâtre, salle d'escrime, bibliothèque, jardin d'hiver, terrasse couverte, grande loggia, cabinets de toilette ; puis enfin un atelier de peintre, avec une chambre à coucher attenante, mais dérobée, et une loge pour le garde. Si maintenant on examine l'agencement du plan on y trouve, disposés avec un grand art, un service d'escaliers, de proportions monumentales, pour le service des salles de fêtes, petites et grandes, et surtout les terrasses de ce palais minuscule qui, il ne faut pas l'oublier, représentent le but principal de cette construction. Car, en effet, un sportsman bien connu est l'inspirateur et le propriétaire de ce projet et on peut s'étonner que M. Ed. Blanc n'ait pas encore réalisé et attaché son nom à cette belle œuvre. Cependant, puisque nous en sommes à l'examen du plan, nous devons critiquer la manière dont le côté « tribune » du programme a été interprété, car bien évidemment le parti « terrasse », qui devait dominer, n'est plus qu'un accessoire et il est peu noble de faire monter et circuler ses invités dans des cheneaux masqués par des balustrades ou entre un mur chauffé à blanc par le soleil et un simple cours de balcons en pierre.

Réserve faite sur ce point important, notre attention est tout particulièrement attirée sur la science avec laquelle le plan a été interprété en élévation et façades extérieures. Et tout d'abord, les proportions générales en sont excellentes et pas une tache n'apparaît à ce point de vue particulier. Grandes fenêtres de la salle des fêtes, escaliers grands et petits, loggia, etc., tout s'y décroche et s'y raccroche avec une très grande hardiesse et c'est vainement qu'on cherche les fautes. Je signalerai notamment l'arrangement du couloir de service formant terrasse, destiné à relier la grande terrasse des combles avec le grand escalier de droite. Cet encorbellement sur le nu du pignon, avec ces grandes consoles à machicoulis, est du plus heureux effet, en même temps qu'il fait ressortir la beauté des nuds de la base de ce pignon et de ce grand escalier, dont le plan rappelle un peu ceux de Chambord. En effet, pour gagner la lanterne du sommet, le visiteur doit monter par un escalier à noyau plein, construit dans le vide de celui de dessous, et si M. Delecourt a voulu qu'on mesure la hauteur totale de l'ascension, il a sans doute disposé un noyau évidé au centre. C'est une des habiletés du maître des œuvres de la Renaissance, et le château de Pierrefonds en offre des spécimens bien curieux dans ses tours de guette. Signalons encore les détails du petit escalier de gauche, dont la loggia de couronnement a des réminiscences classiques si heureuses et s'harmonisant si bien avec le reste de l'édifice. Enfin la baie de la terrasse couverte était une difficulté dont M. Delecourt s'est tiré encore à son honneur, car cette grande ouverture rompt ce que des nuds trop considérables auraient eu de durs ; et, bien que la surface n'en ait pas été diminuée, leur mise à des plans différents a permis

d'échapper cette difficulté. Tout ce petit coin, avec ses grandes consoles de couronnement, nous rappelle bien des détails de la « loggia dei lanzi », mais ce n'est là qu'une qualité de plus.

Une telle œuvre, appuyée sur de tels souvenirs, sort par la grande porte de toutes les banalités modernes, et son classement parmi les œuvres fortes n'est plus qu'une question d'exécution de travaux, dont le montant prévu est de 1.800.000 francs.

Tous nos compliments à notre confrère.

Pl. 74. — Dire que le clocher d'une église est fait pour y mettre des cloches semble une vérité de « La Palisse » : on y met toujours des cloches. Seulement la plupart sont si bien clos que bien des ignorants des choses de l'architecture se demandent le but de ces grandes tours carrées et pointues. Or, celui que nous publions aujourd'hui a cette qualité maîtresse sur beaucoup d'autres que la destination est nettement accusée : on y voit les cloches.

Cet à-jour, du reste, a le grand avantage de donner un grand aspect de légèreté à ces sortes de tours, dont les proportions écrasent trop souvent les bâtiments même de l'église.

A tous points de vue, c'est donc un excellent motif d'études pour ceux de nos confrères qui s'occupent d'églises.

Pl. 75. — Nous donnons aujourd'hui les détails de l'hôtel construit par M. Dubos, à Sablé : la façade paraîtra au plus prochain numéro.

Pl. 76. — Balcons en fer forgé exécutés par M. Thiriot, à Paris.

Pl. 77. — Suite et fin des documents relatifs au rétablissement de la passerelle de la gare d'Hazebrouck.

J. BOUSSARD.

Architecte du Ministère des Postes et Télégraphes.

COURRIER FINANCIER

Le marché financier a bien du mal à se relever et il en sera de même tant que la situation de nos troupes au Tonkin laissera des inquiétudes dans l'esprit des spéculateurs. Il serait à désirer que la lumière se fasse, et que l'on sache à quoi s'en tenir, car, malgré le découvert qui est considérable, l'argent qui est très abondant, les baissiers obtiennent gain de cause.

Il n'y a que le comptant qui se maintienne un peu grâce aux disponibilités de capitaux qui ne cherchent qu'à s'employer soit en titres de chemins de fer, soit en obligations foncières.

Les valeurs industrielles sont lourdes.

Le Suez est stationnaire, bien que M. de Lesseps ait rapporté de bonnes promesses d'Angleterre.

La souscription aux 600.000 obligations foncières a été un succès de plus pour le Crédit Foncier. L'épargne s'est empressée de profiter des avantages que lui offrait cet établissement et on est venu en foule apporter son argent. On ne pouvait le placer plus sûrement.

Le marché de Londres est calme, les autres places étrangères aussi.

L'Administrateur-Gérant : SAMSON COHEN.

Paris, — C^{ie} générale d'imprimerie, 18 et 19, passage de l'Opéra.
Succursale, rue La Fayette, 194.

L'Administrateur-Directeur : L. DE LA SALLE.

SOMMAIRE DU N° 12

TEXTE. — I. Avis à nos abonnés. — II. Les vitraux, par J. Boussard. — III. Règlement de l'Ecole nationale et spéciale des Beaux-Arts. — IV. Jurisprudence, par S. Cohn. — V. Nouvelles diverses. — VI. Bibliographie. — VII. Concours : département du Puy-de-Dôme : rédaction d'un projet pour la construction d'une école normale d'institutrices à Clermont-Ferrand. — VIII. Musée des arts décoratifs : avis. — IX. Explication des planches.

PLANCHES. — 78-79. Maison de campagne près Fontainebleau. — 80-81. Château de Josselin : façade. — 82. Hall anglais à La Chapelle-en-Serval, appartenant à M. E. B. : M. Dellecourt-Vincqz, architecte : coupe transversale. — 83. Balcons à Paris : M. Thiriot, fondeur. — 84. Ateliers de M. Mors à Grenelle.

AVIS A NOS ABONNÉS

Au moment où la nouvelle année va commencer, nous sommes heureux de pouvoir offrir à nos abonnés, à titre de prime, une magnifique eau-forte de Gustave Greux, représentant le Jubé de l'église de Saint-Etienne-du-Mont, dont il nous a été possible de nous procurer encore quelques épreuves valant 20 fr., et que nous pouvons offrir à nos abonnés au prix de 6 francs.

Nos abonnés de Paris pourront la faire réclamer dans nos bureaux et ceux des départements pourront la recevoir franco, en joignant à leur demande la somme de sept francs.

LES VITRAUX

Je voudrais vous entretenir, chers lecteurs, des vitraux en général, sujet qui serait bien aride, pour ne pas dire aussi sec que le verre qui entre dans leur composition, s'il n'était double d'aspect et si je ne pouvais me raccrocher à cette seconde corde, aussi vibrante celle-là que la première est inerte, je veux parler de la couleur.

Bien peu de constructeurs, il faut le reconnaître, je ne dirai pas connaissent, mais même soupçonnent les lois qui règlent l'emploi des colorations dans les arts en général et en particulier dans leur application à l'architecture. Pour eux, l'emploi de vitraux notamment représente seulement une idée de luxe et non une nécessité. C'est donc cette idée de nécessité que je vous demande la permission de développer un peu pour mieux faire apprécier les ressources fécondes qui en résultent pour les architectes. Pour ne pas me laisser entraîner par mon sujet, je me cantonnerai dans l'examen d'une des causes de rénovation des arts du siècle passé, je veux parler de l'influence des collections. Cette influence a été longtemps discutée, elle l'est même souvent encore et, dans une brochure récente que tous nos lecteurs ont sans doute reçue et lue, un « bas-breton », un peu rageur ou candidat aux futures élections de son arrondissement, nous écrivait de la belle façon à propos de l'outrecuidance des architectes représentés par la Commission des « Monuments historiques », qui se permettaient de défendre l'admirable chef-d'œuvre du Mont-Saint-Michel contre les ingénieurs des ponts-et-chaussées.

Cette mercuriale contre les architectes en général condui-

sait l'auteur au plus spirituel « éreintement » que j'ai encore lu sur la manie du biblot et de la collection. C'est que ce bas-breton est un de ces fanatiques de son temps qui s'imaginent voir rayonner autour de lui l'éclat extrême du développement de l'esprit humain, oublieux en cela de l'histoire du passé, c'est qu'insuffisamment instruit, il ne sait pas voir, il ne sait pas apprécier le vrai beau qui, lui, n'a pas d'époque et est de tous les temps.

Et si l'architecte est si particulièrement visé dans cette polémique virulente, c'est qu'instruit de l'histoire du passé, fort de sa science et de son indépendance, il marque le poids dans cette voix qui l'attire et le conduit à préparer une nouvelle épopée à l'art français, en recueillant pieusement les leçons vivantes encore des maîtres du temps passé et notamment de cette belle époque où la Renaissance produisait, dans le domaine qui lui est cher, tant et de si belles œuvres. Car, si Blois, Chambord, Chantilly, Anet, le vieux Louvre et *tutti quanti* sont toujours des chefs-d'œuvre non encore dépassés, tout ce monde de détails inférieurs qui complète, meuble, tapisse et décore ces palais, nous étonne plus encore peut-être que la science profonde de leurs plans et de leurs façades.

Oui, certes, nous les collectionnons ces chefs-d'œuvre dont l'étude constante hausse le niveau de notre science et, ceux d'entre nos lecteurs qui en possèdent quelques-uns ont dû puiser bien des renseignements à les examiner longuement. Mais, ce que tout le monde a dû remarquer, c'est le double aspect de ces objets placés à la lumière crue du grand jour ou baignés, dans le clair obscur des appartements et notamment dans les pièces dont les fenêtres sont munies de vitraux. Et non seulement nous avons tous ressenti cette impression, mais beaucoup d'autres l'ont ressentie qui n'en ont pas compris l'origine et n'ont pas su y puiser l'enseignement que les artistes du temps nous transmettaient ainsi à travers les âges. Toutefois, frappés de cette puissance décorative, ils ont cherché à en imiter les effets en créant l'industrie des « tons passés » pour donner l'illusion d'un effet dont ils n'ont pas su retrouver les lois de production.

Ils riraient bien les vieux tapissiers et « canuts » du temps s'ils pouvaient revivre et nous voir fabriquer des tapisseries et soieries avec des « vieux tons », comme on dit, oublieux ou plutôt ignorants que nous sommes de l'harmonie des couleurs, qui n'a pas de gamme unique, qui est vraie à tout instant, de la décroissance dans le brillant et que le mot « fané » d'aucun dirait « pané » est le vrai mot français dont autrefois et maintenant ont dû qualifier ces productions nouvelles. Et cependant la science française n'a pas dégénéré et si le bas-breton, si beau persifleur de notre art, voulait bien faire à l'un de nous l'honneur de le consulter, il lui apprendrait ce que lui a révélé l'étude du bibelot et de la collection, à savoir que la couleur n'est pas un don du ciel comme le répètent et le prêchent ces farceurs ignorants et fruits secs qui ont créé l'« impressionnisme » et le « naturalisme », écoles néfastes auxquelles nous devons la chute du Salon français.

La couleur, en effet, est une science soumise à des règles sûres qui se peuvent enseigner comme la musique, mais qu'il

est plus facile d'apprendre que le dessin, dont les principes absolus ne s'enseignent point. De temps immémorial, en effet, les Chinois ont connu et fixé les lois de la couleur, et la tradition de ces lois, transmise de générations en générations, s'est si bien répandue en Asie, que tous les artistes orientaux sont coloristes et coloristes infailibles. Et si le dessin de leur composition nous paraît parfois si baroque, nous devons cependant reconnaître qu'on ne trouve jamais une note fausse dans la trame de leur couleur. Mais, disons-le de suite, cette infailibilité n'est possible que parce qu'elle est engendrée par des principes certains et infailibles eux-mêmes, comme les lois scientifiques que chacun doit connaître et dont il est cependant utile de rappeler ici les éléments principaux.

J. BOUSSARD.

Architecte du Ministère des Postes et Télégraphes.

(A suivre).

RÈGLEMENT DE L'ÉCOLE NATIONALE

ET SPÉCIALE DES BEAUX-ARTS

(Suite)

Prix Jean Leclaire

Art. 88. — Par suite des dispositions testamentaires de M. Jean Leclaire, il a été institué par l'Académie des Beaux-Arts un prix annuel en faveur de l'élève de première classe qui a obtenu la grande médaille d'émulation.

Ce prix consiste en une somme de 500 francs.

Prix de la Société centrale des Architectes

Art. 89. — Ce prix, institué par la Société centrale des architectes, et qui consiste dans la grande médaille de cette Société, est décerné annuellement à l'élève architecte de première classe ayant obtenu, pendant les trois dernières années, le plus grand nombre de valeurs, en médailles seulement, dans les concours sur projets rendus.

En cas d'égalité de valeurs, il est décerné plusieurs médailles.

Prix Abel Blouet

Art. 90. — Ce prix a été institué par Mme veuve Blouet, en exécution des dernières volontés de son mari, feu Abel Blouet, architecte, membre de l'Institut, professeur à l'École des Beaux-Arts.

Il consiste en une somme de 947 francs, attribuée, chaque année, à l'élève de première classe qui a obtenu le plus de valeurs depuis son entrée à l'École. Dans cette estimation, les valeurs acquises en seconde ne comptent que pour le tiers de leur total, sauf celles relatives aux concours communs entre la première et la seconde classe, qui sont évaluées comme en première classe.

Prix Edmond Labarre

Art. 91. — Ce prix, institué par M. et Mme Labarre, en souvenir de leur fils, feu Edmond Labarre, élève de l'École des Beaux-Arts, consiste en une somme de 200 francs.

Il est décerné à la suite d'un concours entre les élèves de la première et de la seconde classe.

Ce concours, qui n'a pas lieu en loge, consiste en une

grande composition sur esquisse, qui doit être exécutée dans un délai de trois jours.

Le programme en est donné par une commission composée des professeurs d'architecture de l'École.

Ce concours est jugé par le jury d'architecture en exercice.

Le prix peut être cumulé.

Prix Godebœuf.

Art. 92. — Ce prix, institué par M^{me} Lecou, en mémoire de son frère feu Godebœuf, architecte, a une valeur de 740 francs.

Il est décerné à la suite d'un concours auquel les élèves de la première classe d'architecture sont seuls admis à prendre part.

Ce concours, dont le sujet est donné par les professeurs architectes de l'École réunis en comité, et dont les épreuves sont jugées par le jury d'architecture en exercice, consiste en l'étude, développée comme pour l'exécution, avec détails et profils, d'une œuvre architecturale de nature spéciale, telle que serrurerie, plomberie, marbrerie, etc.

Les projets sont exécutés dans les ateliers, en quinze jours, d'après les esquisses faites en loges, en douze heures.

Les récompenses consistent en premières médailles, en deuxième médailles et en premières mentions. Elles peuvent être cumulées.

Le prix est attribué à l'élève placé le premier dans le classement des premières médailles, parmi ceux qui ne l'ont pas encore obtenu.

TITRE V. — ÉVALUATION EN POINTS OU VALEURS DES RÉCOMPENSES OBTENUES DANS LES CONCOURS

Section d'architecture

Art. 94. — Valeur des récompenses en seconde classe.

En seconde classe, les récompenses sont estimées comme il suit :

Premier second grand prix de Rome.....	4
Deuxième second grand prix.....	3
Mention au grand prix.....	2
Admission en loge, pourvu que le concours ait été fait.....	2

Nota — Ces deux valeurs s'ajoutent aux précédentes.

Médaille spéciale (troisième médaille).....	3
Première mention.....	2
Deuxième mention.....	1
Construction :	
Première médaille.....	5
Deuxième médaille.....	4
Troisième médaille.....	3
Mention.....	2
Dessin d'ornement, dessin de figure, ornement modelé, composition décorative :	
Première médaille.....	3
Deuxième médaille.....	2
Mention.....	1

Valeur des récompenses en première classe :

En première classe les récompenses sont estimées comme il suit :

Premier second grand prix.....	4
Deuxième second grand prix.....	3
Mention au grand prix.....	2

Admission en loge, pourvu que le sujet du concours ait été fait.....	2
<i>Nota.</i> — Ces deux valeurs s'ajoutent aux précédentes.	
Première médaille.....	3
Seconde médaille.....	2
Première mention sur rendu et esquisse.....	1
Deuxième mention sur esquisse.....	1/2
Figure dessinée, ornement modelé, composition décorative :	
Première médaille.....	3
Deuxième médaille.....	2
Mention.....	1

TITRE VI. — COLLECTIONS ET BIBLIOTHÈQUE.

Art. 95. — Les collections de l'École des Beaux-Arts comprennent :

1° Un musée de plâtres moulés sur les chefs-d'œuvre de l'antiquité, du moyen âge et de la renaissance ;

2° Un musée de copies exécutées d'après les œuvres des grands maîtres ;

3° Les ouvrages qui ont obtenu le grand prix de Rome, le prix de la demi-figure peinte, de la tête d'expression, les prix Jaubin-d'Attainville, une récompense importante dans les concours de peinture, de sculpture ou d'architecture.

4° Une réunion de pièces diverses et de dessins devant servir à la démonstration dans les cours d'anatomie, de géométrie descriptive, de stéréotomie, de physique, de chimie et de construction.

5° Des objets d'art donnés ou légués à l'École.

Ces collections, ouvertes pendant la semaine aux élèves de l'École et aux personnes ayant obtenu de l'Administration des cartes spéciales d'admission, sont publiques le dimanche, de midi à quatre heures.

Les demandes de cartes d'étude doivent être adressées au directeur.

La bibliothèque est ouverte aux élèves, aux jours et heures fixés par l'Administration.

Les personnes étrangères à l'École sont admises à travailler à la bibliothèque, sans permission spéciale, la première fois qu'elles s'y présentent. Si elles veulent continuer à la fréquenter, elles devront obtenir une carte spéciale d'admission.

TITRE VII. — DISTRIBUTION DES RÉCOMPENSES ET VACANCES.

Art. 96. — La distribution des récompenses a lieu tous les ans, au commencement de la nouvelle année scolaire.

Art. 97. — Il y a des vacances à l'École du 1^{er} août au 15 octobre.

Pendant les vacances, deux salles peuvent être mises à la disposition des élèves peintres et sculpteurs qui désirent continuer à travailler.

Il est donné, pendant ce temps, des projets à rendre aux élèves architectes de la seconde et de la première classe.

Art. 98. — Les élèves faisant actuellement partie des ateliers y restent provisoirement inscrits. Mais, pour s'y maintenir, ils seront tenus de satisfaire, dans le délai de six mois, aux conditions d'admission indiquées par l'article 69.

Ils seront également obligés de satisfaire à la condition imposée par l'article 72, dans le délai de deux ans, à partir de la mise en vigueur du présent règlement.

JURISPRUDENCE

I. — *Expert : Destitution demandée. Mise en cause de l'expert. Comparution.* — II. *Droits d'octroi. Tuyaux en fonte pour la distribution du gaz.* — III. *Etablissement insalubre non autorisé. Préjudice au voisin. Cessation du trouble. Demande d'exécution de travaux. Instance civile en cours. Demande d'autorisation. Autorité administrative. Travaux prescrits par elle. Tribunal saisi originairement. Travaux supplémentaires. Séparation des pouvoirs.*

I. Voici une décision excessivement intéressante pour ceux de nos lecteurs (et ils sont nombreux) qui sont journellement appelés à être experts devant les tribunaux. C'est une application toute légitime du grand principe que nul ne peut être condamné s'il n'a été préalablement ou dûment appelé à se défendre.

Par jugement du 2 décembre 1881, le Tribunal de Gray avait ordonné une expertise dans la cause d'entre Pierre Baudry et Pierre Jacot, et nommé expert, M. Bénard, agent-voyer.

Par acte du palais du 20 juillet 1883, l'avoué de Baudry donna à venir à l'avoué de Jacot afin d'entendre prononcer la révocation de Bénard et la nomination d'un nouvel expert ; attendu, était-il énoncé « que, malgré plusieurs sommations, Bénard n'a pas déposé son rapport et est dans une situation pécuniaire qui rendrait illusoire toute action en responsabilité dirigée contre lui. »

L'avoué de Jacot conclut à ce que Baudry fut déclaré non recevable dans ses fins et conclusions ;

Après les plaidoiries de M^{es} Renaud et Bara, la décision suivante est intervenue le 29 août 1883.

« Le Tribunal,

« Attendu que Bénard, dont la destitution est demandée n'est pas dans la cause ;

« Attendu que, si le Tribunal accordait la mesure sollicitée contre lui, sans préalablement l'entendre, ou sans qu'il ait été dûment appelé dans la cause, il violerait d'autant plus regrettablement ce principe fondamental que nul ne peut être condamné sans avoir été mis à même de se défendre, que la destitution de Bénard n'aurait pas seulement pour effet de lui nuire pécuniairement, mais entraînerait son discrédit moral, et, qu'en fait, certains documents produits sont de nature à faire supposer qu'il peut légitimer les causes du retard qui lui est imputé ;

« Attendu, dès lors, qu'il est indispensable avant et pour faire droit au fond d'ordonner sa mise dans la cause et son audition en personne ;

« Par ces motifs :

« D'office, avant et pour faire droit au fond, ordonne : 1° la mise en cause de Bénard à la requête de la partie la plus diligente ; 2° la comparution en personne de toutes les parties, le tout pour l'audience du 8 novembre 1883, tous moyens de fait et de droit, ainsi que les dépens, demeurant réservés.

II. — *Les tuyaux en fonte destinés à la distribution du gaz dans une ville doivent, comme matière servant à la construction, être soumis aux droits d'octroi. (Décr. 12 février 1870).*

En 1855, une société se forma dans la ville de Chauny, pour l'éclairage au gaz de ladite ville. Pour faciliter l'établissement de cette Société, l'administration municipale lui fit des conditions et avantages particuliers. Ainsi les houilles destinées à

la fabrication du gaz jouissaient d'une réduction considérable sur les tarifs d'octroi, et les bois ouvrés avec lesquels furent construits les tuyaux destinés à la distribution du gaz dans la ville furent exemptés de tout droit.

En 1880, la compagnie concessionnaire remplaça les tuyaux en bois par des tuyaux en fonte. La ville réclama un droit d'octroi sur ces objets ; mais la compagnie refusa de le payer. Une contrainte ayant été décernée, elle fut annulée par le juge de paix. Suivant le premier juge, les tuyaux de canalisation du gaz ne sont pas des matières servant à la construction, suivant les termes du décret réglementaire de 1870 ; ce sont plutôt des objets servant à l'exploitation de l'industrie et qui doivent, comme tels, être affranchis des droits, au même titre que les tuyaux placés dans l'intérieur de l'usine.

Sur l'appel interjeté par la ville, cette sentence fut infirmée par le jugement suivant en date du 24 janvier 1883.

« Le Tribunal,

« Attendu que le tarif général de 1870 déclare soumis aux droits les fers de toute espèce, le zinc, le plomb, le cuivre, la fonte destinée à la construction des bâtiments, façonnés ou non ;

« Attendu que le tarif de Chauny, de 1876, est, en ce qui concerne la fonte, en tout conforme audit tarif général ;

« Attendu qu'il est à remarquer que, conformément aux principes généraux en matière d'impôts, ces tarifs sont muets, en ce qui touche l'outillage ;

« Attendu, dès lors, qu'il convient, en l'espèce, d'établir la distinction entre l'outillage industriel servant à la fabrication du gaz, c'est-à-dire à la création de marchandises et les appareils servant à sa distribution commerciale, c'est-à-dire au trafic de l'usiner ;

« Attendu qu'une usine à gaz se constitue de trois éléments distincts : 1° de l'outillage servant à la fabrication du gaz, tel que fours, barillets, condenseur et épurateur, et peut-être le gazomètre, qui ne sert cependant qu'à l'emmagasinement de la marchandise ; 2° des bâtiments généraux consistant en hangars et dépôts divers, toitures garantissant l'outillage, système de poulies fixes et autres constructions secondaires ; 3° et enfin des appareils de canalisation ;

« Attendu que ces appareils, établis, comme les bâtiments généraux, en vue du trafic du gaz fabriqué au moyen de l'outillage, ne sont évidemment que les accessoires de ces bâtiments généraux et comme leur prolongation, ayant pour but de coopérer, par leur multiplicité, aux bénéfices de l'usiner.

« Que, par conséquent, selon les termes et l'esprit de la loi, l'impôt doit porter sur ces appareils aussi bien que sur les bâtiments généraux, et doit épargner l'outillage proprement dit, tel qu'il a été défini ci-dessus ;

« Attendu que cette caractérisation de la canalisation étant admise, il semblerait indifférent de rechercher la valeur des mots : « construction de bâtiments » dont se servent les deux tarifs, au lieu du mot construction seul ;

« Attendu, toutefois, que la solution serait identique, quand bien même on repousserait l'appréciation du Tribunal ;

« Qu'en effet, la Cour suprême et régulatrice ayant défini ces diverses expressions, et ayant déclaré qu'elles avaient le même sens et la même portée, il n'appartient pas au Tribunal de repousser leur synonymie juridique ;

« Qu'ainsi donc, après avoir reconnu avec les intimés eux-mêmes que l'assemblage et l'agencement des tuyaux à l'intérieur du sol concourent à la formation d'un ensemble, constituaient une véritable construction, il y aurait lieu d'admet-

tre que cette construction, selon la définition de la cour de cassation, est assujettie au tarif dont s'agit ;

« Que c'est donc le cas, à quelque point de vue que l'on se place, de faire droit aux conclusions de l'appelante ;

Par ces motifs,

Reçoit la ville de Chauny appelante du jugement rendu par le juge de paix du canton de Chauny du 3 mai 1882 ;

« Au fond, dit qu'il a été bien appelé, et, infirmant le jugement dont est appel, déclare la Compagnie du Gaz mal fondée en son opposition à contrainte, et l'en déboute ; dit que la somme de 791 fr. 84 c. formant l'importance des droits consignés aux mains de la ville de Chauny est et restera acquise à cette dernière ;

« Condamne la Compagnie du Gaz en tous les dépens. »

III. *Lorsqu'au cours d'une instance civile ayant pour objet d'obtenir contre le propriétaire d'un établissement insalubre non autorisé qu'il soit tenu de faire certains travaux ayant pour objet de faire cesser le trouble et le préjudice qu'il cause à ses voisins, ce propriétaire demande et obtient de l'autorité administrative l'autorisation de continuer son exploitation à certaines conditions et moyennant certains travaux, ce fait nouveau n'empêche pas le Tribunal saisi de statuer sur la prétention du demandeur, et il peut, à son tour, sans violer le principe de la séparation des pouvoirs, ordonner des travaux s'ajoutant aux mesures admises par l'autorité administrative, mais qui ne sont aucunement en contradiction avec elles.*

M. Dumony exploitait depuis 1878, sans autorisation, une briqueterie à Montlignon (Seine-et-Oise), lorsque différents pépiniéristes sont venus exploiter, en 1879 et 1880, leur industrie à proximité de la sienne.

Malheureusement, ces industries n'ont pu s'accorder longtemps, car les gaz qui s'échappaient de la briqueterie allaient se rabattre sur les plantations voisines, nuisaient sensiblement à celles-ci, les étioaient et étaient une cause de préjudice sérieux et réel pour les pépiniéristes.

Ceux-ci ont introduit devant le tribunal civil de Pontoise une demande tendant à faire cesser l'état de choses existant et à obtenir pour l'avenir la tranquillité et la sûreté commerciale auxquelles ils prétendaient avoir droit.

D'abord, ils ont obtenu en référé la nomination d'un expert chargé de se rendre compte de la situation et d'indiquer les travaux qui pourraient être exécutés pour empêcher la continuation du préjudice et du mal dont se plaignaient les pépiniéristes, puis, après l'expertise, ils ont obtenu le 21 juillet 1881 du Tribunal, un jugement qui, en ce qui concerne M. Monneau, le seul dont nous allons parler, a condamné M. Demony à lui payer 1.400 francs de dommages-intérêts et a ordonné que ce dernier exécuterait les travaux ordonnés par l'expert et que l'arrêt de la Cour transcrit et sanctionne.

M. Demony a interjeté appel de ce jugement et, pendant que son appel attendait une solution, il a demandé à l'autorité administrative l'autorisation dont il n'était pas pourvu, offrant de se soumettre à certaines mesures déterminées dans le fonctionnement de son industrie.

Cette autorisation lui ayant été accordée sous le mérite de l'exécution de ses offres par arrêté du Conseil de préfecture de Seine-et-Oise du 18 mai dernier, M. Demony a pensé que son appel était jugé et il a conclu à ce que la Cour décidât que les seuls travaux auxquels il pouvait être tenu étaient

ceux-là seulement qui avaient été déterminés dans l'arrêté du Conseil de préfecture et dans les conditions prescrites par l'administration ; il a soutenu que les Tribunaux ordinaires, dans un intérêt privé, ne pouvaient prescrire des mesures qui seraient en opposition avec celles prescrites par l'autorité administrative, seule compétente au point de vue de l'intérêt général et de la salubrité publique. Que le principe de la séparation des pouvoirs s'opposait absolument à ce qu'il en fut ainsi et que la demande de M. Monneau devrait être repoussée.

M^e Rendu a développé les moyens de l'appel de M. Demony.

M^e Germain a défendu le jugement et repoussé le moyen nouveau dans l'intérêt de M. Monneau auquel il était opposé.

Contrairement aux conclusions de M. l'avocat général Pradines, auquel il a paru que les travaux ordonnés par le jugement étaient contraires à ceux ordonnés par l'administration, la Cour a rendu l'arrêt suivant :

« La Cour,

« Sur le moyen tiré par Demony de ce que l'autorité administrative ayant, depuis le jugement, déterminé les conditions dans lesquelles il exploiterait désormais sa briqueterie, les tribunaux ordinaires ne pourraient, sans violer le principe de la séparation des pouvoirs, modifier ces conditions ;

« Considérant que Demony justifie, il est vrai, qu'au cours de l'instance, il s'est pourvu devant l'autorité administrative, et que, sur l'offre qu'il a faite de se soumettre à certaines mesures déterminées dans le fonctionnement de son industrie, il est intervenu à la date du 18 mai dernier un arrêté du Conseil de préfecture de Seine-et-Oise qui, sous le mérite de l'exécution desdites mesures, a autorisé son établissement ;

« Mais considérant que s'il appartient à l'autorité administrative d'accorder aux établissements incommodes et insalubres l'autorisation qui leur est nécessaire et de régler les conditions de leur exploitation, elle ne peut le faire que sous la réserve des droits des tiers, et en respectant la faculté qu'ont ceux-ci de recourir aux Tribunaux ordinaires dans les cas où l'établissement autorisé leur cause une incommodité ou un préjudice qui dépasse la limite des obligations résultant du voisinage.

« Considérant, dans l'espèce, que Monneau, dès avant que la briqueterie de Demony n'eût été autorisée et réglementée, prétendant éprouver de graves préjudices par le fait de son exploitation, avait usé d'un droit incontestable en assignant celui-ci devant la juridiction ordinaire pour obtenir la réparation du dommage causé et l'exécution de travaux propres à l'empêcher de se reproduire ;

« Que l'arrêté du 18 mai dernier, invoqué par Demony n'a pu ni trancher ce litige ni en déposséder la Cour qui en était saisie ;

« Qu'il a eu pour seul effet de ne lui permettre d'ordonner aucune mesure qui fussent en opposition avec celles qui ont été prescrites par l'autorité administrative et que, sauf cette restriction, le débat reste entier, ainsi que la solution qui peut lui être donnée ;

« Atteint :

« Sur le dommage causé :

« Considérant qu'il est établi par l'expertise et par tous les documents du procès qu'il n'est même pas sérieusement con-

testé qu'un préjudice a été occasionné à Monneau par les exhalaisons de la briqueterie de Demony ;

« Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges :

« Sur les travaux à exécuter :

« Considérant qu'il est établi que les dommages et inconvénients dont a souffert Monneau doivent être principalement attribués à la fumée mélangée de gaz acide sulfureux qu'exhale la briqueterie, et qui, à chaque opération de cuisson, se dégageant de la masse à cuire placée dans des fours à air libre se répand à l'extérieur dès sa sortie et atteint immédiatement la propriété de Monneau.

« Considérant que son action délétère ne peut être conjurée que par des travaux ayant pour résultat de rejeter les gaz produits par la combustion dans l'atmosphère à une hauteur suffisante pour qu'ils se diffusent dans l'air et qu'ils y aient perdu leur nocuité au cas où ils retomberaient sur le sol et les végétaux ;

« Considérant que les mesures indiquées, un rapport de l'expert et consistant : 1^o dans la fermeture des fours par une voûte en briques ; 2^o dans l'établissement d'un conduit destiné à recueillir la fumée et à la diriger dans une cheminée verticale de 25 mètres au moins de hauteur, paraissent être les seules qui soient propres à offrir les garanties nécessaires ;

« Considérant que ces travaux peuvent s'ajouter aux mesures admises par l'autorité administrative sans être aucunement en contradiction avec elles ;

« Par ces motifs,

« Sans s'arrêter ni avoir égard au moyen tiré du principe de la séparation des pouvoirs, lequel est rejeté ;

« Confirme avec amende et dépens. »

NOUVELLES DIVERSES

Le Musée du Louvre vient de s'enrichir d'un curieux spécimen de sculpture ornementale.

C'est une porte de maison espagnole qui vient de Valence et qui date de l'an 1490. Elle est composée d'un large fronton porté sur deux colonnes plates, orné de figures d'anges et de rosaces, et présentant dans sa partie supérieure la scène de l'Annonciation.

Cette porte est presque une pièce historique, elle donnait entrée à l'hôtel de Jorell, le célèbre trésorier de l'empereur Charles-Quint, condamné à mort pour concussion.

Statue de Bolivar. — On vient de dresser sur un piédestal, en avant de la porte sud de la cour du Louvre, entre les deux jardins qui font face au pont des Arts, la statue en bronze de Simon Bolivar, Président de la Colombie, surnommé le Libérateur. Bolivar est représenté debout, en costume de général, les bras croisés sur la poitrine.

Cette statue est destinée à être érigée sur la place de Chuquisaca, capitale de la Bolivie ; elle est l'œuvre de M. Desprey.

Procédés pour garantir les parquets de l'humidité. — Dans une communication qu'il adresse à la *Deutsche Bauzeitung*, M. Lieblein parle des parquets, et il recommande de poser les lames, qui doivent être en bois bien sec, aussi rapprochées que faire se peut, ce moyen empêchant l'humidité de pénétrer. Il préconise surtout l'emploi du sapin en peigne (*Pinus picea*), qui est dur et résineux et a parfaitement réussi partout où on l'a employé à cet usage ; son prix, qui est quelque peu plus

élevé que les autres essences de même nature employées pour les parquets, est largement compensé par les qualités du bois.

Un autre journal technique recommande de substituer aux traverses de chêne employées pour poser les parquets, des traverses de bois blanc saturées de créosote. Ces traverses durent plus longtemps que les autres, et la pourriture sèche ne les attaque point. Elles ne répandent, dit-on, aucune odeur de créosote dans les chambres, et elles sont surtout excellentes pour les rez-de-chaussées et les sous-sols des maisons construites dans les terrains humides.

La commission des monuments historiques s'est réunie sous la présidence de M. Antonin Proust.

Le chiffre total des allocations qu'elle a proposées s'élève à 41,200 francs, qui se répartissent entre les monuments suivants, dont les réparations ont paru présenter un caractère d'urgence :

Eglise d'Herment (Puy-de-Dôme) ; de Celles (Deux-Sèvres) ; de Marennes (Charente-Inférieure) ; de Saint-Jacques de Dieppe (Seine-Inférieure) ; de la Villetterie (Oise) et de Saint-Restitut (Drôme).

La commission a, en outre, proposé le classement de l'hôtel de ville de Saint-Amand (Nord), dont l'architecture appartient au XVII^e siècle, et de l'église d'Ecrouves (Meurthe-et-Moselle), intéressant édifice de la fin du XII^e.

Musée du Louvre. — On vient de créer au musée du Louvre un nouveau département des *Antiquités orientales*, comprenant les sculptures autres que celles des Egyptiens, provenant des peuples de la Chaldée et de l'Assyrie, de la Phénicie, de la Judée et de l'île de Chypre.

La collection des monuments découverts de 1875 à 1880, à Tello, dans la basse Chaldée, par M. Sarzec, consul de France à Banova, figure parmi ces antiquités orientales, qui remontent au-delà du XVI^e et même du XX^e siècle avant notre ère.

Pavage en bois. — « Le pavage en bois est à l'ordre du jour, dit le *Moniteur général*, » il tient le haut du pavé.

« Avouons, Parisiens mes frères, qu'il est bien agréable : pas de boue, pas de poussière ; un roulé doux, jusqu'à son odeur bitumineuse quelque chose d'hygiénique.

« Mais dans le pavage en bois, tout n'est pas parfait ; ainsi, certains de nos amis se plaignent qu'il vient en droite ligne d'une compagnie anglaise ; d'autres, que le pavage en bois devrait être donné à l'adjudication comme les autres travaux de voirie ; en vain objecte-t-on un brevet ; on vous démontre qu'il n'y a rien de moins sérieux que ce brevet ; il est donc bien difficile de contenter tout le monde. Cependant, si, réellement, il n'y a pas un privilège sérieux, pourquoi ne pas laisser nos compatriotes lutter contre une industrie étrangère ? C'est de toute justice. Il y aurait un avantage pour les finances de la ville.

« L'innovation du nouveau pavage consiste à poser le bois sur une plate-forme en béton de ciment Portland aussi résistante et aussi imperméable que possible.

« Aujourd'hui, la pratique nous donnera les avantages et les inconvénients ; il n'y a donc qu'à attendre avec quelque patience. »

Ecole des Beaux-Arts. — Par arrêté du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, rendu sur la proposition du directeur des Beaux-Arts, et conformément à l'avis émis par le conseil supérieur d'enseignement de l'Ecole nationale

et spéciale des Beaux-Arts, M. Maniglier, statuaire, grand prix de Rome, a été nommé professeur de sculpture pratique, sur pierre et sur marbre, à cet établissement.

Bourses du département de la Seine. — Les jeunes artistes qui voudraient se porter candidats aux bourses fondées par le conseil général (délibération du 16 novembre 1881) sont invités à se faire inscrire à l'Hôtel-de-Ville, escalier D, deuxième étage (bureaux des Beaux-Arts), en apportant les justifications nécessaires.

Ces bourses, pour l'année 1884, sont au nombre de cinq, de 1.200 francs chacune, et doivent être réparties entre les jeunes peintres ou sculpteurs sans fortune, nés dans le département de la Seine et qui auront, dans leur spécialité, remporté le plus de récompenses à la fin de leurs études, ou dont le talent se sera affirmé déjà par une première œuvre.

Les architectes et musiciens ayant obtenu le deuxième prix de Rome sont également admis à prendre part à ce concours.

Les demandes sont reçues jusqu'au 29 décembre 1883.

Institut d'archéologie orientale. — M. Grébant, suppléant au Collège de France et maître de conférences à l'Ecole des hautes études, est nommé directeur de la mission permanente du Caire, en remplacement de M. Lefebvre, appelé à d'autres fonctions.

MM. Bourgoïn, architecte, Ravaisse, élève de l'école des langues orientales vivantes, et Dulac, sont nommés membres de la même mission.

Machine à faire les briques. — Une des grandes attractions de l'exposition de Louisville dans le Kentucky (États-Unis), ouverte en ce moment, est une machine fabriquée par Cyrus Chambers, de Philadelphie, qui chaque jour *pétrit, équivarrille, jette au four et sèche* plus de CINQUANTE MILLE briques absolument parfaites.

Abris des Champs-Élysées. — On élève en ce moment, aux Champs-Élysées, entre les chalets numéros 2 et 12, un hangar mesurant 50 mètres de longueur sur 28 mètres de largeur. Ce hangar est destiné à abriter les promeneurs en cas de pluie.

Les serres du Jardin des Plantes. — On poursuit activement, au Jardin des Plantes, les travaux relatifs à la construction de nouvelles serres.

La vitrerie de l'annexe du jardin d'hiver sera terminée très probablement vers les derniers jours du mois.

Les quatre petites serres chaudes, établies du côté sud de ce bâtiment, sont moins avancées ; cependant on espère les terminer vers la même époque.

La fontaine Cuvier. — Des travaux de réparation et de restauration sont exécutés en ce moment à la fontaine Cuvier, située, comme on sait, à l'angle de la rue de ce nom et de la rue Linne, à l'entrée du Jardin des Plantes.

Cette fontaine, qui est surmontée d'une fort belle statue en pierre, représentant l'illustre naturaliste, a été construite en 1839, sur l'emplacement d'une vieille tour qui, pendant une longue suite d'années, avait servi de prison aux jeunes gens par trop émancipés que leurs parents dénonçaient à l'autorité pour leurs fredaines.

La houille et les métaux dans l'île de Cuba. — La *Gaceta de Madrid* vient de publier une loi, du 17 mai dernier, qui a un grand intérêt au point de vue du développement des houillères et de la métallurgie dans l'île de Cuba. Nos industriels peuvent en faire également leur profit.

Cette loi porte : 1^o que pendant vingt ans, conformément

au décret royal du 13 octobre 1863, les mines de fer et charbon resteront exemptes du droit de superficie; 2° que les droits de sortie pour les minéraux et métaux ne seront pas perçus; 3° que la houille nécessaire à l'exploitation des mines ou à l'industrie métallurgique ne paiera aucun droit d'importation; 4° que l'impôt de 5 o/o sur le produit brut n'atteindra ni le combustible, ni les minéraux, ni le minerai de fer; 5° que les industries minière et métallurgique sont exemptes de contributions et impôts, ainsi que de tous droits de circulation par terre ou cabotage, quand le produit sort des mines du pays; 6° que l'importation du matériel et des machines d'exploitation, de transport et d'embarquement nécessaires aux industries minière et métallurgique, est libre de tous droits pendant cinq ans; 7° que les navires entrant sur lest et ressortant chargés de minerai de fer de l'île ne paieront les droits de navigation et de port qu'à raison de 20 centavos de peso par tonne; 8° que la tonne de matériel et machines nécessaires aux industries visées ne paiera les droits de navigation et de port qu'à raison de 30 centavos, à la condition de faire le retour en minerai payant 5 centavos la tonne du même chef.

On voit que les industriels français peuvent avec avantage faire connaître dans l'île de Cuba leur matériel de mines, machines, etc. Et le champ est vaste. L'île de Cuba, sensiblement plus importante en étendue que l'Irlande ou le Portugal, a non seulement un sol très riche, mais aussi un sous-sol au moins aussi riche, notamment en fer et en cuivre. Les Anglais y ont construit la plupart des voies ferrées et l'on y emploie beaucoup de machines industrielles fort coûteuses, anglaises, françaises et américaines, grâce auxquelles on y produit annuellement pour 250 millions de francs de sucre et pour 125 millions de tabac. Ajoutons que la population cubaine atteint environ 1,300,000 âmes et que, sans les droits vexatoires qui enrayent encore, malheureusement, plusieurs industries locales, cette île serait bientôt un centre de travail extrêmement productif, surtout si son organisation fiscale était réformée et améliorée. Le gouvernement espagnol semble enfin le comprendre et, s'il favorise aujourd'hui le charbon et le fer, il faut espérer qu'il ne s'arrêtera pas là.

BIBLIOGRAPHIE.

Sous ce titre : les *bâtiments scolaires*, la Librairie générale de l'Architecture et des Travaux publics vient de publier un petit volume d'un caractère d'incontestable utilité pour le moment.

L'auteur, M. S.-A. NONUS, inspecteur de l'enseignement primaire, a réuni et classé, sous une forme qui rend les recherches faciles, tous les documents officiels (lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, etc.) relatifs à la construction ou à l'appropriation des bâtiments scolaires.

Ces documents, jusqu'ici disséminés, pour ne pas dire noyés dans les divers recueils de législation générale, constituent, à proprement parler, la législation spéciale des Ecoles. L'obligation des communes, entretien des écoles, les classes et le logement personnel, la location, le mobilier personnel et scolaire, le matériel pour la gymnastique, les écoles maternelles, etc.

Toutes ces questions sont traitées dans une série de chapitres que complètent une nomenclature des pièces à fournir dans chaque cas, et un formulaire des plus intéressants.

Bibliothèque de l'Enseignement des Beaux-Arts, couronnée par l'Académie française. — A. QUANTIN, éditeur.

L'Art bysantin, par M. BAYET, ancien membre de l'école d'Athènes, professeur à la Faculté des lettres et à l'Ecole nationale des Beaux-Arts de Lyon.

On sait quels services déjà rendu à la jeunesse de nos écoles, aussi bien qu'aux artistes et aux gens du monde, cette *Bibliothèque de l'Enseignement des Beaux-Arts*, que l'Académie française vient d'honorer d'une récompense exceptionnelle en la personne de son directeur, M. Jules Comte. Son douzième volume, qu'elle publie aujourd'hui, est un des plus intéressants et des plus utiles de la collection; le nom seul de M. Bayet, connu de l'Europe savante pour ses beaux travaux sur les monastères du mont Athos, suffit à faire de l'ouvrage, dès son apparition, un livre classique.

L'auteur, d'ailleurs, a merveilleusement compris le but de vulgarisation à atteindre, et au lieu de s'attarder à de vaines discussions, c'est chez lui et dans ses œuvres qu'il étudie l'art bysantin, tout autrement personnel en somme, et surtout tout autrement varié qu'on avait bien voulu nous le dire. Constitué au VI^e siècle par la réunion d'éléments antiques, orientaux et chrétiens, nous le voyons se manifester aussitôt avec éclat dans des œuvres où la richesse de la décoration est en harmonie avec les formes nouvelles de l'architecture, puis s'épanouir dans une seconde floraison, au XI^e siècle, pour s'affaiblir quelque temps après les croisades, et s'éteindre dans une lente et tardive vieillesse, ayant eu, comme tous les arts, sa jeunesse, sa maturité et sa décadence, ayant rayonné pendant plusieurs siècles sur tout le moyen âge, et contribué, même en Occident, à préparer l'avènement de l'art nouveau.

La peinture flamande, par M. A.-J. WAUTERS. — Ce livre, qui n'existait ni en France ni même en Belgique, la collection dirigée par M. Jules Comte vient de nous le donner. C'est au critique d'art le plus autorisé de la Belgique que les éditeurs de la *Bibliothèque de l'Enseignement des Beaux-Arts* ont eu l'idée de le demander; ils ne pouvaient être mieux inspirés : à la connaissance approfondie du sujet et des multiples qu'il soulève, à la simplicité du style, à la logique des divisions, M. A.-J. Wauters ajoute une sorte de fierté patriotique qui donne à son récit un charme tout communicatif, une chaleur qui entraîne et séduit.

Spécialiste de l'art, l'écrivain n'a eu garde d'oublier dans quelles conditions s'était tour à tour affirmée la peinture des Van Eyck, des Rubens, des Van Dyck et des Téniers; pour lui, l'histoire de l'art n'est qu'une partie de l'histoire du pays; partout, il a soin de rattacher l'art à la vie nationale, dont il n'est que la plus éclatante et aussi la plus durable manifestation.

DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME

CONCOURS

POUR LA RÉDACTION D'UN PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTRICES A CLERMONT-FERRAND

Un concours est ouvert entre les Architectes français pour la construction d'une école normale d'institutrices à Clermont-Ferrand.

Une somme de 500,000 fr. sera affectée à la construction et à l'aménagement de l'école.

Les Architectes qui voudront concourir devront s'adresser à la Préfecture du Puy-de-Dôme. Ils recevront, sur leur demande, le programme sommaire du projet et le plan des lieux à occuper par l'Ecole à construire.

Les projets complets devront être déposés à la Préfecture du Puy-de-Dôme le 15 avril 1884, délai de rigueur.

Trois projets pourront être choisis par le jury. L'auteur du projet classé en première ligne sera chargé de la direction des travaux. Les deux autres recevront, le second une prime de 2.000 francs, le troisième une prime de 1.000 francs.

Clermont-Ferrand, le 15 décembre 1883.

Le Préfet du Puy-de-Dôme,
Gustave LE MALLIER

UNION CENTRALE DES ARTS DÉCORATIFS

MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

Palais de l'Industrie, Porte 7

Paris, le 9 Décembre 1883.

Le Musée des Arts décoratifs fermera ses portes à partir de Lundi 10 courant, pour préparer sa réouverture qui aura lieu le 1^{er} février prochain. Néanmoins, pendant tout le temps de cette période de fermeture, les salles affectées aux moulages resteront ouvertes *gratuitement* au public.

La collection déjà très importante des moulages appartenant à la Société vient encore de s'enrichir de nouveaux et intéressants exemplaires relevés sur les motifs les plus riches de la décoration des Tuileries (Euvres de J. Bullant, Philibert, Delorme etc.), du Château d'Ecouen, etc., etc.

EXPLICATION DES PLANCHES

Pl. 78, 79. — La typographie fait tous les jours des progrès nouveaux et les ressources qu'elle nous offre deviennent très précieuses. L'une des plus originales est sans contredit la chromo-typographie, et nous avons voulu en faire l'essai avec une construction toute gaie, toute mouvementée et d'une tonalité pleine d'originalité. Dans ces sortes de conceptions, la couleur joue un rôle considérable et c'est cette couleur que la chromo-typographie nous a permis de conserver pour offrir à nos abonnés une planche amusante dont la notre gaie rehausse l'intérêt.

Nous ne décrivons pas cette villa, dont l'examen suffit pour dépouiller et mettre à jour les moyens de construction de l'ordre le plus élémentaire et dont l'application est courante et se recommande, à ce point de vue, pour les constructions rurales.

Pl. 80, 81. Plus nous nous abandonnons au plaisir des études comparatives sur la valeur des architectes aux différentes époques de l'histoire du passé, plus notre surprise augmente et plus les problèmes se présentent ardu et presque insolubles. Tenez, regardez le château, pour ne pas dire palais, de Josselin, en Bretagne...

Quant on a disséqué toutes les beautés de cette architecture

et aussi les merveilles de la main-d'œuvre, on se demande quelles étaient les écoles et les maîtres où se formaient les artistes qui ont édifié cette œuvre. Quelle belle et splendide architecture, quel calme majestueux dans les grands nus, couronnés de ce bel entablement ajouré et percés irrégulièrement de fenêtres si magistralement décorées. Et quelle diversité dans la composition du détail, sans que cette liberté nuise à l'ensemble. Les portes sont percées suivant les besoins du plan et non pour l'harmonie des façades et, comme les gargouilles qui sont au-dessus mouilleraient les habitants au passage, on descend deux conduites jusqu'au niveau du socle, pour elles seulement, sans souci des autres.

D'où venaient donc tous ces artistes sculpteurs, appareilleurs, bardeurs, maçons, serruriers, charpentiers, verriers, peintres, etc., des mains desquels est sorti ce joyau, et où donc avait fait ses études, l'architecte qui les conduisait? Est-ce que, par hasard, nous serions dégénérés, nous, malgré toutes nos prétentions? car je ne connais guère aujourd'hui d'architecte capable de produire une telle œuvre et encore moins un ensemble d'ouvriers et entrepreneurs suffisants pour l'exécuter au fond de la Bretagne.

Pl. 82. — Coupe transversale du Hall anglais, de M. Delacourt, architecte: nos abonnés pourront se rendre compte du détail de l'ossature de cette belle œuvre et du dispositif des terrasses où doit s'accumuler le public le jour des courses.

Pl. 83. — Si la fonte n'a pas les légèretés d'aspect du fer forgé, elle en donne au moins l'illusion, et son prix de revient la possibilité d'usage. Nous croyons, à ce point de vue, très utile de guider certains de nos lecteurs dans le choix des modèles que l'industrie nous livre sans discernement aucun.

M. Thiriot en possède des types du plus haut intérêt et qui rappellent les belles traditions de la ferronnerie française, ainsi que le démontrent les deux modèles ci-joints.

Dans leur application aux intérieurs, nous conseillerons toujours de les bronzer simplement en noir pour les parties lisses et fer poli pour les parties ouvragées; l'effet décoratif est considérablement augmenté.

Pl. 84. — Un hangard doit couvrir de grands espaces tout en conservant le plus grand éclairage possible. Il faut encore que la couverture ne laisse pas pénétrer l'eau. Or, pour éclairer, on se sert ordinairement de chassiss vitrés dont l'usage est absolument défectueux. Pour remédier à cet inconvénient, je vous recommande la disposition des ateliers de M. Mors.

Chaque travée a sa toiture complète, mais l'axe du fontage est rejeté à gauche afin d'obtenir un rampant presque vertical et dans lequel vous encastrez vos chassiss vitrés. De cette façon, vous avez de la lumière et pas d'eau.

J. BOUSSARD.
Architecte du Ministère des Postes et Télégraphes.

L'Administrateur-Gérant : SAMSON COHN.

Paris. — C^{ie} générale d'Imprimerie, 18 et 19, passage de l'Opéra.
Succursale, rue La Fayette, 194.

Administrateur-Directeur : L. DE LA SAINTE.

TABLE ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE DIX-SEPTIÈME VOLUME (2^e SÉRIE)

DU

MONITEUR DES ARCHITECTES

ANNÉE 1883

A

- Amsterdam (exposition d'), 49-71-121.
- Apulie et la Lucanie (à travers l'), 73.
- Avis de vente, 88-112-144.
- A un confrère aimable, mais frondeur, 89.

B

- Bibliographie : Rambling Sketches, 13-122.
- Le système diviseur appliqué à l'égout, 13.
- Le Luxembourg. Récits et confidences sur un vieux palais, 29.
- L'hygiène dans la construction des habitations privées, 40.
- A travers l'Apulie et la Lucanie, 73.
- Revue des arts décoratifs, 73-104-156.
- Série des prix de la Ville de Paris publiés par la Société centrale des architectes, 122.
- Bibliothèque de l'enseignement des Beaux-Arts, 172.
- Mythologie figurée de la Grèce, 172.
- Monnaies et médailles, 172.
- L'art byzantin, 189.
- La peinture flamande, 189.
- Les bâtiments scolaires, 189.

Boston : Exposition de 1883, 58.

C

- Calcutta : Exposition de 1883, 57.
- Concours : Saint-Lô, construction d'un théâtre, 13.
- Nangis, construction d'une école communale, 31-41.
- Lyon, Société académique d'architecture. Résultat du concours, 31.
- Lyon, idem. : programme du concours, 102.
- Saïda : construction d'un Hôtel-de-Ville, 40.
- Rio-de-Janeiro : construction d'une Bibliothèque Nationale, 41.
- Stockholm : construction du musée du Nord, 42-57.
- Dunkerque : Société pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts, concours de 1883, 57.

- Concours : Saint-Etienne : construction d'une école professionnelle, 86.
- Soissons : reconstruction de l'Hospice, 157.
- Epinal : Concours pour l'emploi d'architecte départemental, 158.
- Clermont-Ferrand : projet pour la construction d'une école normale d'institutrices, 100.

Congrès des architectes français, 74.

Correspondance, 105-116.

Courrier financier, 16-32-48-64-80-88-112-160-176.

D

- Dunkerque : Société pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts. Concours de 1883, 57.

E

- Ecole nationale des arts décoratifs : récompenses, 120.
- Ecole nationale et spéciale des Beaux-Arts : Concours de fin d'année, 120.
- Ecole nationale et spéciale des Beaux-Arts : Règlement général, 151-163-179.
- Epinal : concours pour l'emploi d'architecte départemental, 158.
- Explication des planches, 14-32-47-63-80-105-130-159-174-192
- Exposition d'Amsterdam, 49-71-121.
- de Calcutta, 57.
- de Boston, 58.
- de Munich, 58.

F

- Foyers fumivores Nessi, 23.

G

- Gaz atmosphérique, 35.

H

- Hygiène (L') dans la construction des habitations privées, 40.

J

- Jurisprudence, 37-52-69-81-93-116-182.

LE MONITEUR DES ARCHITECTES

L

Logements (Les) à bon marché, 45-59.
Lumière électrique (La) Edison et ses applications, 50.
Luxembourg (Le), récits et confidences sur un vieux palais, 29.
Lyon : Société académique d'architecture, résultat du concours, 31.
Lyon : Société académique d'architecture, programme du concours, 102.

M

Maison américaine (La), 5.
Maison française (La), ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être, 1-17.
Monnaies et médailles, 172.
Musée des arts décoratifs, 31.
Munich : Exposition, 58.
Mythologie (La) figurée de la Grèce, 172.

N

Nangis : Concours pour la construction d'une école communale, 31-41.
Nouveaux documents industriels pour la construction, 12-23-35.
Nessi (Foyers fumivores), 23.
Le gaz atmosphérique, 35.
Nouvelles diverses, 14-29-45-61-76-96-123-155-170.

P

Prix (Grand) de Rome, 45.
Peinture flamande (La), 189.

Q

Question (La) des vidanges urbaines, 34.

R

Rambling sketches, 13-122.
Récompenses : Salon de 1883, 75.
Revue des arts décoratifs, 73-106-156.
Rio-de-Janeiro : Concours pour la construction d'une bibliothèque nationale, 41.

S

Salon de 1883, 75-83.
Salon (Le) officiel, 145.
Saïda : Concours pour la construction d'un Hôtel-de-Ville, 40.
Saint-Lô : Concours pour la construction d'un théâtre, 13.
Saint-Etienne : Concours pour la construction d'une école professionnelle, 86.
Série des prix pour la Ville de Paris publiée par la Société centrale des architectes, 122.
Silicatisation Silexore, 65.
Soissons : Reconstruction des hospices, 157.
Stockholm : Concours pour la construction du Musée du Nord, 42-57.
Système (Le) diviseur appliqué à l'égout, 12.

T

Tradition (La) en architecture, 11.

U

Union centrale des arts décoratifs : documents officiels de la troisième exposition technologique des industries d'art, 126-147-161.

V

Vidanges urbaines (La question des), 33.
Vidanges (Des), encore et toujours, 113.
Vitreaux (Des), par J. Boussard, 177.

Colonnes

Colonne

Roubaix : M. Richez, architecte ; mascarons du XVI ^e siècle. — 11. Hôtel à Paris-Auteuil : façades latérales ; M. Toutain, architecte. — 12. Collège communal de Coulommiers : façade sur cour et coupes ; M. Marmottin, architecte. — 13. Hôtel à Paris-Auteuil ; M. Toutain, architecte ; plan du rez-de-chaussée. — 14. Idem ; plan des premier et deuxième étages.		
<i>Numéro 3.</i>		
TEXTE. — La question des vidanges urbaines, par J. Boussard.....		
Nouveaux documents industriels pour la construction. — Le gaz atmosphérique... jurisprudence, par S. Cohn.....		33
Bibliographie : L'hygiène dans la construction des habitations privées.....		35
Concours : construction d'un hôtel de ville à Saïda (Algérie). — Construction d'une école communale à Nangis (Seine-et-Marne). — Construction d'une bibliothèque nationale à Rio-de-Janeiro. — Construction du Musée du Nord à Stockholm.....		37
Les logements à bon marché. — Avis.....		40
Grand prix de Rome.....		40
Nouvelles diverses : Ecole des Beaux-Arts. — Les sculptures de Clodion. — La Bibliothèque nationale. — La grève des ouvriers du bâtiment à Berlin. — Le château de Gisors.....		45
Explication des planches.....		45
Courrier financier.....		47
PLANCHES. — 15. Château de Raray : Arcature de la cour d'honneur, dessin de M. Nizet, architecte. — 16. Hôtel à Paris-Auteuil : façade principale ; M. Toutain, architecte. — 17. Eglise de Navilly : coupes transversale et longitudinale ; M. Giroud, architecte. — 18. Hôtel à Paris-Auteuil : Communs ; M. Toutain, architecte. — 19. Hôtel communal d'Anderlecht : façade principale vers la place du Conseil ; M. Van Ysendyck, architecte. — 20. Maison à Roubaix : plan ; M. Dupire, architecte.		
<i>Numéro 4.</i>		
TEXTE. — Exposition d'Amsterdam, par J. Boussard.....		
La lumière électrique Edison et ses applications, par un architecte.....		49
Jurisprudence, par S. Cohn.....		50
Concours : Construction du Musée du Nord à Stockholm. — Société dunkerquoise		53

LE MONITEUR DES ARCHITECTES

Colonne

Colonne

Numero 7

pour l'enseignement des lettres, des sciences et des arts : concours de 1883.....	57	TENTE. — A un confrère aimable, mais frondeur, par J. Boussard.....	89
Expositions : Exposition de Calcutta. — Exposition de Boston (Etats-Unis) en 1883.		Jurisprudence, par S. Cohn.....	93
— Exposition internationale à Munich....	57	Nouvelles diverses : Visite de la Commission des monuments historiques à l'église abbatiale de St-Denis. — Le ravalement décennal au Conseil d'hygiène et de salubrité. — Les arènes de Lutèce. — Bâtiments scolaires. — Distribution de l'eau dans les appartements à Paris.....	96
Les logements à bon marché.....	59	Société académique de Lyon : Programme du Concours d'architecture.....	102
Nouvelles diverses : Les travaux de l'Hôtel-de-Ville de Paris. — Ses échafaudages.		Bibliographie : Revue des arts décoratifs... Petite correspondance.....	104
— Le salon triennal. — La commission d'assainissement à Londres.....	61	Explication des planches.....	105
Explication des planches.....	63	Avis de vente.....	112
Courrier financier.....	64	Courrier financier.....	112
PLANCHES. — 21-22. Exposition internationale d'Amsterdam de 1883 : façade principale ; M. Fouquiau, architecte. — 23. Basilique Saint-Epvre, à Nancy : plan ; M. P. Morey, architecte. — 24. Eglise de Navilly : façade principale et coupe transversale ; M. Giroud, architecte. — 25. Encadrement de fenêtre Renaissance. — 26. Musée du Trocadéro : Fragment des stalles de la cathédrale de Saint-Denis. — 27. Idem. Architecture florentine ; porte-hampe. — 28. Idem. Dessous de porte Louis XV.		PLANCHES. — 35-36. Édén-Théâtre : Façade principale, MM. Klein et Duclos, architectes. — 37. Campanile de l'Hôtel-de-Ville d'Orchies (Nord) ; M. G. Meurant, architecte. — 38. Tombeau, par M. Vaudremier, architecte ; coupe. — 39. Hôtel-de-Ville de Mormant : plans ; M. Dumoulin, architecte. — 40. Propriété du baron E. de B. : Poulailler-pigeonnier de la villa de Montrival, aux environs de Namur ; M. de Larabrie, architecte. — 41. Porte Notre-Dame de Cambrai. — 42. École normale d'institutrices à Châlons-sur-Marne : façade, coupes et détails ; M. Gillet, architecte. — 43. Idem. Plan du rez-de-chaussée et détails. — 44. Idem. Plan du 1 ^{er} étage et détails. — 45. Lavoir de Malakoff (Seine) : plan et détails. — 46. Asile communal à Paris, rue du Jourdain (XX ^e arrondissement) : Élévation sur rue, coupe et détails ; M. Salleron, architecte. — 47-48. Idem. Plans. — 49. Pont de 78 mètres d'ouverture, à trois arches, sur la Seine, à Conflans.	
<i>Numéro 5</i>		<i>Numéros 8-9</i>	
TENTE. — La silicatation silexore, L. M.....	65	TENTE. — Des vidanges, encore et toujours, par J. Boussard.....	113
Jurisprudence, par S. Cohn.....	69	Jurisprudence, par S. Cohn.....	116
Lettre d'Amsterdam, par E. L.....	71	Correspondance : Encore l'Atrium, par G. Rozet.....	118
Bibliographie : A travers l'Apulie et la Lucanie. — Revue des arts décoratifs.....	73	École des Beaux-Arts : Concours de fin d'année.....	120
Congrès des architectes français.....	74	École nationale des arts décoratifs ; récompenses.....	120
Salon de 1883 ; récompenses.....	75	Exposition d'Amsterdam.....	121
Nouvelles diverses : Antiquités Parisiennes. — Les fouilles de Louqsor. — Les incendies à Paris. — Le viaduc de Garabit. — Le tombeau des Abbassides au Caire. — Le nouveau Palais de Justice de Londres. — Les arènes de Lutèce. — La Commission pour la conservation et la restauration des tableaux des Musées nationaux.,	76	Bibliographie : Rambling Sketches. — Série de prix publiée par la Société centrale... Nouvelles diverses : Musée Carnavalet. — Agrandissement de la Sorbonne. — Fouilles à Rome. — Le Palais de la Cour des Comptes. — Les Magasins de décors	122
Explication des planches.....	79		
Courrier financier.....	80		
PLANCHES. — 29-30. Cheminée d'un atelier de graveur. — 31. Hôtel à Vitry-le-François, façade ; M. Boussard, architecte. — 32. Musée du Louvre : une base du temple d'Apollon, de Milet. — 33. Maison à Vitry-le-François ; coupe et plan du 1 ^{er} étage. — 34. Idem. Plan des rez-de-chaussée, sous-sol et combles.			
<i>Numéro 6</i>			
TENTE. — Avis.....	81		
Jurisprudence, par S. Cohn.....	81		
Le Salon de 1883, par J. Boussard.....	83		
Concours : Construction d'une École professionnelle à St-Étienne (Loire).....	87		
Avis de vente.....	88		
Courrier financier.....	88		

LE MONITEUR DES ARCHITECTES

Colonnes

Colonne

de l'Opéra. — La statue de Lafayette, au Puy. — Les travaux de Paris et les ouvriers étrangers. — Travaux dans les théâtres. — Ecole française d'Athènes... Union centrale des arts décoratifs : Documents officiels de la 3 ^e exposition technologique des industries d'art..... Explication des planches..... Avis de vente.....	123 126 130 144
---	--------------------------

PLANCHES. — 50. Cheminée d'après J. Lepaute (XVII^e siècle). — 51. Château de Neufize (Ardennes), à MM. Paté frères ; M. A. Gosset, architecte. — 52. Détails d'une des bases du temple d'Apollon de Millet, relevé de M. Thomas, architecte. — 53. Hôtel-de-Ville de Mormant : façades latérales ; M. Dumoulin, architecte. — 54. Idem. Coupes transversales. — 55. Tombeau de la famille Chailan au cimetière St-Pierre, de Marseille ; M. G. Allar, architecte. — 56. Pavillon de la Commission française : Exposition d'Amsterdam ; M. P. Lorain, architecte. — 57. Maison Gaillard, à Poitiers. — 58-59. Hôtel des Ambassadeurs d'Angleterre, rue des Forges, à Dijon (XV^e siècle) ; coupe, dessin de C. Sirot, architecte. — 60-61. Travaux maritimes d'Anvers. — 62-63. Panorama de Genève ; élévation, plan et coupes, détails.

Numéro 10

TEXTE. — Le Salon officiel ; architecture, par J. Boussard..... Union centrale des arts décoratifs : 3 ^e exposition technologique des industries d'art ; la pierre, la terre et le verre ; documents divers..... Règlement de l'École nationale et spéciale des Beaux-Arts..... Nouvelles diverses : Les arènes de Lutèce. — Le cloître Notre-Dame..... Bibliographie : Revue des arts décoratifs. — Memento graphique à l'usage des constructeurs..... Ville de Soissons (Aisne) : Adjudication des travaux de reconstruction de l'Hospice... Ville d'Épinal : Concours pour l'emploi d'architecte départemental..... Explication des planches..... Bulletin financier.....	145 147 151 155 156 157 158 159 160
---	---

PLANCHES. — 64. Escalier de François I^{er} (Château de Blois). — 65. Villa de M. D., à Villers-sur-Mer (Calvados). — 66. Propriété de M. C. Brion, à Sablé : plans ; M. Dubos, architecte. — 67-68. Basilique St-Epvre de Nancy : façade latérale ; M. P. Morey,

architecte. — 69-70. Gare d'Hazebrouck : rétablissement de la passerelle.

Numéro 11

TEXTE. — Union centrale des arts décoratifs : 3 ^e exposition technologique des industries d'art : la pierre, la terre et le verre ; documents divers..... Règlement de l'École nationale et spéciale des Beaux-Arts..... Nouvelles diverses : Les portes de l'Hôtel-de-Ville. — Les logements insalubres. — Du sable comme remplissage des parquets. — Les inscriptions parisiennes. — Le temple de Vesta à Rome. — La statue d'Alexandre Dumas..... Bibliographie : Bibliothèque de l'enseignement des Beaux-Arts. — Mythologie figurée de la Grèce. — Monnaies et médailles..... Explication des planches..... Courrier financier.....	161 163 170 172 174 176
---	--

PLANCHES. — 71-72. Hall anglais à La Chapelle-en-Serval, appartenant à M. E. B. ; M. Delcourt-Vincqz, architecte ; façade principale. — 73. Idem. Plan. — 74. Église de Plounevez-Lochrist (Finistère) : façade ; dessin de M. Rivoalen, architecte. — 75. Hôtel à Sablé (Sarthe) : détails ; M. Dubos, architecte. — 76. Balcons en fonte de fer : M. L. Thiriot, à Paris. — 77. Gare d'Hazebrouck : rétablissement de la passerelle.

Numéro 12

TÉXÉ. — Des vitraux, par J. Boussard..... Règlement de l'École nationale et spéciale des Beaux-Arts..... jurisprudence, par S. Cohn..... Nouvelles diverses..... Bibliographie : Les bâtiments scolaires. — Bibliothèque de l'enseignement des Beaux-Arts : l'art byzantin, la peinture flamande Concours : Département du Puy-de-Dôme ; rédaction d'un projet pour la construction d'une École normale d'institutrices à Clermont-Ferrand..... Musée des arts décoratifs : Avis..... Explication des planches.....	177 179 182 184 186 188 190 191 191
---	---

PLANCHES. — 78-79. Maison de campagne près Fontainebleau. — 80-81. Château de Josselin : façade. — 82. Hall anglais à La Chapelle-en-Serval, appartenant à M. E. B. : M. Delecourt-Vincqz, architecte ; coupe transversale. — 83. Balcons à Paris, par L. Thiriot, fondeur. — 84. Ateliers de M. Mors, à Grenelle.

TABLE DES PLANCHES

CONTENUES DANS LE DIX-SEPTIÈME VOLUME (2^e SERIE)

DU

MONITEUR DES ARCHITECTES

ANNÉE 1883

SUIVANT LEUR ORDRE DE PUBLICATION

- | | |
|---|---|
| <p>PLANCHES 1. Hôtel à Paris, rue Pierre-Charron, façade : M. Fevre, architecte.</p> <p>— 2. Ancien Hôtel-de-Ville à Orléans : porte</p> <p>— 3. Fontaine des treize cannelles à Ancone.</p> <p>— 4. Eglise de Navilly, façade latérale et plan : M. Giroud, architecte.</p> <p>— 5. Hôtel à Saint-Mandé, plans : M. Salmon, architecte.</p> <p>— 6. Exédre à l'extrémité d'une orangerie : M. Le roux, architecte.</p> <p>— 7. Fontaine Médicis à Rome : Cour de la Villa Médicis.</p> <p>— 8. Tour Saint-Laurent à Rouen.</p> <p>— 9. Hôtel à Saint-Mandé, façade : M. Salmon, architecte.</p> <p>— 10. Frontons à Roubaix, M. Richez, architecte : mascarons du XVI^e siècle.</p> <p>— 11. Hôtel à Paris-Auteuil : façades latérales : M. Toutain, architecte.</p> <p>— 12. Collège communal de Coulmiers, coupes et façades latérales et sur cour : M. Marmottin, architecte.</p> <p>— 13. Hôtel à Paris-Auteuil, plan du rez-de-chaussée : M. Toutain, architecte.</p> <p>— 14. Idem. Plan des étages.</p> <p>— 15. Château du Raray. Clôture de la cour d'honneur : dessin de M. Nizet, architecte.</p> <p>— 16. Hôtel à Paris-Auteuil, façade principale : M. Toutain, architecte.</p> <p>— 17. Eglise de Navilly, coupes transversale et longitudinale : M. Giroud, architecte.</p> <p>— 18. Hôtel à Paris-Auteuil, communs : M. Toutain, architecte.</p> <p>— 19. Hôtel communal d'Anderlecht, façade principale sur la place du Conseil : M. Van Ysendick, architecte.</p> <p>— 20. Maison à Roubaix, plan : M. Dupire, architecte.</p> <p>— 21-22. Exposition internationale d'Amsterdam en 1883, façade principale : M. Fouquiau, architecte.</p> | <p>PLANCHES 23. Basilique St-Epvre à Nancy, plan : M. Morey, architecte.</p> <p>— 24. Eglise de Navilly, façade principale et coupe transversale : M. Giroud, architecte.</p> <p>— 25. Encadrement de fenêtre Renaissance.</p> <p>— 26. Musée du Trocadéro, fragment des stalles de la cathédrale de Saint-Denis.</p> <p>— 27. Idem, architecture florentine : porte-hampe.</p> <p>— 28. Idem, dessus de porte Louis XV.</p> <p>— 29-30. Cheminée d'un atelier de graveur.</p> <p>— 31. Hôtel à Vitry-le-François, façade : M. Bous-sard, architecte.</p> <p>— 32. Musée du Louvre : une base du temple d'Apollon de Millet.</p> <p>— 33. Hôtel à Vitry-le-François : coupe, plan du premier étage ; M. Boussard, architecte.</p> <p>— 36. Idem, plans du rez-de-chaussée et des étages.</p> <p>— 35-36. Eden-Théâtre : façade principale ; MM. Klein et Duclos, architectes.</p> <p>— 37. Campanile de l'hôtel de ville d'Orchies (Nord) ; M. G. Meurant, architecte.</p> <p>— 38. Tombeau ; coupe ; M. Vandremere, architecte.</p> <p>— 39. Hôtel de ville de Mormant : plans ; M. Du-moulin, architecte.</p> <p>— 40. Propriété du baron E. de B. : Poulailleur-pigeonnier de la villa de Montrival, aux environs de Namur ; M. de Larabrie, architecte.</p> <p>— 41. Porte Notre-Dame-de-Cambrai.</p> <p>— 41. Ecole normale d'institutrices à Chalons-sur-Marne : façade, coupe et détails ; M. Gillet, architecte.</p> <p>— 43. Idem ; plan du rez-de-chaussée et détails.</p> <p>— 44. Idem ; plan du premier étage et détails.</p> <p>— 45. Lavoir de Malakoff (Seine) : plans et détails.</p> <p>— 46. Asile communal à Paris, rue du Jourdain (XX^e arrondissement) : élévation sur la rue, coupe et détails ; M. Salleron, architecte.</p> |
|---|---|

LE MONITEUR DES ARCHITECTES

PLANCHES 47. Idem : plans.

- 48-49. Pont de 78 mètres d'ouverture en trois arches sur la Seine à Conflans.
- 50. Cheminée d'après Lepautre (XVII^e siècle).
- 51. Château de Neufize (Ardennes), à MM. Paté frères ; M. A. Gosset, architecte.
- 52. Détail d'une des bases du Temple d'Apollon, de Millet ; relevé de M. Thomas, architecte.
- 53. Hôtel de ville de Mormant : façades latérales ; M. Dumoulin, architecte.
- 54. Idem : coupes transversales.
- 55. Tombeau de la famille Chailan : cimetière de Saint-Pierre, à Marseille ; M. G. Aller, architecte.
- 56. Pavillon de la commission française : exposition d'Amsterdam ; M. P. Lorain, architecte.
- 57. Maison Gaillard, à Poitiers.
- 58-59. Hôtel des ambassadeurs d'Angleterre, à Dijon, rue des Forges, XV^e siècle : coupe ; dessin de A. Sirodot, architecte.
- 60-61. Travaux maritimes d'Anvers.
- 62-63. Panorama de Genève : élévation, plan, coupe et détails.
- 64. Escalier de François I^{er} (Château de Blois).

PLANCHES 65. Villa de M. D. à Villers-sur-Mer (Calvados).

- 66. Propriété de M. C. Brion, à Sablé ; M. A. Dubos, architecte.
- 67-68. Basilique St-Épvre de Nancy : façade latérale ; M. P. Morey, architecte.
- 69-70. Gare d'Hazebrouck : rétablissement de la passerelle.
- 71-72. Hall anglais à La Chapelle-en-Serval, appartenant à M. E. B., façade principale : M. J. Delecourt-Vincqz, architecte.
- 73. Idem, plan.
- 74. Eglise de Plounevez-Lochrist (Finistère), façade : dessin de M. Rivoalen, architecte.
- 75. Hôtel à Sablé (Sarthe), détails : M. Dubos, architecte.
- 76. Balcons en fonte de fer : M. Louis Thiriot, à Paris.
- 77. Gare d'Hazebrouck, rétablissement de la passerelle.
- 78-79. Maison de campagne près Fontainebleau.
- 80-81. Château de Josselin, façade.
- 82. Hall anglais à La Chapelle-en-Serval, appartenant à M. E. B., coupe transversale : M. Delecourt Vincqz, architecte.
- 83. Balcons à Paris, par L. Thiriot, fondeur.
- 84. Ateliers de M. Mors à Grenelle.



TABLE DES BOIS

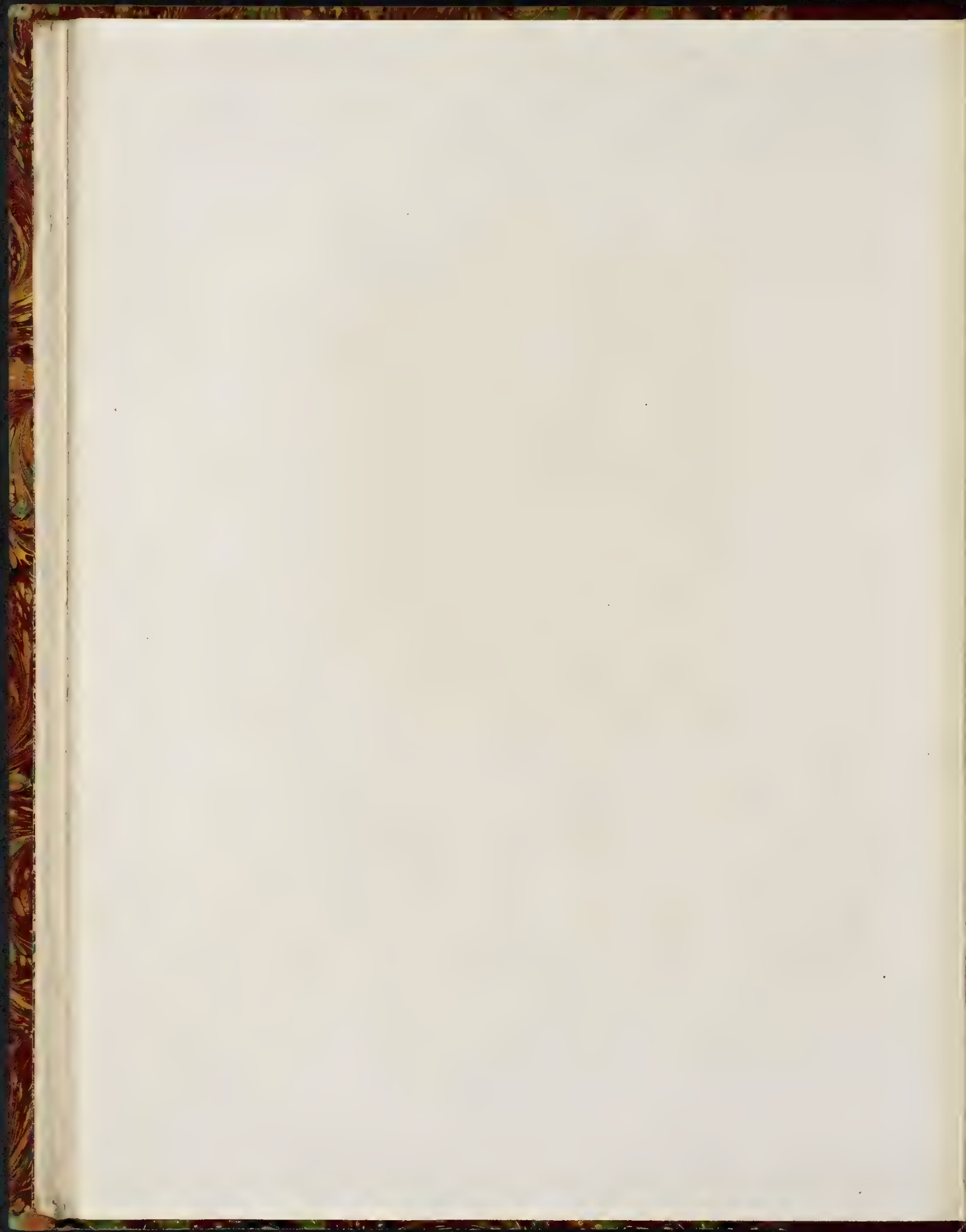
	Colonnes		Colonnes
1. La maison française : ce qu'elle est ; ce qu'elle devrait être.....	1-2	Les foyers fumivores Nessi.....	27-28
Id. fig. 1 et 2.	3	3. La question des vidanges urbaines.....	33
Id. fig.....3.	4	4. Exposition d'Amsterdam.....	49-50
La maison américaine.....	5-6	La lumière électrique Edison.....	51
Id.	7-8	6. Le Salon de 1883 : fig. 1 et 2.	84
2. La maison française : ce qu'elle est ; ce qu'elle devrait être.....	17-18	Id. fig.....3.	85-86
Id.	19	Id. fig. 4 et 5.	85
Id.	21-22	7. A un confrère aimable mais frondeur.....	89-90
Id.	23-24	Société académique de Lyon : un asile de nuit ; plan du terrain.....	101-102
Les foyers fumivores Nessi.....	26	8. Des vidanges.....	113-114



my drawing 1857

HOTEL A PARIS DE LA VILLE DE PARIS

PARIS 1857

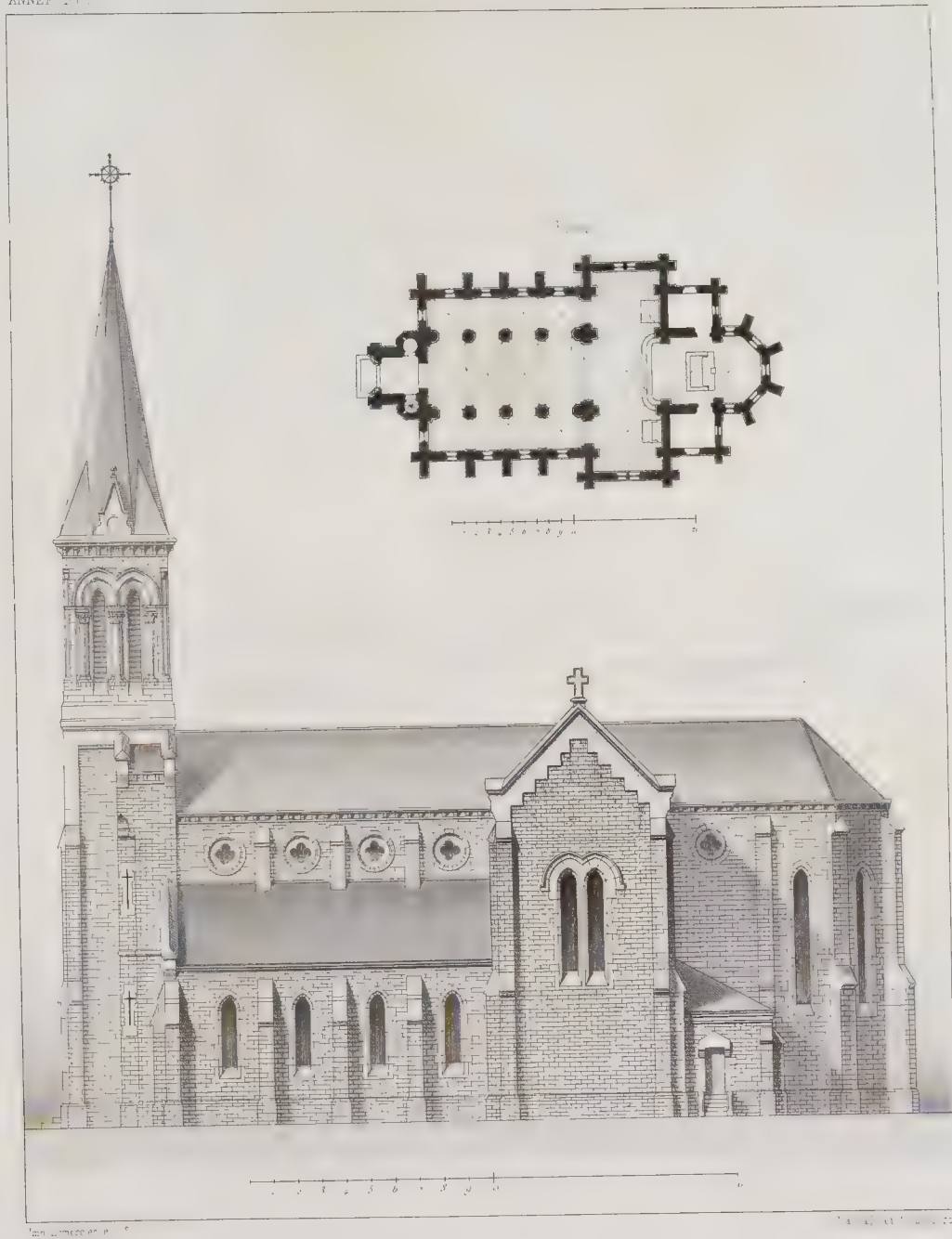


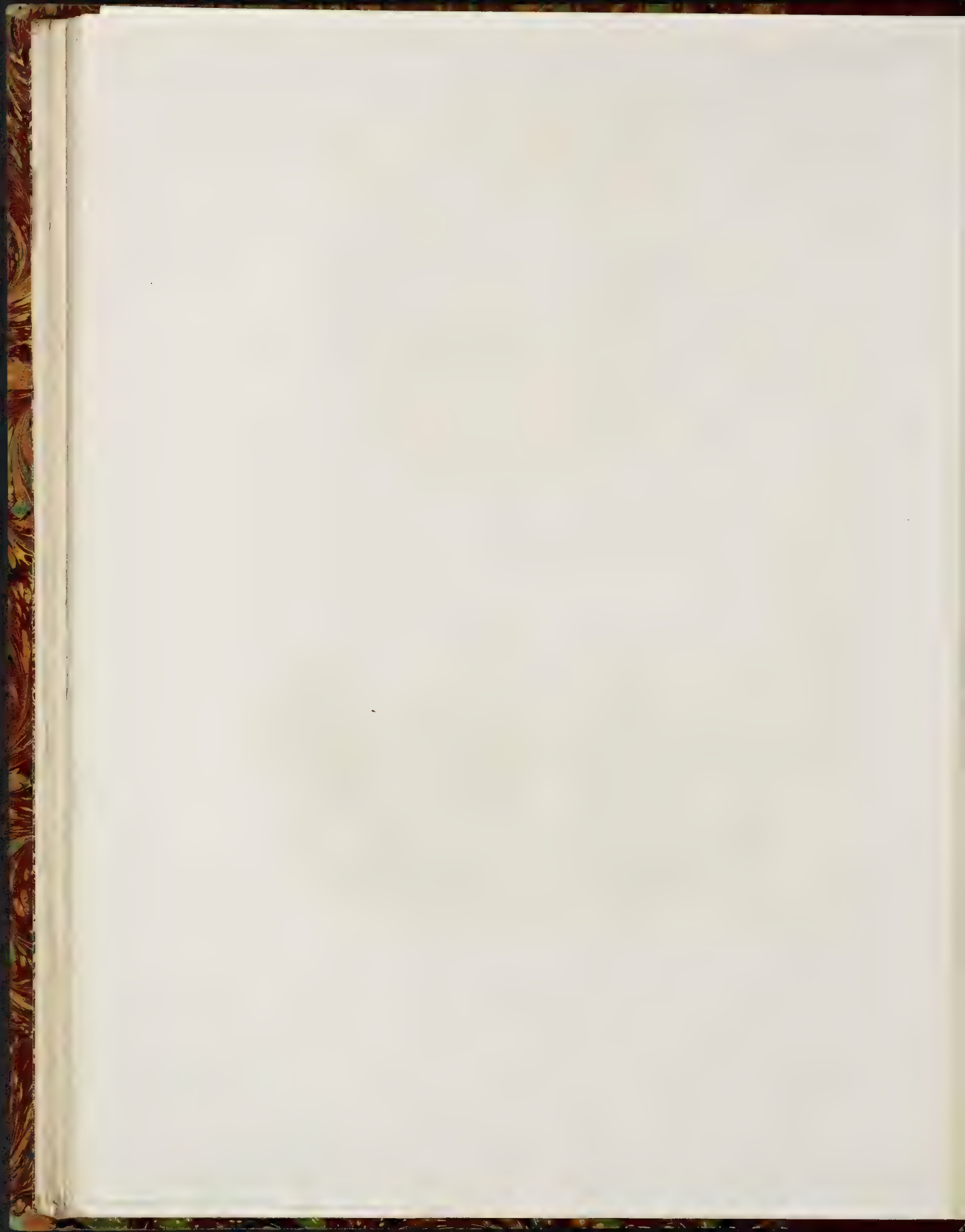


ANCIEN HOTEL DE VILLE A ORLEANS. PORTE.



Temp. Lancaster





M. H. F. U. L. P. A. L. I. T. E. S.

WILEY

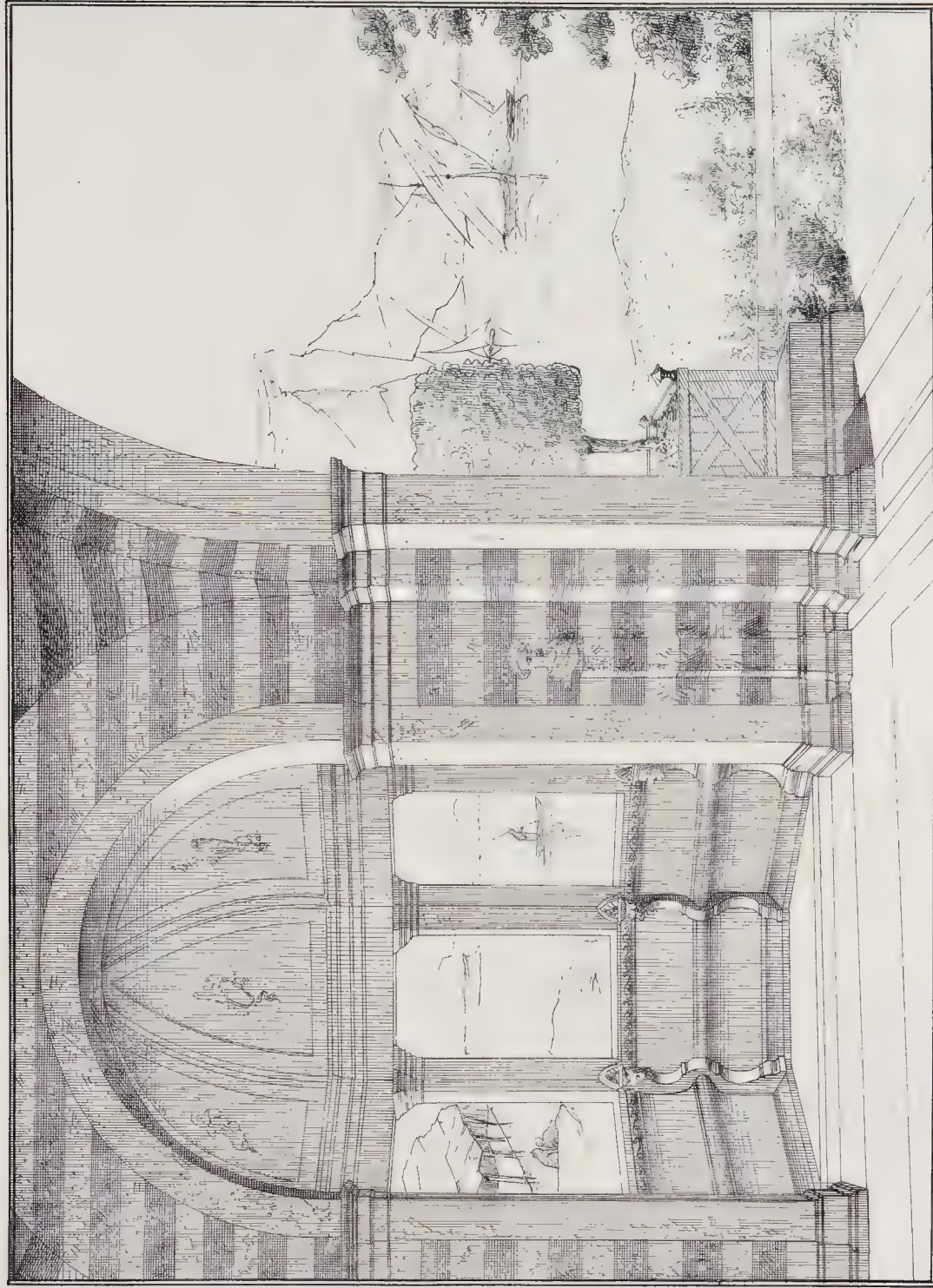
11



Top: Lenses of 10"

M. H. F. U. L. P. A. L. I. T. E. S.

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARY

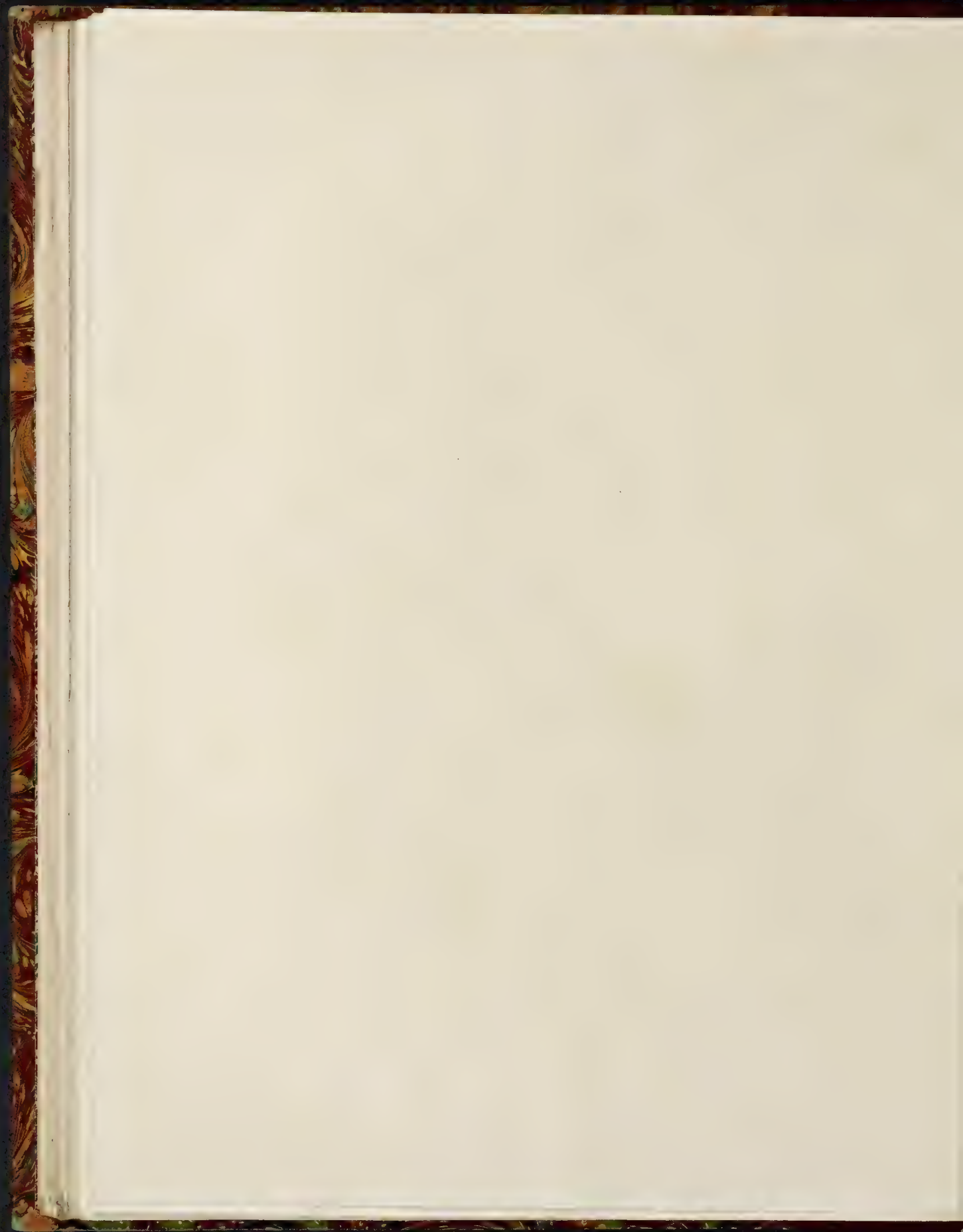


Excèdre a l'extrémité d'une Orangerie. M^r Leroux, Architecte.



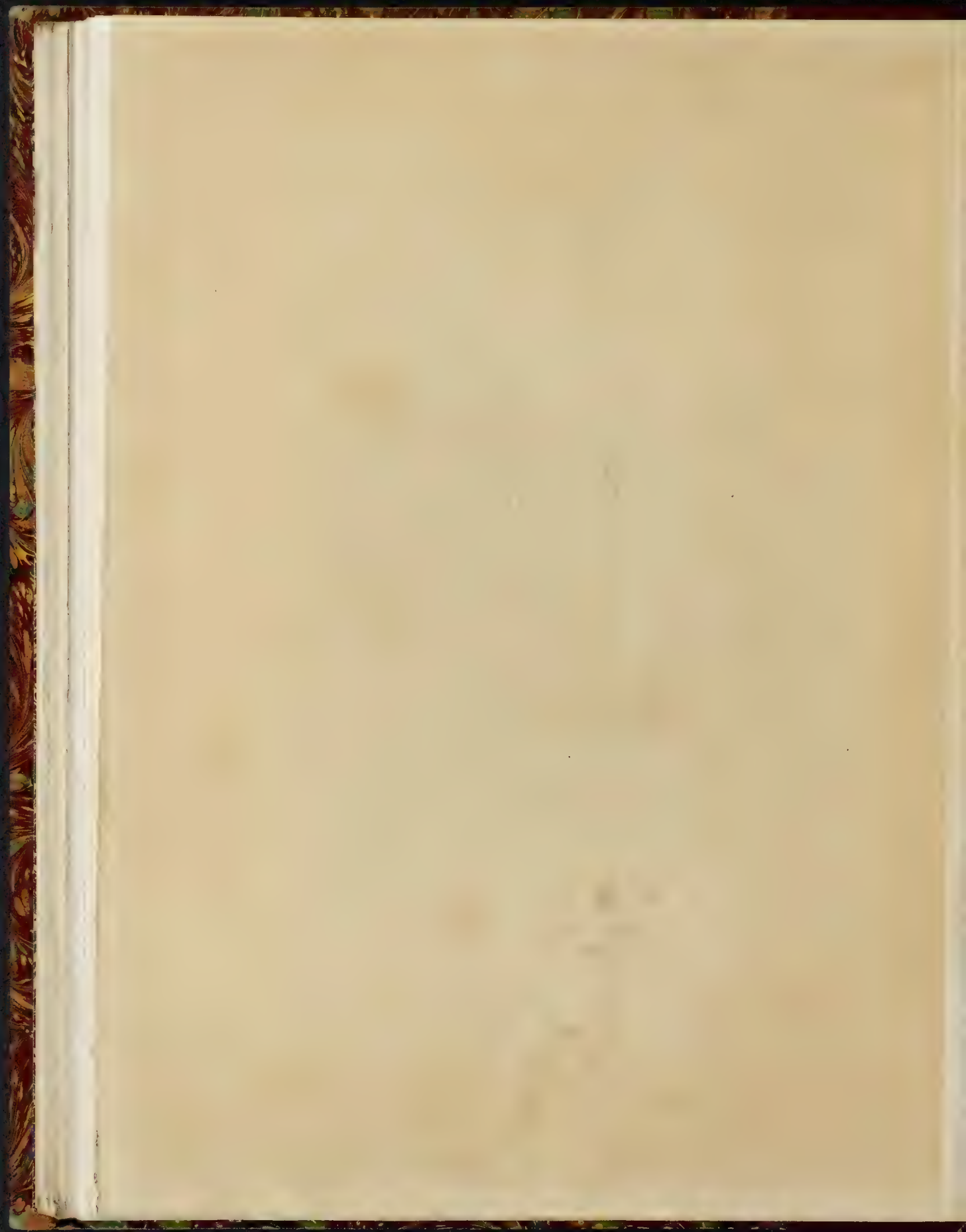
Fontaine Médicis à Rome. Cour de la Villa Médicis.

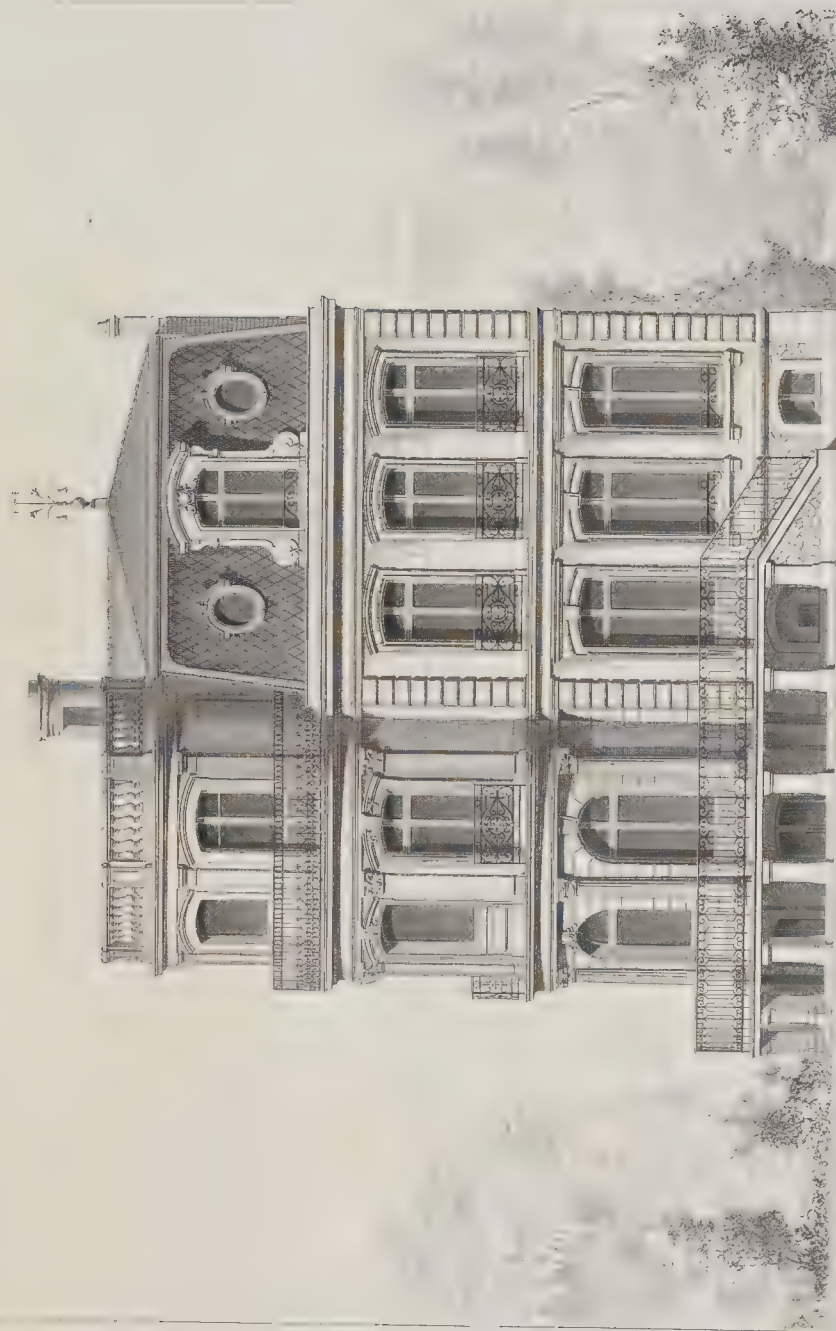
IMP. et DESS. par H. L. G. G. R. Alfred Stevens, 65, R. des Martyrs, Paris.

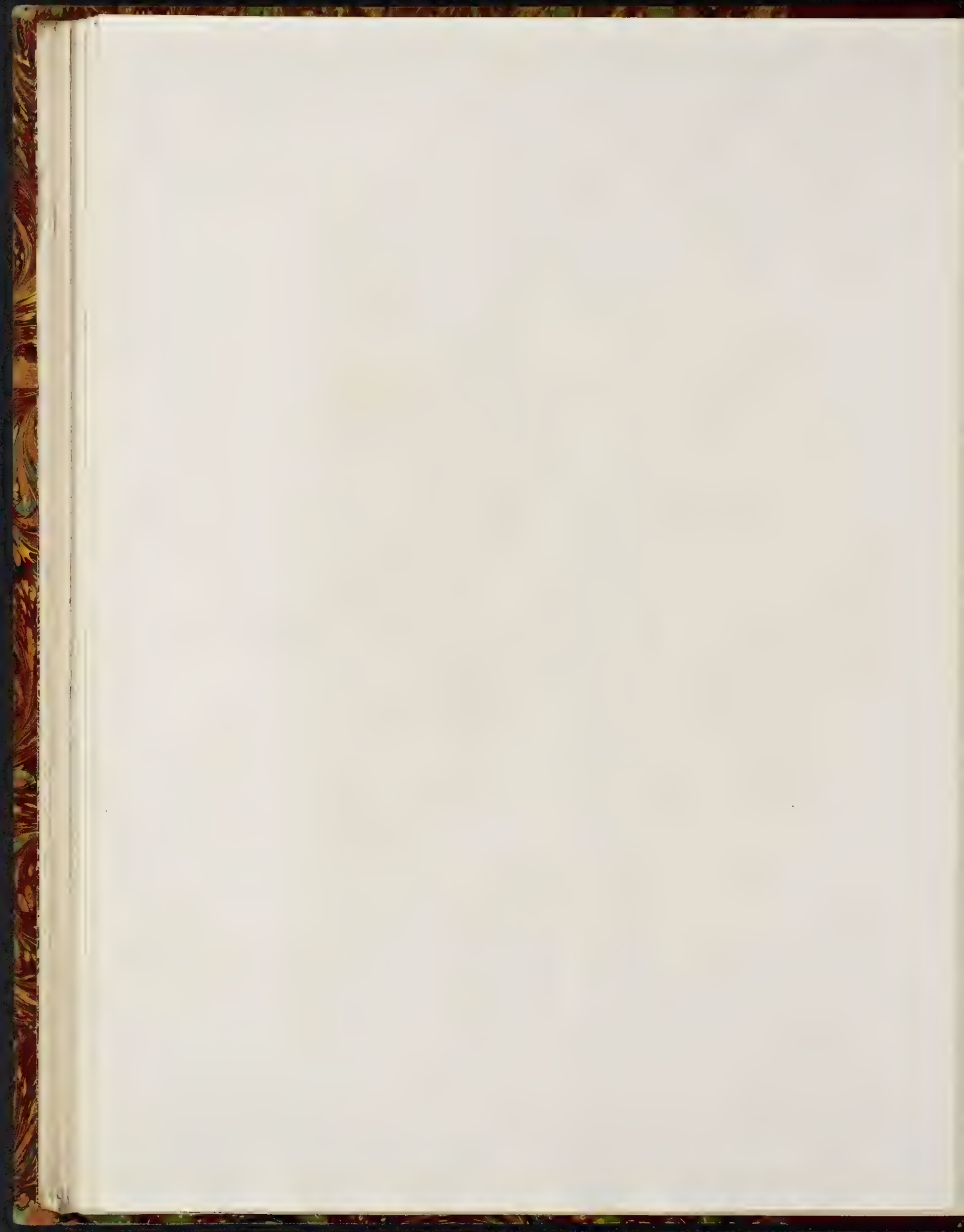


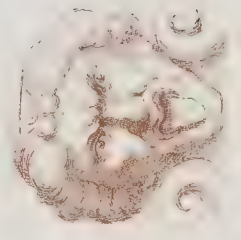


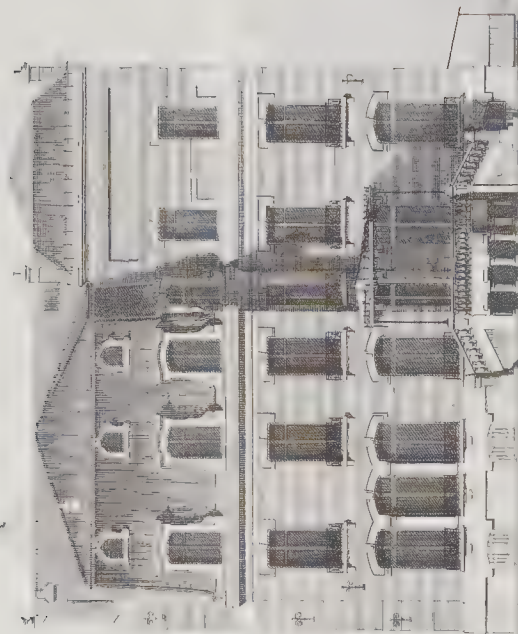
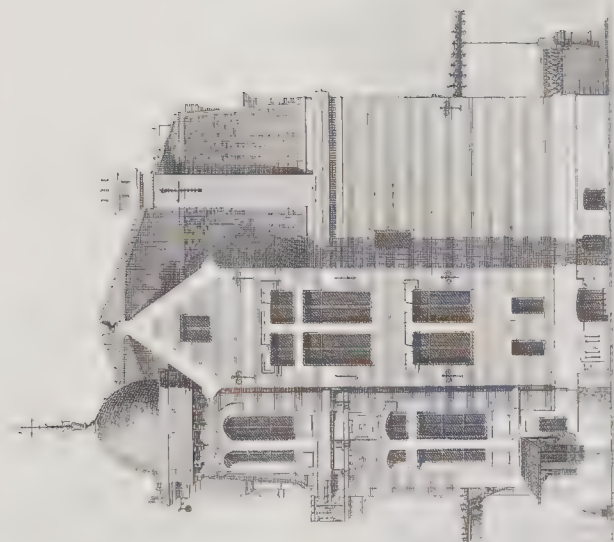
LA VILLE SAINT-LÉONARD D'ARRAS



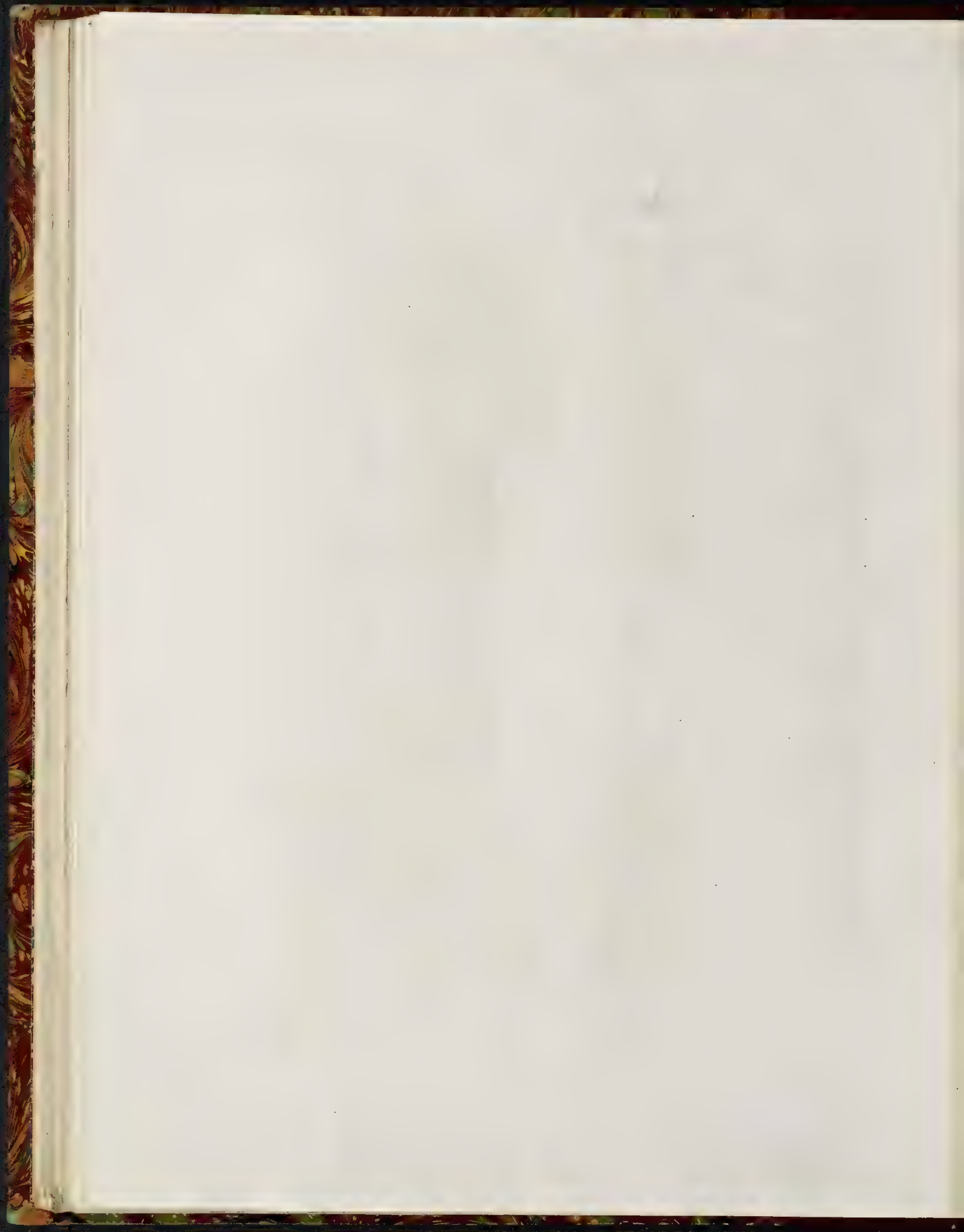






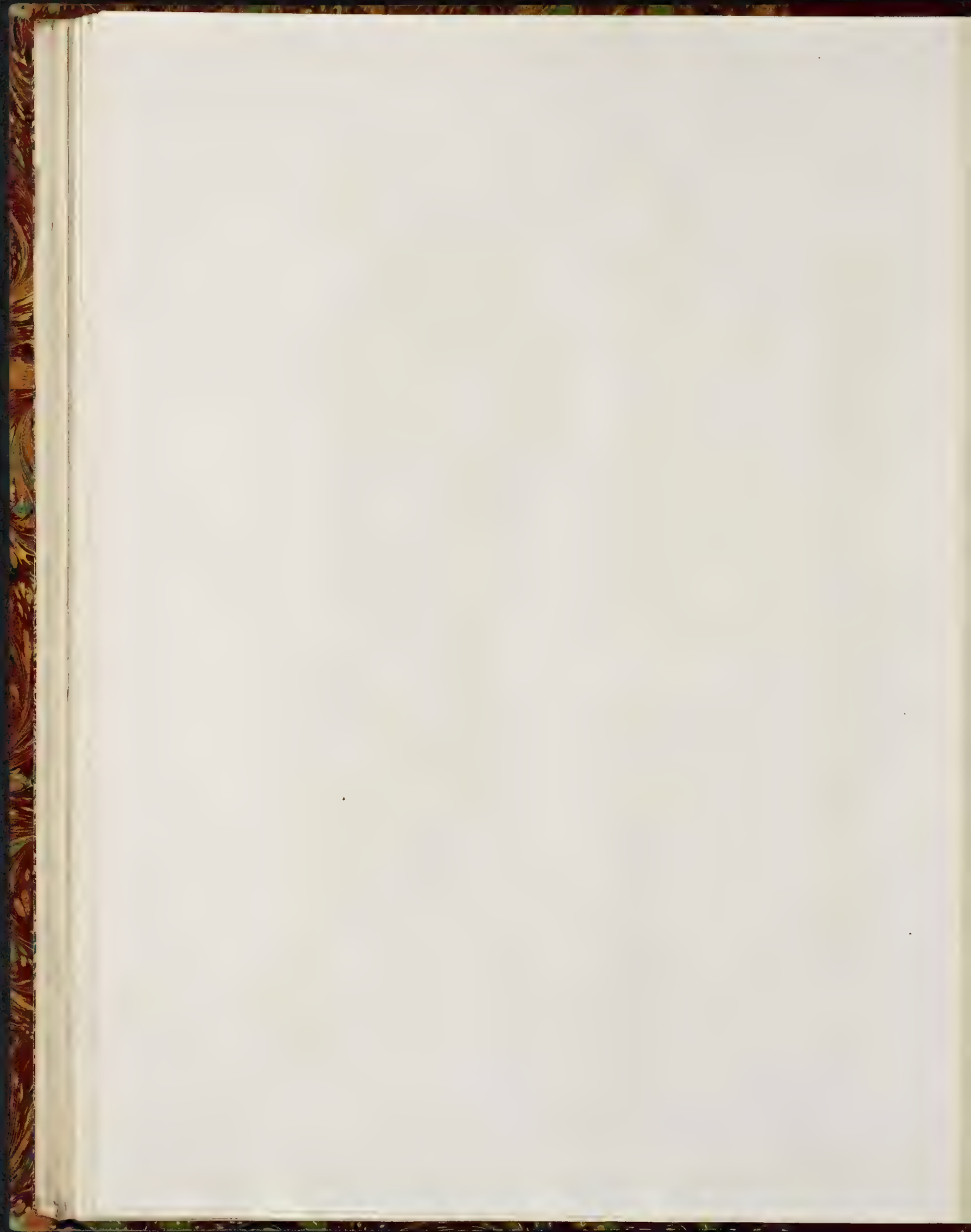


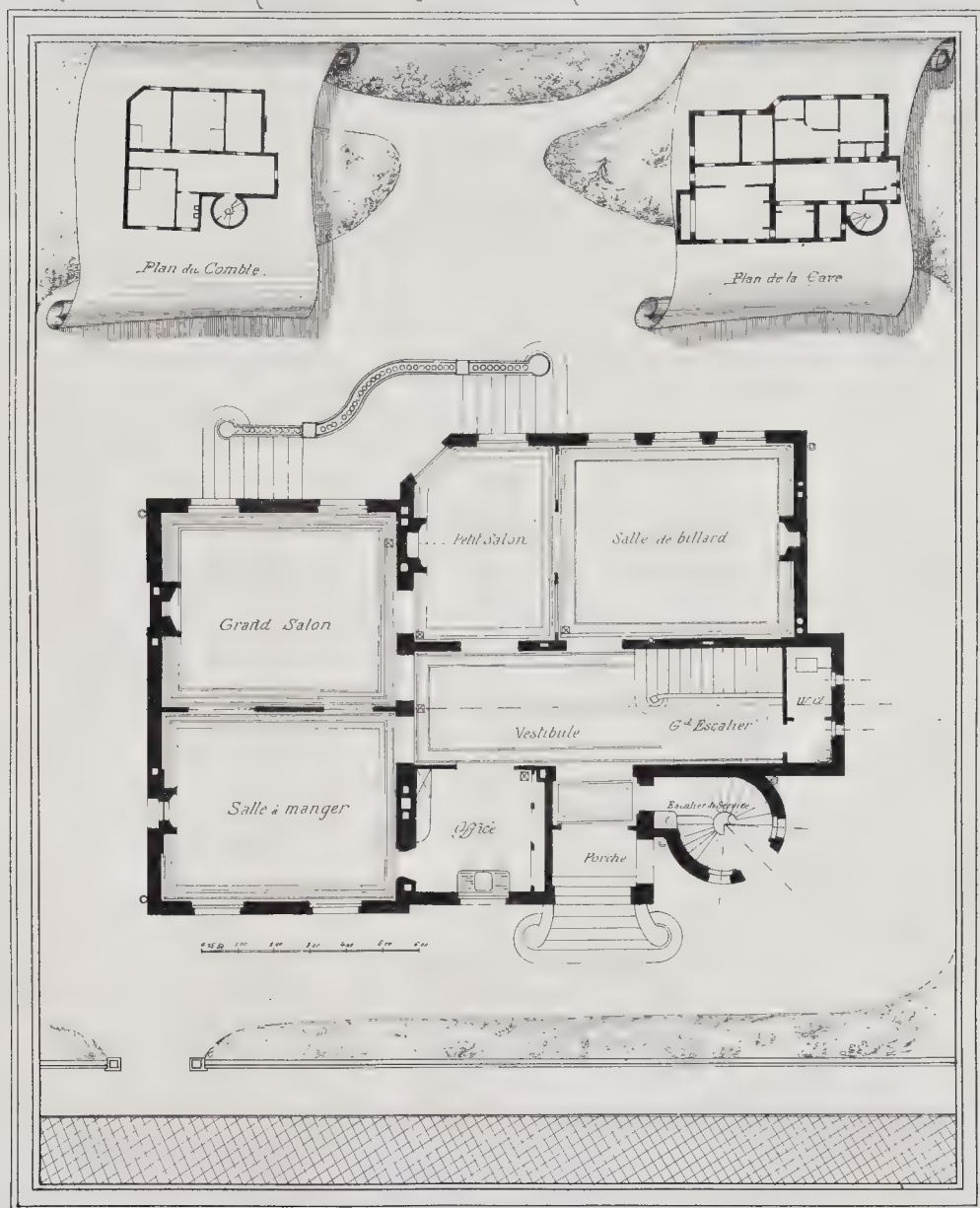
LA NELLE E L'ARCHITETTURA





MOULIN DE LA VILLE - 1893



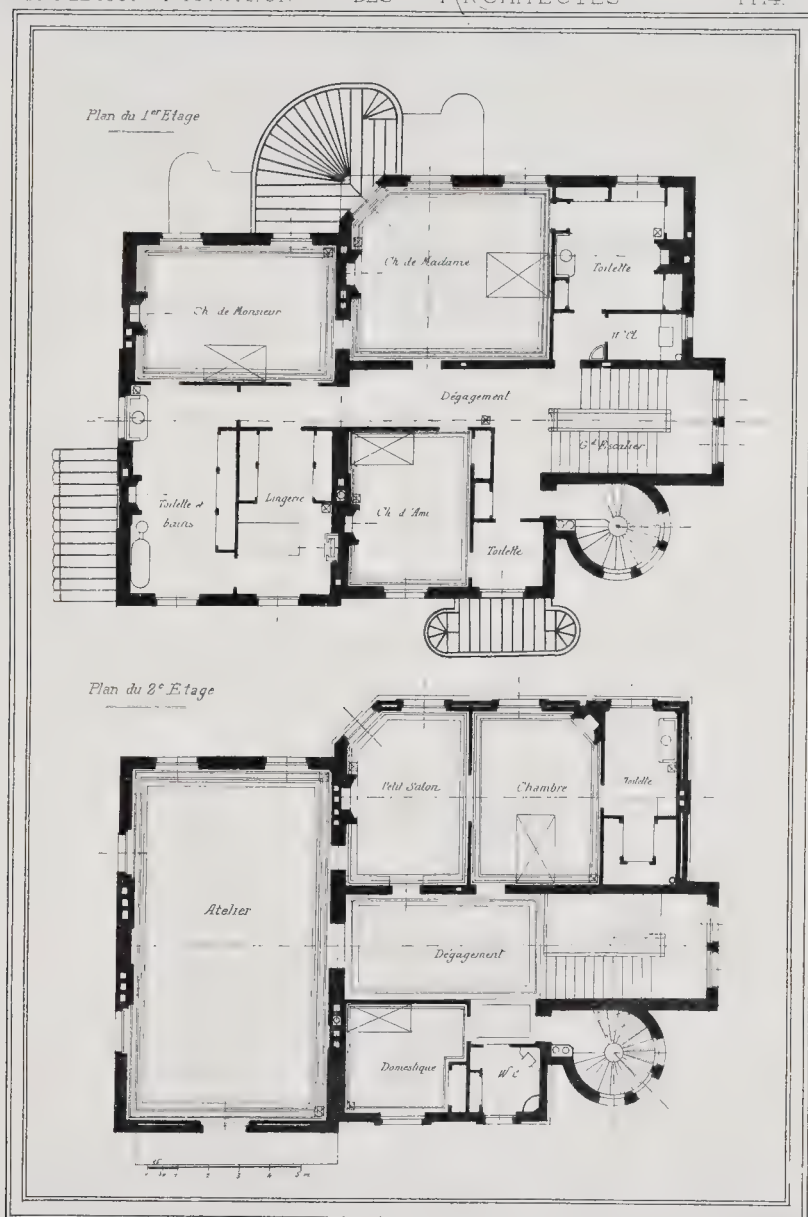


47, rue de la Harpe, 48, Alfreddevins, Paris.

H. Lefebvre del.

HÔTEL A PARIS, RUES MOLITOR ET D'ERLANGER M^r TOUTAIN, Architecte. PLAN DU REZ-DE-CHAUSSEE





HÔTEL A PARIS RUE MOLITOR ET D'ERLANGER

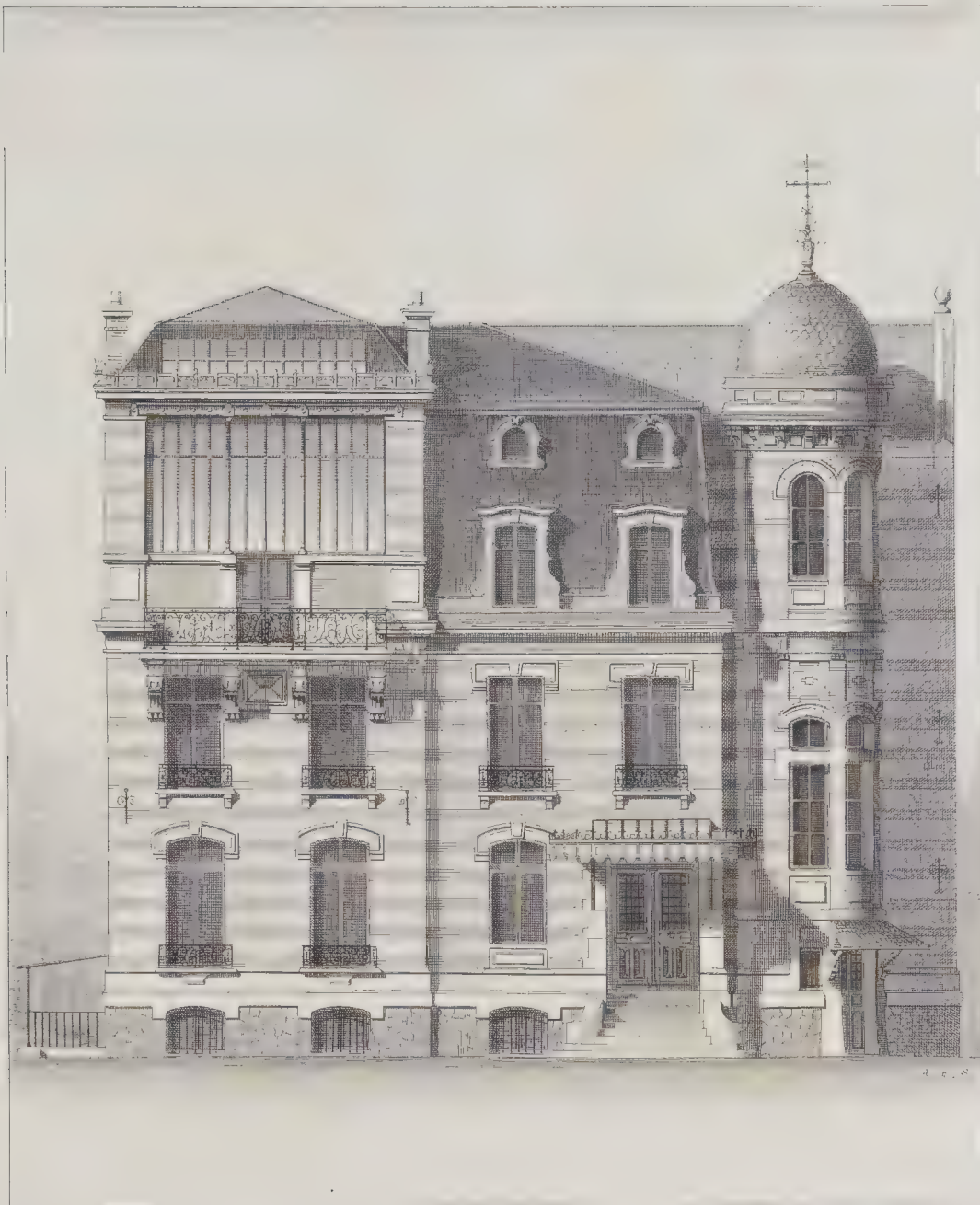
M^r TOUTAIN, ARCHITECTE

MONITEUR DES ANCIENS

ANNEE 1855



MONITEUR DES ANCIENS



Imp. Lemerier et C^e

1209 1/2

HOTEL A PARIS RUE DE LA FANFARE

M. L. J. ARCHITECTE

MONTEUR LES ARCHITECTES

ANAL. 1883

11



Int. Lombray 1883

ANAL. 1883

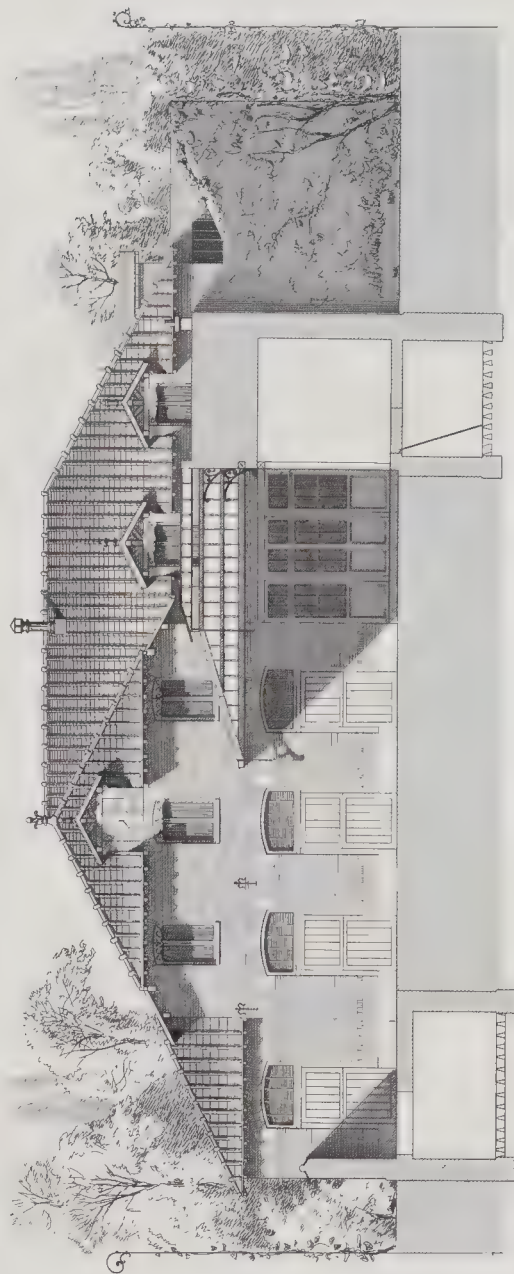
ÉGLISE DE NAVILLE. — DES ARCHITECTES. — 1883.

ANAL. 1883



Plan de l'Église

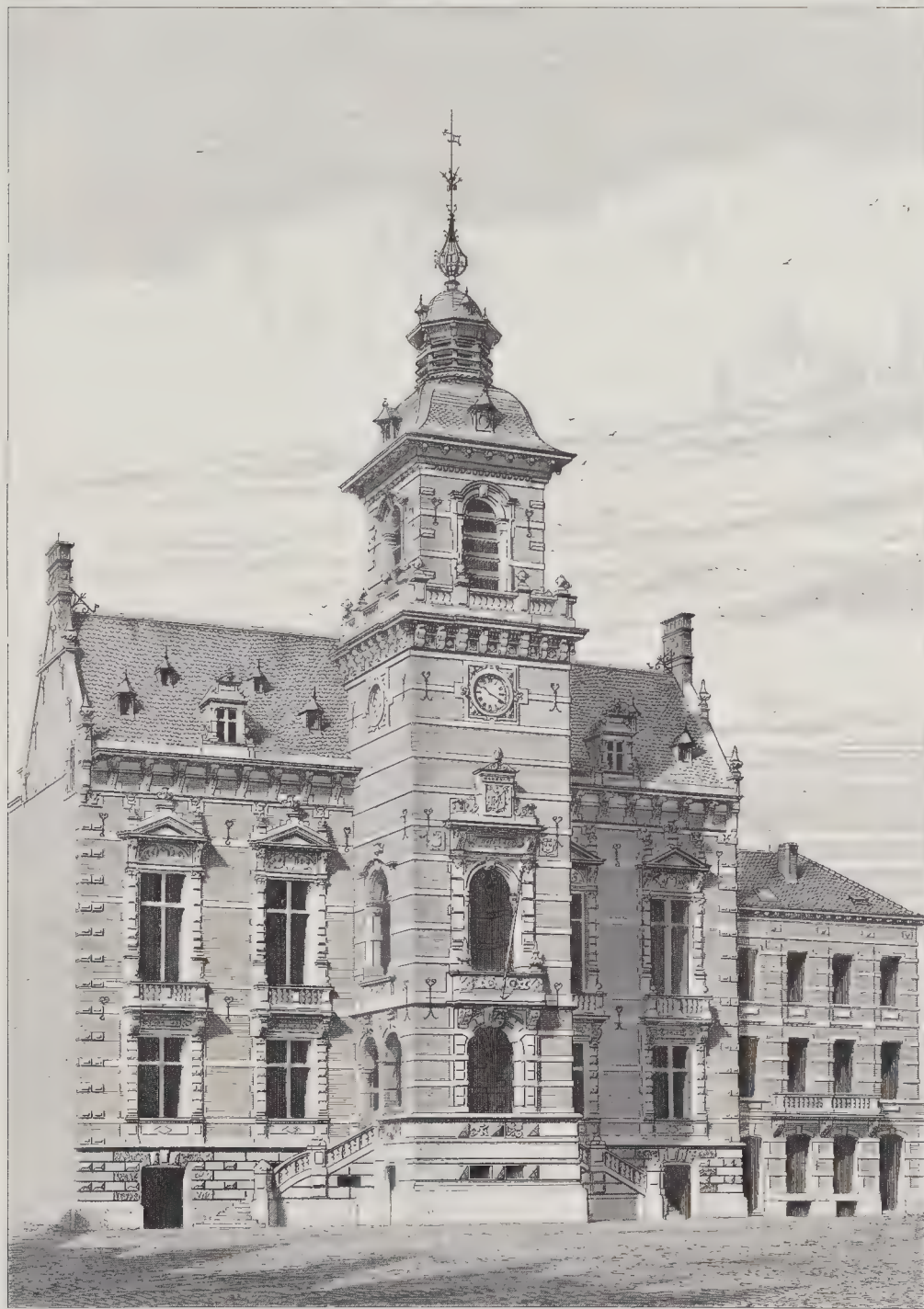
Plan de la Chapelle



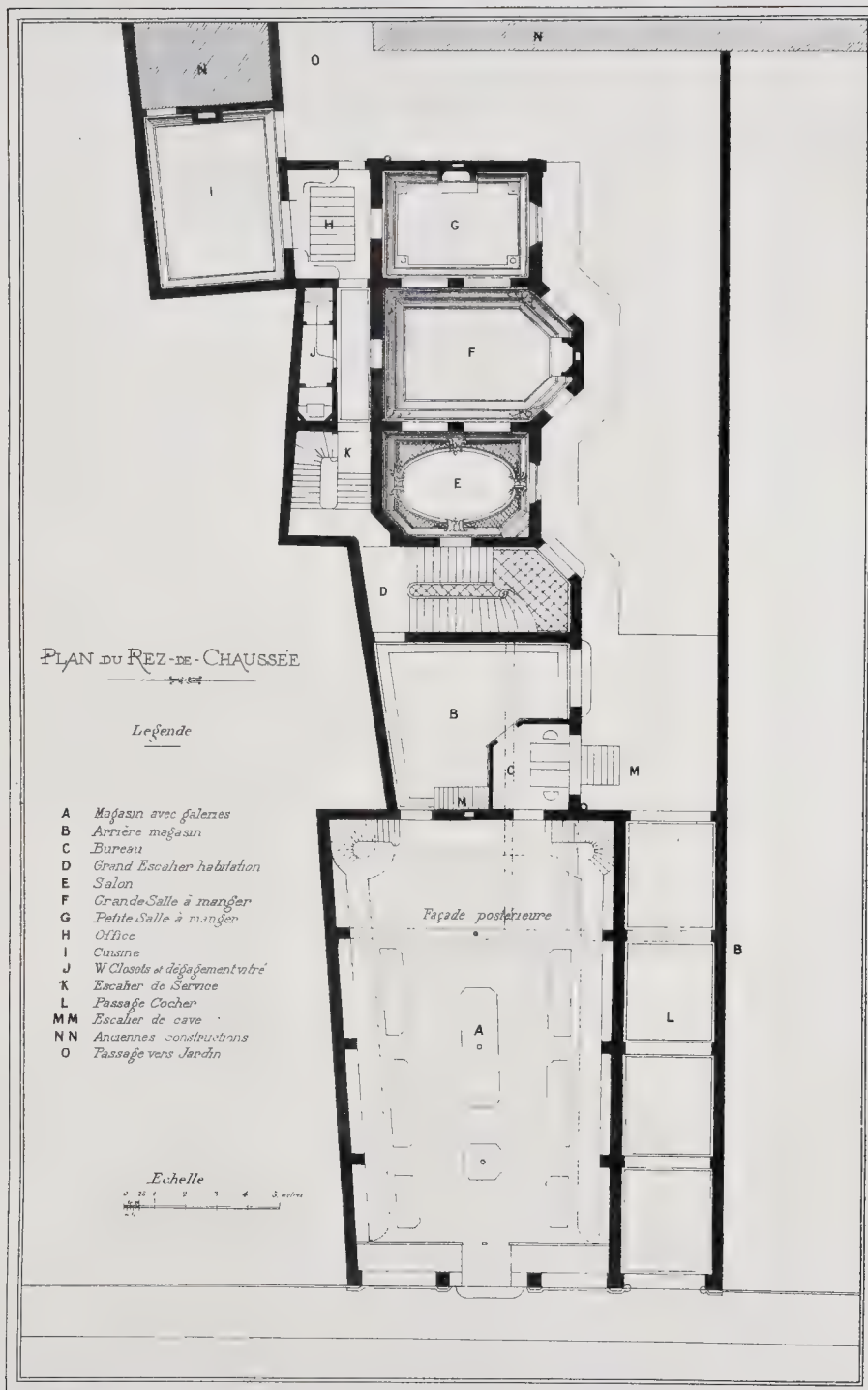
Élévation de l'Église

HOTEL À PARIS RUE DE LA Vierge 100 ANS DE L'ÉTABLISSEMENT

AND 1872



THE TOWN HALL, BIRMINGHAM, ENGLAND. (See page 100.)



H. LANGE

PROJET DE MAISON A 2 ETAGES PAR M. LANGE, ARCHITECTE



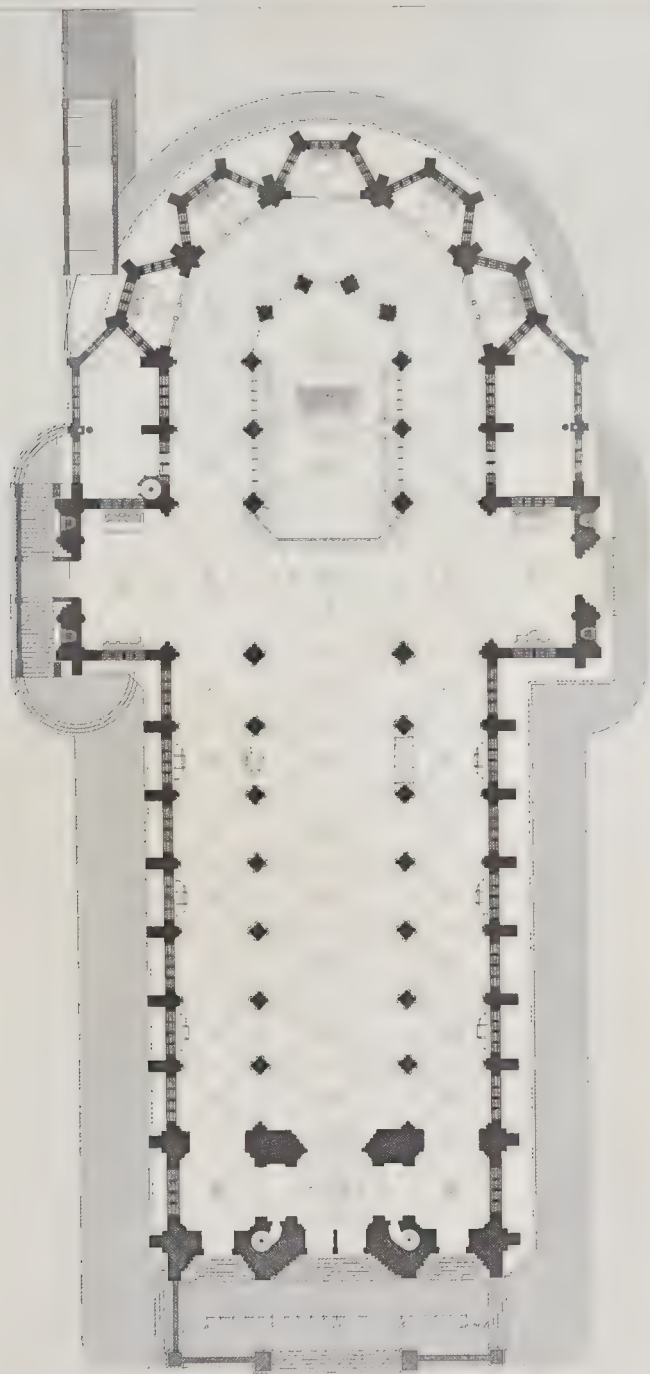


ARCHITECTES



E 1 AMSTERDAM LE 1883.

M. J. VAN ALSTEDT



façade principale



façade latérale



ÉGLISE DE NAVILLY (Yonne)



ENTRÉE PRINCIPALE DU MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE

Année 1883

PL. 26



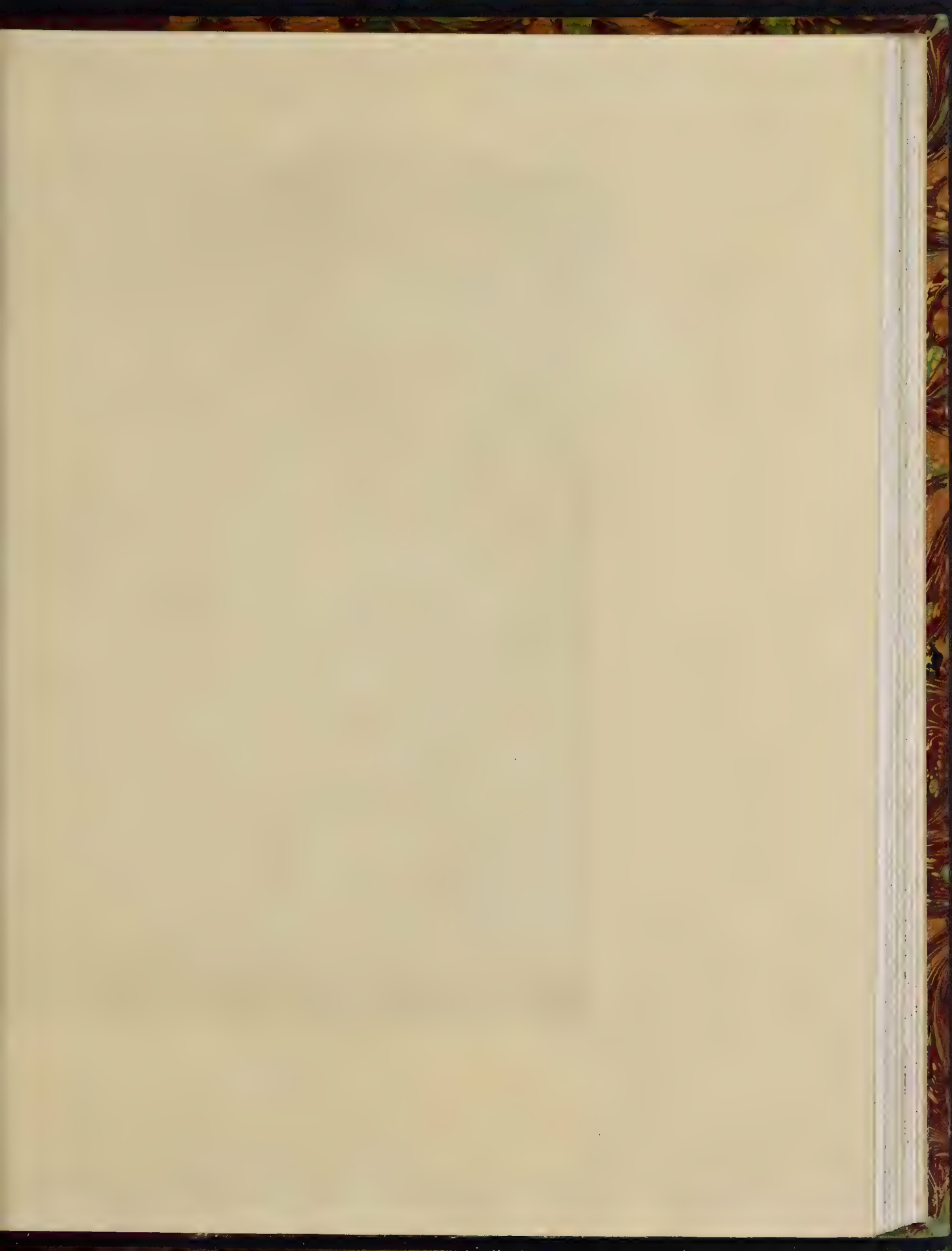
Musée du Trocadéro. Fragment des Stalles de la Cathédrale de St Denis



Musée du Trocadéro : Architecture Florentine : Porte-hampe.



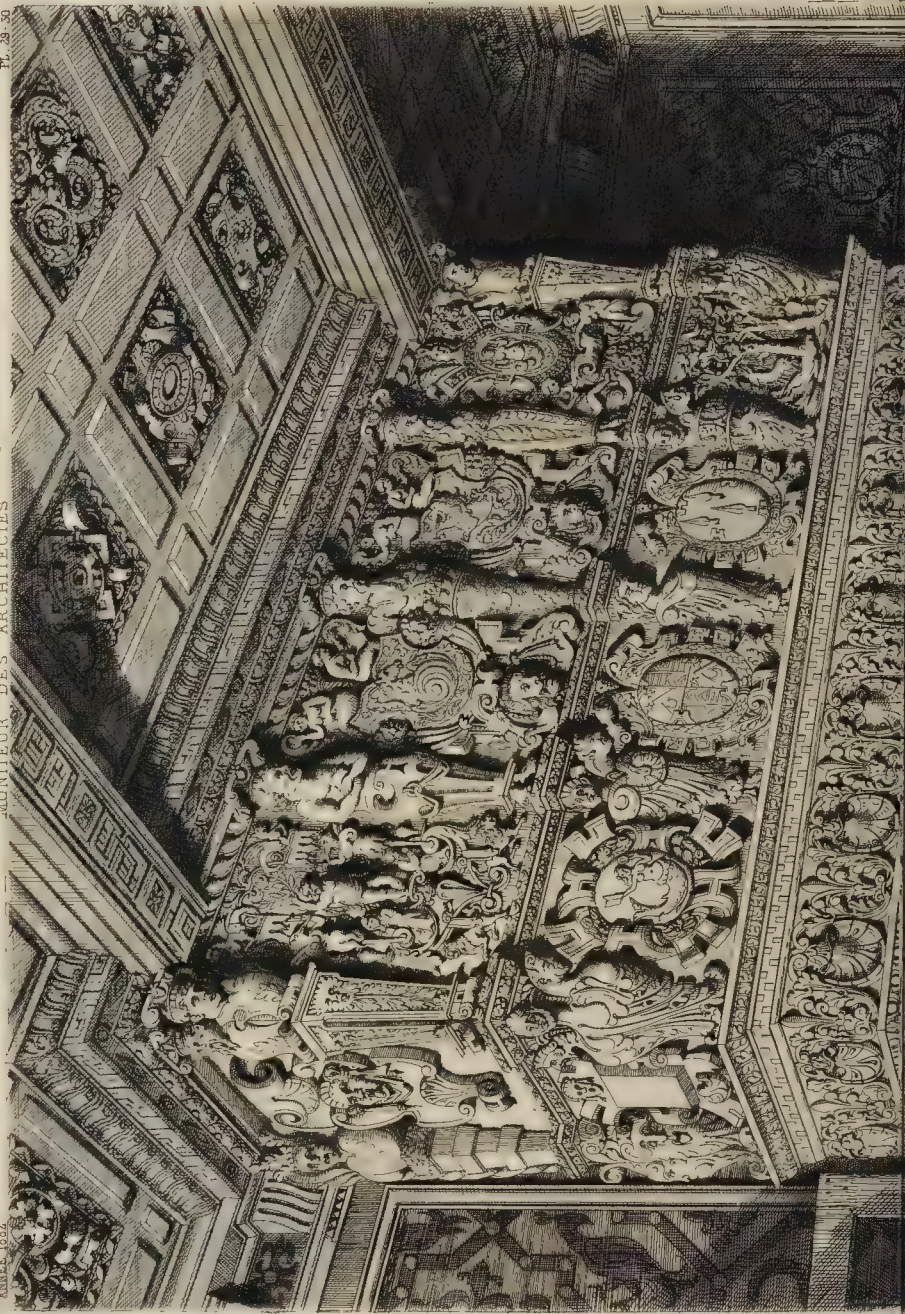
Musée du Trocadéro: Dessus de Porte Louis XV

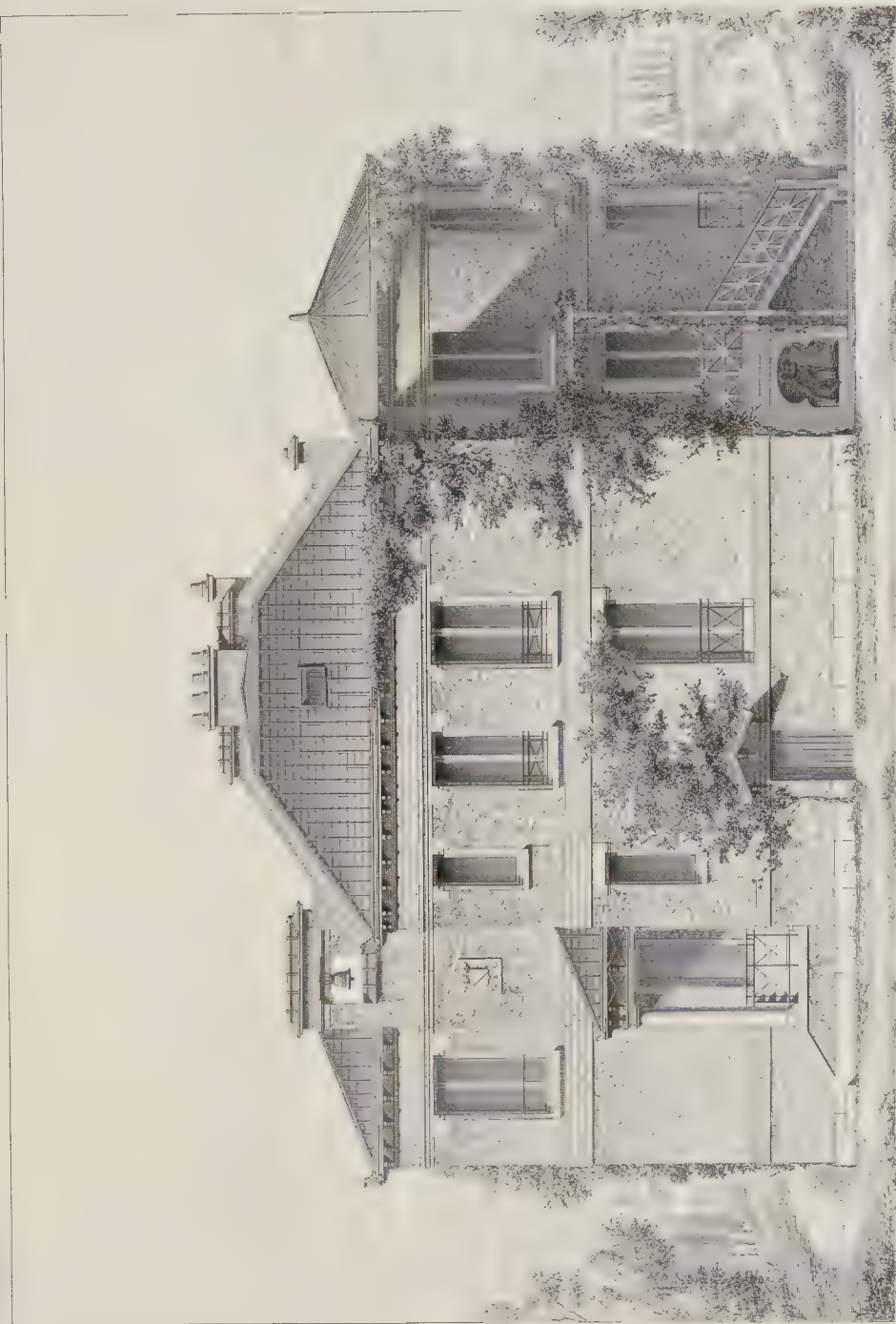


ANNEE 1872

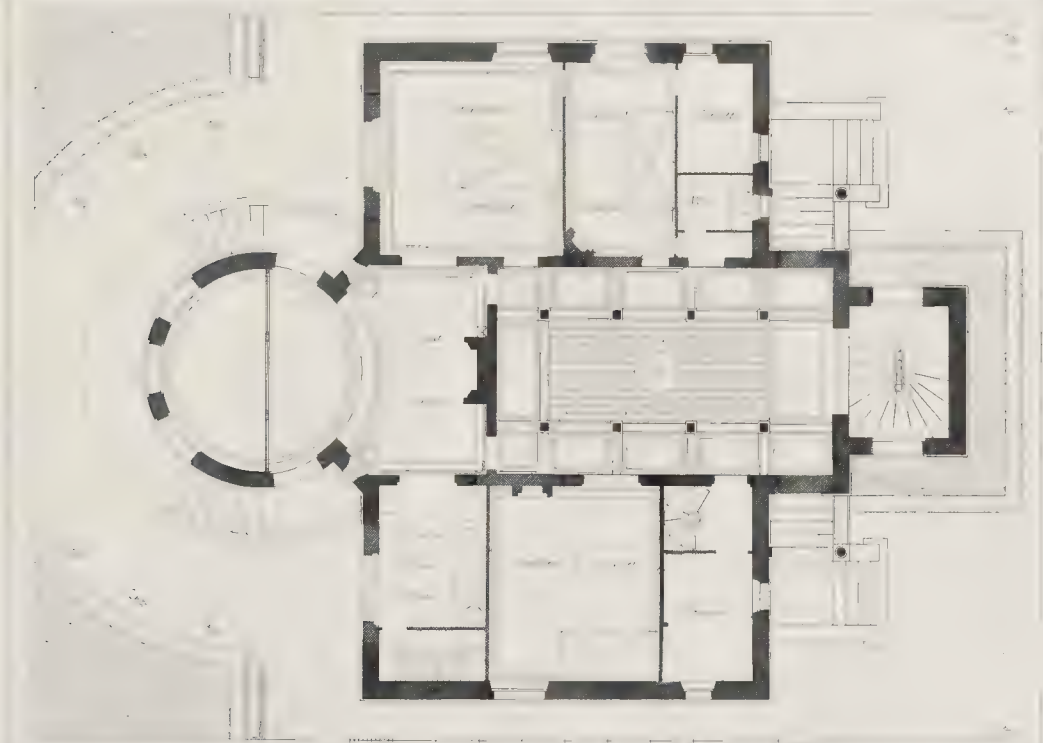
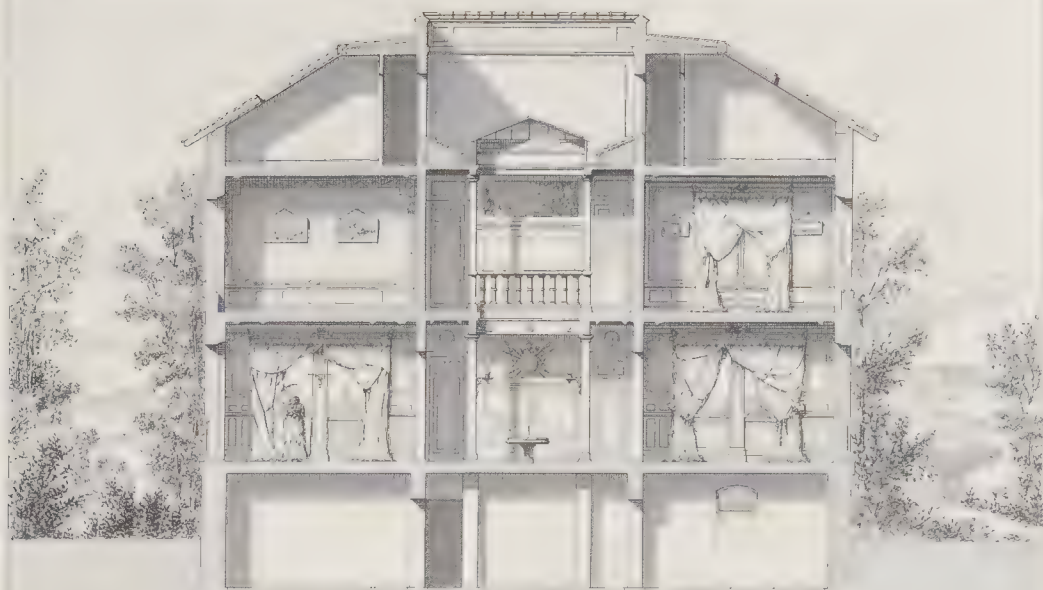
MONITEUR DES ARCHITECTES

PL. 28. 30



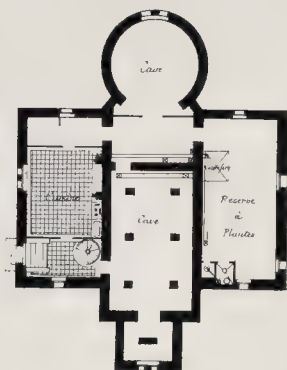




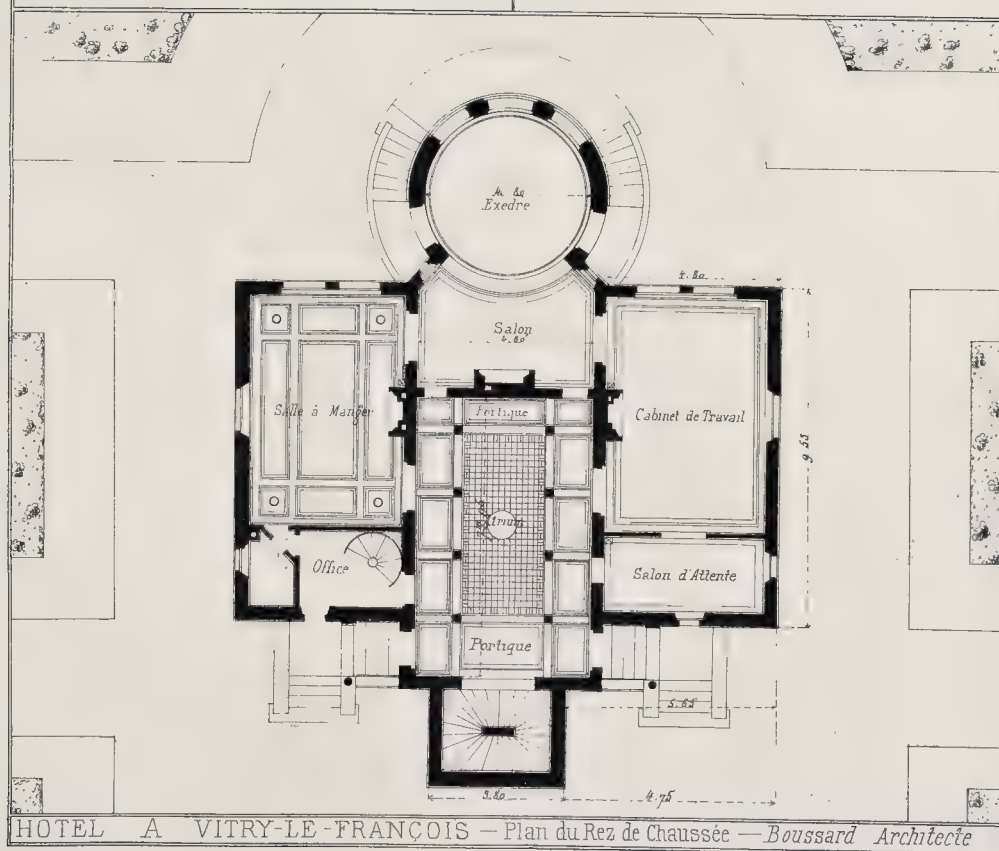
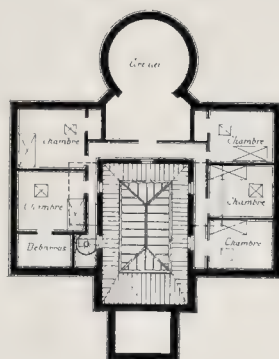


SECTIONAL ELEVATION AND FLOOR PLAN OF A HOUSE

Plan des Caves

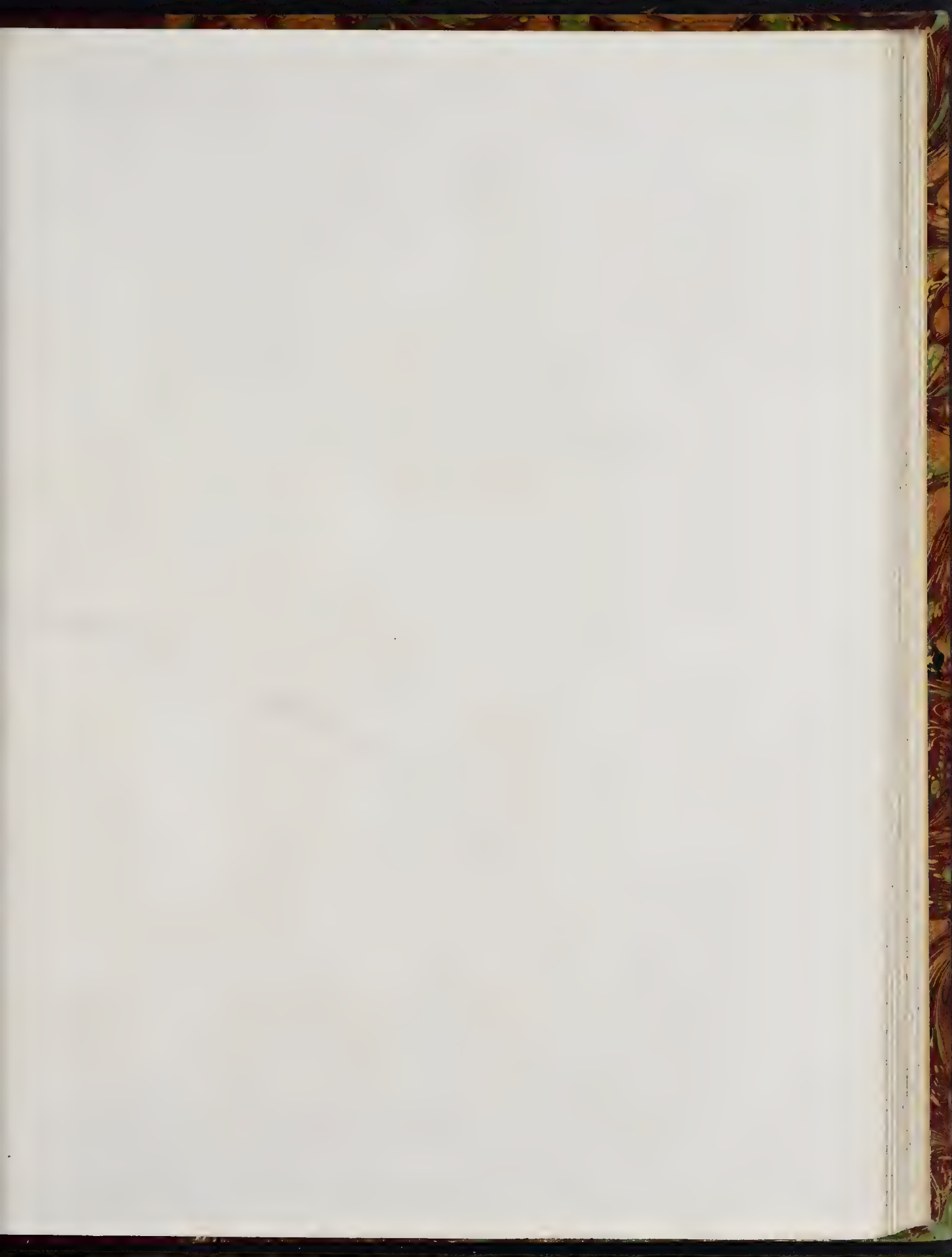


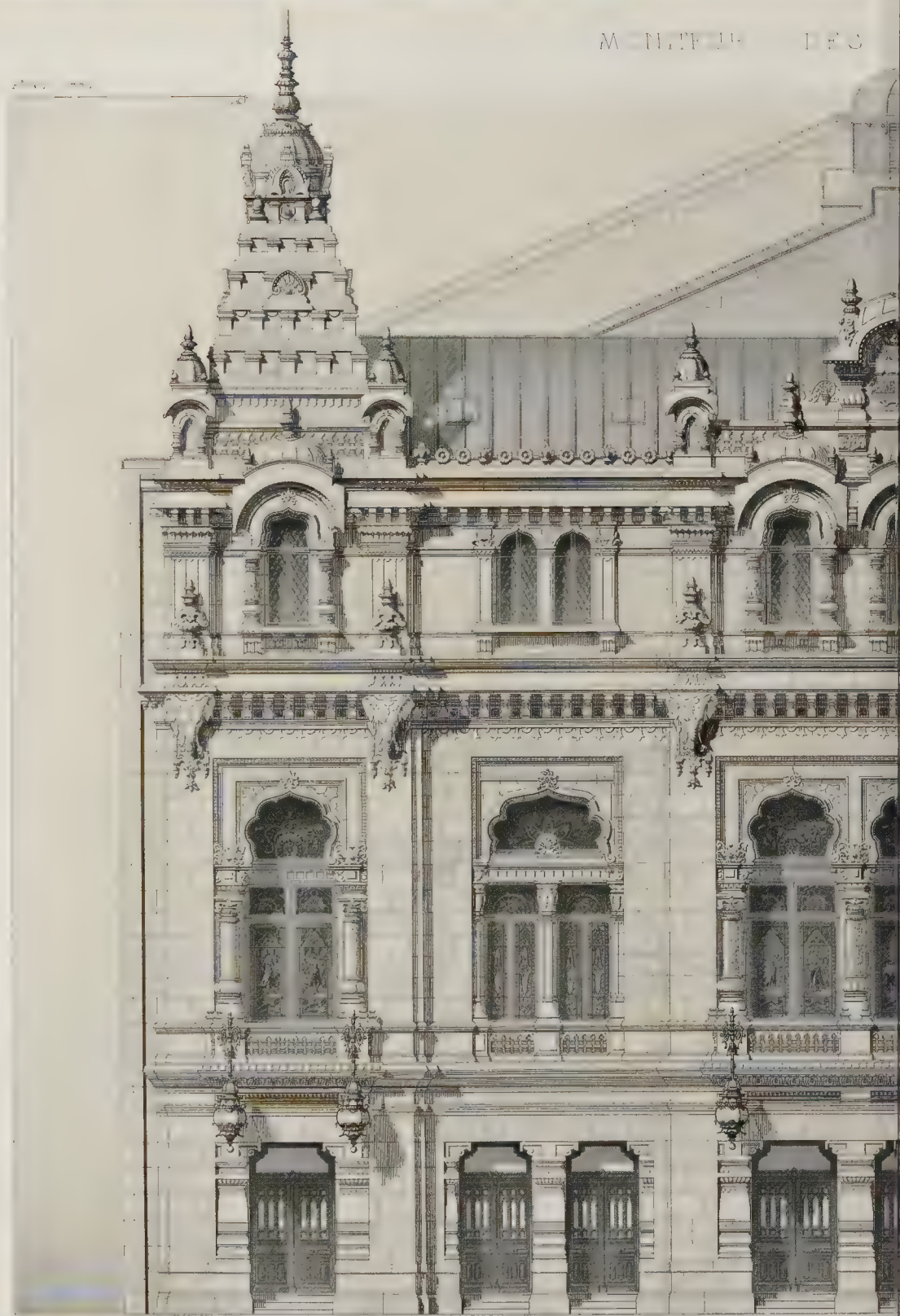
Plan d. 1.^{re} Etage



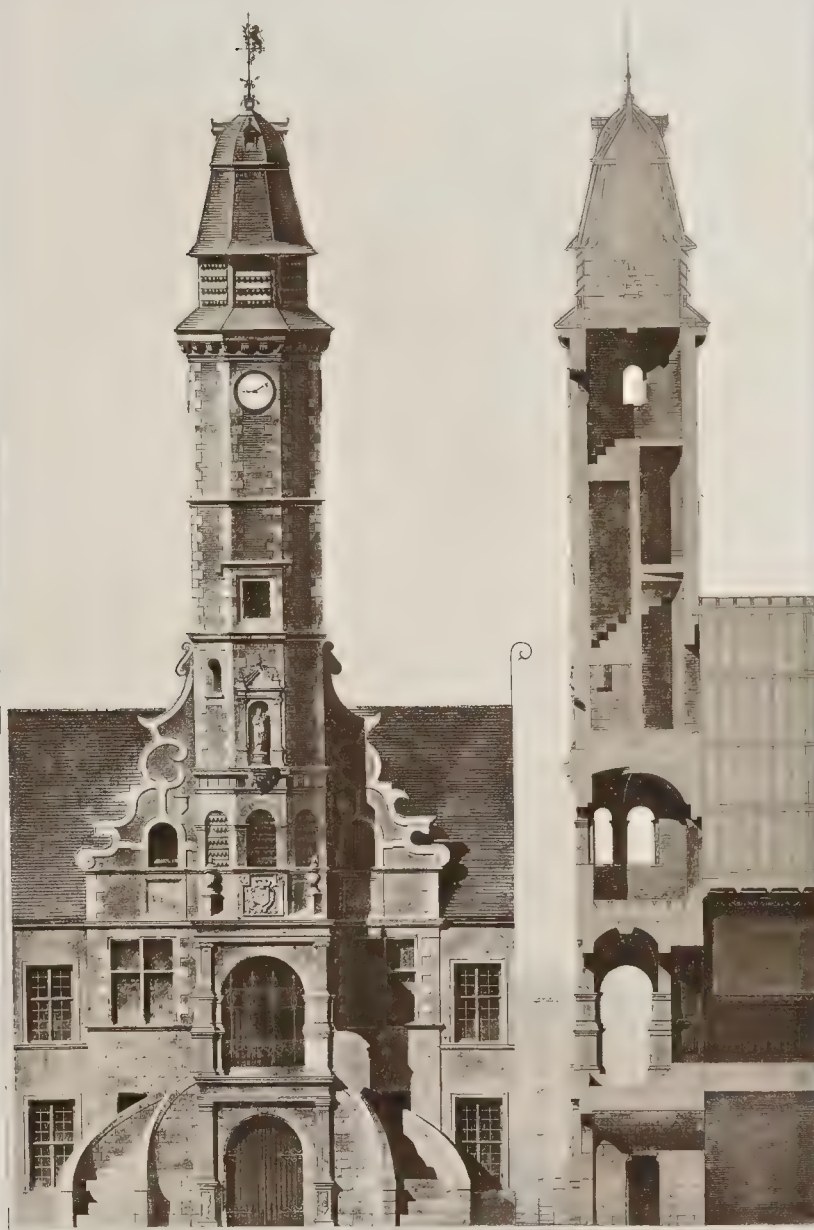
HOTEL A VITRY-LE-FRANÇOIS — Plan du Rez de Chaussée — Boussard Architecte

H. Lange, Graveur-Imprimeur 8 Rue Jésoit, 8111111









ap. Lemerle et C^e

Edm. Huet

CAMPANILE DE L'HÔTEL DE VILLE D'ORCHIES (NORD)

M. G. MEURANT ARCHITECTE





Plan du 1^{er} étage

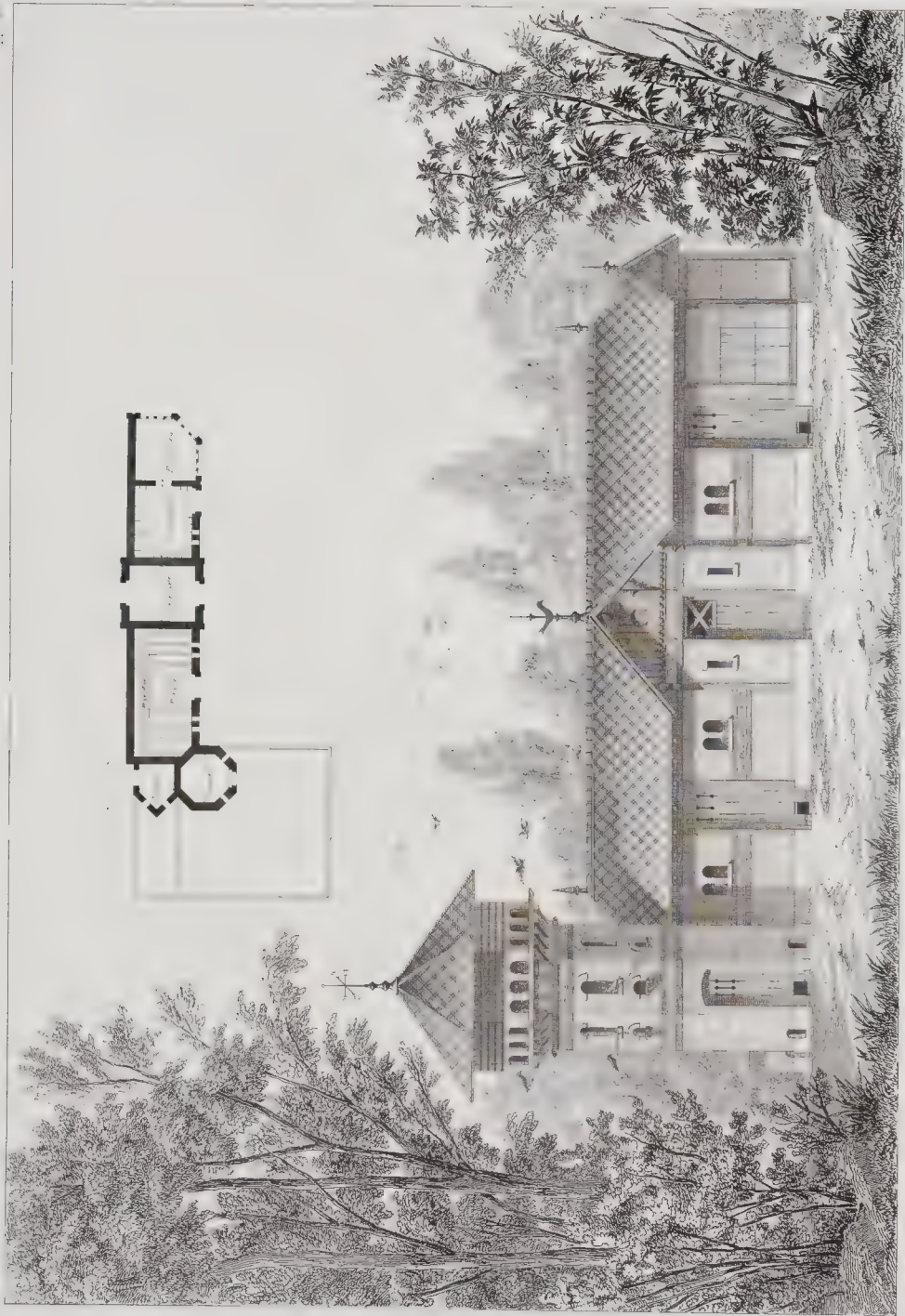


Plan du 1^{er} étage



Plan du 2nd étage

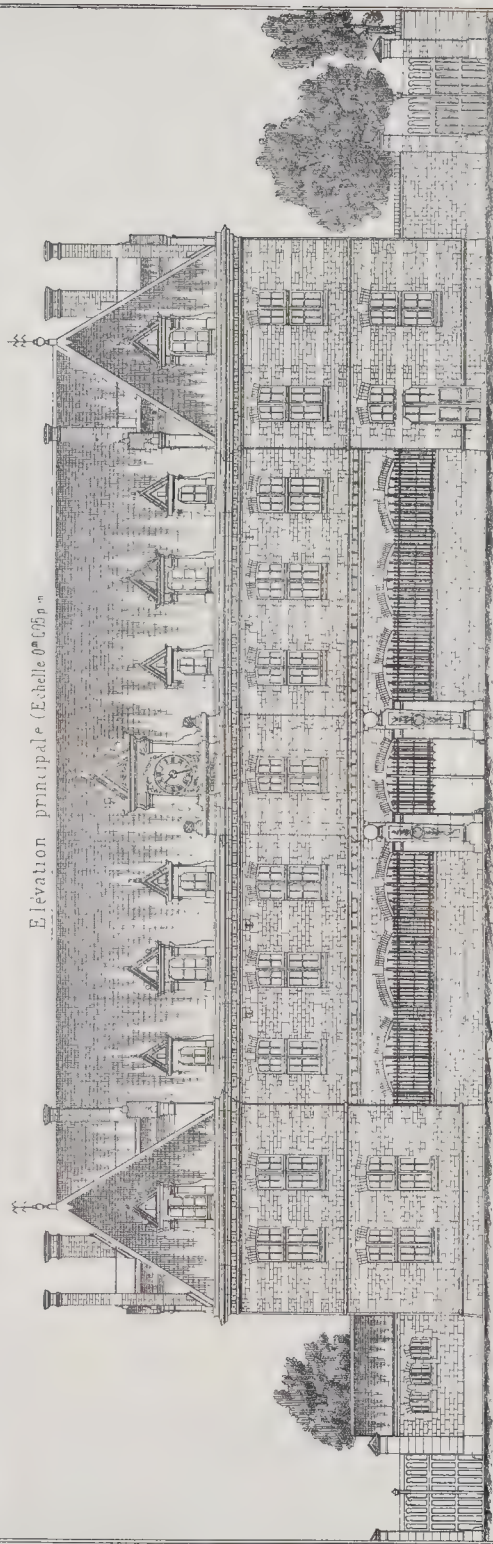
HÔTEL DE VILLE DE WOPMAN. PLANS. M. D. MOUTIN ARCHITECTE.



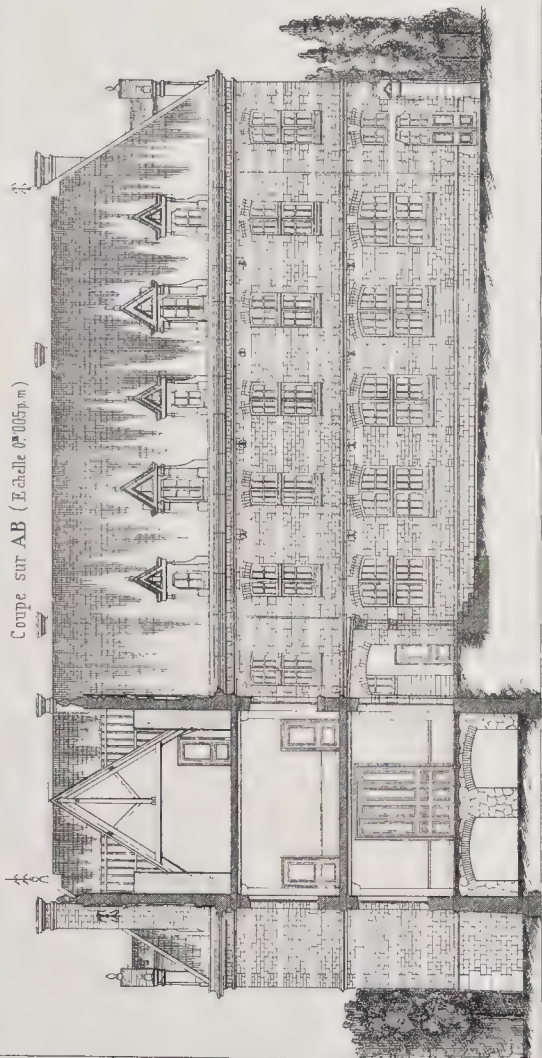


PORTE NOTRE DAME DE CAMBRAI

Elevation principale (Echelle 0^m 005 p. m.)

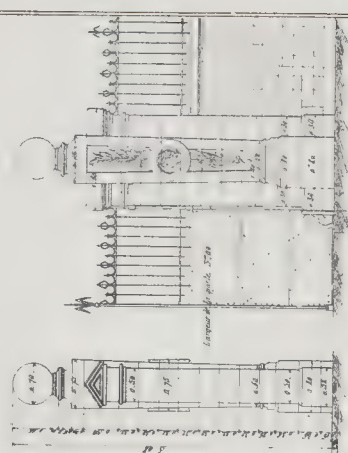


Coupe sur AB (Echelle 0^m 005 p. m.)



Détails

Mur de clôture et Grille d'entrée



app. de l'Ecole Centrale de la Porte

P. Casseres del.

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE FONTENAY-LE-COMTE
VUE PRINCIPALE

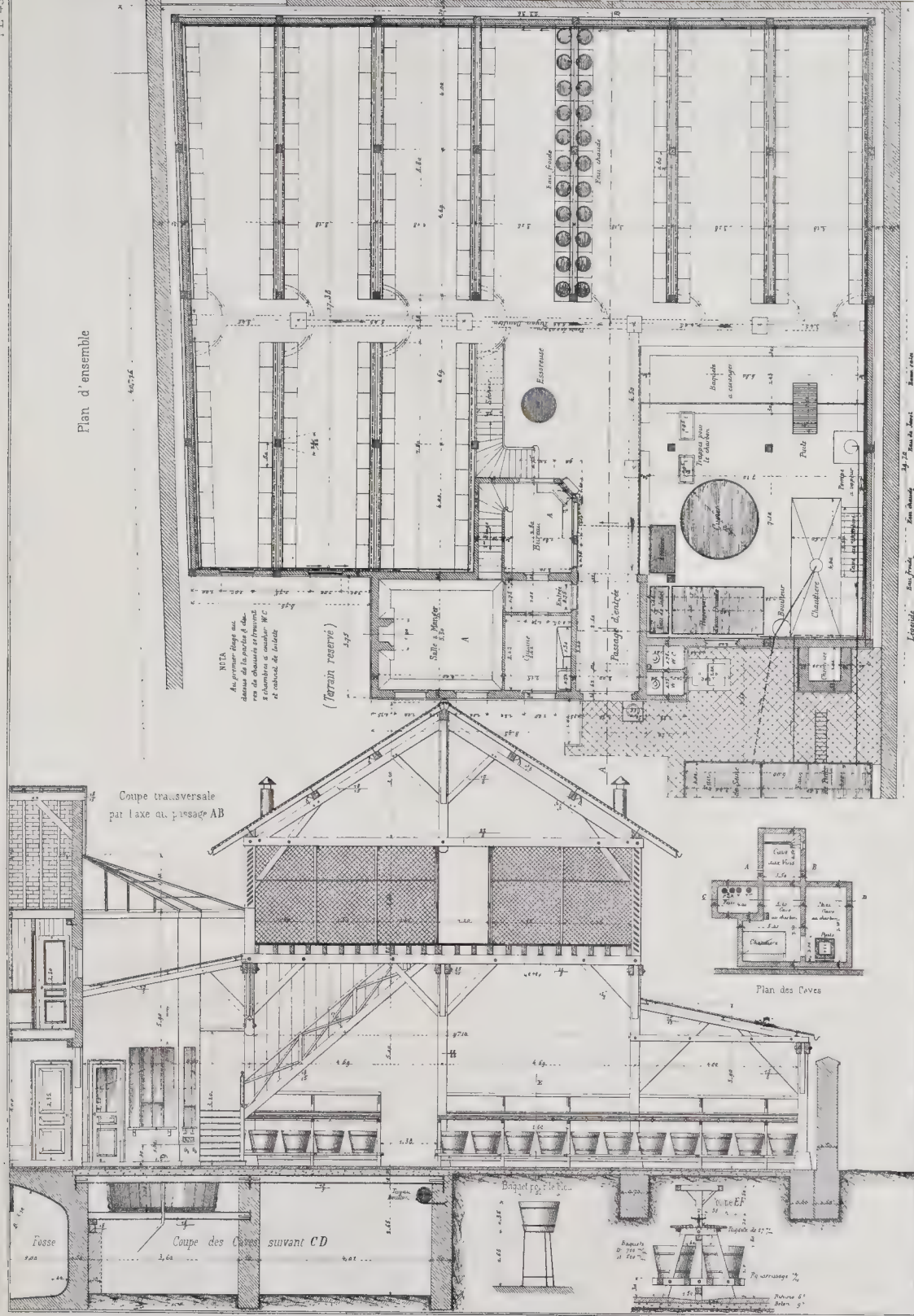
Extrait du Portefeuille de l'Ecole Centrale: Travaux de Vacances 1882-1883.



P. Gosserez de

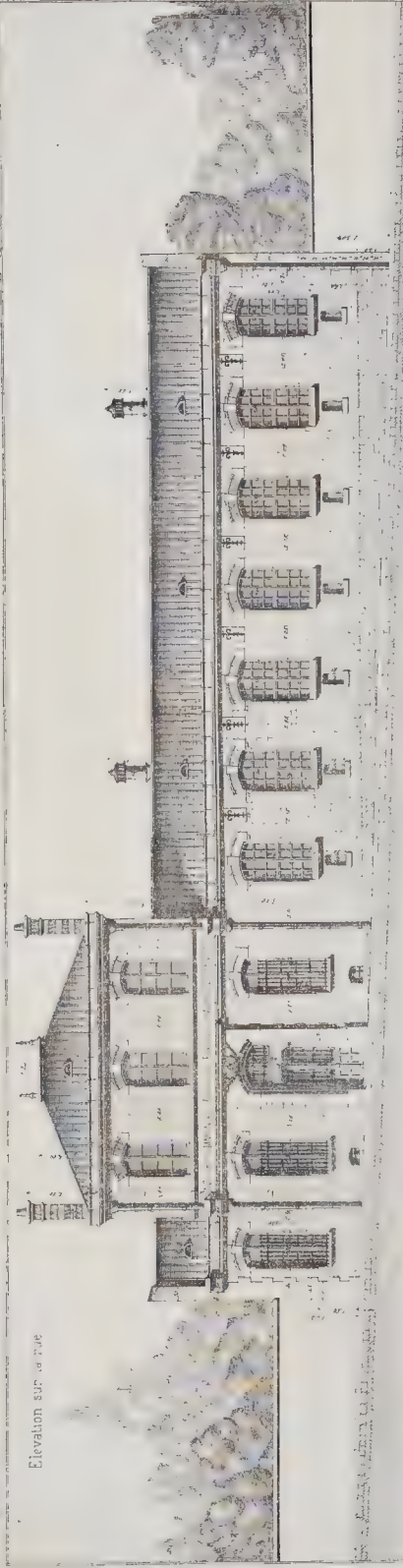
M^r GILLET ARCHITECTE

Extrait du Portefeuille de l'Ecole Centrale Travaux de Vacances 1882 1883

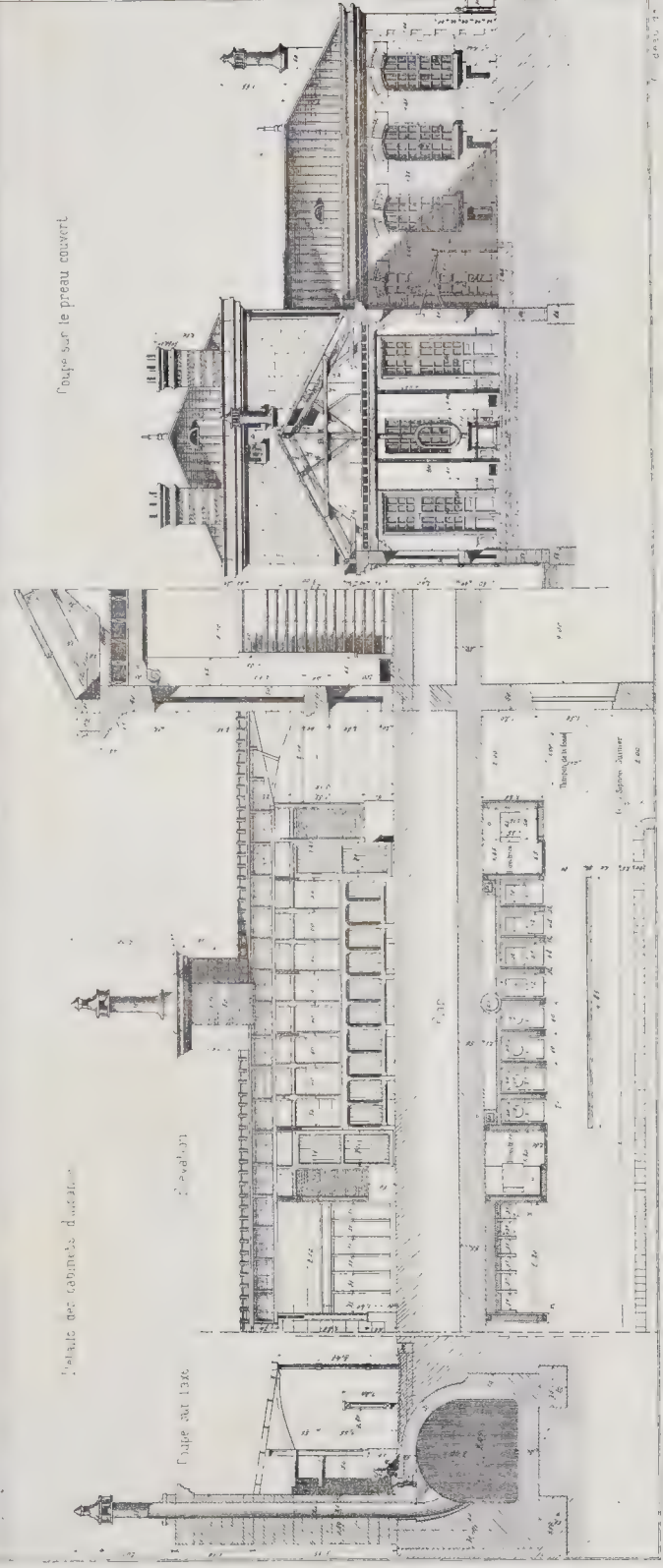


LAVOIR DE MALAKOFF (SEINE) PLAN ET DÉTAILS.
Extrait du Portefeuille de l'Ecole Centrale. Travaux de Vacances 1882-1883

A. BERNER de



Elevation sur la rue



Elevation des cabinets d'usage

Coupe sur l'axe

Coupe sur le préau couvert

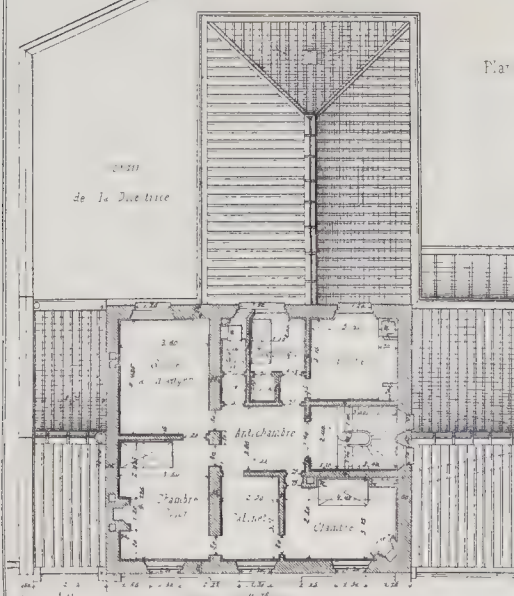
ing. et Arch. Jules G. de la Motte

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

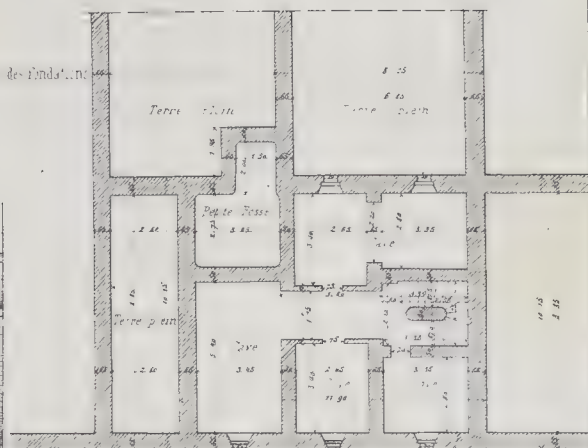
Extrait du Procès-verbal de l'École Centrale Travaux de Vacances 1887

CO. 144

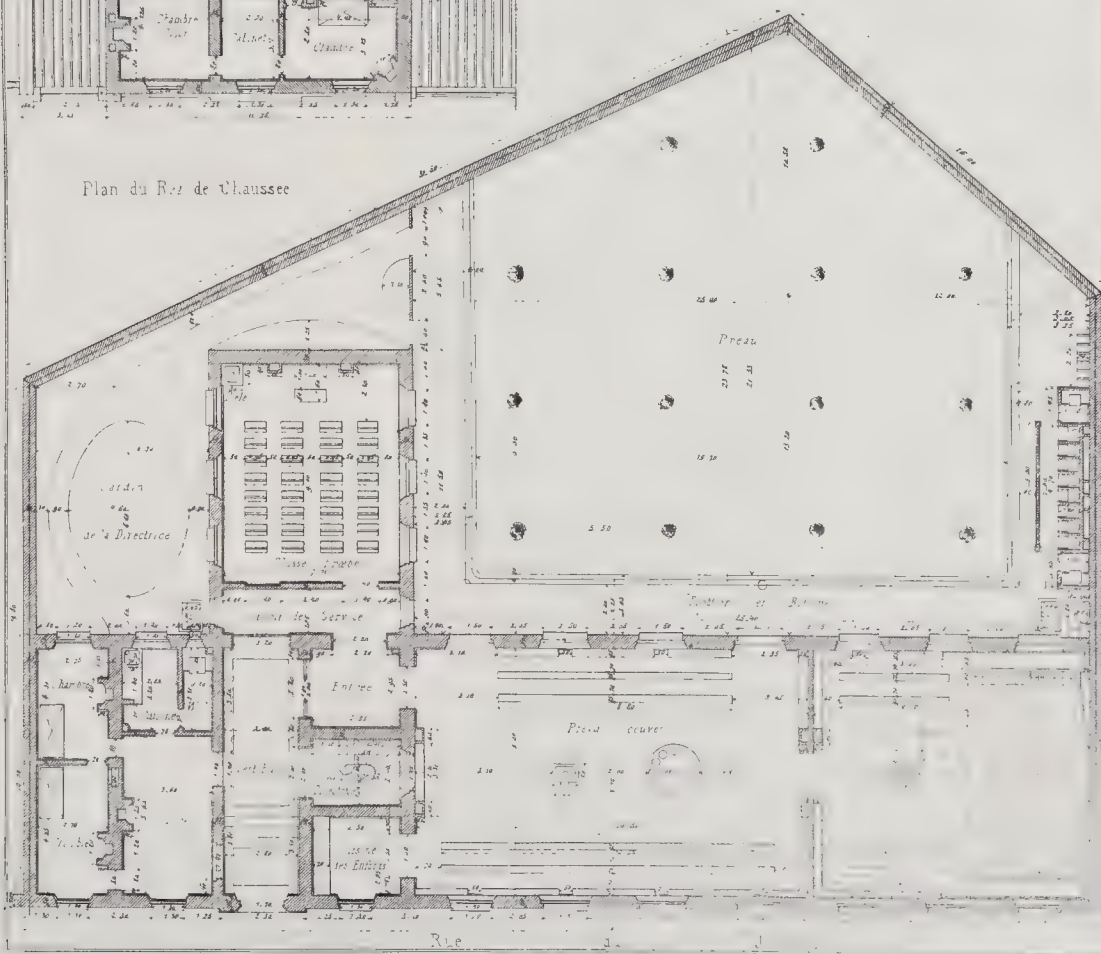
Plan du 1^{er} Etage
Logement de la Directrice



Plan des Fondations



Plan du Rez de Chaussée



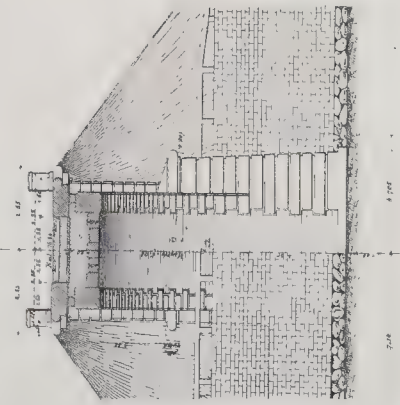
Imp. de l'Ecole Centrale 10 r. Jarry Paris

ASILE COMMUNAL A PARIS, S. R. L. 10 r. Jarry Paris

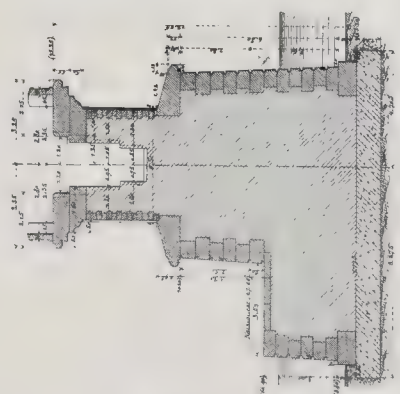
10 r. Jarry Paris

Extrait du Portefeuille de l'Ecole Centrale : Travaux de Vacances

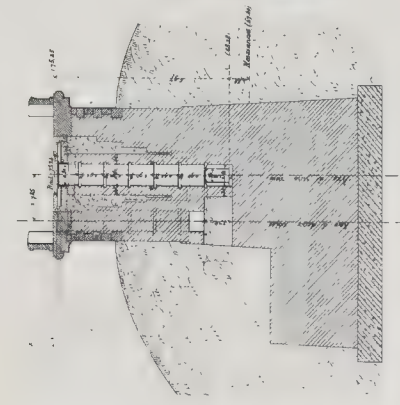
Coups transversales
sur la face de la façade



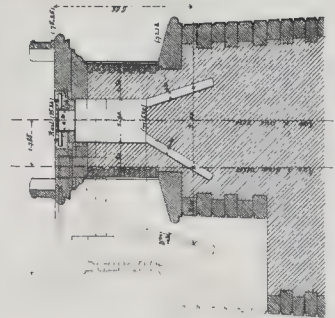
Coupe transversale
sur la face de la façade



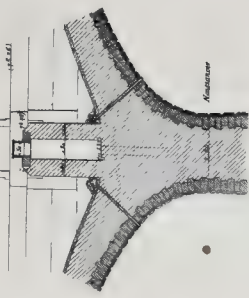
Coupe transversale
sur la face de la façade



Coupe transversale
sur la face de la façade

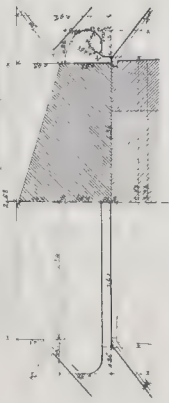


Coupe longitudinale de la pile G
(voir site de l'ouvrage)



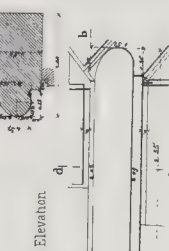
Coups divers et détails

Chapiteau des avant et arrière-beaux des piles

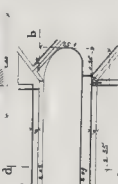


Détails du cordon des cuiles

Coupe suivant cd



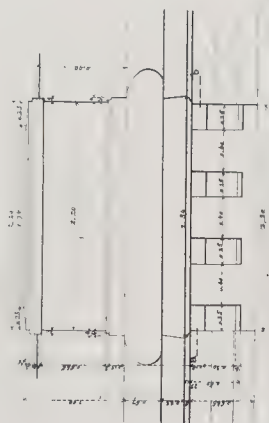
Elevation



Plan suivant ab

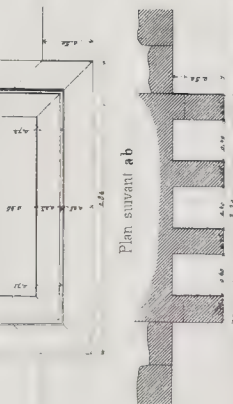


Elevation



Détails d'une niche de refuge

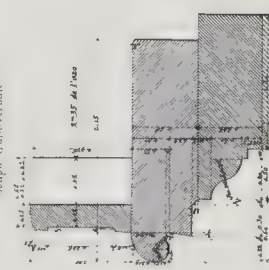
Plan supérieur



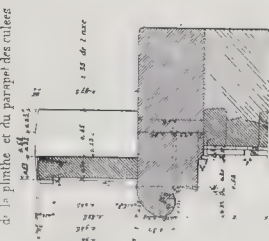
Plan suivant ab

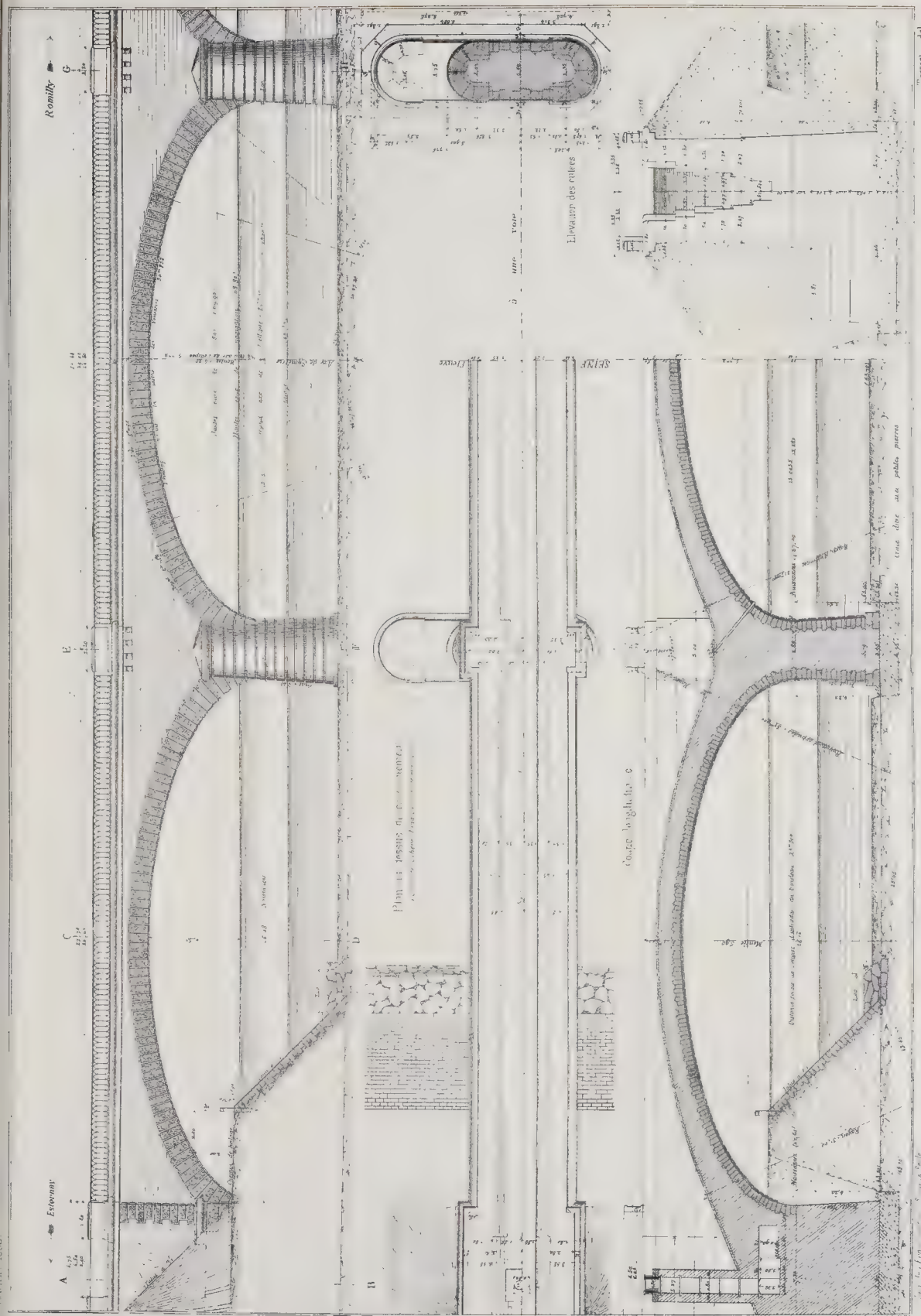


Coupe transversale



Coupe transversale
de la plinthe et du parapet des cuiles





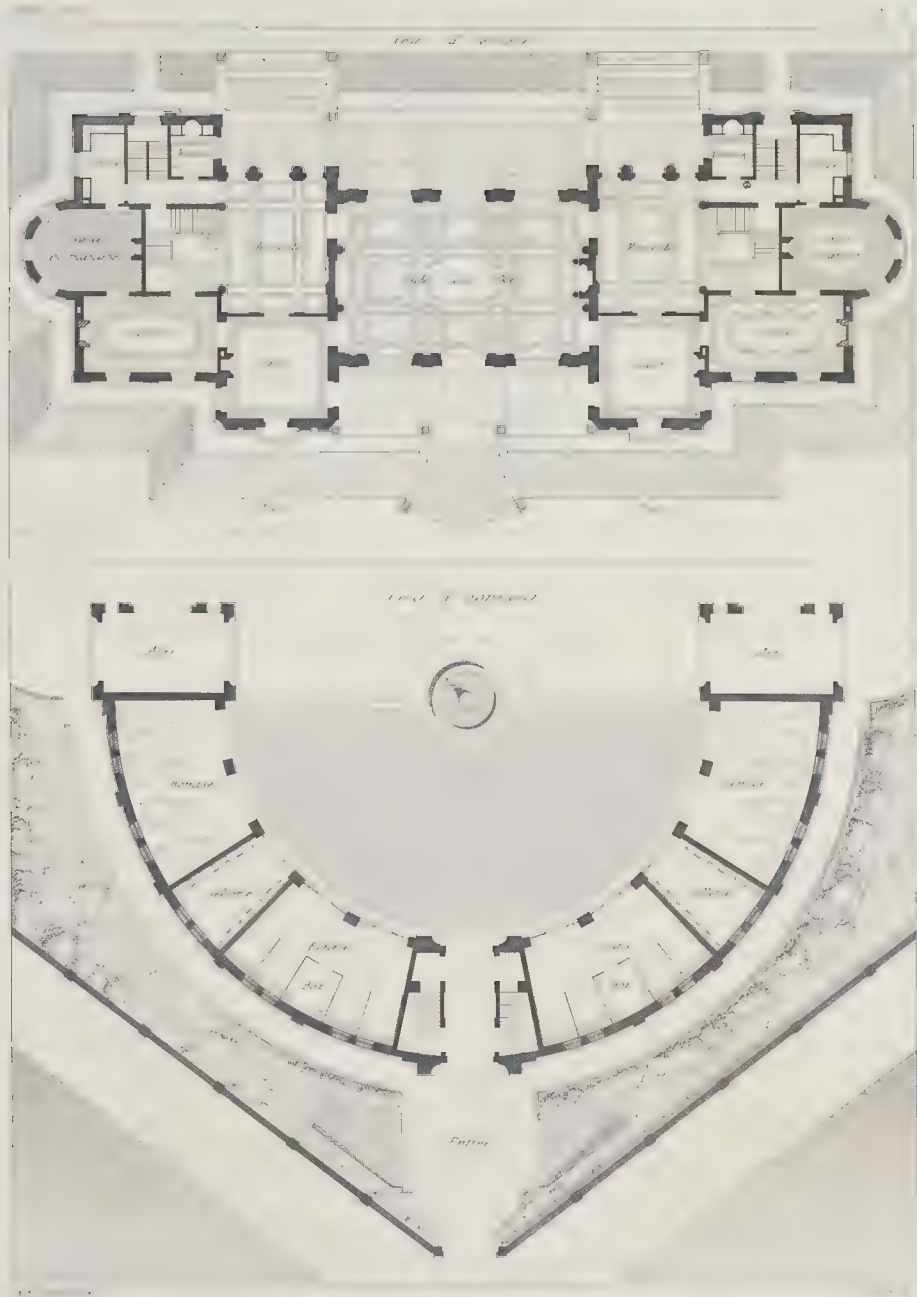
1883

Plan de l'Ecole Centrale. Travaux de Vacances, 1882-1883.

ANNEE 1883

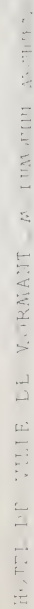


M. INTERIOR DES ARCHITECTES



PLAN DE LA MAISON DE LA VILLE DE PARIS

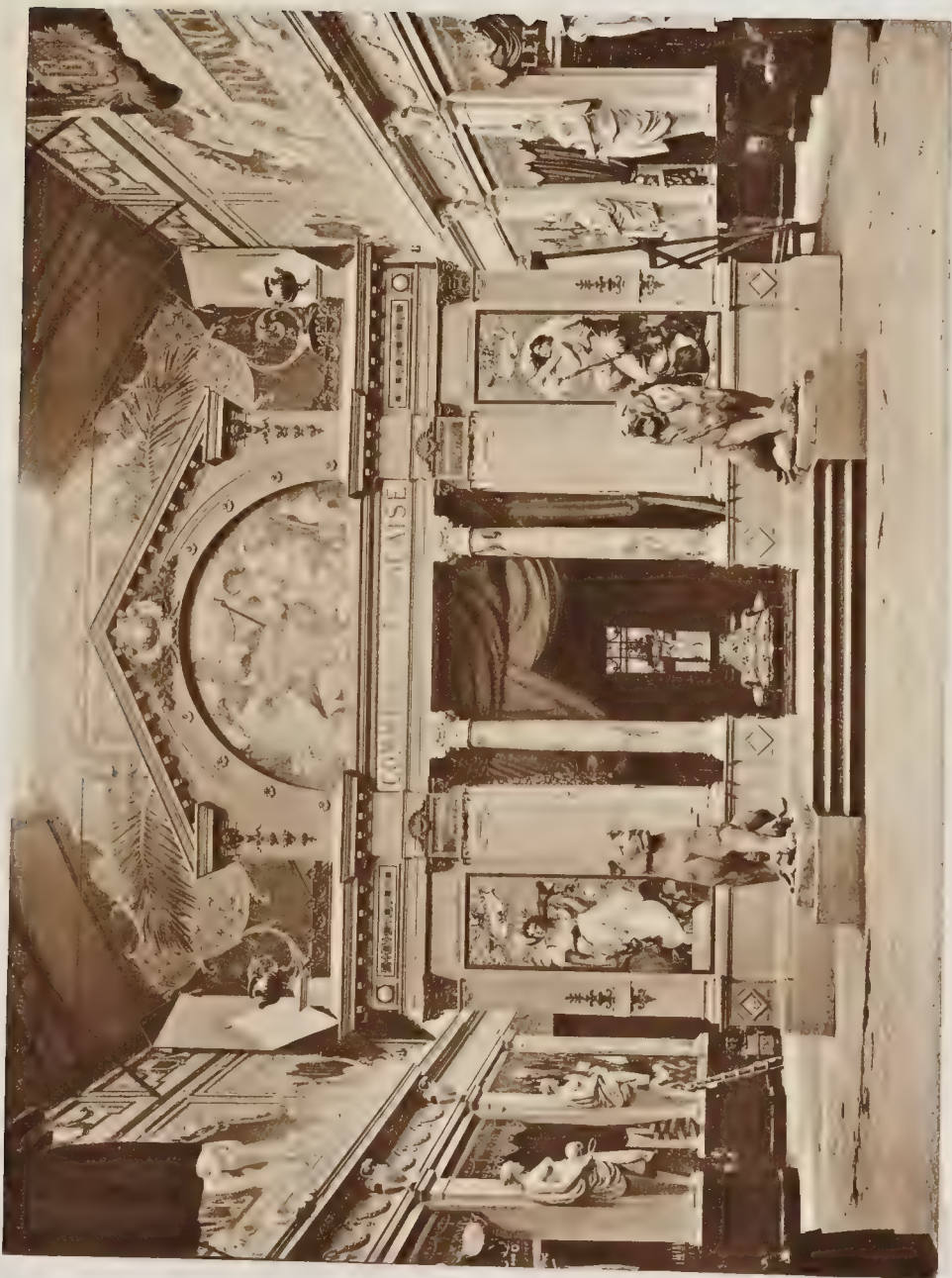






ÉLEVÉ DE LA FACADE PRINCIPALE

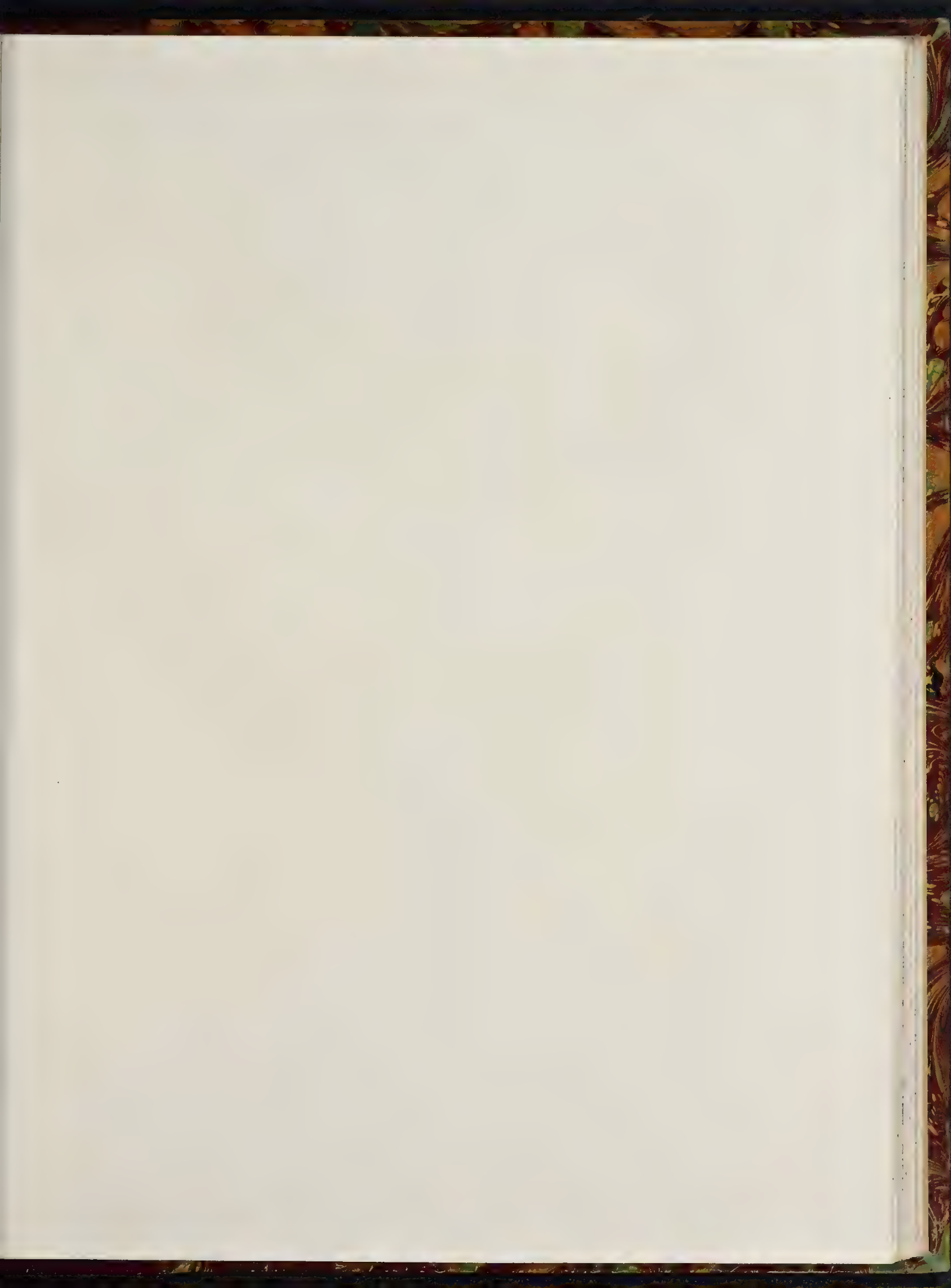


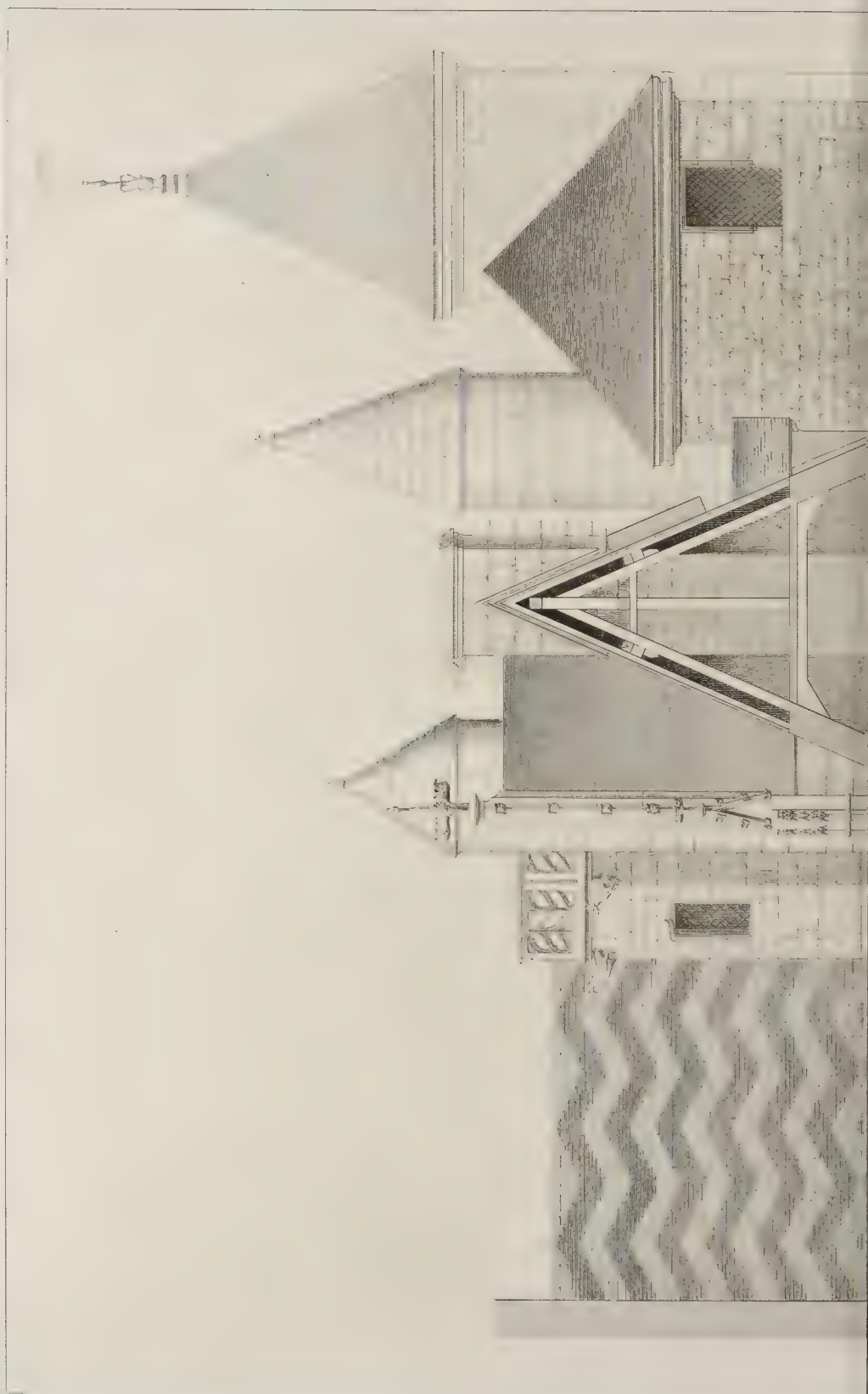


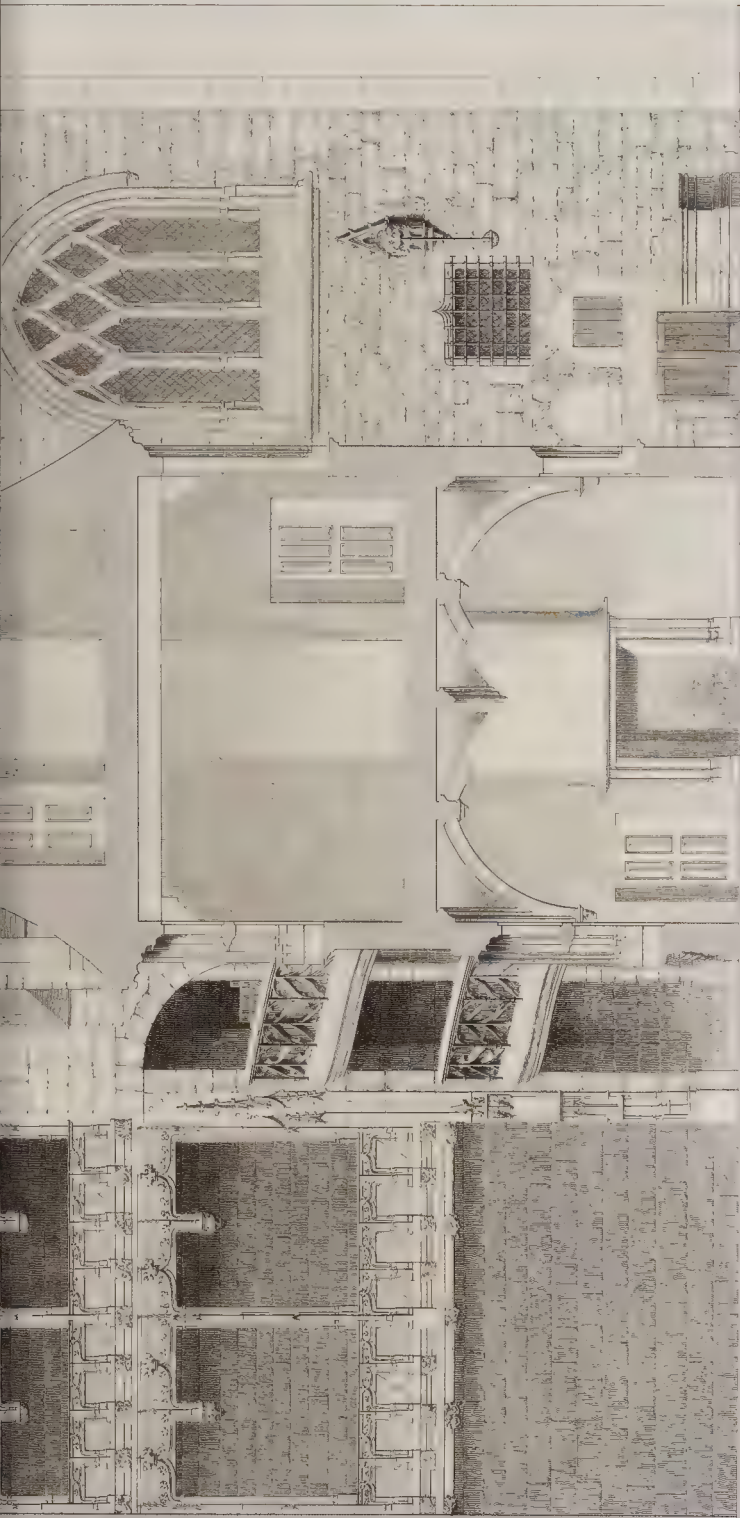
Salon de la Société des Artistes Français, 1897.



MAISON. GAILLARD. POITIERS.







M

A

F

M

M

M

M

M

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

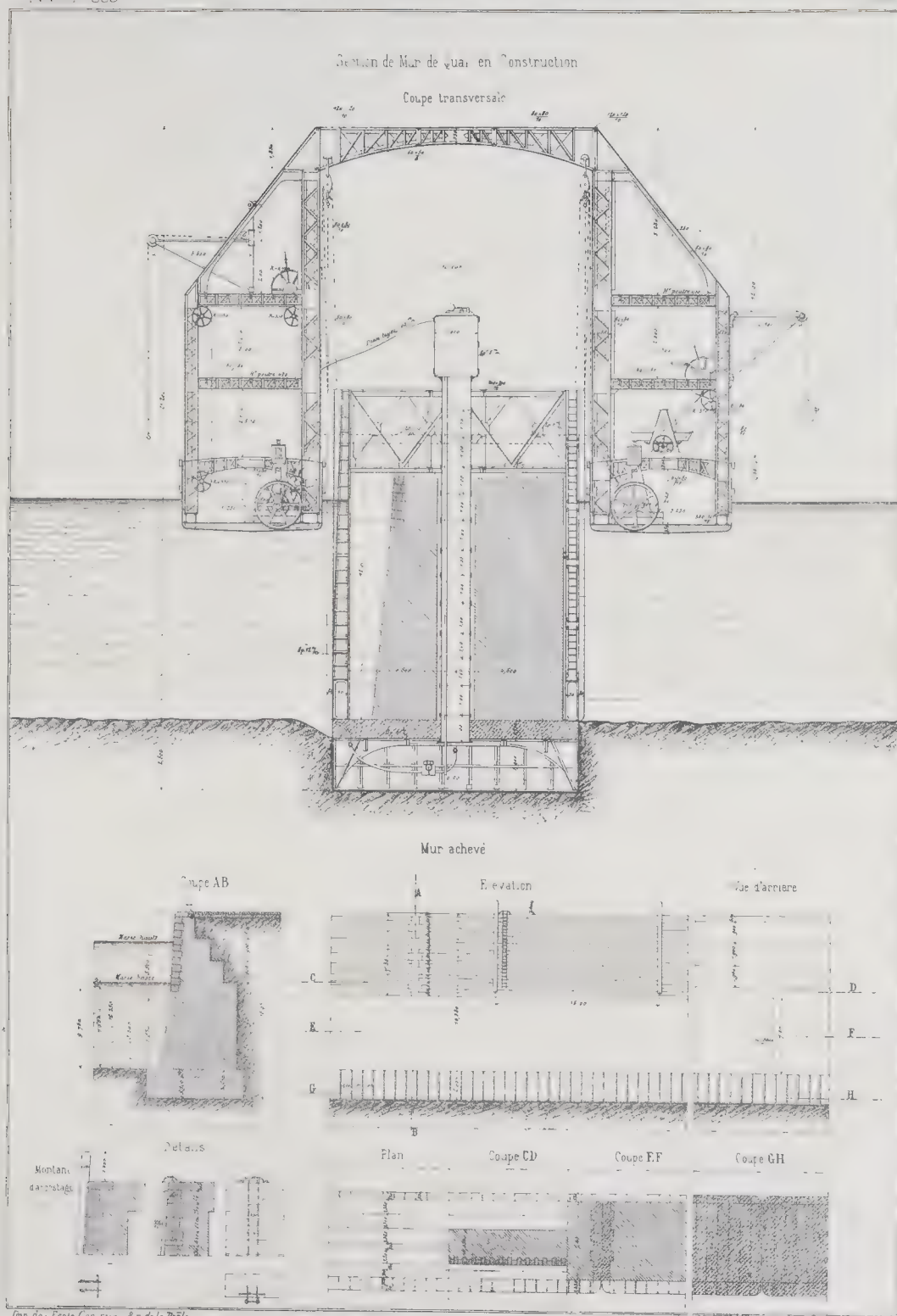
Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

Architectural drawing of a building facade, showing a large arched window on the left, a central entrance with a pediment, and a smaller arched window on the right.

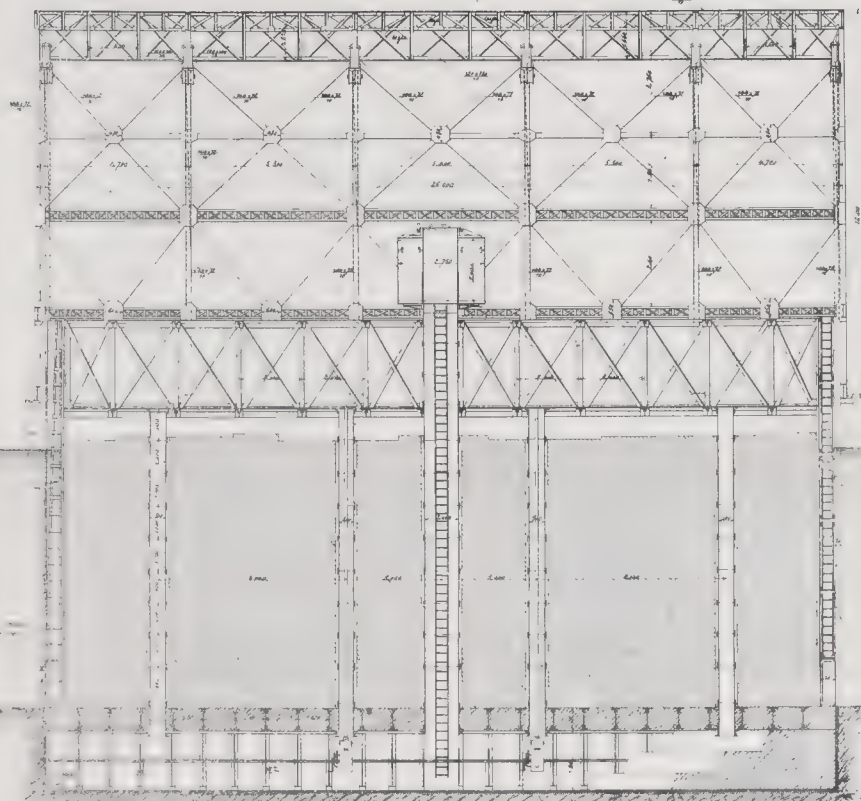


TRAVAUX MARITIMES UNIVERS

(Extrait du Portefeuille de l'Ecole Centrale.)

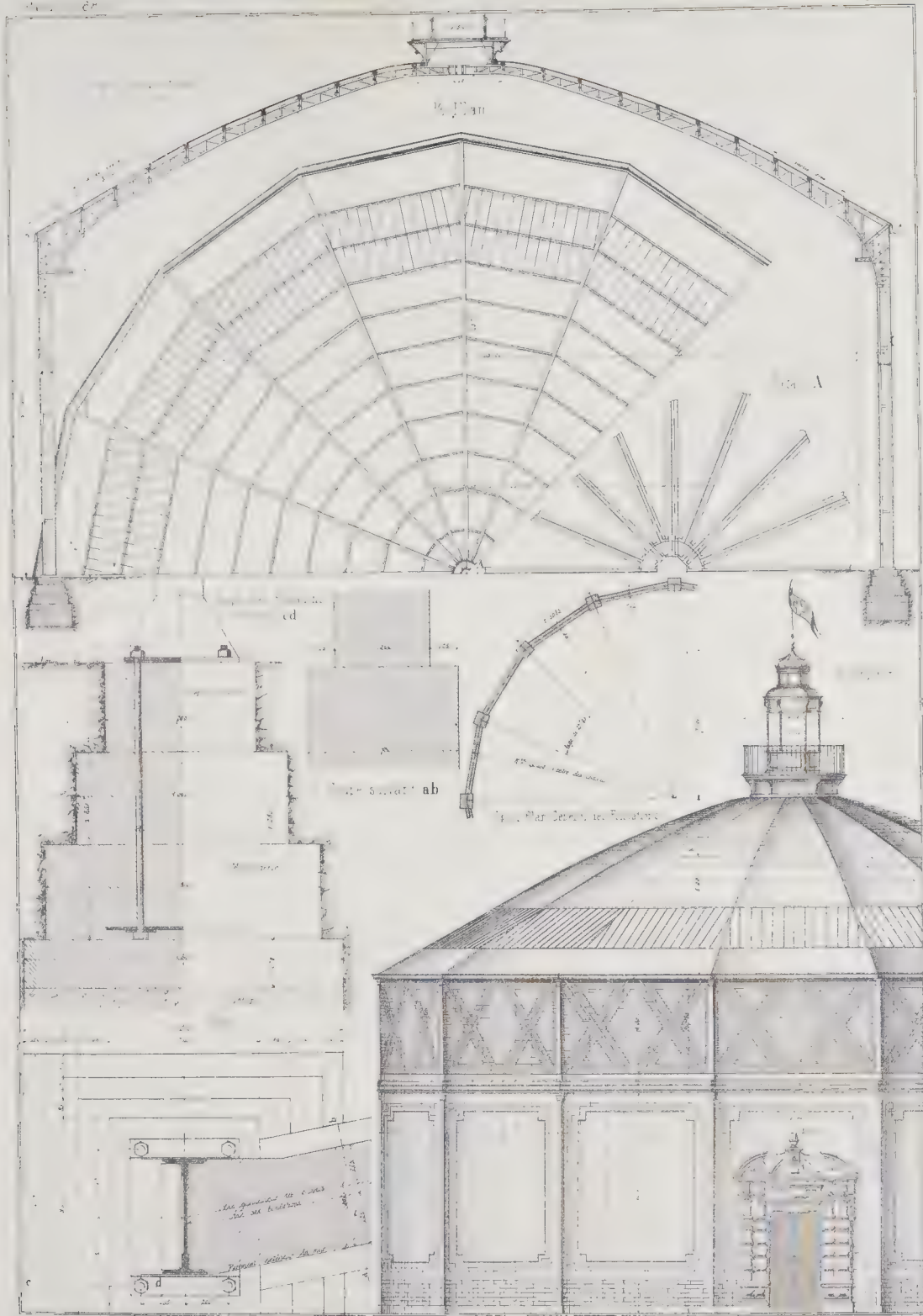
Section de Mur de Quai en Construction

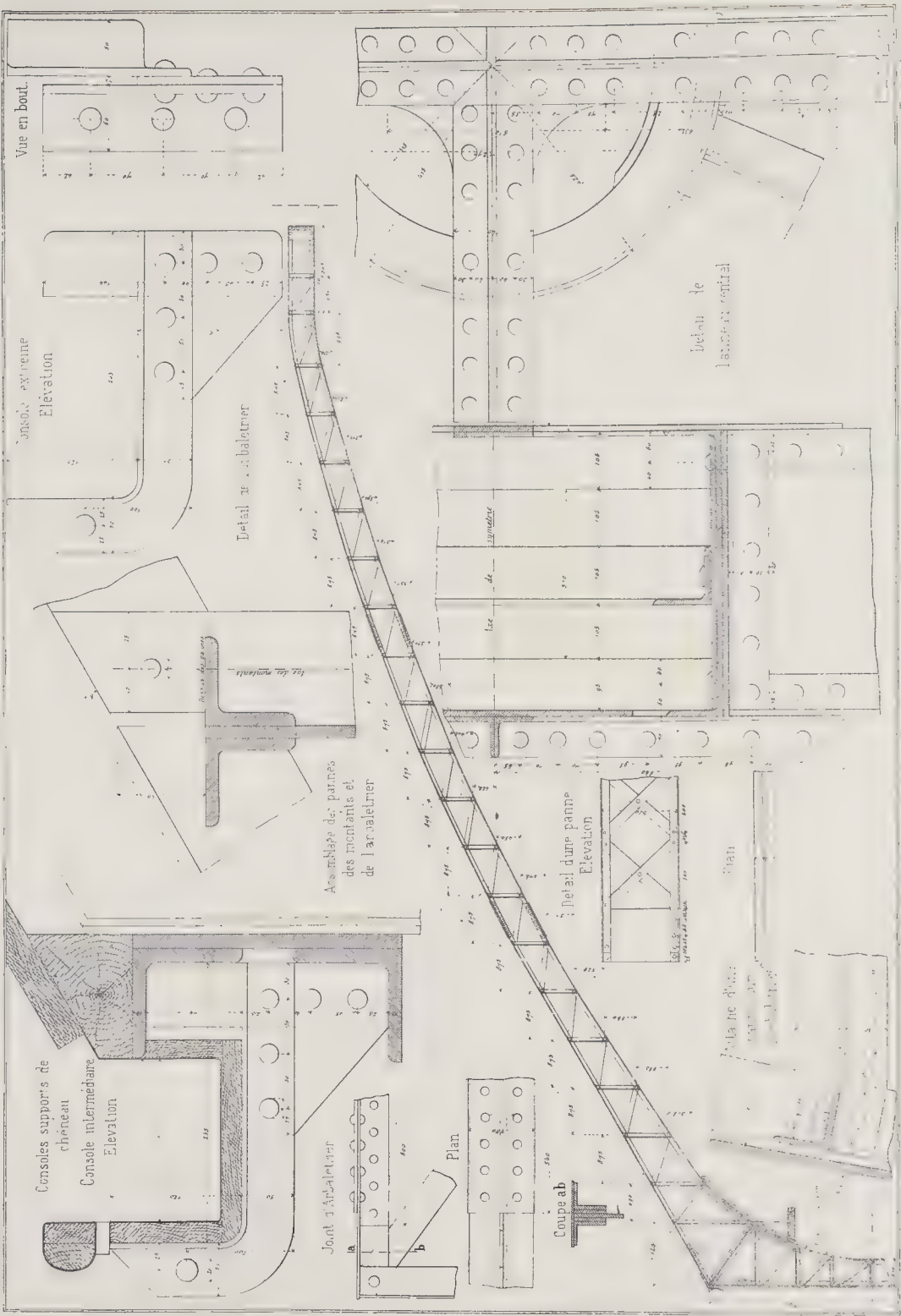
Coupe longitudinale



Plan general des travaux







Consols supports de chéneau

Console intermédiaire

Elevation

Plan

Coupe ab

Detail d'une poutre

Elevation

Detail de l'assemblage

Detail de l'assemblage central

Consols extrême

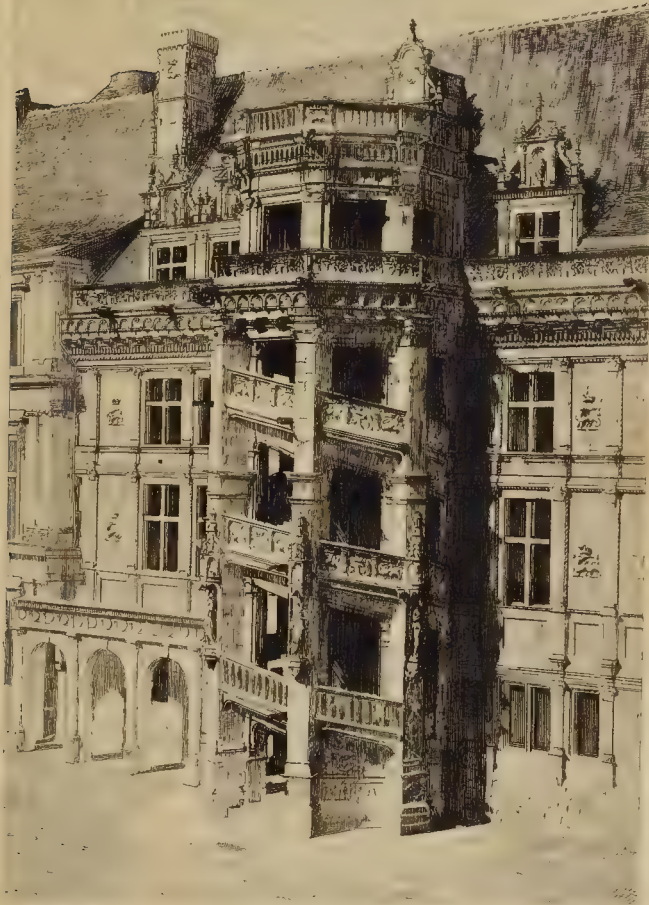
Elevation

Vue en bout

Assemblage des poutres des montants et de l'arbalétrier

Joints d'assemblage

ANNEE 1883

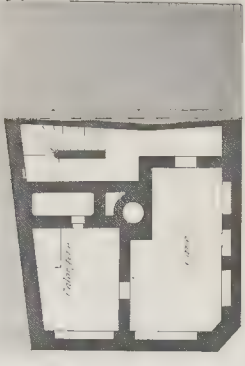
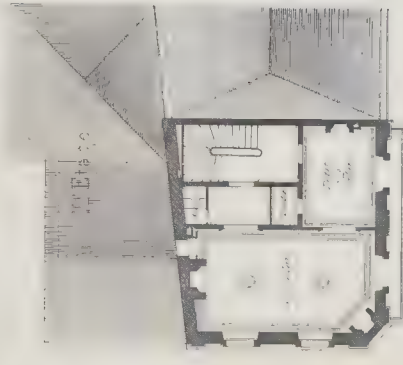
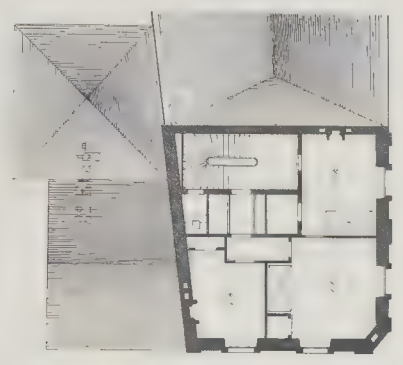
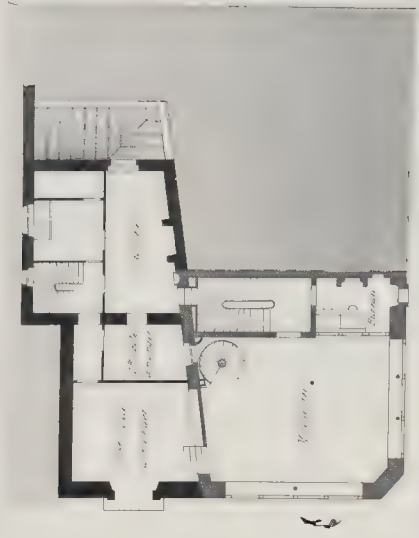


R. P. J. RANCO
L'Art de l'Oratoire

17. Louvre, 1883

1

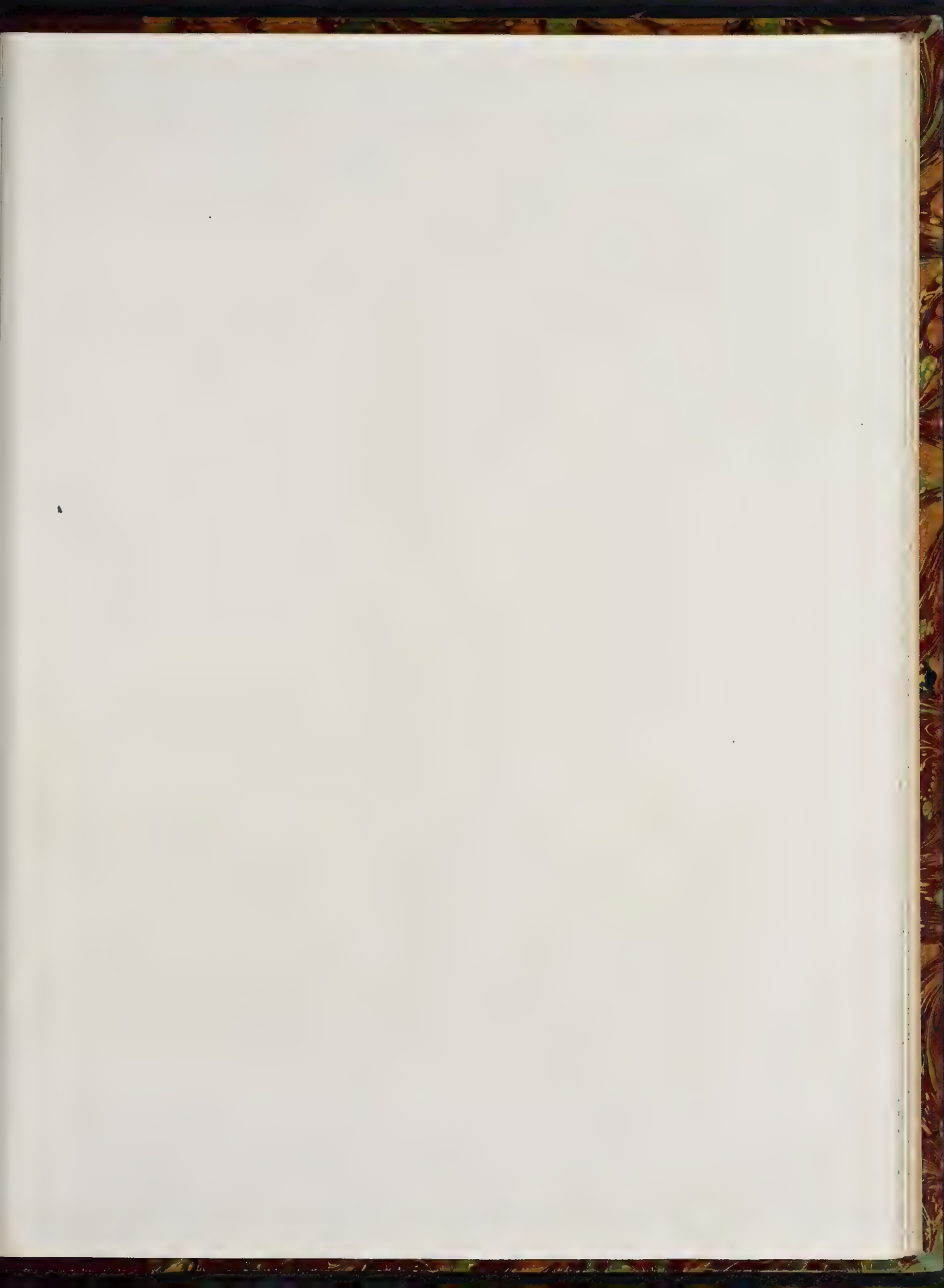




View to River

120 ft.

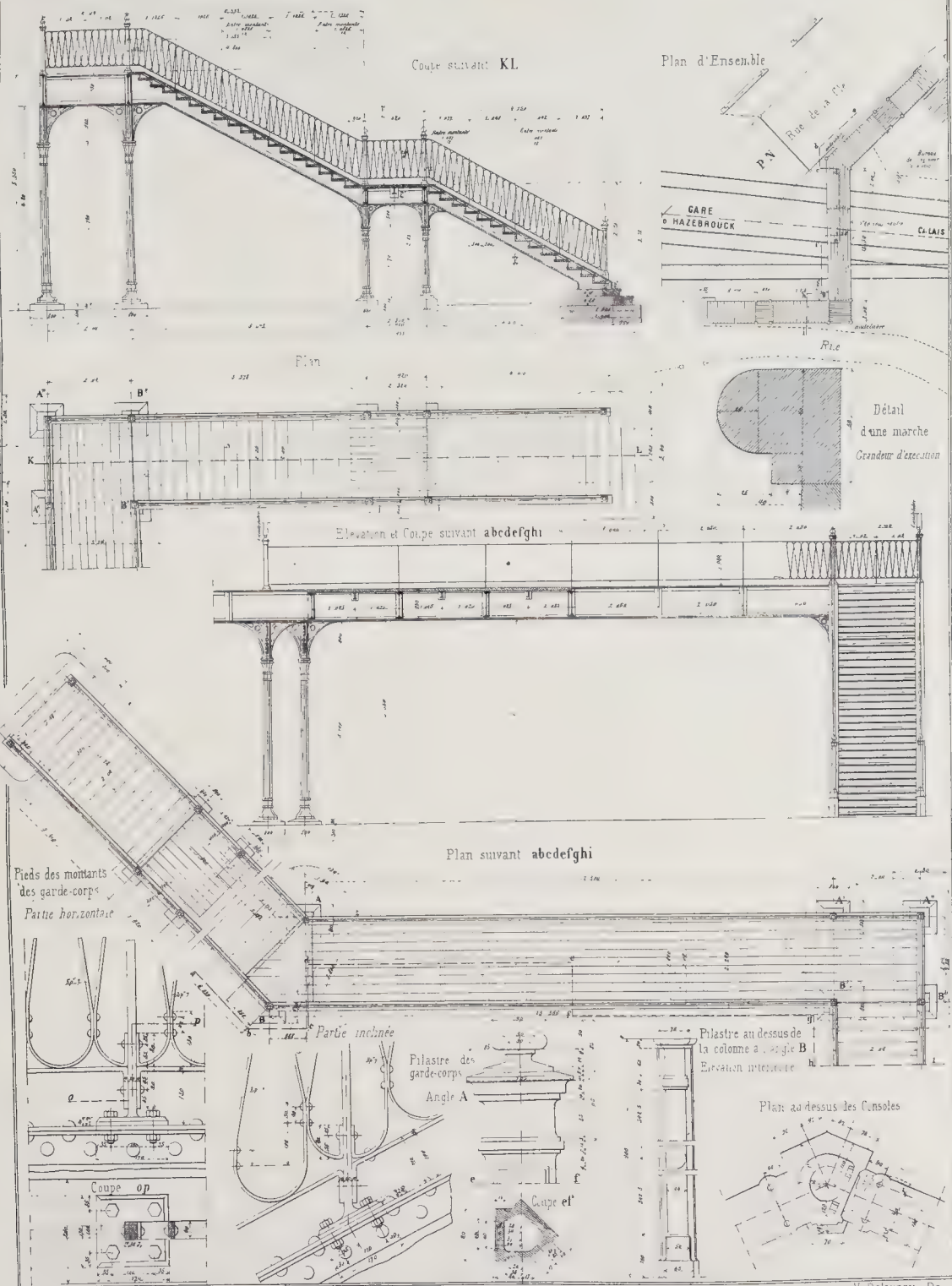
SECTIONAL VIEW OF THE BUILDING





V. A. L. J. O. U. L. A. N. D. E. L. A. N. C. E. L. A. N.

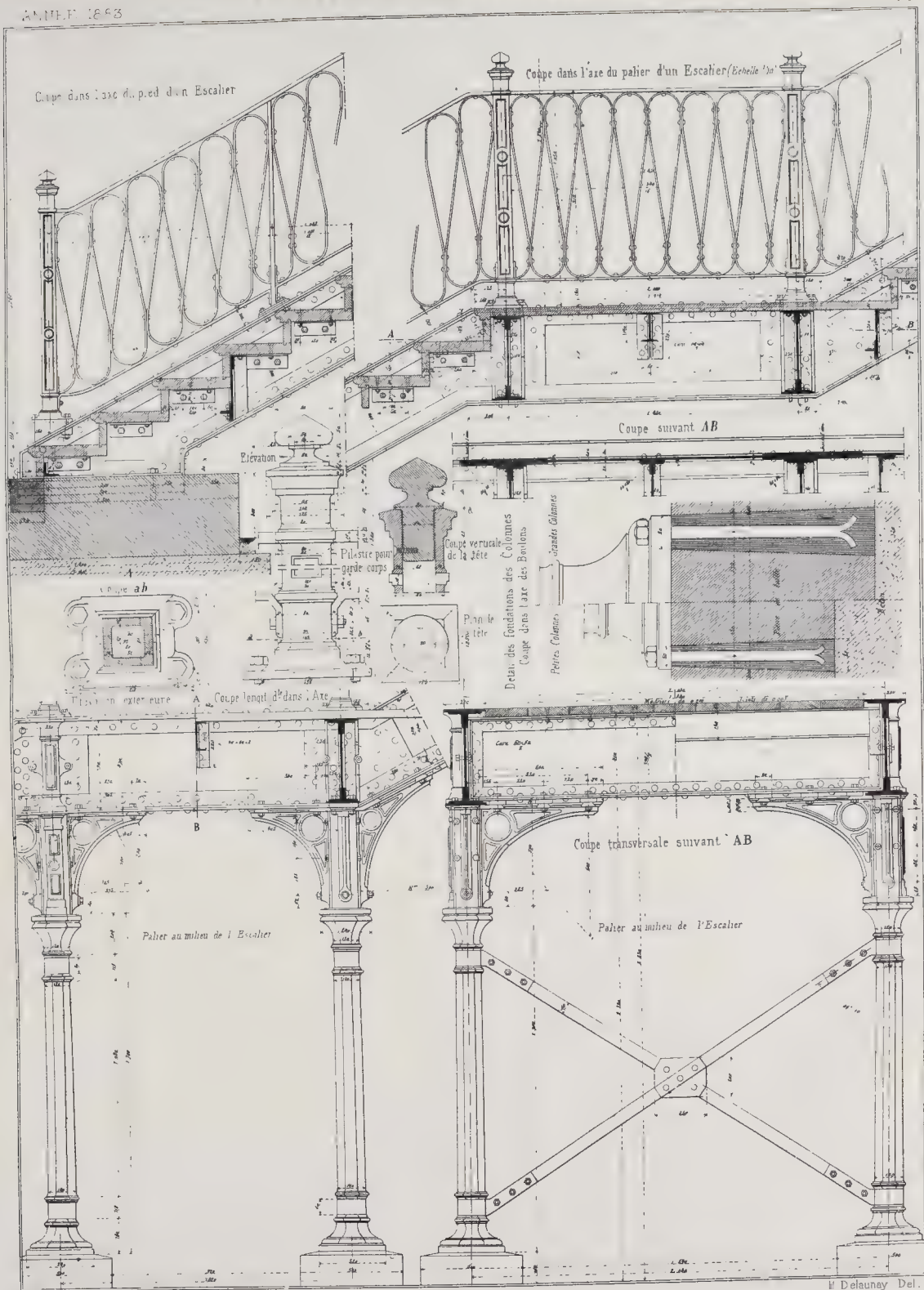


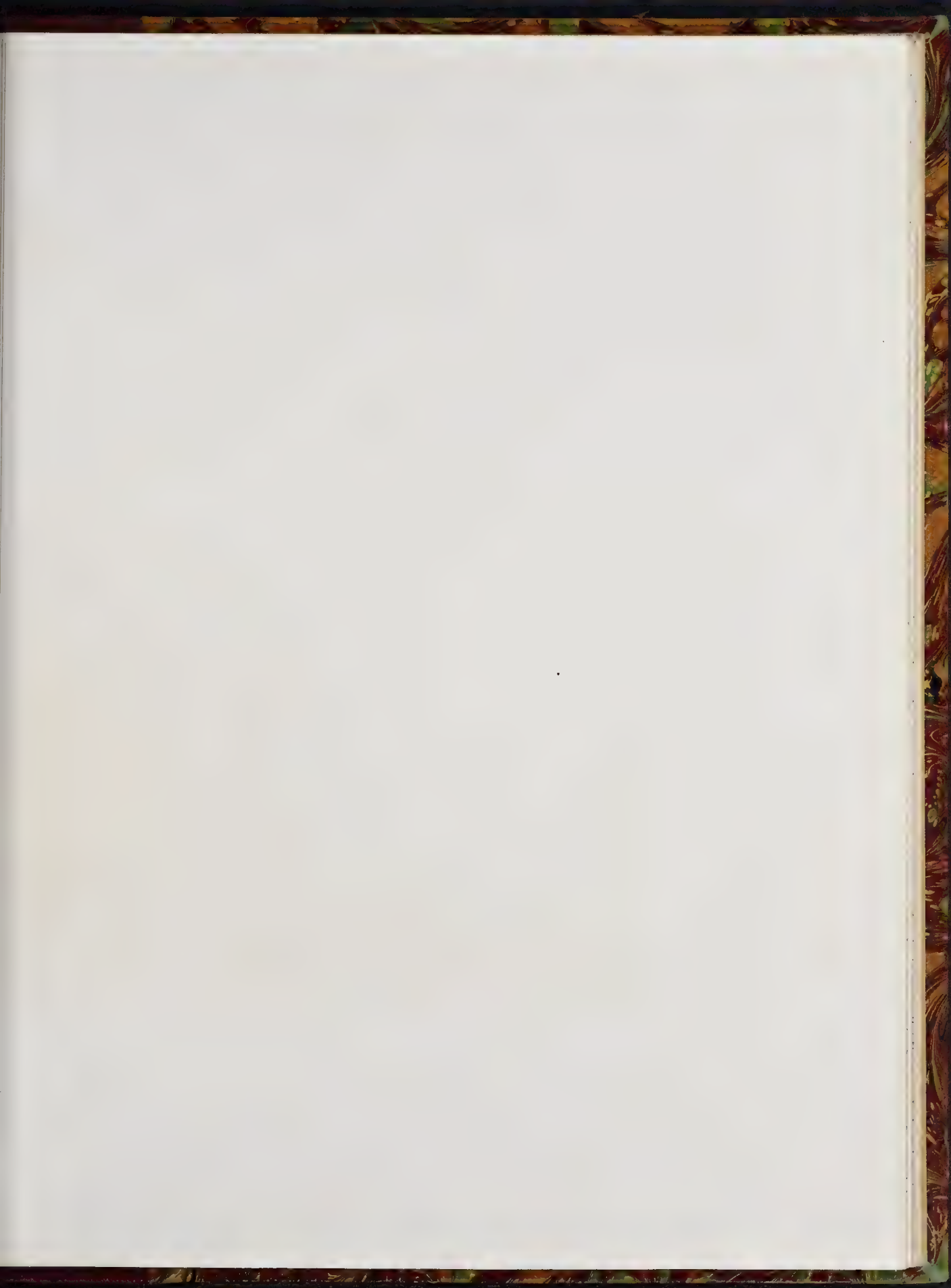


Imp. de l'École Centrale, 18, Rue de la Perle

H. Delaunay. De.

GARE D'HAZEBROUCK. RÉTABLISSEMENT DE LA PASSERELLE







THE CATHEDRAL OF ST. BARTHOLOMEW, LONDON.

BY J. H. H. H. H.



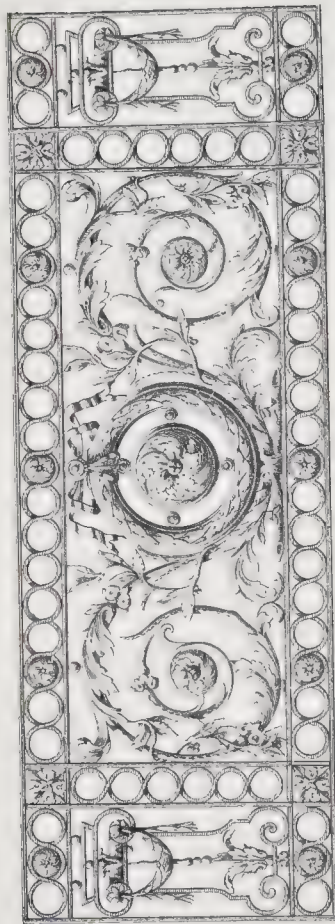
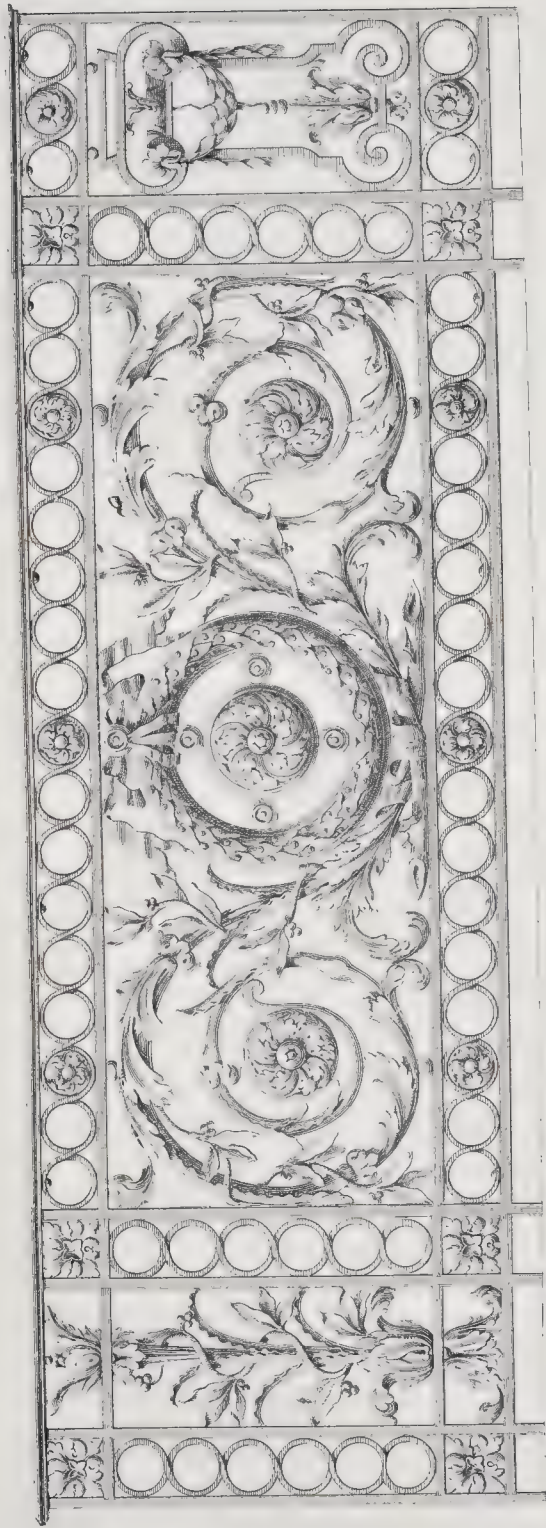
THE CHURCH OF ST. ...

...



CHURCH OF THE HOLY SPIRIT, FLORENCE.
DESIGNED BY MICHELANGELO BUONARROTI.

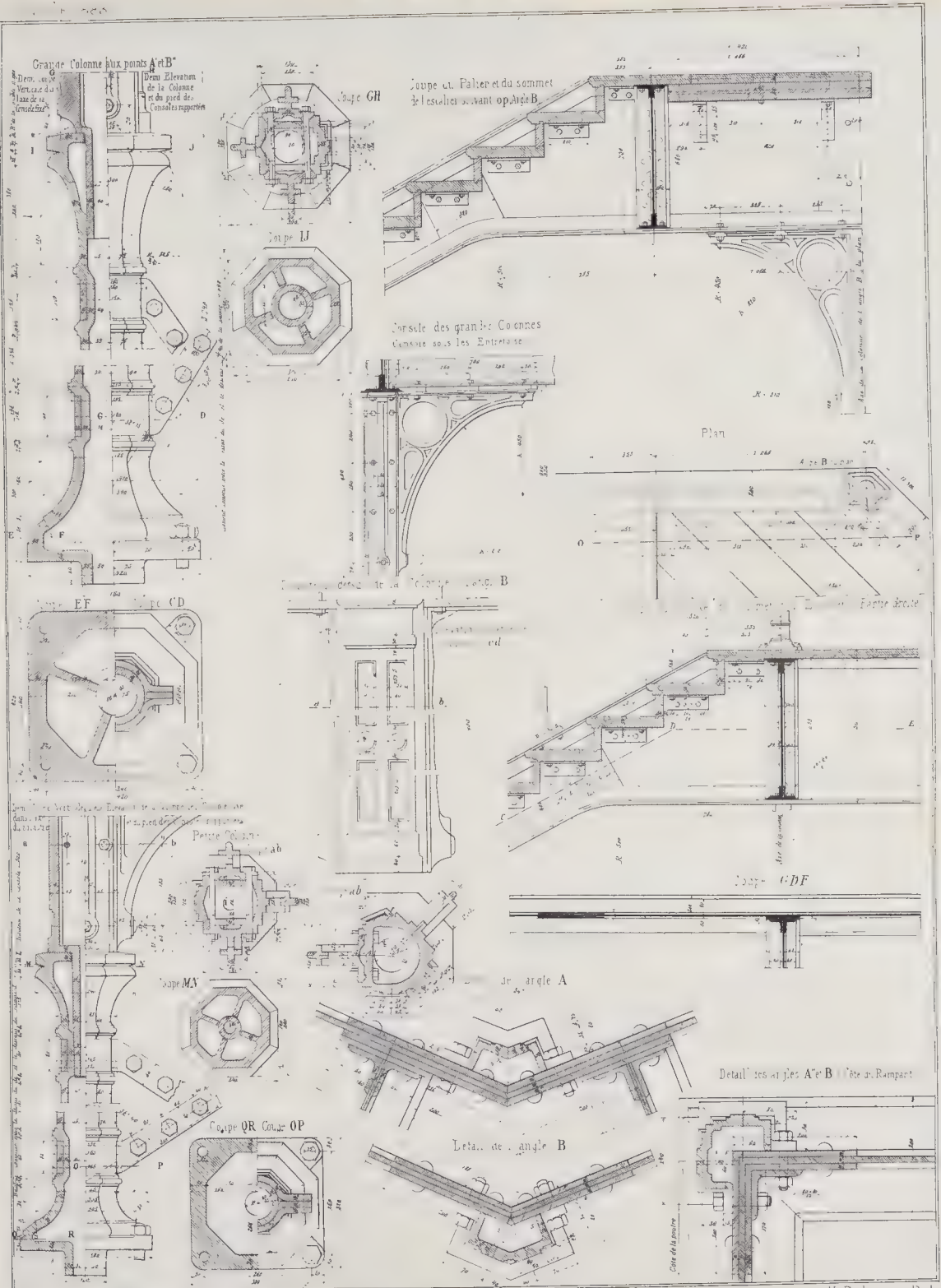




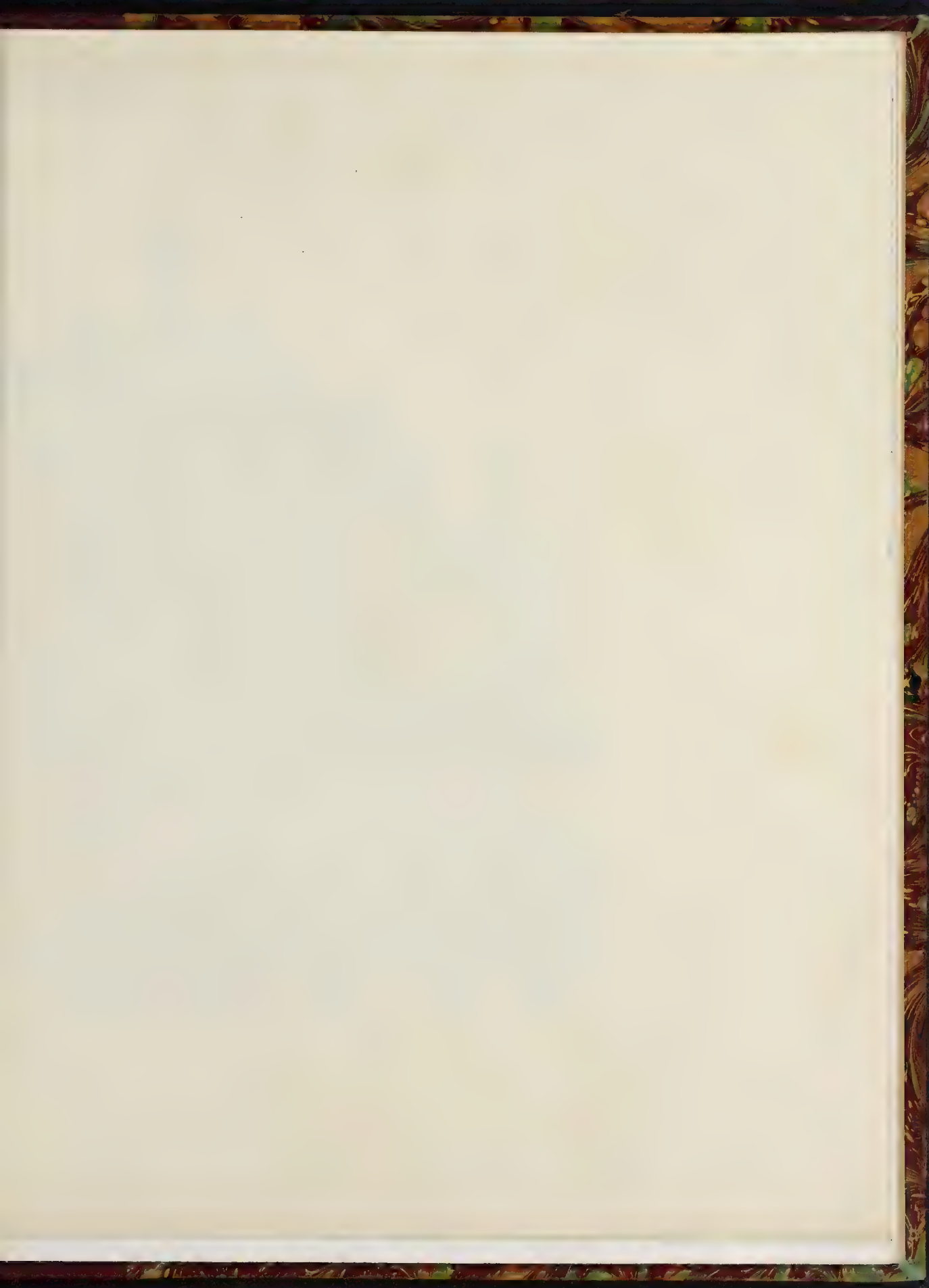
Storck & C.

BALCONS EN FONTE DE FER
M^r L. Thiriot à Paris

Imp. Storck, 24, rue de l'Abbé Grégoire, Paris



TRAVAUX D'ART DE LA PASSERELLE



ANNÉE 1883



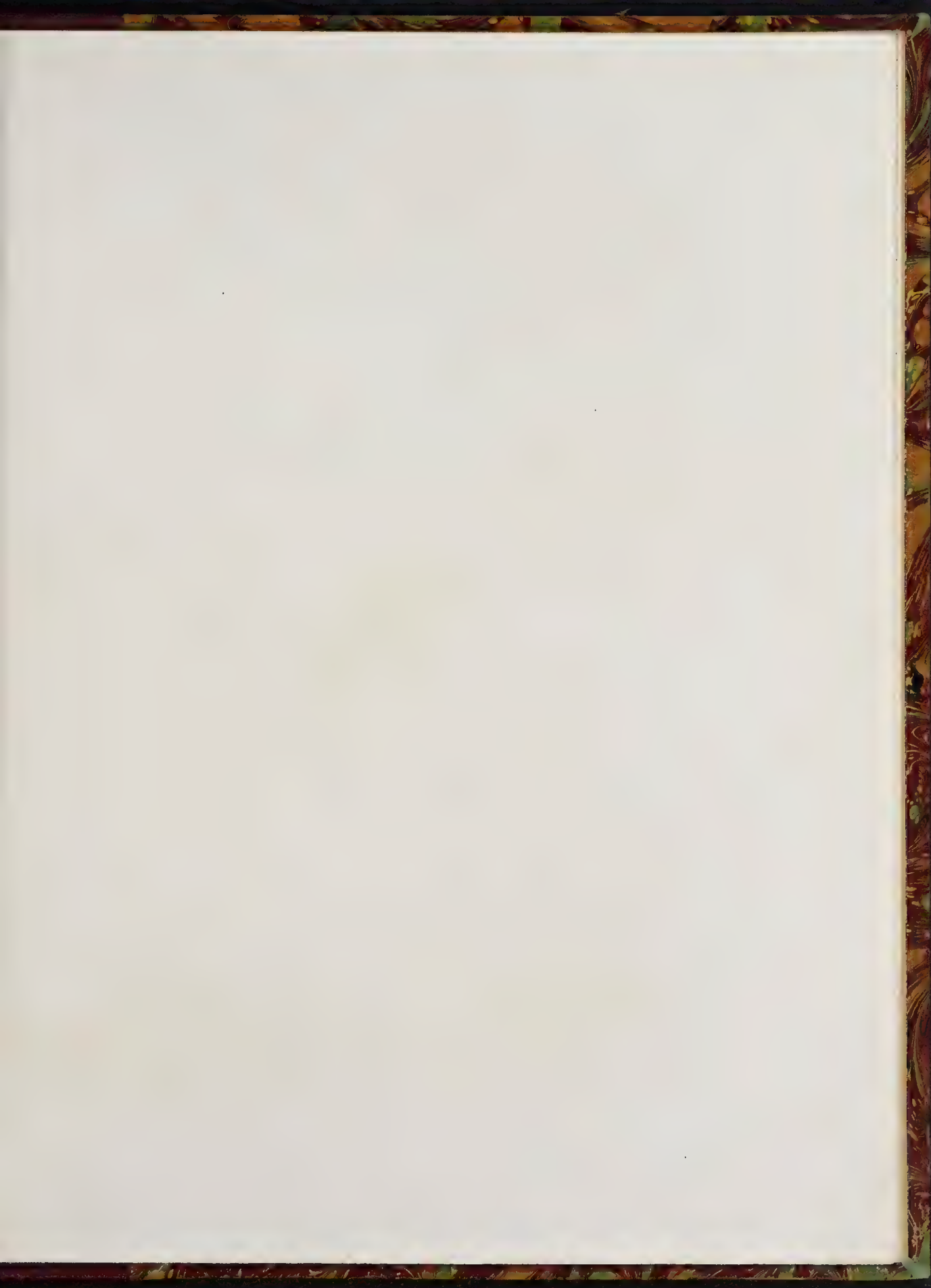
Guyon Garen

Imp. G. Richard et C^{ie}

MAISON DE CAMPAC

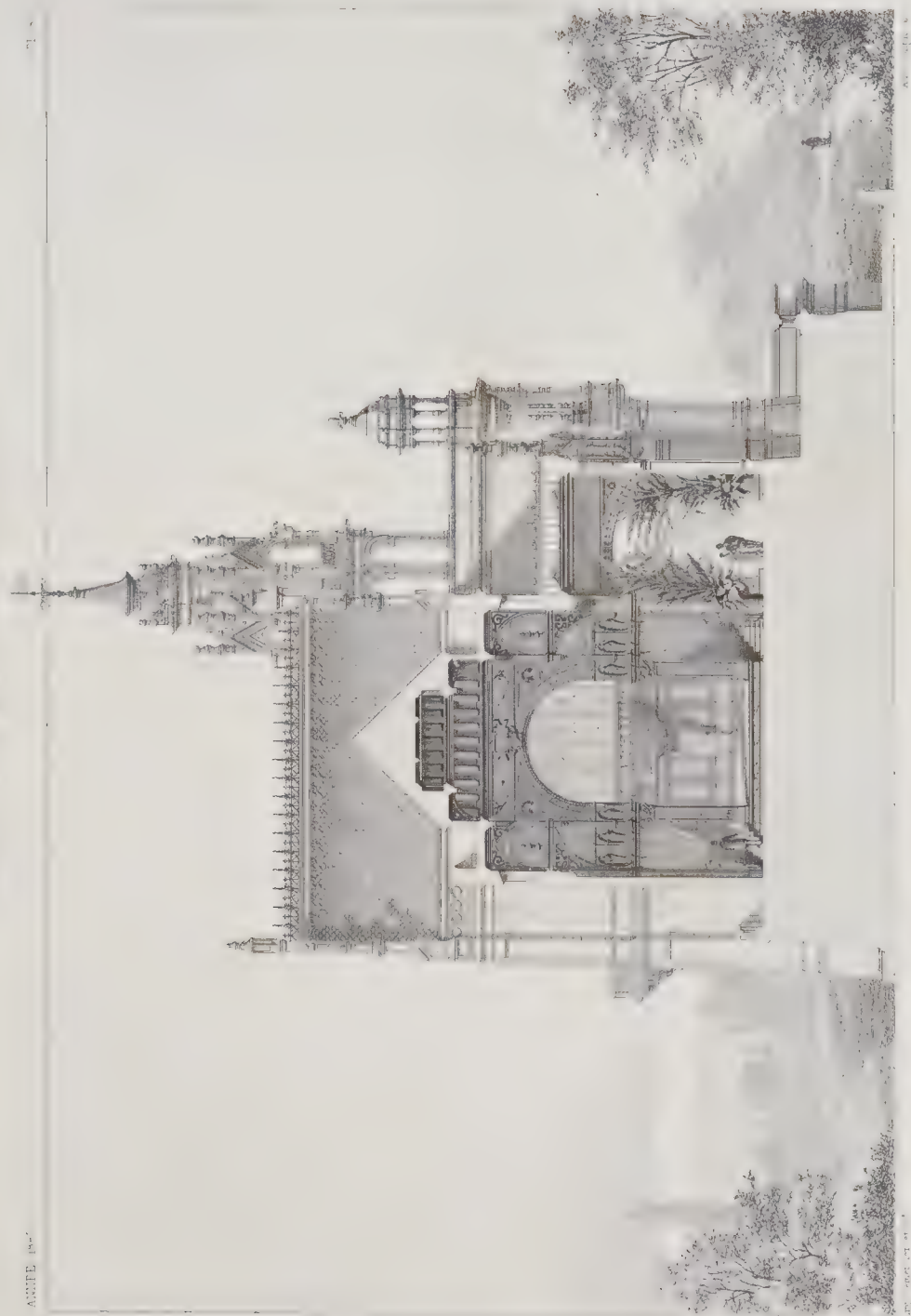


Gareu del.

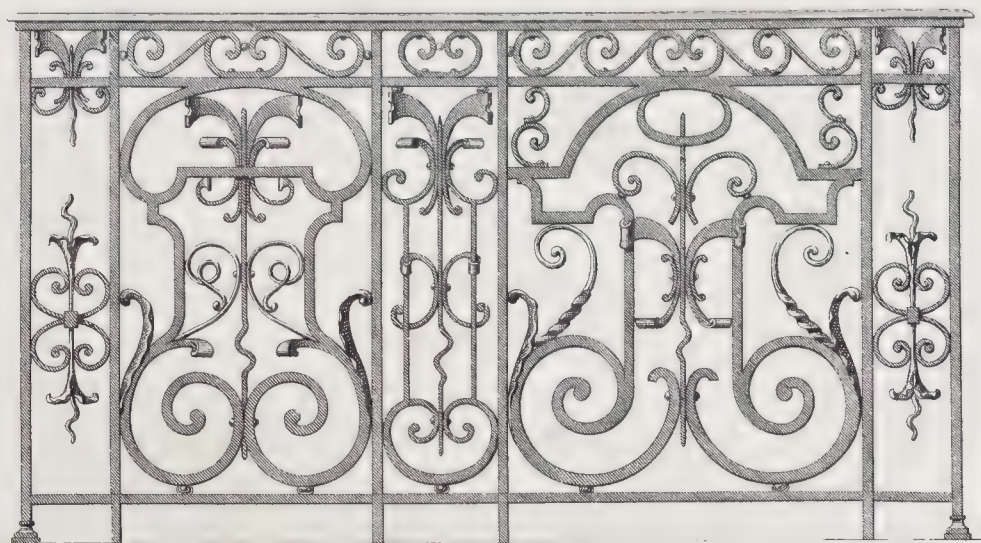
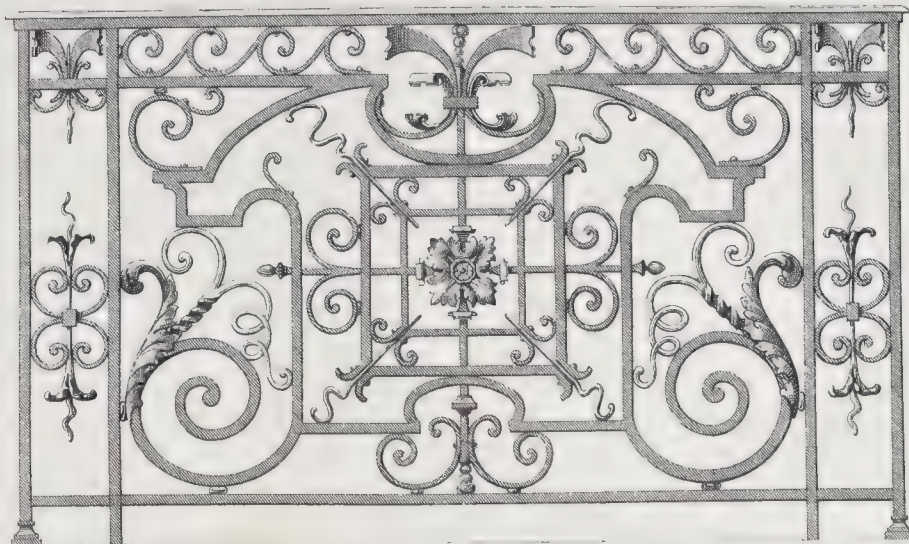








HALL ANGLAIS A LA CHAPELLE-EX-CERVAT AÏN-TENANT A M. E. B.
 D'UNE CLAUSSEREAU M. E. B. D'UNE CLAUSSEREAU



Imp. LE BARON.

E Le Baron Quai d'Orléans, 2.

BALCONS à PARIS, par L. THIRIOT, Fondeur.

Mètre

Surface couverte	43 76 x 20	a 3 87
40	Forme de 50 de Poutres	a 203 40 a 720
16	Colonnes creuses en fonte	a 700 x 11 800
50	Sabots en fonte	a 12 x 1 000
44	Traverse de Poutres en fer et en C	a 54 12 936 84 40 830
44	d' de Charpente	a 155 40 6 900
44	de lattes	a 178 x 2 304
44	Fers a vitrage	a 127 x 5 580
4	Grande Poutre aux Colonnes	a 3663 14 638
	Poids total de la charpente	68 250 kg
	Plancher de la galerie supérieure	12 170
	Colonnades en fonte	2 100
	Escaliers	4 224
	Balustrade	3 810
	Poids total	81 664 kg
	Surface Couverture en tôle	83 914 m ²
	Surface vitre	4 230 m ²
	Développement des colonnes	125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

21 664 kg
83 914 kg
4 230 m²
125 m

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Assemblage des Poutres
et des Colonnes

Coupe longitudinale des Ateliers

Ensemble de la Charpente en fer

Coupe transversale

Ateliers et Moteurs - GÉNÉRALE

Ateliers

Ateliers

